

L'Institut Grand-Ducal, calqué – mutatis mutandis – sur le modèle de l'Institut de France, a été créé en 1868, dans le « but de cultiver les sciences, les lettres et les arts ». Il groupe six sections : Histoire – Sciences naturelles – Médecine – Linguistique – Arts et Lettres – Sciences morales et politiques. Cette dernière section, la plus jeune, ne remonte qu'à 1966 et couvre « notamment la philosophie, les sciences sociales, politiques et économiques ainsi que les sciences juridiques ». Conformément à son règlement organique : « La section groupe des personnes qui, par la valeur de leurs travaux scientifiques, méritent d'être réunies en un collège représentatif de ces branches du savoir ».

ISBN 978-99959-926-0-6
© 2015 Institut Grand-Ducal
Section des Sciences Morales et Politiques

Adresse pour la correspondance:
andreelvinger@ehp.lu

LB

79749

+1

ACTES

de la
Section
des
Sciences
Morales
et
Politiques

Vol. XVIII

2015

Institut Grand-Ducal

ACTES

**de la Section
des Sciences Morales et Politiques**

Volume XVIII



**Luxembourg
2015**

Institut Grand-Ducal

A C T E S

**de la Section
des Sciences Morales et Politiques**

Volume XVIII

Site internet : www.igd-smp.lu

2015



Photo de la couverture
« Le prêteur et sa femme » par Quentin Metsys

© Institut Grand-Ducal 2015, Section des Sciences morales et politiques
Imprimeur : Unijep Luxembourg, Bertrange
ISBN : 978-99959-926-0-6



Table des matières

Préface du président	5
I. Communications (ordre chronologique)	9
Yves MERSCH : Architecture institutionnelle de la zone euro : lacunes, réformes et défis (21.03.2014)	11
Roger MOLITOR : Quelques réflexions sur la politique fiscale du Luxembourg. Les possibilités et les limites de cette politique dans le contexte économique, financier et social actuel (08.12.2014)	37
Jean-Pierre ZIGRAND: Cinquante Nuances de Risque Systémique (15.01.2015)	81
II. Hommage à Georges Als par	137
1) Marcel Mart	138
2) André Elvinger	141
3) Jean-Paul Harpes	160
III. In memoriam	169
1) Ernest Mühlen	171
2) Guy Schuller	175
3) Pierre Jaans	177
IV. Administration de la Section	181

V. Tableau des membres.....	185
a) Membres effectifs	186
b) Membres agrégés.....	192
c) Membres correspondants.....	193
d) Membres d'honneur	195
e) Membres décédés	196
 VI. Publications de la Section 1967-2015	 199
 VII. Législation concernant la Section des sciences morales et politiques.....	 235
Règlement ministériel du 23.11.1966 portant création d'une section des sciences morales et politiques.....	237
Règlement organique de la section des sciences morales et politiques.....	238
 VIII. Organisation de l'Institut Grand-Ducal	 243
Introduction – Sites Internet	244
1. Législation	245
2. Organisation de l'Institut Grand-Ducal	253
3. Adresses et administration des sections.....	254

Préface du président

Une fois n'est pas coutume : les communications publiées dans le volume XVIII des Actes de la Section des Sciences Morales et Politiques de l'Institut Grand-Ducal sont centrées sur des thèmes économiques. La coïncidence tient sans doute aux nombreuses questions que soulève un environnement économique toujours turbulent. Les thèmes abordés par les trois conférenciers, que la section a eu le plaisir d'accueillir au cours de l'année 2014, sont au surplus étroitement liés puisqu'il s'agit de réflexions relatives à la situation tendue des finances publiques et de la vulnérabilité du système financier aux crises systémiques. Le hasard du calendrier des conférences a voulu que le sujet ait été éclairé d'abord à travers certaines solutions visant à éviter une nouvelle crise financière et des finances publiques alors que les principales causes n'ont été présentées et discutées qu'à la dernière conférence.



La création de la monnaie unique de l'Union européenne fût, comme nous l'a rappelé **Yves Mersch** dans sa conférence, d'abord un projet politique. Les critères arrêtés pour permettre aux Etats membres de l'Union européenne de se partager cette monnaie n'intégraient qu'imparfaitement les exigences économiques d'une zone monétaire homogène. Cette imperfection dans la construction de la zone euro est apparue au grand jour avec la crise des finances publiques à laquelle se sont trouvés exposés au cours des dernières années certains Etats participant à la zone euro. Pour y remédier l'Union européenne a été contrainte de revoir *l'Architecture institutionnelle de la zone euro*. Yves Mersch nous a expliqué la logique qui sous-tend cette révision, les progrès qu'on peut en attendre aussi bien que les limites imposées par des compromis politiques difficiles. S'il est trop tôt pour juger l'efficacité de cette nouvelle *Architecture*, il est certain qu'elle constitue l'un des bouleversements les plus profonds qu'ait connus la construction européenne.

Si l'Union européenne se préoccupe de plus en plus de l'équilibre des finances publiques des Etats-membres, au point de contraindre sérieusement leur souveraineté budgétaire, la maîtrise de celles-ci reste essentiellement une responsabilité de chaque Etat. Le défi est grand

même pour ceux qui étaient considérés comme figurant parmi les plus vertueux. Décortiquant finement les comptes de l'Etat luxembourgeois, **Roger Molitor** nous a montré que la situation financière du Grand-Duché était sans doute moins rassurante qu'on avait pris l'habitude de le penser. Dans ses *Réflexions sur la politique fiscale du Luxembourg* il a insisté – données et graphiques à l'appui – que celle-ci devait s'orienter davantage autour des défis à moyen et long terme auxquelles le Grand-Duché se trouve confronté.

Les équilibres économiques sont souvent instables. Le système financier n'échappe pas à la règle. Dans une contribution intitulée *Fifty Shades of Systemic Risk*, **Jean-Pierre Zigrand**, nouveau membre correspondant de notre section, nous a sensibilisé aux multiples instabilités susceptibles d'affecter le système financier. Comparant celui-ci à la *Millenium Bridge* de Londres, qui se trouve soudainement soumise à des oscillations lorsqu'elle est empruntée par un trop grand nombre de passants, il a souligné le caractère aléatoire des risques systémiques et partant les difficultés pour en éviter l'occurrence et gérer les conséquences.

Outre les contributions aux conférences, les présents Actes contiennent trois hommages à notre regretté confrère **Georges Als**, membre fondateur de la section et pilier de son organisation durant les 16 ans où il en a été le secrétaire général. **Marcel Mart**, **André Elvinger** et **Jean-Paul Harpes** y dessinent le portrait d'une personnalité riche, dont l'esprit indépendant et critique fut une ressource précieuse pour le Grand-Duché.

Les Actes contiennent également l'éloge de trois autres confrères dont nous avons dû regretter le décès au cours de cette année : **Ernest Mühlen**, **Guy Schuller** et **Pierre Jaans**.

* * * * *

L'année 2014 a marqué également l'organisation de la section des sciences morales et politiques de l'Institut Grand-Ducal.

Après avoir assumé pendant dix ans la fonction de président, **André Elvinger** a choisi de passer le relai. La section a connu sous son mandat et grâce à son dévouement un profond renouveau. Les conférences se sont multipliées. Des journées d'études régulières sur de

grands thèmes d'actualités ont été lancées. De nouveaux membres ont été accueillis stimulant le dynamisme de la section. Des échanges avec les autres sections de l'institut ont été établis créant pour la première fois un sentiment d'appartenance commune à l'Institut Grand-Ducal. Sous la plume d'André Elvinger, un projet de refonte du règlement organique de 1868 a été préparé et présenté au ministère de tutelle... Qu'il soit vivement remercié pour toute l'énergie qu'il a consacrée à la vie de notre section et l'appui qu'il continue à lui prêter en ayant accepté de reprendre la relève de Georges Als comme secrétaire général *ad interim*.

Luxembourg, avril 2015
André Prüm

I. COMMUNICATIONS

Séance du 21 mars 2014

**ARCHITECTURE INSTITUTIONNELLE
DE LA ZONE EURO :
LACUNES, RÉFORMES ET DÉFIS**

par
Yves Mersch

Yves Mersch est membre de la Section des sciences morales et politiques de l'Institut Grand-Ducal depuis 2010.

Il a été successivement directeur du Trésor, président de la Banque centrale du Luxembourg et actuellement membre du Directoire de la Banque centrale européenne. Il siège également, en tant que membre du Directoire, au sein du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne.



Introduction par le président André Elvinger

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et représentants d'Ambassades,

Mesdames et Messieurs les Juges et Avocats généraux à la Cour de justice et au tribunal de première instance de l'Union Européenne,

Monsieur le Secrétaire général et Messieurs les directeurs de la Banque centrale du Luxembourg,

Chers invités,

Chers confrères,

Notre conférencier d'aujourd'hui est juriste mais rassurez-vous : son diplôme de l'Université de Paris I en droit international public s'est accompagné de son diplôme en sciences politiques et ce sont ces deux orientations qui clairement ont marqué sa carrière ultérieure.

Il était pourtant fils de magistrat et je garde le souvenir de l'humour de son père, Julien Mersch, juge de paix à l'époque au moment où, jeune avocat, j'avais l'honneur de plaider devant lui. Mais d'emblée, Yves Mersch s'est dirigé vers la fonction publique, en tant que conseiller au ministère des finances, ce qui a fait que non sans avoir été pendant deux ans au service du Fonds monétaire international à Washington, il est devenu Commissaire du gouvernement près la Bourse de Luxembourg et, en 1989, Directeur du Trésor.

Tout le préparait donc à devenir en 1998 gouverneur de la Banque centrale du Luxembourg et membre à ce titre du Conseil des gouverneurs et du Conseil général de la Banque centrale européenne. Et, depuis le 15 décembre 2012, il occupe la fonction prestigieuse de membre du Directoire de la Banque centrale européenne.

Notre pays est évidemment honoré de cette accession au plus haut niveau international.

Pourtant, beaucoup ont regretté de le voir nous quitter, car Yves Mersch, du temps où il était parmi nous, s'était signalé par des prises de position courageuses, entre autres, sur l'état de nos finances publiques, en ligne d'ailleurs avec la mise en garde que notre secrétaire général Georges Als, malheureusement empêché d'être des nôtres aujourd'hui pour cause de maladie, prononçait dans sa conférence-débat publiée au volume XVI de nos Actes sous le titre significatif « Sacrifier l'avenir pour préserver le présent ? ».

Yves Mersch est membre effectif de notre Section des sciences morales et politiques depuis 2010. Avant son élection, il nous avait à plusieurs reprises honoré de sa présence à nos conférences et il faut rappeler qu'en 1997 déjà, dans un colloque organisé par notre Section sous le titre « La problématique de l'Union monétaire européenne », à laquelle participait, entre autres, notre ancien membre d'honneur Pierre Werner, il avait présenté un rapport sous le titre « Le point de vue gouvernemental de l'Union monétaire » que l'on retrouvera sous le numéro 12 des Cahiers de notre Section. Depuis lors ses activités de publication ont eu lieu, entre autres, à la tribune prestigieuse du Bridge Forum.

Aujourd'hui, Yves Mersch nous parlera de l'architecture institutionnelle de la zone Euro, de ses lacunes, des réformes envisagées et des défis qui l'attendent.

Ce n'est pas la première fois que notre Section, depuis ce colloque de 1997, s'occupe et se préoccupe de l'Euro. Notre membre d'honneur Jean-Claude Juncker a tenu à notre tribune, le 3 juin 2011, une conférence remarquable sous le titre « La gouvernance économique dans la zone Euro », sujet proche, je crois, de celui que vous traiterez tout à l'heure, cher confrère.

Et nous avons, toujours au volume XVI de nos Actes, publié une communication de notre membre correspondant Pierre Jaans dont vous connaissez les opinions, sur les mérites, oubliés à tort selon l'auteur, de la défunte association monétaire entre le Luxembourg et la Belgique. Mais cette association, quelles qu'en aient été, à certains moments, les avantages, appartient au passé et l'Euro est bien vivant. Si vivant que, comme toute institution importante, elle comporte, comme vous le dites dans le titre de votre conférence, des lacunes, suscite des réformes et fait face à des défis.

Je vous cède avec grand plaisir la parole.

Conférence de M. Yves Mersch

Merci, cher Président, pour ces mots d'introduction. Je ne peux pas commencer sans d'abord remercier tous ceux qui sont dans la salle et qui, au cours des dernières années, ont certainement contribué à façonner les vues, non seulement sur l'euro, mais surtout sur l'Europe, ce qui est un peu le sujet d'aujourd'hui. Ceux d'entre vous qui me connaissent, ne serez pas particulièrement surpris.

Il est vrai que j'ai fait la défense du traité de Maastricht il y a presque vingt ans quand j'étais à cette tribune, alors qu'aujourd'hui j'en fais la critique. Il est vrai que, pour un juriste ou un politologue, ne pas être tout à fait consistant dans le temps est peut-être moins grave. Mais pour un économiste, *time inconsistency* est moins bien vu. A première vue, il y a une incohérence entre ce que je vais dire aujourd'hui et ce que j'ai dit il y a vingt ans, mais ce n'est qu'une apparence. Je crois avoir maintenu la même ligne.

La défense du traité de Maastricht il y a vingt ans était la défense contre des thèses plutôt souverainistes. J'ai essayé de convaincre de céder une partie de souveraineté qu'on ne possédait même pas au Luxembourg, c'est-à-dire la souveraineté monétaire, et aujourd'hui je défends encore une fois l'Europe par la critique du traité de Maastricht. Maastricht n'était pas allé assez loin. Il faudrait faire plus d'efforts en faveur de l'intégration européenne pour dépasser le stade du consensus politique de 1990, et donc essayer de tirer avantage de la crise pour avancer dans la construction européenne.

La crise a mis en évidence les lacunes majeures du cadre institutionnel que le traité de Maastricht avait initialement défini pour la zone Euro. Il manquait à ce cadre des éléments qui, dans une union monétaire, sont pourtant indispensables. Je crois que la raison principale était que le traité de Maastricht était en fait un reflet de son temps. Déjà quelques années après le traité, il avait dû être complété par le Pacte de stabilité et de croissance dans le domaine budgétaire, mais le Pacte de stabilité était lui aussi encore fortement influencé par la pensée dominante de cette époque. Et celle-ci voulait que la politique budgétaire puisse continuer à relever avant tout de la compétence des autorités nationales, et qu'il suffisait de soumettre cette souveraineté budgétaire nationale à quelques règles éparses au niveau européen.

Ce serait la pression des marchés financiers qui permettrait de compléter la discipline budgétaire, et ce serait le marché financier qui imposerait sa discipline aux Etats membres. Ces attentes se sont avérées trop optimistes et ont été cruellement déçues. Les limites fixées par le traité et le pacte pour le déficit et la dette publique n'ont pas apporté le remède escompté. En plus, les pays de la zone euro ont toléré des infractions aux règles, notamment par les plus grands pays qui ont évidemment eu un *negative incentive* pour les autres pays ; donc première faiblesse : le respect de finances publiques saines.

Deuxième faiblesse : la politique économique. Le traité ne prévoyait qu'une vague coordination des politiques économiques et la Commission elle-même n'a pas utilisé cet article sur la coordination, qui était très minimaliste, pour essayer de la pousser. Cette situation s'est avérée problématique dans la mesure où, dans la plupart des cas, on a vu que les crises budgétaires sont précédées de déséquilibres macroéconomiques, de déséquilibres dans l'économie réelle qui ensuite précipitent les difficultés budgétaires.

Troisième faiblesse, après le budget et l'économie, c'est le canal de transmission de la politique monétaire. C'est à travers les banques que la Banque centrale émet les signaux vers l'économie réelle. Or l'Europe n'avait pas la moindre stratégie cohérente, ni en matière de réglementation bancaire, ni en matière de surveillance du secteur financier, alors même qu'une monnaie unique requiert un secteur financier intégré. Je rappelle évidemment que, pendant les négociations du traité de Maastricht, la question avait été débattue. A l'époque on était douze pays membres et il y avait six qui étaient en faveur de l'attribution de la surveillance bancaire à la Banque centrale, et six qui étaient contre. Et ce qui en est sorti c'est un compromis : à l'unanimité des Etats membres, la Banque centrale pouvait être dotée de la surveillance.

En pleine période de crise, cet article a été activé pour donner la surveillance à la Banque centrale. Il n'y avait donc pas de cadre de supervision au même niveau que la monnaie, il n'y avait pas de cadre réglementaire unifié, et il n'y avait pas de cadre non plus permettant une faillite ordonnée d'une banque. L'échange d'informations entre autorités nationales de supervision s'est avéré aussi très insuffisant, et cette situation a entraîné non seulement des distorsions de concurrence au sein du marché unique, mais aussi la réalisation que la zone euro était incapable de gérer des crises systémiques. Il serait toutefois trop simple de

condamner rétroactivement l'ébauche de ce cadre institutionnel européen au niveau du traité de Maastricht pour la zone euro à la simple lumière de l'expérience dont nous pouvons nous prévaloir aujourd'hui. Ne vaudrait-il pas mieux admettre qu'une grande partie des décideurs d'alors n'avaient pas entièrement mesuré les conséquences d'une union monétaire et la portée exacte d'une union monétaire ?

Il est vrai que peu de personnes avaient l'expérience d'une union monétaire, il n'y avait que le Luxembourg et la Belgique qui avaient cette expérience. Je me rappelle qu'il y a presque vingt ans, j'avais déjà écrit que l'euro devait imposer une discipline accrue à la fois aux politiques budgétaires et économiques, puisque ces politiques ne pouvaient pas se permettre de trop diverger, car l'ajustement à l'avenir ne pouvait plus se faire par dévaluation de la monnaie nationale, mais par l'économie réelle. Donc, au cours des années, on a vu que l'internalisation de la portée exacte de l'Union monétaire dans les prises de décisions nationales laissait à désirer. Il est vrai que l'on se rend mieux compte aujourd'hui, qu'une coordination souple des politiques entre Etats indépendants est une approche qui n'est pas compatible avec une monnaie unique. Il ne s'agit pas simplement d'une union commerciale, l'Union monétaire va beaucoup plus loin dans la mise en commun de la souveraineté.

Avant la crise, certains Etats ont profité grâce à leur appartenance à l'Union monétaire de taux d'intérêt nettement plus bas de ce qu'ils avaient jamais expérimenté au cours de leur histoire d'après-guerre. Mais au lieu d'en tirer avantage, pour initier un processus de rattrapage économique vers le meilleur niveau en conduisant des réformes structurelles, et un assainissement budgétaire si nécessaire, cet avantage a été plus ou moins dilapidé. Quasiment personne ne s'est inquiété des répercussions que des mesures budgétaires ou de politiques économiques inadaptées décidées par un pays de la zone monétaire pouvait avoir sur d'autres pays appartenant à cette zone.

Une architecture institutionnelle cohérente et solide pour la zone euro doit s'appuyer sur un cadre budgétaire plus fortement intégré, une politique économique coordonnée et un secteur financier réglementé et contrôlé à l'échelon qui est identique à l'échelon monétaire, c'est-à-dire supranational. La politique budgétaire étant évidemment au cœur d'une démocratie, tout transfert de souveraineté vers le niveau européen dans ce domaine devrait s'accompagner de changement de traité et du renforcement de la légitimité démocratique au niveau européen. Il

n'est guère envisageable de simplement transférer des pouvoirs vers le parlement européen, sans ajuster son fonctionnement aux contraintes de l'Union renforcée.

Il n'y a pas si longtemps un profond scepticisme régnait sur la scène internationale sur la capacité de la zone euro à se réinventer et je vous citerai ce que l'hebdomadaire *The Economist* écrivait il y a seulement deux ans :

« If you were sitting down with a blank sheet of paper, you would advise the euro zone to complement its one-size-fits-all monetary policy by pulling sovereignty and creating new institutions. You would set up a European mini IMF (call it an EMF) with enough funds to tide over troubled countries as they adjusted their economies. A pan-European banking regulator and a bail-out fund could ensure that the large European banks were not at the mercy of their vulnerable sovereign borrowers. To stop the markets from picking off weak links, you might organise centralised borrowing – in which all countries jointly stood behind the debt of each government. And, to stop spendthrift governments from exploiting these mechanisms, euro-zone countries would agree to submit their fiscal policies to the say-so of everyone else. It amounts to a blueprint for the United States of Europe and it is utterly beyond reach. »

C'était il y a deux ans. Je crois que je peux faire l'économie de la traduction devant cet auditoire. De nombreuses réformes, qui apparaissaient encore comme *« utterly out of reach »* il y a quelques années, ont été mises en œuvre ou sont sur le point de l'être.

Avec le mécanisme européen de stabilité, nous disposons d'un instrument efficace pour la gestion de résolution des crises. Initialement, les interventions de crises étaient encore organisées de manière ponctuelle par les Etats membres individuels et le Fonds monétaire international. Mais depuis un an et demi, nous avons le MES qui remplace durablement le Fonds européen de stabilité financière, mis en place pour une durée limitée.

Toutefois, je vois déjà que certains dans l'auditoire vont dire « mais ce n'est pas une institution européenne au sens strict », il s'agit d'une structure purement intergouvernementale. Afin de renforcer davantage l'intégration européenne, il serait effectivement opportun, à la première occasion possible, de transformer ce mécanisme en une véritable institution

fédérale. L'Europe ne dispose pas seulement d'une gamme d'instruments permettant de mieux gérer les crises, elle engage également des réformes qui ouvrent une voie nouvelle en rendant la zone à priori moins exposée aux crises. Des progrès ont été faits, encore une fois pendant les deux dernières années, dans trois domaines.

En premier lieu, de nouveau la gouvernance budgétaire. Elle a été sensiblement renforcée et ce cadre nouveau vise à accroître la discipline et à conforter la soutenabilité de la politique budgétaire dans les pays de la zone euro. D'une part, la surveillance budgétaire a été élargie et d'autre part les sanctions s'appliquent aujourd'hui de manière quasi-automatique lorsqu'un Etat membre ne respecte pas les règles convenues. Quand c'était le cas la dernière fois sous le traité de Maastricht, il fallait encore avoir une majorité pour sanctionner. Aujourd'hui, il faut plutôt une majorité contre pour ne pas sanctionner. Bien évidemment, ce n'est toujours qu'un cadre de règles. Il est essentiel que ce cadre de gouvernance soit amélioré constamment et surtout qu'il soit rigoureusement appliqué.

D'un autre côté, la Commission européenne a récemment émis un avis sur les projets de budget des Etats membres avant qu'ils soient votés, c'est quand même aussi une grande nouveauté. Et cette nouveauté nous revient du règlement dit « two-pack ». La Commission est parvenue à la conclusion que des mesures supplémentaires sont nécessaires dans de nombreux pays de la zone euro afin de mettre leurs budgets en conformité avec les règles du Pacte de stabilité de croissance. C'est une nouveauté. Bien que les efforts d'assainissement budgétaire, parfois de grande envergure dans un certain nombre de pays les plus fortement touchés, commencent à porter leurs fruits, il ne s'agit pas à présent de commencer à se reposer sur les lauriers.

Deuxième domaine d'amélioration : la politique économique. La politique économique n'est toujours pas européenne, mais les politiques économiques nationales se trouvent maintenant un peu plus sous surveillance avec la procédure concernant des déséquilibres macroéconomiques. Les évolutions macroéconomiques dans les pays de la zone euro font l'objet d'une surveillance renforcée, et les dérapages peuvent ainsi être identifiés et corrigés à un stade précoce, dans l'idéal avant même qu'ils n'engendrent des déséquilibres budgétaires profonds. Le cadre de gouvernance amélioré montre des signes d'efficacité, comme nous avons pu le constater début mars de cette année, puisque dans le cadre de cette procédure la Commission a souligné que des améliorations

supplémentaires devraient être apportées à la politique mise en œuvre par certains pays de la zone euro.

Il faut espérer que la Commission continuera à exercer ses nouvelles compétences de manière cohérente et de manière rigoureuse. Mais il est vrai que tout ceci a été fait à l'intérieur des traités existants, et en plus toutes les ficelles de l'intergouvernemental ont aussi dû être tirées pour arriver à ce résultat. Au niveau des résultats, il faut constater que la compétitivité s'est effectivement améliorée dans les pays les plus durement touchés par la crise. C'est ainsi, par exemple, qu'au cours des cinq dernières années les coûts unitaires de main-d'œuvre ont diminué de près de dix points de pourcentage au Portugal, de quinze points en Grèce et en Espagne, et même de plus vingt points en Irlande, par rapport au reste de la zone euro. Et la divergence de l'évolution des coûts unitaires a aussi commencé à se rétrécir. Je ne peux pas éviter de faire la remarque qu'il reste un seul pays qui, de ce point de vue, continue à s'écarter négativement du reste de la zone euro, vous devinez lequel.

Le niveau toujours élevé de chômage, qui touche tout particulièrement les jeunes, reste un problème dans les pays qui sont en train de voir une amélioration de leur compétitivité, pour la simple raison que les chiffres de l'emploi sont des indicateurs qui ne réagissent qu'avec un certain délai. Mais les premiers signes d'une légère amélioration sont perceptibles dans ces pays. Au Portugal, le taux de chômage a baissé de deux points de pourcentage l'an dernier et en Espagne aussi le nombre de chômeurs a reculé et l'emploi a recommencé à croître. En outre, les pays concernés ont engagé des réformes structurelles. Selon les estimations de l'OCDE, les institutions du marché du travail au Portugal, en Espagne et en Grèce font preuve désormais d'une plus grande flexibilité que celle des pays-clés, ce qui augure en bien pour leur potentiel de croissance à venir.

Troisième domaine de réforme : le mécanisme de surveillance unique en matière prudentielle sera mis en œuvre à partir de novembre prochain. Il s'agit de la première étape sur la voie de l'union bancaire, et avant-hier la deuxième étape a aussi été politiquement accomplie. Je pense que cette première étape constitue le prolongement logique de la décision de partager une monnaie commune. En effet, une union monétaire ne peut fonctionner sans un secteur bancaire intégré et l'intégration ne peut se faire sans un cadre institutionnel adéquat. Nos préparatifs au sein de la Banque centrale européenne en vue de la mise en place du mécanisme de surveillance prudentielle vont bon train.

En février, une phase essentielle a commencé, nous sommes en train de faire une évaluation des bilans des banques qui s'articule autour des inspections sur place menées auprès des principales banques de la zone euro. La semaine dernière, nous avons publié un manuel qui est relatif à l'examen de la qualité des actifs, qui est le fil conducteur de cette évaluation extensive des bilans des banques. Cette évaluation, est un élément constitutif de l'examen de grande ampleur qui précède l'entrée en vigueur de la surveillance unique des banques. Là aussi nous observons dès à présent – avant même les premières missions de surveillance prudentielle – des évolutions tout à fait positives. L'an dernier, déjà, de nombreuses banques ont commencé à assainir leur bilan. Cette démarche aura également une incidence à moyen terme sur l'économie réelle. Il ressort de notre dernière enquête sur la distribution du crédit bancaire que le renforcement de la confiance dans le secteur bancaire se traduit déjà par une amélioration des conditions en matière de crédit, ou je dirais plutôt par un arrêt de la détérioration des conditions d'allocation de crédit à l'économie réelle.

Comme je viens de le dire, avant-hier nous avons vu qu'un accord politique a été trouvé sur la résolution des banques. Un fonds unique doté de 55 milliards d'euros et d'une capacité d'emprunt sera institué et il sera financé par les contributions des banques elles-mêmes. Donc il n'y a plus de contribuable en dernier ressort qui sera maintenant mis à contribution en cas de difficultés bancaires. Mais ce marathon institutionnel, dans les trois domaines que je viens de mentionner, ne doit pas s'arrêter au niveau européen. Il doit aussi s'accompagner d'efforts institutionnels dans chaque pays pour pouvoir accompagner ce qu'il y a comme nouvelles institutions au niveau européen, pour que chaque pays puisse continuer à participer à la marche européenne. On constate que plusieurs Etats membres ont un certain retard en cette matière, dont des Etats membres qui sont dotés d'une place financière. Je crois qu'ils doivent accélérer leur effort de mise en place des institutions nécessaires pour continuer à assurer leur place au niveau européen. Cet effort je le vois surtout dans les domaines comme un mécanisme de garantie de dépôt préfinancé, capable d'une réaction beaucoup plus rapide que cela n'a été le cas dans le passé.

Cela inclut également la mise en place d'un registre de crédit dans tous les pays, concernant l'établissement rapide d'une autorité macroprudentielle, qui devrait évidemment être dotée de la capacité d'analyse nécessaire et qui devrait avoir à sa disposition la maîtrise d'instruments clairement définis. Cela inclut également la mise en place d'une autorité fiscale indépendante.

Toutes ces réformes sont importantes, mais elles ne sont pas encore suffisantes pour faire de la zone euro ce qu'elle est censée être, à savoir une véritable union monétaire liée par un ciment politique entre Etats membres et surtout entre ses citoyens. Nous continuons à vivre dans une Europe à plusieurs vitesses. Tous les Etats membres de l'Union européenne ne font pas partie de l'espace Schengen. Sur les 28 Etats membres de l'Union européenne, seuls 25 ont souscrit au pacte budgétaire. Nous ne savons pas quels seront les Etats membres en dehors de la zone euro qui participeront à l'union bancaire.

Un marché unique peut sans doute fonctionner jusqu'à un certain point avec des structures intergouvernementales, mais dès l'introduction d'une monnaie unique, des structures supranationales s'imposent de plus en plus. Une union monétaire requiert un cadre institutionnel et politique solide. L'Eurogroupe pourrait ainsi être renforcé pour rendre le processus de décision plus efficace au niveau de la zone euro. Serait-il trop idéaliste d'envisager sa transformation à terme en un trésor européen ? Je parle bien à terme. Je ne le pense pas. La crise a montré à quel point des réformes, qui paraissent impensables quelques mois auparavant, peuvent devenir réalité sous la pression des événements.

Cela ne veut pas dire que je souhaite déjà que la prochaine crise nous tombe dessus. La question d'une représentativité appropriée au niveau international est également cruciale. Si les chefs d'Etat et de Gouvernement décident de partager davantage de souveraineté au niveau européen, il convient également de renforcer la légitimité démocratique à ce niveau. C'est la mission incombant aux députés européens que nous pouvons élire démocratiquement tous les cinq ans. Les prochaines élections devraient permettre d'avoir un débat public ouvert et davantage personnalisé grâce à la nomination de candidats appelés « tête de liste » par les partis européens.

On peut aussi regretter que certaines propositions fort intéressantes de la Convention n'aient pas pu voir le jour, et je pense notamment à l'élection au suffrage universel d'un président européen qui aurait donné un visage à l'Europe pour tous les citoyens européens. Cette légitimité démocratique est particulièrement importante au sein de la zone euro, c'est la raison pour laquelle je n'ai personnellement pas d'apriori à l'encontre des propositions qui prévoient par exemple des séances du Parlement européen dans la seule composition de membres issus de la zone euro. Si l'Europe n'a pas de visage, les citoyens s'en prennent aux idées.

En guise de conclusion, je résumerai les points essentiels. Une union monétaire va bien au-delà d'une simple zone de libre-échange ou d'une association souple d'Etats indépendants. Dès lors, elle ne se réalise pas seulement à travers une politique monétaire unique.

A la suite de la crise, cette prise de conscience a conduit à mettre en œuvre des réformes institutionnelles au sein de la zone euro. L'Europe sort de la crise certes renforcée au niveau institutionnel. De ce point de vue, les paroles de l'écrivain suisse Max Frisch sont tout à fait pertinentes : « Une crise peut être une situation féconde, il faut simplement lui enlever son arrière-goût de catastrophe ».

J'espère que nous pouvons préserver cette fécondité même s'il apparaît que l'Europe ne sort qu'avec peine de cette crise. Car il nous reste encore beaucoup à faire pour que l'architecture institutionnelle de la zone euro réponde aux exigences d'une véritable union monétaire.

Merci de votre attention.

Discussion après la conférence de Monsieur Yves Mersch du 21 mars 2014

M. André Elvinger : Merci cher confrère. Vous avez tenu parole en disant que vous parleriez de lacunes, de réformes et de défis. Vous avez annoncé des solutions et vous l'avez fait avec une concision remarquable, une précision extrême et une grande conviction.

Nous sommes très honorés de vous voir, en tant que membre du directoire de la Banque Centrale Européenne, dans une position absolument centrale à Francfort au sein de ce qui sera maintenant cette Union européenne. Vous faites honneur à notre pays en exerçant cette haute fonction.

Je prévois, et vous l'avez prévu tout à l'heure, que certains pourraient sur certains points être soit du même avis, et nous apporteraient donc un appui supplémentaire, ou, au contraire, prendre des positions différentes des vôtres, ce qui rentre dans l'objet habituel de nos discussions. C'est dans cet esprit que j'ouvre la discussion. Nous avons de grands européens parmi nous.

M. Jean Hamilius : Monsieur le président, permettez que prenne l'initiative d'ouvrir le débat avec une première question qui sera certainement suivie par d'autres interventions.

En tant que fédéraliste européen de la première heure je suis complètement d'accord avec Monsieur Mersch, à savoir qu'il faut harmoniser, qu'il faut coordonner les politiques budgétaires et économiques des Etats membres de notre Union, qu'il est aussi urgent de soumettre le secteur financier privé, les banques donc, à des règles et à une surveillance communes.

Nous assistons cependant à l'heure actuelle à une « Europamüdigkeit » de la part de beaucoup de nos citoyens, à une attitude critique vis à vis de ce qui est vu comme une prolifération administrative incontrôlée des instances européennes, comme une ingérence abusive dans les affaires nationales. Or l'orateur vient de nous indiquer toute une série de tâches, de fonctions nouvelles répondant à ces besoins d'harmonisation et de contrôle. Cela conduira inévitablement à la création de nouvelles officines et au renforcement d'autres déjà existantes.

Le temps n'est-il dès lors pas venu pour mettre le holà à cette prolifération administrative perçue, pour veiller à ce que les instances européennes se concentrent sur l'essentiel ?

Le conférencier : Merci pour la question. Ce matin j'ai parlé à Cologne où il y avait un deuxième orateur, le professeur Verheugen, à qui on a posé la même question. Personnellement, je crois que la perception de la prolifération de la réglementation a deux origines. Premièrement, dans certains cas, le monde est devenu plus complexe et l'absence de réglementation dans des domaines comme le monde bancaire a montré ses limites. Deuxièmement, je crois que si nous continuons à produire plus de juristes que d'ingénieurs, inévitablement nous aurons plus de litiges et plus de réglementations. Mais ceci est un peu une boutade. A vrai dire, beaucoup de réglementations ont leur origine dans les demandes issues des Etats membres. Tandis que les Etats membres qui n'ont pas demandé cette réglementation décident de suivre le cours. Il est vrai que quand on voit l'effort que certains nouveaux pays membres de la Communauté ou de l'Union doivent accomplir, cela dresse un peu les cheveux sur la tête : plus de soixante mille pages de réglementations, ce qui paraît énorme. Je crois que je vous ai convaincus que je ne partage pas tout à fait l'analyse de nos amis britanniques sur l'Europe, mais inévitablement nous nous approchons rapidement du point où nous devons faire une évaluation de ce qui est vraiment nécessaire au niveau européen, et de ce qui n'est pas nécessaire. Le moment est venu de se concentrer sur l'essentiel. Je crois que la réglementation de la taille des bananes ou autres fruits à Bruxelles n'est peut-être pas ce qu'il y a de plus important par rapport à notre avenir. L'explication vient du fait qu'au début, ou encore aujourd'hui, 40 % du budget communautaire ou de l'Union va à l'agriculture. Or, l'agriculture représente 2 à 3 % du PIB et beaucoup moins en termes de population. Cela ne veut pas dire qu'il faut sous-estimer les difficultés auxquelles est confronté ce secteur. Mais si l'Europe ne se soucie pas des inquiétudes des citoyens, les citoyens ne vont plus se soucier de l'Europe. Je crois donc que le moment est venu de remettre sur la table les transferts de certaines souverainetés à l'Europe et leur rapatriement également, et sur ce point le Premier Ministre Cameron n'a pas tort. Cela ne veut pas dire que je partage les six autres points de son programme.

M. Marcel Mart : Tout d'abord je voudrais vous remercier, et je pense parler au nom de tout l'auditoire, pour votre exposé extrêmement complet. Mais je voudrais aborder une question plus technique qui vise le conflit latent, mais récurrent entre la Banque Centrale Européenne et la Banque Centrale Allemande ainsi que le Bundesverfassungsgerichtshof allemand.

Un conflit qui tourne autour de la question jusqu'où la Banque Centrale Européenne peut aller trop loin dans le rachat quasiment illimité

de bonds d'Etat de moins de trois ans, sachant que, par une espèce de fiction, ces bonds sont considérés comme ayant un triple A. Cette pratique a certes sauvé l'Euro à un moment crucial mais depuis lors ce rachat a pris de l'ampleur et atteint, si mes dernières informations sont exactes, jusqu'à 33 % du PIB de la zone Euro alors que cette même pratique, appliquée par la Banque centrale britannique atteint 23 % et celle par la Banque Centrale américaine 19 %.

Le conférencier : Je crois que votre question mériterait presque un exposé complet. En premier lieu, dès mon enfance, j'ai appris que je ne dois jamais commenter une affaire qui est pendante en justice. Mais ceci dit, je peux répondre à certaines questions. Je suis d'accord avec la Cour constitutionnelle allemande que les traités prévoient que la Cour de Justice européenne s'occupe de l'évaluation des frontières du mandat des institutions européennes, si elles doivent être évaluées, et que ce sont les Cours nationales qui s'occupent des institutions qui restent nationales. Et si une Cour nationale a un problème à ce sujet, elle en réfère à la Cour européenne, ce qui a été fait. Il est vrai aussi que la Cour européenne prévoit dans ses procédures de recevoir l'opinion de la Cour nationale qui pose la question. Donc, jusque-là je n'ai aucun problème avec ce qui est en cours. Maintenant il y a le contenu. La Banque centrale européenne a dans ses statuts un article 18 qui prévoit qu'elle peut faire des achats directs, mais qu'elle ne peut pas acheter sur le marché primaire des dettes de l'Etat. Nous ne l'avons pas fait depuis l'annonce que nous pourrions acheter dans certaines conditions, que nous pourrions utiliser ces instruments, toujours dans le souci de respecter notre mandat et l'objectif final de la stabilité des prix. Nous n'avons jamais publié la décision. Nous avons fait un communiqué du contenu de la décision, et donc aucun achat de titres publics n'a été réalisé. Il est vrai aussi que les Banques centrales nationales continuent à avoir des réserves. Ces réserves doivent être investies, donc dans leur portefeuille d'investissement se trouve en grande partie des titres d'Etat souverains de la zone euro et en dehors de la zone euro. Comme les Banques centrales de la zone euro sont souvent des banques respectables qui ont plus de 200 années d'activité, ces montants sont assez considérables. Dans un premier programme d'achat appelé SMP, dont on ne parle pas, la Banque centrale européenne a acheté jusqu'à 215 milliards d'euros et entre-temps je crois que le niveau est encore de l'ordre d'à peu près 170 milliards. Mais ce programme a été interrompu et rien que l'annonce du nouveau programme a été suffisant pour enrailler des attentes qui étaient devenues dangereuses pour la cohésion de la zone euro. Le risque de crédit, qui effectivement doit être sanctionné par

les marchés, ne l'était pas assez dans les années 90 et de 2000 à 2005. Soudainement, les banques ont redécouvert que les risques souverains représentaient **également** un risque de crédit et commençaient à **demand**er une prime de **risque** **accrue** à cet effet. Ce n'est pas du tout à **cette** prime de risque qu'on voulait retourner, puisqu'elle correspond à un risque accru en corrélation avec le déficit budgétaire. Une prime supplémentaire était demandée parce qu'on pensait qu'un pays n'allait pas pouvoir rembourser en euros, mais en monnaie nationale, puisque la zone euro allait éclater. Et c'est cette prime de risque additionnelle qu'on a voulu attaquer et qui entre-temps a effectivement disparu. Donc, a priori, ce qu'on a appelé un *tail risk* ou un *black swan* n'existe plus aujourd'hui, mais cela intéresse toujours la Cour constitutionnelle allemande et maintenant la Cour de justice européenne. La question que vous posez va un peu plus loin. Il est évident qu'il appartient à chaque Cour de faire le contrôle ultra vires de la limite du mandat d'une institution. La Cour se réserve, selon une jurisprudence qui est plus ou moins semblable dans beaucoup de pays, non pas de se substituer à l'institution pour prendre des décisions à sa place, mais dans les cas où il y aurait un dépassement évident et significatif de son mandat, la Cour devra indiquer : cela nous semble aller un peu loin. Et c'est effectivement ce dont la Cour de justice européenne aura à juger en fonction de sa jurisprudence passée. La question est un peu plus compliquée en Allemagne, puisque la Cour constitutionnelle allemande ne juge pas les actes ultra vires d'une institution européenne, dont elle a demandé une interprétation à la Cour européenne, par contre, elle se réserve le droit de comparer l'évolution de l'intégration européenne par rapport à l'identité culturelle allemande. Et l'identité culturelle allemande se demande si le droit de vote de chaque citoyen est préservé quand le Parlement national n'est plus à même de contrôler les dépenses qui ont été engagés dans d'autres Etats membres, et qui doivent être payés par les citoyens allemands. L'examen de notre programme OMT a été fait dans le cadre d'un recours plus général contre le mécanisme européen de stabilité, qui a été maintenant déclaré compatible avec la Constitution allemande, puisque c'est en tous les cas le Parlement allemand qui va pouvoir bloquer la contribution allemande à tout programme de soutien à un pays de la zone euro. La Cour allemande affirme qu'elle n'est pas contre la solidarité européenne, mais qu'il faut changer les traités et transférer la souveraineté par le traité au niveau européen. Je ne suis pas un constitutionnaliste, mais je crois qu'il faut voir les soucis et la jurisprudence passée de la Cour constitutionnelle allemande, sans tout de suite conclure nécessairement une attaque contre l'Europe. Je crois que c'est plutôt un souci que l'Europe ne se fasse pas par l'arrière-porte, mais que l'intégration européenne à

l'avenir se fasse par la grande porte, c'est-à-dire les référendums et les élections, ou un changement des traités. Je crois que ce sont tous les éléments que je peux apporter à la discussion ce soir. Il est vrai aussi que nous nous sommes imposés nous-mêmes un certain nombre de limites et de mesures pour que toute décision que nous aurions prise ou que nous serions amenés à prendre, se fasse dans le strict respect de notre mandat.

M. André Elvinger : Merci d'une si brillante réponse à de si difficiles questions. Notre ami Pierre Seck demande la parole. Pierre Seck est le Président de la Section des sciences de l'Institut Grand-ducal et il a été au cours de l'année passée le Président de l'Institut grand-ducal dans son ensemble où il a assumé ces fonctions avec brio et enthousiasme.

M. Pierre Seck : Merci, c'est très gentil. Merci, Monsieur Mersch de votre conférence. J'aurais en fait trois questions. La première, vous l'avez déjà un peu mentionné : cet Euro introduit avec très peu, comment dirais-je, d'institutions de contrôle. Et donc est-ce qu'on n'a pas péché un peu par naïveté, peut-être voulue, pour introduire cet Euro et notamment, et cela est ma première question, pour admettre des pays dans la zone Euro dont on savait très bien qu'ils avaient des économies parallèles. Je ne veux pas donner des noms, mais vous savez sûrement aussi bien que moi que certains pays du sud de l'Europe avaient des économies très parallèles et n'étaient en fait donc pas prêts pour être admis dans la zone Euro. Ma deuxième question : vous avez parlé de la compétitivité améliorée. Mais une telle compétitivité, ne va-t-elle pas de pair avec un appauvrissement de larges parts de populations ? Est-ce que vous ne craignez pas qu'il y ait ainsi des explosions sociales qui vont se faire dans des pays qui sont moins bien lotis, dans le contexte de l'Euro où ils ne peuvent plus adapter leurs économies, comme c'était le cas avant, par des variations de leurs monnaies nationales. Et, *last but not least*, est-ce que vous ne craignez pas qu'il y ait dans un prochain avenir des pays qui vont sortir de l'Euro ? Je prends comme exemple les Pays-Bas notamment, où on a actuellement une atmosphère assez spéciale, où il y a des demandes et des pressions pour sortir de l'Euro. Merci.

Le conférencier : Il est vrai que je suis un technicien de la monnaie, mais la monnaie est une décision politique. Il est vrai aussi que la décision de faire la monnaie unique a été un peu accélérée par un événement historique, la chute du mur de Berlin, et Jacques Santer est un témoin de premier rang de cette évolution, donc la décision de mettre la souveraineté monétaire ensemble est une décision politique. Mais, quelques fois les

décisions sont prises sous l'empresse d'un événement, sans que toutes les conséquences aient été parfaitement mesurées.

Deuxièmement, nous étions à cette époque-là sous l'impression de la pensée ambiante que les marchés allaient tout régler eux-mêmes et que nous n'avions pas besoin de réglementations. La crise a un peu changé ce paradigme. Troisièmement, les marchés qui ont sous-estimé la volonté et la détermination des politiques de garder cet acquis européen, et tous ceux qui ont fortement spéculé contre l'euro, en sont partis pour leurs frais. Monsieur Soros a gagné 30 milliards de livres sterling parce que la Grande-Bretagne était isolée. D'autres ont perdu un montant beaucoup plus élevé en spéculant contre la zone euro parce qu'ils ont sous-estimé la volonté de nos représentants politiques de préserver l'euro. Mais préserver l'euro voulait aussi dire faire les réformes nécessaires.

Ensuite, je crois qu'il y a une faille logique quand vous dites que la rigueur amène un appauvrissement. L'ajustement ou la compétitivité n'appauvrit pas. L'appauvrissement est la conséquence de gabegies précédentes. Quand on distribue de la richesse que l'on n'a pas créée, on distribue des illusions, il est évident que cela crée une indigestion. Et l'indigestion ne se résout pas par une augmentation des dettes, mais par une cure d'amaigrissement. L'appauvrissement est la conséquence des mauvaises politiques faites dans ces pays en premier lieu. Oui, si un pays n'est pas prêt à respecter la discipline et la convergence économique qui va de pair avec une monnaie unique, ce pays ne peut pas rester dans la zone euro. Oui, si la population d'un pays membre décide de ne pas rester dans la zone euro ou même dans l'Union européenne, personne ne peut les retenir évidemment. Mais il n'y a rien de prévu à ce sujet dans les traités. Je crois que ce pays se rajusterait assez rapidement en voyant la rigueur beaucoup plus dure et non nécessaire qui lui serait imposée dans ce cas-là.

M. Jacques Santer : Je vais brièvement enchaîner sur l'une ou l'autre question qui a été évoquée également tout à l'heure par Yves Mersch. Nous avons le privilège d'avoir Yves Mersch ici, parce que c'est lui qui connaît le mieux certainement également l'histoire de l'Union économique et monétaire. Je me rappelle très bien lorsqu'il présidait comme haut fonctionnaire la commission intergouvernementale de l'Union économique et monétaire qui était intégrée dans le traité de Maastricht. Et il sait alors de quoi il s'agit, c'est-à-dire quelles étaient certaines illusions qu'on a créées à ce moment-là. On savait très bien que l'Union économique et monétaire telle qu'on l'avait envisagée n'était pas parfaite pour les raisons qu'il avait d'ailleurs évoquées tout à l'heure. Elle n'était pas parfaite parce qu'on avait sous-estimé un fait essentiel, à mon

sentiment, c'est qu'on croyait effectivement à ce moment-là du point de vue politique que c'est à travers le fonctionnement de l'Union économique et monétaire qu'on allait vers une union politique. Et je me rappelle encore très bien le fameux discours de Helmut Kohl, le Chancelier allemand, je crois que c'était le 9 novembre 1990, où il a dit : « Une union économique et monétaire n'est possible et viable sans une union politique ». Et c'était là où on a sous-estimé le fait que l'union économique et monétaire n'allait pas effectivement créer cet entrain vers l'union politique. Aujourd'hui avec la crise on a rétabli un certain nombre de problèmes, de déficiences. On a, durant les deux dernières années et Yves Mersch vient de le dire d'ailleurs avec beaucoup de conviction, combien on a travaillé là-dessus avec les six-pack, avec toutes ces innovations, l'union fiscale, l'union bancaire et tout cela. Mais, le problème reste toujours : est-ce qu'on a besoin maintenant d'une union politique. Est-ce que nos chefs d'Etat du Gouvernement veulent aller vers une union politique, c'est-à-dire vers un traité nouveau ? Il faut bien voir que le traité de Lisbonne, d'une façon ou d'une autre, a déjà fait un certain nombre d'ouvertures. Par exemple, Yves Mersch l'a dit tout à l'heure, il faudrait avoir plus de visibilité de l'Union politique européenne. Le traité de Lisbonne permet la fusion du président de la Commission avec le président du Conseil Européen. On n'a pas besoin de changer le traité, il faut pour cette importante innovation seulement une décision politique. Mais, est-ce que à l'heure actuelle, on est à même d'aller dans cette direction. Je ne crois pas. A la convention constitutionnelle de l'époque une cinquantaine de membres de la convention avaient préconisé cette possibilité dans le but d'accroître la visibilité de l'Union. Aujourd'hui il n'y a pas seulement un seul président : il y a le président de la Commission européenne, il y a le président du Conseil européen, il y a le président en exercice par rotation etc., cela crée un foisonnement de présidences ce qui enlève la visibilité de l'union politique. Et là je crois qu'il faudrait arriver de nouveau vers cette union politique. C'était là le but qu'on avait créé. On avait créé l'Union économique et monétaire dans l'espoir de créer également à terme cette union politique. Et je crois qu'il faudrait aller dans cette direction. Les temps sont mûrs maintenant pour y aller, mais je doute si le courage politique prévaut en ce moment-ci pour aller dans cette direction.

Il y a un autre problème que je voudrais, dans ce cadre également, soulever. C'est le problème d'une éventuelle association des parlements nationaux. Jusqu'à présent on parle toujours du Parlement européen ; bien entendu, je suis entièrement d'accord que le Parlement européen qui a maintenant le pouvoir de codécision, doit être associé dans toute cette démarche vers l'Union économique et monétaire, mais je crois également

qu'il faudrait voir de quelle façon il faut associer les parlements nationaux. J'étais surpris de constater, au cours de nombreuses conférences que j'ai donné en dernier temps à l'étranger, que cette revendication était régulièrement soulevée par l'assistance. Elle me semble légitime dans la mesure où elle exprime la volonté d'associer les citoyens à travers la représentation nationale et pas seulement à travers la représentation communautaire.

En résumé. Je crois effectivement qu'il faudrait aller vers cette union politique qui était déjà le départ, depuis 1990, à la suite de la chute du mur de Berlin, toujours l'objectif premier de tous les chefs d'Etat et de Gouvernement à ce moment-là.

Le conférencier : Je crois qu'effectivement cela complète utilement mon exposé, puisque je me suis posé beaucoup de restrictions sur le quatrième volet de la réforme nécessaire, qui est la réforme politique. Je crois qu'elle fait effectivement partie du programme qui a été soumis aux chefs d'Etat et de Gouvernement il y a deux années, quand la sortie de la crise était prévue par des renforcements au niveau économique, au niveau budgétaire, par l'établissement de l'Union bancaire et, puis par le quatrième volet, le volet politique. Les quatre volets ont été approuvés par les chefs d'Etat et de Gouvernement. Comme l'Union politique avait déjà été évoquée aussi en 1999 avec l'ouverture de la conférence sur l'Union monétaire, on a aussi ouvert une conférence sur l'union politique. Malheureusement, elle n'a pas abouti à beaucoup de résultats. Donc, il est à craindre que tout ce qui touche à l'union politique nécessite un changement de traité et je crois qu'effectivement pour le moment il n'y a pas beaucoup de preneurs au niveau politique pour aller dans cette direction. Il y a aussi actuellement, suite à la crise, une détérioration de l'image de l'Europe dans l'opinion publique, et donc cela demanderait encore plus de courage de proposer l'union politique aux électeurs, alors qu'il est communément beaucoup plus facile de dire que c'est l'Europe qui a voulu la rigueur, c'est l'Europe qui a voulu l'austérité, c'est l'Europe qui vous appauvrit, plutôt que de dire que ce sont nos propres fautes dans le passé qui en sont la cause, et que c'est l'Europe qui va nous sauver. Dans le cas présent, je partage un peu le souci qu'il est probablement illusoire de penser que dans un proche avenir nous allons surmonter l'Europe des nations souveraines.

M. Etienne De Lhoneux : C'est évidemment une joie mais aussi une émotion particulière de venir écouter son ancien patron dans son alma mater. Pour une fois on ne parle pas avec lui ni de la Banque centrale du

Luxembourg, ni de la Banque centrale européenne ; si nous n'en parlons pas c'est que j'espère que grâce à lui notamment ces deux institutions ont gagné aujourd'hui leurs lettres de noblesse. Nous discutons de problèmes institutionnels fondamentaux au départ d'une revue critique du traité de Maastricht. J'ai une première question à poser. Est-ce que finalement Maastricht n'est pas l'illustration des limites de la méthode Schumann ; nous connaissons tous sa phrase : « L'Europe ne se réalisera pas en un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait. ». Yves Mersch nous a démontré que lancer une Union monétaire sans en même temps lancer une union bancaire, ni une union fiscale, ni une union financière, ni une union sociale, ni une union économique ni *a fortiori* une union politique, était une fameuse gageure. Heureusement on s'en est tiré. Je comprends aussi, Yves Mersch vient de le dire, qu'on ne doit pas espérer avoir prochainement une Constitution de type fédéraliste. Depuis cinquante ans, certains en rêvent ; cela ne me déplairait pas, mais je sais que ce n'est pas possible pour le moment. A défaut, ne pourrait-on pas, à tout le moins, encourager, dans les nombreuses réformes qui sont en cours, l'introduction de normes planificatrices et programmatrices ? Un exemple tiré du traité de Maastricht qui a eu l'heureuse initiative de fixer une date butoir. Vous deviez délivrer la monnaie unique pour 1999 au plus tard, et vous l'avez fait. Yves Mersch a évoqué l'« Enabling clause » incluse dans le traité permettant à la Banque centrale de reprendre le contrôle prudentiel, imaginez que le traité ait prévu que cette clause soit activée avant 2007 ou 2008, combien de milliards d'euros aurait-on pu épargner par une telle norme programmatrice ! Même dans le domaine budgétaire on est d'accord de dire qu'il ne faut pas simplement limiter les déficits budgétaires, qu'on doit organiser une gestion des finances publiques qui soit plus en ligne avec les exigences de l'emploi et des réformes structurelles, on sait que c'est très difficile de faire des réformes structurelles, est-ce qu'on ne pourrait pas alors être plus clair dans les objectifs que l'on impose aux autorités européennes et nationales ? C'est la première question : les limites de Schumann.

La seconde porte sur la réforme des institutions. Des institutions efficaces, tous les intervenants en demandent. Il y a effectivement énormément de travail. Je n'entends pas de critique sur la Cour de Justice ici représentée, c'est un bon point pour elle, la BCE. J'ai été très impressionnée par la facilité avec laquelle la Cour répondait après ces longues années de discussion sur le mécanisme d'assistance financière par rapport à l'article 125, expliquant que le ESM était tout à fait normal et même l'expression, dit la Cour, d'un principe de solidarité sous-jacent à

l'Union économique et monétaire, bravo, bravo à la Cour ! Je n'ai pas peur non plus du futur arrêt dont on a parlé concernant OMT. Mais, si ces deux institutions fonctionnent bien, nous avons un problème avec les autres, en particulier avec le pouvoir exécutif

Est-ce qu'on peut considérer, ce que je considérais quand j'étais beaucoup plus jeune, que la Commission puisse être l'exécutif de l'Union économique et monétaire ? Je ne sais pas si Monsieur Santer m'en voudra, mais je crois que cette idée est dépassée, qu'il faut une nouvelle espèce d'Exécutif. Je comprends bien ce que dit aussi Yves Mersch, que l'Exécutif est aussi à personnaliser, avec un président élu, mais à présent il n'y a pas d'Exécutif de la zone Euro, mais seulement une action combinée de la Commission, de l'Eurogroupe au statut toujours informel de même que toute une série d'initiatives intergouvernementales ; ceci continue à faire problème. Je suis préoccupé en tant que citoyen avide de démocratie.

Donc voilà les deux questions, la méthode Schumann et quel gouvernement économique pour la zone Euro demain ?

Le conférencier : Je crois que je ne dirais pas l'approche Schumann. Je dirais plutôt l'approche Monnet, c'est-à-dire l'approche plus centralisatrice. J'ai eu une discussion récemment avec quelqu'un qui m'a dit : il y a Monnet, et il y a d'un autre côté Friedrich von Hayek qui est vraiment l'antidote, que tout doit être laissé au secteur privé et au marché. Je crois que, dans les deux cas, nous ne devons pas simplement emprunter des idées qui sont fortement influencées par leur temps. Von Hayek était fortement influencé par son expérience en Autriche et Monnet aussi au sortir de la deuxième guerre mondiale. Nous devons construire une Europe pour le XXI^e siècle et il faut construire sur des idées d'avenir et non pas sur des idées du passé.

Les domaines que j'ai mentionnés sont, de toute évidence, des domaines où la monnaie est toujours centralisatrice. Il n'y a pas de monnaie décentralisée, sauf le Beki peut-être, mais restons quand-même sérieux. Il est évident que personne ne souhaite que tous les budgets soient fédéraux ou centralisés à l'avenir. Il est évident, et je l'ai un peu indiqué, qu'à mon avis même certaines dépenses au niveau de l'agriculture pourraient être remplacées par des dépenses dans lesquelles les citoyens retrouvent mieux les idées d'aujourd'hui, liées à l'environnement peut-être, ou à d'autres idées.

Troisièmement, je crois que si on ne fait pas de progrès sur une certaine gouvernance européenne cohérente, c'est l'intergouvernemental qui commence à renaître dans les idées, et une forme de maîtrise du continent européen sous la dominance de l'une ou de l'autre puissance,

ou sous la forme d'une alliance. Je suis un peu inquiet, puisque ce modèle n'a jamais réussi à préserver la paix en Europe. Il y a deux cent ans qu'a commencé le Congrès de Vienne, qui a créé entre autres un Grand-Duché, et c'est un peu dommage qu'on revienne à un Congrès de Vienne à rebours. Mais l'Europe n'est pas prête à prendre de grandes décisions. Elles ont été prises au milieu de la crise. Je ne suis pas sûr qu'il y ait, dans l'environnement de sortie de crise, la moindre volonté d'avoir des visions, des ambitions affichées et de vouloir inclure l'Europe dans ces visions. Je crois que la pensée dominante est d'essayer de revenir le plus rapidement possible à une normalité économique et à une reconstitution de la primauté du politique au niveau national, alors qu'au niveau européen on continue à faire un bras de fer, où on joue la capacité ou la puissance économique pour imposer des décisions, comme cela était le cas dans le passé.

M. Pierre-Henri Conac : Je suis enseignant à l'Université du Luxembourg. Je crois que dans votre discours vous avez vraiment bien mis quelque chose en avant, c'est qu'il y a eu en fait des avancées historiques incroyables, surprenantes, impensables encore quelque temps auparavant. L'Europe a fait un pas géant en avant. Ce qui s'est passé est absolument incroyable, cela a sauvé la zone Euro et aussi sauvé l'Europe par la même occasion. Il est vrai que suite à ces changements y a la question du politique qui se pose. Comment organiser un système démocratique autour de cela ? Il me semble qu'il faut effectivement faire preuve d'imagination. Il faut inventer un nouveau système dans lequel, comme il a été dit assez justement, il ne faut pas hésiter à rendre des compétences aux Etats membres pour se concentrer sur l'essentiel. Il y a par exemple le cas des bananes, qui me frappe toujours et qui paraît dans la presse de temps en temps, autre, Qu'est-ce que l'Europe vient faire à s'occuper de la taille des bananes ? Je suis français d'origine, et dès que l'on explique que l'Europe prépare une réglementation sur le fromage, au lait cru ou au lait pas cru, avec des trous ou sans trous, cela déclenche la révolution dans les villages en France. Donc, il y a des domaines où il faut probablement faire un compromis, et ce n'est pas être non-européen d'accepter de rendre des compétences pour mieux se concentrer sur l'essentiel effectivement, qui est la dimension monétaire et la dimension économique. Je crois que c'est être européen aujourd'hui justement d'accepter de faire un tri dans ce que se fait aujourd'hui.

Sur un point de votre intervention, j'ai une question parce que, je ne sais pas si c'est une idée que vous soutenez vraiment, ou si c'est une proposition que vous évoquez simplement et que j'ai entendue effectivement. Il s'agit de l'idée d'élire au suffrage universel, je suppose

direct, un président européen. Venant de France, là aussi, je pense que ce serait une très mauvaise idée. La personne en question aurait une légitimité incroyable, je dirais presque infernale par rapport aux autres élus. Que se passe-t-il si cette personne n'était pas à la hauteur de la mission ? Ce serait très dangereux. Cela veut dire aussi que pour les hommes politiques nationaux ce serait très difficile à admettre puisqu'en fait il n'y aurait qu'un seul poste. Donc aucun espoir pour beaucoup de pouvoir le devenir. Donc ce sera un abandon de la souveraineté et en même temps l'abandon d'une carrière potentielle. Cela créera des réticences très fortes au niveau des Etats membres d'accepter. De plus, les systèmes constitutionnels nationaux sont essentiellement des systèmes parlementaires. Néanmoins, je suis d'accord pour que l'Europe ait un visage, et non pas trois ou quatre. Je ne sais pas pourquoi il y a Van Rompuy et dans le même temps Barroso, et en même temps, il y a Ashton, donc il y a beaucoup de monde. Cela ne donne pas de message clair. L'Europe a besoin d'un visage. Ne serait-il alors quand même pas mieux d'avoir plutôt une personne mais qui serait désignée par le Parlement européen cette fois-ci, et non pas par un suffrage universel direct parce que finalement, quand on regarde la plupart des Etats membres, ce sont des systèmes parlementaires. Le système d'élection d'un président par suffrage direct c'est la France. C'est quand-même une exception et cette exception correspond bien à l'esprit français mais cela ne correspond pas à la tradition, je dirais, moins monarchique qui existe dans beaucoup d'Etats membres et même aussi ici au Grand-Duché. Donc vous avez indiqué cela, et je me suis demandé si c'est votre proposition ou si simplement vous évoquiez en passant cette idée qui a effectivement été avancé par certains.

Le conférencier : Je crois que l'important est de restaurer la confiance et de donner une ambition à l'Europe, c'est-à-dire de rapprocher l'idée européenne des soucis des citoyens. Il n'y a pas, dans les domaines traditionnels qui sont européanisés, beaucoup de manœuvres pour faire davantage, sauf faire plus de réglementations et plus d'interventions, ce qui n'est pas la bonne méthode à mon avis. Mais il y a des paris entiers de la politique qui sont très près du cœur des citoyens et surtout des nouveaux pays qui ont fait candidature à l'Union européenne, peut-être moins pour accéder à la richesse économique, que pour se protéger. Les dernières semaines nous donnent de nouveau à penser que l'Europe devrait peut-être se manifester un peu plus au niveau de la sécurité interne, mais surtout externe, ce qui est un domaine où l'Europe est à la traîne aussi pour des raisons historiques, mais je pense que le moment est venu après deux générations de surmonter cela, bien que cela puisse choquer. Il faut de

nouveau des idées qui choquent, parce que c'est le choc des idées que l'on peut avancer aujourd'hui. Je crois que beaucoup de gens qui sont eurosceptiques ne sont pas contre l'Europe, ils sont contre la gouvernance actuelle en Europe et contre les politiques qui sont actuellement menées en Europe. Donc, il faut remplir de nouveau l'idée européenne avec un nouveau contenu. Et c'est la raison pour laquelle je dis qu'il faut aussi une légitimité européenne. Mais une légitimité européenne ne s'exprime pas que dans un vote. Pourquoi un président européen, qui ne serait pas à la hauteur, serait pire qu'un président d'un grand pays qui n'est pas à la hauteur. Cela peut toujours arriver, ils n'ont pas toujours été tous au même niveau. On a vu dans certains cas que c'est la force des institutions qui sont derrière qui soutient un président plus faible. Je préférerais un président de l'Europe avec un mandat plus court. L'important serait que l'Europe puisse se retrouver dans une personne. Je partage votre sentiment que le premier souci serait d'éviter que sur les photos il faille toujours ressortir au grand angle pour capter tous les présidents européens quand ils se déplacent dans un pays extérieur. Si on n'arrive pas à avoir une légitimité européenne qui puisse remplacer ou se mettre à côté de la légitimité nationale, en cas de crise, le repli national peut nous ramener une agressivité de l'Etat-nation qu'on a connu dans le passé. Et après tout l'Europe est aussi un dessin politique. Il est pratiquement impossible de communiquer maintenant aux prochaines générations cette idée de l'Europe qui est une politique de paix. Mais quand on voit combien vite ces opinions peuvent basculer dans des pays qui font bientôt partie de l'Europe, je reste un peu circonspect que le projet initial des fondateurs de l'Europe n'est pas complet, tant qu'on n'aura pas une légitimité européenne. Sur un point je vous rejoins complètement, il faudra avoir une vue beaucoup plus claire que cette légitimité européenne ne serve pas à dissoudre l'Etat-nation et créer des tensions à l'intérieur de l'Europe, qui seraient beaucoup plus fortes que les tensions qu'on peut éventuellement prévoir actuellement, et j'hésite, car je suis dans un terrain qui en fait n'est pas le mien, et que je ne devrais pas occuper. Je suis très heureux que cette discussion se fasse sans la présence de la presse.

M. André Elvinger : Merci à tous. C'est un grand honneur pour notre Section des sciences morales et politiques de l'Institut Grand-ducal d'avoir eu tout d'abord cette conférence remarquable qui a ensuite servi de cadre à un débat qui a convergé sur l'Europe politique.

Séance du 8 décembre 2014

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LA POLITIQUE FISCALE DU LUXEMBOURG

**Les possibilités et les limites de cette politique
dans le contexte économique,
financier et social actuel**

par

Roger Molitor

Roger Molitor, membre de notre Section, est diplômé de licence en administration des affaires de l'Université de Liège. Pendant vingt-cinq ans, il a exercé la profession d'expert-comptable et fiscal, d'abord comme collaborateur ensuite comme associé d'un grand cabinet international d'audit et de conseil.



Il est l'auteur de publications de droit fiscal et notamment d'un important ouvrage sur le privilège des sociétés mères et filiales publié aux Etudes fiscales luxembourgeoises, mai 2009. Il a enseigné les mathématiques à l'Université du Luxembourg.

Il a été membre du Conseil d'Etat jusqu'à sa récente retraite.

Conférence de M. Roger Molitor

Voilà quelques mois, lorsque je me suis entretenu avec M. André Elvinger, qui présidait à ce moment notre Section de l'Institut Grand-Ducal, je pensais vous présenter quelques réflexions personnelles sur la politique fiscale luxembourgeoise et sur la réforme fiscale que le Gouvernement nous promet à l'horizon 2017.

L'actualité internationale, l'affaire qu'on désigne désormais du terme Lux-Leaks, s'est évidemment imposée, et j'ai donc ajouté un chapitre à mon exposé.

Ce faisant, je m'efforcerai, Monsieur le Président, de ne pas dépasser le temps de paroles qui m'a été imparti.

1. Evolution des recettes et des dépenses publiques depuis 2008

1.1. Depuis 2008, année du début de la crise actuelle, les dépenses de l'Etat ont augmenté 5 milliards d'euros. Les recettes de l'Etat ont augmenté de 4,1 milliards d'euros. En 2007, les comptes de l'Etat dégageaient encore un léger solde positif, mais depuis 2008, le budget de l'Etat est dans le rouge.

1.2. Les recettes publiques ont connu une évolution bien plus dynamique au Luxembourg que dans nos pays voisins depuis 2008, première année de la crise actuelle. Si nous avons un problème de finances publiques, la raison en est que la progression des dépenses n'est pas maîtrisée.

Tableau 1 : Croissance des recettes et des dépenses de l'administration publique, entre 2008 et 2013 (en %)¹

	Luxembourg	Belgique	Allemagne	France
Croissance des recettes	25,91	18,60	12,38	12,70
Croissance des dépenses	34,41	22,53	11,95	14,17
Différence	-8,50	-3,93	+0,43	-1,47

Source : Eurostat, tableau extrait de l'avis du Conseil d'Etat sur le budget 2015 (document parlementaire n°6720-2)

1 L'administration publique est un concept de droit budgétaire européen incluant à la fois de le budget de l'Etat au sens large, y compris les **fonds spéciaux** et les établissements publics (« administration centrale »), les comptes des **communes** et les institutions de sécurité sociale.

- 1.3. Pour l'année 2015, le budget déposé par le Gouvernement à la Chambre des Députés le 15 octobre dernier émerge un déficit de 816 millions.
- 1.4. Le Gouvernement a proposé un paquet de 258 mesures de consolidation budgétaire portant sur plus d'un milliard d'euros par année à l'horizon 2018.² Compte tenu de ces mesures, et en tablant sur un scénario optimiste en termes de croissance économique et de maîtrise des dépenses publiques, le Gouvernement prévoit un déficit de 117 millions d'euros en 2018 au niveau de l'administration centrale.
- 1.5. Comme le déficit du budget de l'Etat a pris un caractère structurel, il faudra agir à la fois sur les dépenses et sur les recettes de l'Etat pour rééquilibrer les finances publiques. Une réflexion sur la politique fiscale s'impose d'autant plus que le Gouvernement s'est engagé à préparer une réforme fiscale à l'horizon 2017. En dépit de l'adage qui dit « *old taxes are good taxes* », il peut être utile de remettre en question certaines données fiscales et de réfléchir à des options alternatives. Par ailleurs, l'évolution internationale nous engage également à une remise en question de certaines approches du passé. C'est dans ce contexte que je vous propose une réflexion sur les possibilités et les limites de la politique fiscale luxembourgeoise.
- 1.6. Le tableau suivant documente l'évolution récente du produit intérieur brut et des recettes fiscales pour les années 2008 à 2014. Depuis le début de la crise économique et financière, notre PIB a augmenté de 28 % en valeur³. Pendant cette même période, les recettes fiscales ont augmenté de 53 %. Pour les quatre prochaines années, le Gouvernement anticipe une croissance du PIB de 24 % et une augmentation des recettes fiscales de 21 %. Le tableau présente également les quatre principaux impôts, à savoir l'impôt retenu sur les traitements et salaires, l'impôt sur le revenu des collectivités, les droits d'accises et la TVA. Je reviendrai sur chacun de ces quatre impôts dans la suite de cet exposé.

2 Budget 2015, voir sous Chambre des Députés, documents parlementaires 6720, 6721 et 6722, et Programme gouvernemental, publié sous <http://www.gouvernement.lu/3322796/Programme-gouvernemental.pdf>

3 La croissance du PIB en valeur tient compte de la croissance en volume et de l'évolution des prix.



Tableau 2 : Evolution des principales recettes fiscales de l'Etat (2008-2018)

	2008	2014	2018	Croissance 2008/ 2014	Croissance 2014/ 2018	Croissance 2008/ 2018
Produit intérieur brut (PIB) en valeur	37 371	47 949	59 473	28 %	24 %	59 %
Impôt retenu sur les traitements et salaires	2 124	3 005	4 375	41 %	46 %	106 %
impôt sur le revenu des collectivités	1 368	1 520	1 865	11 %	23 %	36 %
Droits d'accises (UEBL + droits autonomes)	1 189	1 301	1 305	9 %	0 %	10 %
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	1 585	3 045	3 023	92 %	-1 %	91 %
Total des recettes de l'Etat (administration centrale)	9 432	14 429	17 466	53 %	21 %	85 %

Source : Budget de l'Etat, budget pluriannuel 2014-2018, Stateg

1.7. Vous noterez le doublement des recettes au titre de l'impôt retenu sur les traitements et salaires. L'augmentation spectaculaire des recettes au titre de la TVA est évidemment en relation avec le régime fiscal applicable au commerce électronique au niveau de l'Union Européenne. Il est remarquable que le Gouvernement anticipe un plafonnement de ces recettes au cours des quatre prochaines années, malgré le déchet fiscal lié au changement du régime de TVA applicable au commerce électronique. L'augmentation significative des recettes au titre de l'impôt sur le revenu des collectivités peut également surprendre, alors que l'essentiel de ces recettes se rattache directement ou indirectement à la place financière, et que le modèle économique de ce secteur est remis en cause par l'évolution internationale.

2. Les limites du modèle économique luxembourgeois basé sur une forte croissance

2.1. Nous avons construit au fil des années un modèle économique basé sur une forte croissance économique. Cet objectif politique a été coulé en béton en 2012 lors de la réforme de notre système de pension, qui est basée sur un objectif de croissance à long terme de 3 % du PIB. Une croissance de 3 % par année conduit au doublement du produit intérieur brut en 24 ans, soit à peine une génération. En projetant les chiffres actuels sur une ou deux générations, certains construisent des scénarios où le nombre des emplois au Luxembourg dépasserait un million de personnes !

Cet objectif de croissance soutenue est confirmé par les plans directeurs sectoriels publiés par le Gouvernement en juillet 2014. Notons également que le Gouvernement projette une croissance économique au taux annuel de 3.7 % pour les années 2015-2018 dans le cadre de la programmation financière pluriannuelle.

2.2. Il semble exister un consensus au Luxembourg selon lequel une telle croissance est à la fois possible et souhaitable. Personnellement, j'ai les plus grands doutes à ce sujet : des études sur le bonheur ont documenté que les habitants de notre pays ne se sentent guère plus heureux aujourd'hui que voilà une génération⁴, malgré le doublement du revenu par habitant. Par ailleurs, il y a de fortes raisons de douter de la capacité du Luxembourg de gérer une telle croissance en termes d'infrastructures physiques. Je voudrais illustrer les défis concrets à l'aide d'un petit exemple qui nous touche tous : selon l'Administration de la gestion de l'eau, l'approvisionnement en eau potable du Luxembourg serait assuré pour une population estimée à 600.000 personnes à l'horizon 2024, à condition qu'un certain nombre de mesures soient prises, et à condition que « la population ne continue de croître ». Par contre, les quatre plans sectoriels publiés par le Gouvernement en juin 2014 tablent sur une population de 700.000 habitants à l'horizon 2020, et une tendance continue à la hausse pour les années suivantes⁵.

4 Guy Schuller et Paul Zählen, regards sur la perception du bien-être au Luxembourg, 2010, Stateg, voir sous : <http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/regards/2010/PDF-7-2010.pdf>. Les études internationales sur le bonheur documentent également que les habitants des pays scandinaves sont particulièrement heureux de leur situation.

5 Voir également l'article publié par Pascale Junker sous le titre évocateur « La massification n'est pas une nécessité » dans Letzeburger Land n°43 du 24 octobre 2014.

2.3. Notre modèle repose sur une croissance économique nettement plus forte que celle de l'Union Européenne, alors que **notre économie** est fortement intégrée dans le marché européen. En **somme**, le Grand-Duché de Luxembourg devrait poursuivre durablement une trajectoire de développement différente de celle des pays qui nous entourent. A mon avis, un tel système ne fonctionnera pas sur le long terme. Dans la nature, les boules de neige ont une tendance naturelle à rouler jusqu'au moment où elles se brisent avec fracas, à moins qu'elles ne soient ralenties au bon moment.

Cette logique de croissance « tous azimut » semble également inspirer notre politique fiscale basée sur des niches de souveraineté.

3. La politique fiscale du Luxembourg comme facteur de localisation des entreprises – l'affaire Lux-Leaks

3.1. Par le passé, le Luxembourg a réussi à attirer des entreprises étrangères en leur proposant un environnement compétitif. Le traitement fiscal a fait partie des arguments ayant fait pencher la balance en faveur du Luxembourg. Cette politique a tellement bien réussi que le Luxembourg figure désormais en première position dans les statistiques de l'OCDE relatives aux investissements transfrontaliers⁶ : en 2013, le Luxembourg a attiré des capitaux à hauteur de 367 milliards US\$, un chiffre qui dépasse même celui de la Chine ! Même les Etats-Unis s'interrogent sur notre politique fiscale : sur l'ensemble des bénéfices générés par des filiales étrangères d'entreprises américaines, 8.9 % sont inscrits dans les bilans d'entreprises domiciliées au Luxembourg, et le taux d'imposition effectif, déterminé suivant des règles américaines, ne serait que de 1.1 %⁷. Il est vrai que l'essentiel de ces investissements est lié à des sociétés financières, qui souvent n'ont guère d'activités au Luxembourg. Entretemps, le succès de ces « *special purpose companies* » a fini par éveiller l'intérêt de la Commission Européenne, qui reproche au Luxembourg de pratiquer une concurrence fiscale déloyale. La Commission Européenne critique d'ailleurs également certaines structures fiscales créées par

6 Source : <http://www.oecd.org/daf/inv/FDI-in-Figures-April-2014.pdf>. Le chiffre de 367 milliards US\$ inclut les « special purpose companies – SPC » ; le chiffre correspond, sans les SPC est de 23.8 milliards US\$

7 Source : Wall Street Journal, 21 octobre 2014, voir sous <http://online.wsj.com/articles/luxembourg-tax-deals-under-pressure-1413930593>

des entreprises au Luxembourg⁸, mais également en Irlande et aux Pays-Bas, en menaçant de sanctionner ces structures au titre des règles applicables aux aides d'Etat.

Le graphique suivant donne une vision américaine du paysage fiscal européen. Je ne voudrais pas discuter le détail de ces chiffres, qui sont extraits d'une base de données du fisc américain, et dont interprétation devrait se faire en tenant compte de la méthodologie et des concepts américains. Certains messages sont néanmoins surprenants :

1. Les entreprises américaines créent des emplois en Grande-Bretagne, en Chine, en Allemagne, etc., et ces mêmes entreprises semblent réaliser leurs bénéfices au Luxembourg, aux Pays – Bas et en Irlande.
2. Le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Irlande apparaissent comme des paradis fiscaux face aux grands pays, et notamment face à la France et à l'Allemagne.
3. Le Luxembourg apparaît comme particulièrement agressif au niveau de la charge fiscale effective.

A la lecture de ces chiffres, on comprend que les grands pays européens ne sont pas très contents. On comprend de même les grands lorsqu'ils accusent les petits de favoriser la délocalisation des bénéfices grâce à une politique fiscale agressive et déloyale. Et, je me répète, le Luxembourg apparaît comme particulièrement agressif. Je vous invite à garder ce graphique en tête lorsque nous parlons de l'affaire Lux-Leaks.

8 Voir notamment les procédures d'aide d'Etat engagées par la Commission dans les dossiers Fiat Finance and trade http://europa.eu/rapid/press-release_IP-14-663_en.htm et Amazon http://europa.eu/rapid/press-release_IP-14-1105_en.htm

Graphique 1 : Une vue américaine sur le paysage fiscal international

Tax Relief

U.S. multinationals pay tax on larger shares of their foreign income in countries where the effective tax rate for them is lower.



Note: Data for jurisdictions are for 2012. ¹Global effective tax rate for U.S. companies in 2010, according to GAO. ²Includes Cayman Islands, British Virgin Islands, Turks and Caicos Islands and Montserrat

Sources: Bureau of Economic Analysis Government; Accountability Office (U.S. rate)

The Wall Street Journal

Source : Wall Street Journal, 21 octobre 2014

3.2. Le 5 novembre 2014, le *International Consortium of Investigative Journalists*⁹ : a publié 548 *tax rulings* accordés par l'Administration des contributions à 340 sociétés multinationales, avec une multitude de détails. La presse internationale a épinglé certains accords fiscaux traitant de transactions internationales, où des flux financiers très importants transitaient par le Luxembourg et le bénéfice réalisé au niveau d'une société établie au Luxembourg était en définitive soumis à un impôt très léger, de l'ordre de 2 ou 3 %¹⁰. Entretemps cette affaire occupe le devant de la scène politique internationale, et le Luxembourg subit une raclée de la presse internationale.

3.3. Quelles conclusions faut-il tirer de l'affaire *Lux-Leaks* ? Personnellement, je pense que le paysage fiscal international a

9 Voir sous <http://www.icij.org/project/luxembourg-leaks> et <http://www.icij.org/blog/2014/11/lux-leaks-causes-tax-storm-government-media-response>

10 Voir par exemple The Wall Street Journal du 21 octobre 2014 « Business friendly bureaucrat helped build tax haven in Luxembourg », <http://online.wsj.com/articles/luxembourg-tax-deals-under-pressure-1413930593> et BBC news du 10 mai 2012, « major UK companies cut secret tax deals in Luxembourg », <http://www.bbc.com/news/business-17993945>

RTBF.be info du 27 octobre 2012, « Electrabel aurait éludé l'impôt en transférant ses profits au Luxembourg », <http://www.bbc.com/news/business-17993945>

Voir également Mike Mathias, Luxembourg und der grosse Steuerraub, in Forum, N°328. April 2013, http://www.forum.lu/pdf/artikel/7612_328_Mathias.pdf

vraiment changé. Voilà deux décennies, les entreprises traitaient les charges fiscales comme tous les autres postes de frais : dans le souci de maximiser le bénéfice, les responsables réduisaient les charges fiscales au strict minimum en optant pour la voie la moins imposée, dans le respect du droit fiscal. Depuis une décennie, les gouvernements et l'opinion publique demandent aux entreprises d'afficher une charge fiscale décente, sans exploiter toutes les faiblesses de la législation fiscale. Depuis quelques années, les médias épinglent régulièrement des entreprises multinationales pratiquant une politique fiscale jugée trop agressive. Aujourd'hui, le Luxembourg a beau affirmer que les *rulings* accordés sont conformes à la loi, mais les médias n'acceptent plus ce discours. Les médias accusent désormais le Luxembourg de se faire le complice d'entreprises multinationales localisant de manière plus ou moins abusive des bénéfices sur notre territoire, et ce au détriment du fisc d'autres Etats. La fiscalité internationale des revenus de capitaux vit actuellement une remise en cause spectaculaire, avec l'abandon du secret bancaire et l'introduction de l'échange d'informations généralisé entre administrations fiscales¹¹. Il n'est pas exclu qu'un changement de paradigme similaire se prépare au niveau de la fiscalité des entreprises internationales.

3.4. Dans une analyse purement juridique, on peut toujours souligner que les dossiers sont transparents et que rien n'est caché. Les autorités fiscales des pays qui se sentent lésés peuvent à tout moment procéder à un contrôle fiscal, suivi d'un redressement fiscal. Les accords internationaux signés par le Luxembourg nous engagent à coopérer avec les autorités fiscales des autres Etats, en leur fournissant les informations requises. Rien ne devrait donc empêcher une juste et exacte perception de l'impôt par les Etats qui se sentiraient lésés par les *rulings* fiscaux luxembourgeois. En somme, les Etats qui se sentent lésés par le traitement fiscal favorable accordé à des sociétés au Luxembourg ont la possibilité de se défendre et de neutraliser les soi-disant avantages fiscaux excessifs accordés par le Luxembourg¹². Et

11 Dans ce contexte il est remarquable que plusieurs grandes banques suisses ruines ont engagé dans le cadre de la « Koordination Inlandbanken » un débat sur l'introduction de l'échange d'informations entre les banques suisses et l'administration fiscale suisse en ce qui concerne les revenus de capitaux des résidents (NZZ du 10 janvier 2015).

12 Dans ce contexte il est intéressant de noter que l'Inspection spéciale des impôts (ISI) a analysé les *rulings* conclus par des contribuables belges, et elle a conclu que son enquête préliminaire sur le constat qu'il « n'y a aucune indication que la législation ou les conventions de double imposition n'ont pas été respectées » (source : le Soir, consulté sur internet le 7 janvier 2015)

par ailleurs, la Cour de Justice de l'Union Européenne a constaté que les 28 Etats membres ont de commun accord opté pour la concurrence fiscale à l'intérieur de l'Union Européenne. La Cour a constaté que les 28 Etats membres n'ont pas inscrit de mesures dans les traités européens pour limiter cette concurrence, et la Cour a conclu que les contribuables ont dès lors le droit de gérer leurs affaires de façon à réduire la charge fiscale globale en prenant avantage de la diversité du paysage fiscal européen. Dans le contexte actuel, ce raisonnement ne suffit plus. L'opinion publique internationale a tranché le débat en concluant que les grandes entreprises ne paient pas un impôt équitable sur leur bénéfice, et que certains Etats, dont le Luxembourg, facilitent délibérément ces agissements. Le débat passe ainsi du terrain de la légalité vers celui de l'équité. Et le débat prend un caractère systémique, en ce sens qu'il porte sur le système fiscal international, et qu'il n'est plus confiné à une histoire luxembourgeoise.¹³ Au demeurant, le Gouvernement a également estimé que la situation actuelle n'est pas satisfaisante. Ainsi, le Ministre des Finances, Pierre Gramegna, a déclaré le 6 novembre que les *rulings* sont certes « compatibles avec les standards communautaires et ceux de l'OCDE », mais il a aussi admis que « les résultats qui en découlent peuvent paraître non-satisfaisants » parce qu'ils « aboutissent à une double non-imposition ». Et le Ministre de conclure que « le Luxembourg n'est pas satisfait de cette situation » et que « ce qui est légal aujourd'hui n'est peut-être plus souhaitable » car « la situation où des entreprises internationales ne paient pas ou peu d'impôt est intenable, incompréhensible pour les (autres) contribuables ».

- 3.5. Confrontés à de sérieux problèmes budgétaires, les grands pays déploient plus d'énergie que par le passé pour éviter un déplacement de leur masse imposable vers des juridictions plus clémentes. Les plans d'action développés par l'OCDE dans le cadre du programme « *base erosion and tax shifting* » (BEPS) sont évocateurs dans ce contexte. Les responsables politiques luxembourgeois réagissent aux pressions internationales en créant les bases légales pour une procédure des *rulings* fiscaux mieux structurée et plus transparente. Le Gouvernement a aussi annoncé son intention de communiquer les *rulings* aux autorités fiscales des autres Etats concernés. Ces décisions vont dans la direction tracée par l'OCDE dans le cadre

¹³ Le 17 décembre 2014 la Commission Européenne a décidé d'élargir ses investigations sur les *rulings* fiscaux et d'inclure tous les Etats membres dans son enquête.

du projet « BEPS ». Personnellement, je ne suis pas sûr que cette démarche suffise pour apaiser ceux qui attaquent les pratiques fiscales du Luxembourg.

- 3.6. Si les *rulings* ont pour but de créer la certitude juridique là où les lois ne sont pas précises, il me semble que nous devrions reformuler les dispositions légales afin de préciser leur portée. Il me semble également que l'administration des contributions aurait intérêt à publier plus de circulaires afin de documenter l'interprétation administrative de certaines dispositions fiscales, réduisant d'autant le besoin d'émettre des *rulings*. Une telle démarche serait conforme au principe de transparence mis en avant par le Gouvernement dans ses réactions à l'affaire *Lux-Leaks*. Par ailleurs, nous avons de bonnes raisons de publier tous les nouveaux *rulings* accordés à partir de 2015, comme annoncé par le Gouvernement : une telle publication pourrait s'inspirer de la pratique suivie par d'autres pays européens, et elle aurait le grand mérite de documenter que les *rulings* ne sont pas secrets, et qu'ils ne sont pas contraires aux engagements internationaux pris par le Luxembourg.
- 3.7. Pascal Saint-Amans, le porte-parole de l'OCDE, anticipe que le plan BEPS inversera la tendance actuelle de la planification fiscale par des structures, et engagera une compétition fiscale nouvelle, basée sur la comparaison des taux d'imposition plutôt que sur le laminage de la base imposable¹⁴. Dans cette perspective, le Luxembourg aurait intérêt à se rapprocher du modèle irlandais, qui applique un taux d'imposition léger, seulement 12.5 %, aux bénéfices des entreprises : en contrepartie, le droit fiscal irlandais connaît une base imposable claire, qui n'a guère besoin de *rulings* fiscaux complexes. Les autorités luxembourgeoises auraient sans doute intérêt à élargir la base imposable des entreprises et à réduire les taux d'imposition : d'autres pays nous ont montré la voie en intégrant dans leur droit fiscal des dispositions suffisamment attractives pour assurer leur compétitivité internationale et suffisamment précises pour ne pas exiger de *rulings* fiscaux lors de leur mise en œuvre. Une telle démarche irait dans le sens de la transparence, tout en évitant des déchets fiscaux. Et cette transparence est le prix à payer pour reconstruire la confiance internationale dans la politique fiscale de notre pays.

¹⁴ Entretien avec Pascal Saint-Amans de l'OCDE, publié dans le Monde le 8 novembre 2014

3.8. En définitive, la règle du jeu reste toujours la même :

Les grands pays s'efforcent de tondre leurs moutons, et les petits pays déploient des stratégies plus ou moins agressives pour attirer les moutons des voisins. Parfois d'ailleurs les grands pays attirent également les moutons des voisins, en leur proposant des bonbons faits sur mesure.

Les stratégies changent, les règles deviennent plus compliquées, mais la concurrence fiscale reste très active. Et les Etats, les grands et les petits, n'affichent pas toujours couleur dans leurs discours publics. Si l'hypocrisie fait partie de ce monde, elle est particulièrement présente dans la concurrence fiscale internationale.

Nous avons aussi intérêt à nous rappeler l'ancien dicton : *quod licet Iovi not licet bovi* : si les grands pays peuvent se payer des escapades sans être sanctionnés, les petits pays sont bien plus vulnérables.

- 3.9. Pour conclure ces réflexions, je voudrais faire un constat très terre à terre : les activités liées à des sociétés financières de groupes internationaux au sens large contribuent à raison d'environ un quart aux recettes au titre de l'impôt sur le revenu des collectivités¹⁵. Comme le budget de l'Etat prévoit des recettes fiscales au titre de l'impôt sur le revenu des collectivités de 1,6 milliards pour l'année 2015, les activités liées à des sociétés financières internationales devraient sans doute verser environ 400 millions d'euros d'impôt sur le revenu des collectivités. A ces 400 millions d'euros, il convient d'ajouter le produit de l'impôt commercial communal, ainsi que l'impact indirect de ces activités, en termes d'emplois, d'impôt retenu sur salaires, de dépenses et donc de TVA.

4. La création d'emplois et l'impôt sur les salaires et traitements

- 4.1. La croissance économique du Luxembourg va de pair avec la création de nouveaux emplois : de 1960 à 2011, l'emploi est passé de quelque 133.000 à environ 370.000 personnes. L'emploi a donc augmenté d'environ 180 % au Luxembourg. Dans l'Union Européenne des quinze anciens Etats membres, cette croissance n'est que de 35 %. Depuis 2008, année du début de la crise actuelle, le Luxembourg

¹⁵ Source : Note au formateur sur la situation économique et financière du Luxembourg datée du 28 octobre 2013, publiée en annexe au programme gouvernemental, voir sous <http://www.gouvernement.lu/3350706/10-annexes?context=519177>

a même créé près de 50.000 emplois nouveaux¹⁶. Tous ces emplois ont évidemment augmenté la masse salariale, contribuant ainsi à la croissance des cotisations sociales et des retenues sur salaires. Ainsi, les recettes fiscales au titre de l'impôt retenu sur les traitements et salaires sont passées de 2,1 milliards en 2008 à 3 milliards en 2014. Le Gouvernement anticipe même des recettes de 4,4 milliards d'euros en 2018. Permettez-moi, Mesdames, Messieurs, d'exprimer un certain doute face à ces prévisions. Nous avons bénéficié de circonstances exceptionnelles au cours des dernières années. A mon avis, il n'est pas certain que ces circonstances perdurent au cours des années à venir. Bien au contraire, il me semble que notre modèle de croissance économique soit remis en cause par l'évolution internationale. J'ignore dans quels secteurs économiques tous les emplois prévus pourraient se créer au cours de prochaines années. J'ai en effet l'impression qu'une partie significative des emplois créés depuis 2008 relève du secteur public au sens large, y compris le secteur social, qui a bénéficié d'une dynamique exceptionnelle. J'ai aussi la vague impression qu'un nombre significatif d'emplois a un caractère artificiel : combien de sociétés établies au Luxembourg occupent des salariés soi-disant frontaliers, qui habitent en France, en Belgique, ou en Allemagne, qui sont engagés par un employeur au Luxembourg, et dont le lieu de travail effectif n'est pas au Luxembourg ?

5. Les recettes au titre de la TVA et des droits d'accises

- 5.1. En matière d'impôts indirects, le Luxembourg pratique traditionnellement une politique maintenant les taux de la TVA et les droits d'accises à un niveau inférieur à celui de nos pays voisins. Cette politique favorise un commerce frontalier particulièrement important pour les produits soumis à des droits d'accises élevés, c'est-à-dire les produits pétroliers, l'alcool et le tabac. Les recettes fiscales afférentes interviennent pour environ 1,5 milliards dans le budget de l'Etat ! A ce pactole s'ajoute un autre effet d'aubaine, la TVA liée au commerce électronique de certains produits immatériels, soit plus de 1 milliard d'euros en 2014. Ces deux postes totalisent 2,5 milliards, ce qui correspond à 17 % du total des recettes fiscales de l'Etat en 2014. La disparition progressive de la TVA sur le commerce électronique entre 2015 et 2019 confrontera le Luxembourg à un sérieux défi.

¹⁶ Source : Luxembourg : un demi-siècle de constantes et de variables, Statec, 2013, page 33, annuaire statistique 2012, Statec, page 107 et bulletin luxembourgeois de l'emploi, n°8-août 2014, ADEM, page 3

Heureusement, les recettes fiscales liées aux produits pétroliers, à l'alcool et au tabac ne sont pas remises en cause, du moins pas à court terme. En sens inverse, un accroissement de ces recettes semble improbable. Le Gouvernement a d'ailleurs prévu un plafonnement des recettes fiscales liées aux droits d'accises pour les prochaines années.

6. La notion de dépenses fiscales

6.1. Nous avons constaté en début de cette conférence que le déficit structurel du budget de l'Etat est lié à la croissance trop rapide des dépenses de l'Etat. En dépit de l'engagement formel pris par le Gouvernement lors de la présentation de son programme à la Chambre des Députés le 10 décembre 2013, les responsables politiques ont inclus une série de hausse d'impôt dans le programme de redressement des finances publiques, sans avoir épuisé au préalable toutes les possibilités de compression de dépenses. Au demeurant, la distinction entre recettes fiscales et dépenses publiques est moins claire qu'on ne pourrait le penser, lorsqu'on élargit le débat pour y inclure les « dépenses fiscales ».

6.2. Dans tous les Etats, la base imposable est influencée par des avantages fiscaux divers, qualifiés par la littérature de « dépenses fiscales ». Le Conseil supérieur des finances belge a défini la notion de « dépense fiscale » comme suit :

« Une moindre recette découlant d'encouragements fiscaux provenant d'une dérogation au système général d'un impôt déterminé en faveur de certains contribuables ou de certaines activités économiques, sociales, culturelles, etc. et qui pourrait être remplacée par une subvention directe ».

Les dépenses fiscales se présentent techniquement comme des exonérations de revenus, des abattements du revenu imposable, des crédits d'impôt, l'application d'un taux réduit, etc.

6.3. Au fil des années, le législateur a enrichi le droit fiscal par des dispositions inspirées par la politique familiale, la promotion de la culture, la politique sociale, la politique du logement, ou le souci de favoriser l'épargne, voire le souci de favoriser à la fois l'épargne et l'endettement des ménages. Ainsi, les intérêts sur les prêts à la consommation et les découverts sur les comptes courants peuvent, dans certaines limites, être déduits comme dépenses spéciales. Cette

déduction fiscale n'est pas liée à un certain type de dépense : peu importe que le contribuable contracte le prêt pour acheter une machine à laver ou pour passer les vacances au soleil. L'on peut d'ailleurs se demander pourquoi le Gouvernement incite les contribuables à l'endettement, voire au surendettement¹⁷. Citons dans ce contexte deux chiffres :

- Le budget 2015 évalue le coût de la déduction des intérêts débiteurs au titre de dépenses spéciales à 15 millions d'euros, et
- Le budget 2015 prévoit des dépenses de 50.000 euros à charge du fonds d'assainissement en matière de surendettement.

Bien entendu, je ne tire pas des conclusions simplistes de ces deux chiffres. Et pourtant, j'avoue que je ne comprends pas vraiment la motivation politique de cette niche fiscale. Le faible niveau des taux d'intérêts actuels ne serait-il pas un bon moment pour abolir cette disposition coûteuse ?

6.4. Les revenus épargnés sont déductibles au titre de l'épargne-logement et de l'assurance-vie, encourageant ainsi l'épargne à long terme et la formation de capital. La déductibilité des versements relatifs à l'épargne-logement a un coût budgétaire évalué à 19 millions d'euros en 2015. Les assurances-vie sont classées sous une dépense fiscale commune avec les autres primes d'assurance déductibles, générant un coût budgétaire de 57 millions d'euros en 2015.

6.5. Certaines dépenses fiscales sont particulièrement floues au niveau de leur finalité. Ainsi, l'on peut se demander pourquoi le législateur autorise la déductibilité des primes d'assurance responsabilité civile couvrant les voitures privées. Cette déduction conduit en effet à des situations où

- la prime d'assurance RC est proportionnelle au coût d'acquisition et à la cylindrée de la voiture couverte, et
- la prime augmente ou diminue en fonction de la façon de conduire du chauffeur par l'application du système « bonus/malus ».

En d'autres termes, la déduction de la prime RC donne le plus grand avantage fiscal aux propriétaires qui conduisent une voiture coûteuse et puissante et qui causent beaucoup d'accidents.

17 61 % des ménages sont endettés au Luxembourg. 41 % remboursent un crédit à la consommation (autre qu'un simple découvert bancaire), 3 % des ménages sont sur-endettés (source : CEPS-INSTED, vivre au Luxembourg, n°67 – septembre 2010)

Ajoutons en plus que toutes ces déductions fiscales ne bénéficient pas aux contribuables qui disposent de revenus faibles, et qui, de ce fait, ne paient pas d'impôt sur le revenu.

Mais notre système fiscal comporte encore d'autres « niches fiscales » dont l'objectif n'est pas très clair.

- 6.6. Parmi les dépenses fiscales figure également le boni pour enfants introduit par la loi du 21 décembre 2007 comportant différentes mesures fiscales : bien que le boni pour enfants relève formellement de l'impôt sur le revenu, la Cour de Justice de l'Union Européenne a constaté que ce boni constitue une prestation familiale au sens du droit européen¹⁸. Ce qui confirme les limites floues entre dépenses budgétaires et dépenses fiscales.
- 6.7. Dans cette logique, l'on pourrait aussi passer en revue les produits et services bénéficiant d'un taux réduit en matière de TVA. A titre d'exemple, je ne comprends pas la raison précise en vertu de laquelle tous les services rendus par les coiffeurs à des enfants et à des adultes bénéficient du taux super-réduit de 3 %, alors que le taux de 3 % est en principe réservé à des produits et services de première nécessité. La même question se pose d'ailleurs pour les services de lavage de vitres de logements privés et le commerce de plantes vivantes non agricoles, relevant de la floriculture : ces activités bénéficient également du taux super-réduit de 3 %.
- 6.8. D'autres Etats européens publient annuellement une étude de ces dépenses fiscales, en analysant leur impact au vu des objectifs assignés à ces mesures. Ainsi, le Gouvernement belge a publié avec le budget 2014 un document complémentaire de 204 pages, intitulé « inventaire 2012 des exonérations, abattements, et réductions qui influencent les recettes de l'Etat »¹⁹. L'Union Européenne s'inscrit désormais dans la même logique, et le Luxembourg a été obligé de documenter pour la première fois ses dépenses fiscales au budget de l'année 2015²⁰. Certes, le premier pas est relativement modeste,

18 Arrêt de la CJUE du 24 octobre 2013 dans l'affaire C 177/12 : la Caisse nationale des prestations familiales contre Salim Lachheb

19 Source : <http://www.dekamer.be/FLWB/pdf/53/3070/53K3070002.pdf>

20 La loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques a prévu la publication annuelle des dépenses fiscales. La méthodologie luxembourgeoise relative aux dépenses fiscales est publiée en annexe 4 au volume 3 du projet de budget 2015 (document parlementaire 6721).

et la méthodologie retenue par le Gouvernement n'a abouti qu'à 28 dépenses fiscales. Mais peut-être la méthodologie sera élargie au cours des années à venir...

L'inventaire des dépenses fiscales devrait désormais alimenter le débat politique. Il devrait logiquement nourrir des réflexions sur les finalités futures de différentes mesures fiscales spécifiques et sur l'opportunité de ces mesures au vu de leur coût budgétaire. Et si les responsables estiment qu'un coup de pouce financier s'impose, ils devraient systématiquement décider si l'objectif poursuivi peut être atteint par une disposition fiscale à caractère général ou si d'autres instruments budgétaires, tels les subventions directes, permettent une action politique plus ciblée, plus transparente, et plus efficace.

7. Une comparaison internationale des charges fiscales

- 7.1. Dans l'Union Européenne (UE-27) nous assistons depuis deux décennies à des changements significatifs au niveau des taux d'imposition :
- le taux supérieur de l'impôt prélevé sur le bénéfice des entreprises a été réduit en moyenne de 35 % à 23 % ;
 - le taux supérieur de l'impôt perçu sur le revenu des personnes physiques est tombé de 50 % à 37 %, et
 - le taux supérieur de la TVA est passé de 19 % à environ 22 %.
- 7.2. Le Luxembourg n'échappe pas à cette tendance générale à la baisse des taux d'imposition grevant le revenu :
- la charge fiscale cumulée de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal est passée progressivement de 45.45 % à 27,75 % actuellement²¹ ;
 - le taux maximum de l'impôt sur le revenu des personnes physiques est tombé du plafond historique de 57 % inscrit dans la loi du

21 De 1969 à 1986 : taux cumulé de 45.45 % = taux de l'IRC de 40 % plus taux de l'ICC de 4 %, avec un taux multiplicateur de 2.5, ICC déductible.

Depuis 2002 : taux de l'IRC de 21 % plus taux de l'ICC de 3 % non déductible ; le taux multiplicateur de la ville de Luxembourg est actuellement de 2.25, correspondant à une charge de 21 % + 6.75 % = 27.75 %.

Les taux de l'impôt sur le revenu des collectivités cités dans ce paragraphe ne tiennent pas compte de l'impôt de solidarité (contribution pour le Fonds pour l'emploi) perçu au taux de 7 % depuis 2013 (7 % x 21 % = 1.47 %).

Ajoutons en plus que toutes ces déductions fiscales ne bénéficient pas aux contribuables qui disposent de revenus faibles, et qui, de ce fait, ne paient pas d'impôt sur le revenu. Mais notre système fiscal comporte encore d'autres « niches fiscales » dont l'objectif n'est pas très clair.

- 6.6. Parmi les dépenses fiscales figure également le boni pour enfants introduit par la loi du 21 décembre 2007 comportant différentes mesures fiscales : bien que le boni pour enfants relève formellement de l'impôt sur le revenu, la Cour de Justice de l'Union Européenne a constaté que ce boni constitue une prestation familiale au sens du droit européen¹⁸. Ce qui confirme les limites floues entre dépenses budgétaires et dépenses fiscales.
- 6.7. Dans cette logique, l'on pourrait aussi passer en revue les produits et services bénéficiant d'un taux réduit en matière de TVA. A titre d'exemple, je ne comprends pas la raison précise en vertu de laquelle tous les services rendus par les coiffeurs à des enfants et à des adultes bénéficient du taux super-réduit de 3 %, alors que le taux de 3 % est en principe réservé à des produits et services de première nécessité. La même question se pose d'ailleurs pour les services de lavage de vitres de logements privés et le commerce de plantes vivantes non agricoles, relevant de la floriculture : ces activités bénéficient également du taux super-réduit de 3 %.
- 6.8. D'autres Etats européens publient annuellement une étude de ces dépenses fiscales, en analysant leur impact au vu des objectifs assignés à ces mesures. Ainsi, le Gouvernement belge a publié avec le budget 2014 un document complémentaire de 204 pages, intitulé « inventaire 2012 des exonérations, abattements, et réductions qui influencent les recettes de l'Etat »¹⁹. L'Union Européenne s'inscrit désormais dans la même logique, et le Luxembourg a été obligé de documenter pour la première fois ses dépenses fiscales au budget de l'année 2015²⁰. Certes, le premier pas est relativement modeste,

18 Arrêt de la CJUE du 24 octobre 2013 dans l'affaire C 177/12 : la Caisse nationale des prestations familiales contre Salim Lachheb

19 Source : <http://www.dekamer.be/FLWB/pdf/53/3070/53K3070002.pdf>

20 La loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques a prévu la publication annuelle des dépenses fiscales. La méthodologie luxembourgeoise relative aux dépenses fiscales est publiée en annexe 4 au volume 3 du projet de budget 2015 (document parlementaire 6721).

et la méthodologie retenue par le Gouvernement n'a abouti qu'à 28 dépenses fiscales. Mais peut-être la méthodologie sera élargie au cours des années à venir...

L'inventaire des dépenses fiscales devrait désormais alimenter le débat politique. Il devrait logiquement nourrir des réflexions sur les finalités futures de différentes mesures fiscales spécifiques et sur l'opportunité de ces mesures au vu de leur coût budgétaire. Et si les responsables estiment qu'un coup de pouce financier s'impose, ils devraient systématiquement décider si l'objectif poursuivi peut être atteint par une disposition fiscale à caractère général ou si d'autres instruments budgétaires, tels les subventions directes, permettent une action politique plus ciblée, plus transparente, et plus efficace.

7. Une comparaison internationale des charges fiscales

- 7.1. Dans l'Union Européenne (UE-27) nous assistons depuis deux décennies à des changements significatifs au niveau des taux d'imposition :
- le taux supérieur de l'impôt prélevé sur le bénéfice des entreprises a été réduit en moyenne de 35 % à 23 % ;
 - le taux supérieur de l'impôt perçu sur le revenu des personnes physiques est tombé de 50 % à 37 %, et
 - le taux supérieur de la TVA est passé de 19 % à environ 22 %.
- 7.2. Le Luxembourg n'échappe pas à cette tendance générale à la baisse des taux d'imposition grevant le revenu :
- la charge fiscale cumulée de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal est passée progressivement de 45.45 % à 27,75 % actuellement²¹ ;
 - le taux maximum de l'impôt sur le revenu des personnes physiques est tombé du plafond historique de 57 % inscrit dans la loi du

21 De 1969 à 1986 : taux cumulé de 45.45 % = taux de l'IRC de 40 % plus taux de l'ICC de 4 %, avec un taux multiplicateur de 2.5, ICC déductible.

Depuis 2002 : taux de l'IRC de 21 % plus taux de l'ICC de 3 % non déductible ; le taux multiplicateur de la ville de Luxembourg est actuellement de 2.25, correspondant à une charge de 21 % + 6.75 % = 27.75 %.

Les taux de l'impôt sur le revenu des collectivités cités dans ce paragraphe ne tiennent pas compte de l'impôt de solidarité (contribution pour le Fonds pour l'emploi) perçu au taux de 7 % depuis 2013 (7 % x 21 % = 1.47 %).

4 décembre 1967 portant réforme de l'impôt sur le revenu à 40 %²² actuellement ;

- Le taux normal de la TVA fixé à 8 % lors de son introduction en 1970 sera porté de son taux actuel de 15 % à 17 % à partir de 2015.

7.3. Le tableau suivant compare la structure des prélèvements fiscaux applicables au Luxembourg à ceux pratiqués par ses trois pays voisins, en rapportant pour chaque pays les recettes fiscales et les cotisations sociales au produit intérieur brut (PIB) :

Tableau 3 : Recettes fiscales par rapport au PIB (en %) – 2012

	Allemagne	Belgique	France	Luxembourg
Total recettes fiscales et cotisations sociales	40,4	48	47	40,3
dont :				
Impôts indirects	11,4	13,4	15,7	13
Impôts sur les revenus des ménages	8,8	12,7	8,5	8,6
Impôts sur les bénéfices des entreprises	2,7	3,1	2,3	5,3
Cotisations sociales patronales	6,8	8,9	11,6	4,9
Cotisations sociales salariales	6,4	4,4	4,2	5,2

Source : Eurostat, http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=gov_a_tax_ag&lang=en

Ce tableau permet de dégager plusieurs conclusions intéressantes :

- le taux des prélèvements fiscaux et sociaux du Luxembourg de 40,3 % est comparable à celui de l'Allemagne et nettement inférieur aux chiffres belge et français ;
- grâce aux recettes dégagées par le commerce électronique et le commerce transfrontalier de produits soumis aux droits d'accises, le Luxembourg encaisse des impôts indirects relativement élevés tout en appliquant les taux d'imposition les plus faibles parmi les quatre pays ;

²² Le taux de 57 % était applicable de 1967 à 1991.

Les taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques cités dans ce paragraphe ne tiennent pas compte de l'impôt de solidarité fixé à 9 % depuis 2013.

- le rendement au titre de l'impôt sur le revenu des ménages est comparable avec celui de l'Allemagne et de la France, alors que la Belgique prélève des impôts particulièrement lourds ;
- le rendement de l'impôt sur le bénéfice des entreprises est nettement plus élevé au Luxembourg que dans les trois pays voisins, et
- les charges sociales patronales apparaissent plutôt légères au Luxembourg, tout en restant dans la fourchette de celles des trois autres pays.

8. L'impôt sur le revenu des sociétés de capitaux

8.1. Au Luxembourg, le bénéfice des entreprises constituées sous forme de sociétés de capitaux est soumis à l'impôt sur le revenu des collectivités et à l'impôt commercial communal, de sorte que le taux normal atteint 27.75 % dans la commune de Luxembourg. A ce taux s'ajoute l'impôt de solidarité perçu actuellement au taux de 7 %, ce qui fixe le taux cumulé définitif à 29.22 %. Encore faut-il voir quelle est en pratique la charge fiscale effective des entreprises. Le revenu net généré par l'entreprise est en effet réduit par différents mécanismes, tels les exonérations totales ou partielles de certains revenus, les différés d'impôt basés sur des amortissements accélérés et la constitution de provisions excessives ou la déduction de frais de financement intra-groupe. L'impôt est ensuite déterminé par application du taux d'imposition à ce revenu imposable. Toutefois, la cote d'impôt est encore réduite par le jeu de crédits d'impôts, qui peuvent être plus ou moins importants, suivant les cas. De ce fait, la charge fiscale effective de nombreuses entreprises est plutôt de l'ordre de 20 %, voire inférieure à 20 %.

8.2. Au niveau de la politique fiscale, la question n'est pas seulement de savoir si le taux de l'impôt sur le revenu des collectivités est fixé au bon niveau, compte tenu des besoins financiers de l'Etat et des besoins tout aussi légitimes des entreprises. La question est plus complexe. En plus du taux d'imposition il faut définir une base imposable répondant aux besoins d'une saine politique fiscale, et dans cette logique il faut aussi analyser les dépenses fiscales dont bénéficient les entreprises. Peut-être certaines dépenses fiscales, qu'on peut aussi qualifier de niches fiscales, devraient être réaménagées, d'autres mériteraient sans doute d'être mieux ciblées,

et finalement d'autres encore pourraient simplement être abolies. La tendance internationale au cours des dernières 20 années allait clairement vers une réduction des taux d'imposition combinée à un élargissement de la base **imposable**. Le Luxembourg a suivi cette tendance à sa manière : il a **également** réduit les taux d'imposition, mais il n'a guère élargi la base imposable, bien au contraire. Cette politique a bien réussi dans la mesure où le Luxembourg a pu attirer une masse d'activités économiques qui dégagent des revenus imposables **confortables**. En définitive, cette démarche a généré un niveau élevé de **recettes** fiscales, tout en ménageant la compétitivité fiscale du Grand-Duché. Ce modèle est en principe légitime, d'autres petits Etats ont fait de même. Mais l'avenir sera différent du passé, et le modèle devra être adapté aux nouvelles conditions dans les années à venir. Personnellement, il me semble que le moment est venu de changer le fusil d'épaule, de simplifier **radicalement** notre système fiscal : élargissons la base imposable, et **réduisons** en même temps le taux d'imposition affiché.

8.3. Au Luxembourg, les impôts perçus sur les bénéfices des entreprises s'élèvent à 5.3 % du PIB. Nos trois pays voisins se situent dans une fourchette, allant de 2.3 % à 3.1 %. Le Luxembourg joue en quelque sorte dans la même ligue que Chypre (6.4 %) et Malte (5.4 %), alors que tous les autres Etats européens alignent des chiffres **inférieurs** à 3.5 %²³. Ces pourcentages ne démentent pas la thèse **formulée** par certains observateurs européens, aux termes de laquelle les petits Etats, et au premier rang le Luxembourg, attireraient des activités hautement rentables des entreprises européennes en leur proposant un cadre fiscal particulièrement attractif. Mais je ne reviendrai pas ici sur ce débat que nous avons déjà évoqué en parlant de l'affaire *Lux-Leaks*.

8.4. Rappelons que l'impôt sur le revenu des **collectivités** rapporte 1,5 milliards en 2014, et que le Gouvernement **anticipe** un rendement de 1,9 milliards d'euros en 2018. Si le Luxembourg se rapprochait un peu de la moyenne européenne, et que le rendement de l'impôt sur le revenu des collectivités tombait d'un point de pour-cent du PIB, le déchet fiscal serait d'environ 500 millions d'euros par année à l'horizon 2018. A ce déchet il conviendrait d'ajouter la moins-value au

23 Source : Eurostat, <http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/submitViewTableAction.do>. Les chiffres se rapportent à l'année 2012.

niveau de l'impôt commercial communal. Ces chiffres documentent la sensibilité des débats fiscaux : dans le monde moderne, les entreprises sont libres d'exercer leurs activités dans les pays où les conditions sont les plus favorables, et comme les activités sont de plus en plus mobiles, les entreprises peuvent assez facilement déplacer leurs activités d'un pays vers l'autre. S'il est vrai que la compétitivité du Luxembourg fait intervenir, en plus de la fiscalité, une série d'autres facteurs de localisation des entreprises, notre Gouvernement a sans doute fait preuve de sagesse en déclarant que les charges fiscales effectives grevant les entreprises ne seront pas augmentées au cours de la présente législature.

9. Le barème de l'impôt sur le revenu²⁴

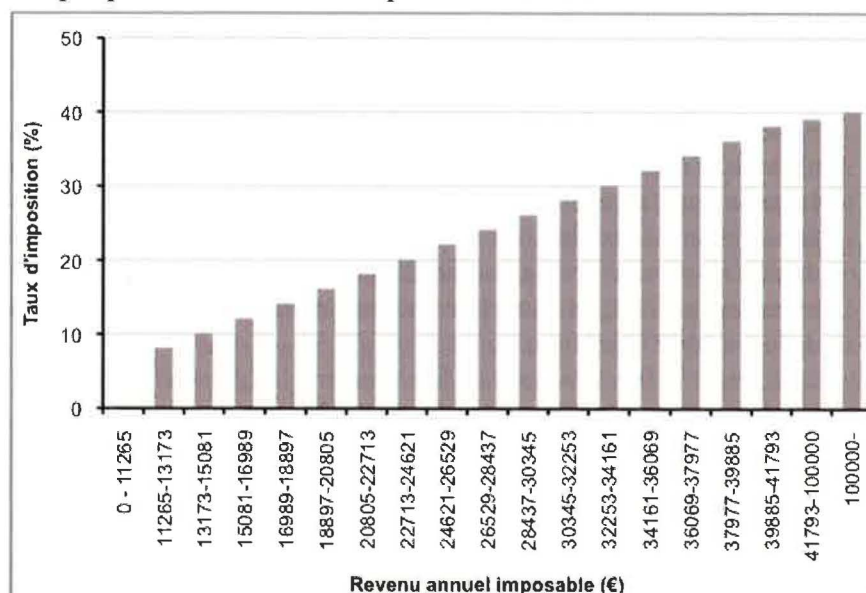
9.1. Le barème de l'impôt sur le revenu est établi pour un contribuable célibataire, sans enfants à charge. Les barèmes applicables aux contribuables mariés, ou aux contribuables avec enfants à charge, sont dérivés de ce barème. Le barème de l'impôt se caractérise par trois éléments :

- le revenu imposable inférieur à 11.265 € par année n'est pas imposé ;
- le revenu compris entre 11.265 € et 100.000 € est imposé par application d'un barème à 18 échelons, allant de 8 % à 40 %, et
- le revenu supérieur à 100.000 € est imposé au taux marginal de 40 %.

Le graphique suivant montre le passage de la tranche de 8 % vers celle de 40 % d'impôt dans une courbe lisse, sans sauts ni heurts.

24 Ce chapitre reprend certaines analyses documentées en détail par le conférencier sous le titre « impôt sur le revenu et redistribution au niveau des ménages » au Sozialalmanach 2015 de Caritas

Graphique 2 : Barème de l'impôt sur le revenu



9.2. Le *Sozialalmanach* 2014 publié par la Caritas contient une analyse fouillée de la répartition des impôts des ménages²⁵. Suivant cette étude,

- 40 % des ménages ayant des revenus modestes ne paient pas d'impôts ;
- 50 % des ménages faisant partie des classes moyennes paient 40 % des impôts, et
- 10 % des ménages les plus aisés paient 60 % des impôts.

Soulignons également que les 2.5 % des ménages les plus riches paient 37.5 % de l'impôt sur le revenu et les 5 % des ménages les plus aisés contribuent pour la moitié des recettes fiscales. Les ménages les plus aisés contribuent donc de façon très significative au produit de l'impôt sur le revenu. A première vue, il semble donc que le barème de l'impôt sur le revenu ait un caractère progressif prononcé et opère ainsi une redistribution significative des revenus.

9.3. La progressivité de l'impôt sur le revenu est toutefois atténuée par certaines niches fiscales. A ce titre il convient de mentionner le régime

²⁵ Nathalie Georges et Robert Urbé, le « *Mittelstandsböckel* » : une chimère ! ?, *Sozialalmanach* 2014, page 127.

d'imposition des « *stock option* ». La méthode de détermination de l'avantage en nature imposable lié à ces opérations conduit à une charge fiscale attractive, qui se traduit en général par une charge fiscale effective inférieure à 10 % du gain financier. Ces « *stock options* » peuvent atteindre la moitié du salaire annuel du bénéficiaire (salaire avec options comprises), sans être plafonnés : l'avantage financier lié à ce modèle peut donc être considérable pour les bénéficiaires²⁶. Ce régime repose sur une circulaire fiscale datée du 20 décembre 2012, précisée dans la réponse du Ministre des Finances du 8 février 2013 à une question parlementaire. L'actuel Ministre des Finances vient d'ailleurs de constater dans sa réponse à une autre question parlementaire qu'il est « extrêmement difficile, voire impossible » de quantifier le coût fiscal de cette mesure tout en se prononçant en faveur du « maintien d'un mécanisme compétitif et non sujet à dérives »²⁷. Dommage que le coût fiscal de cette belle niche fiscale ne soit pas quantifié à l'inventaire des dépenses fiscales. Il est en effet difficile de se prononcer sur l'opportunité d'une niche fiscale si l'impact économique et social n'est pas analysé et le coût budgétaire n'est pas quantifié.

Dans le même sens, il convient de rappeler que le régime d'imposition des revenus du patrimoine est caractérisé par l'application de régimes fiscaux favorables, tels que

- la qualification de revenu non-imposable (ex : certaines plus-values sur titres) ;
- l'application d'un taux d'imposition réduit (ex : plus-values sur immeubles) ;

²⁶ Voir la circulaire du directeur des contributions LIR N° 104/2 du 20 décembre 2012 et la réponse du Ministre des Finances à la question parlementaire n°2549 du 8 février 2013. Dans sa réponse le Ministre confirme que ce traitement fiscal favorable est également applicable à des programmes où les options portent sur des actions sans aucune relation avec l'entreprise, y compris des plans dits « syndiqués », regroupant plusieurs entreprises. Dans son rapport sur le budget 2013, le député Lucien Lux relève que, selon les responsables de l'administration des contributions, il s'est avéré lors de contrôles effectués auprès d'entreprises qu'environ la moitié des entreprises n'ont pas déclaré les programmes de stock options dont bénéficiaient certains employés, généralement des cadres (doc. parl. N° 6500-5, page 40).

²⁷ Dans sa réponse à la question parlementaire n°457 du 12 août 2014, le Ministre des Finances constate qu'il est « extrêmement difficile, voire impossible », d'évaluer le déchet fiscal lié au régime favorable d'imposition des stock options. Alors que l'auteur de la question parlementaire soulève une question sur les dérives du système, le Ministre conclut que « le Gouvernement veillera au maintien d'un mécanisme compétitif et non sujet à dérives »

- l'exonération de la moitié du revenu (ex : dividendes) ;
- l'exonération du revenu (ex : capital d'une assurance-vie) ;
- l'application d'une retenue à la source libératoire (ex : 10 % sur les intérêts).

Il serait intéressant de réunir des informations plus précises sur l'impact de ces dispositions. Comme les patrimoines les plus importants tendent à se concentrer sur les groupes sociaux bénéficiant de revenus élevés, il serait intéressant d'analyser la progressivité de l'impôt dans une perspective large, incluant à la fois les revenus professionnels et les revenus du patrimoine. Une telle analyse serait sans doute utile dans la perspective de la réforme fiscale que le Gouvernement s'est engagé à préparer pour 2017.

9.4. En construisant le barème de l'impôt sur le revenu, les décideurs politiques doivent en somme donner une réponse aux trois questions suivantes :

- quel est le seuil de revenu exonéré de tout impôt sur le revenu ?
- quel est le taux maximal d'imposition, et à partir de quel revenu ce taux est-il applicable ?
- suivant quelle formule, avec quelle courbe, le taux d'imposition passe-t-il du taux minimum au taux maximum ?

Les réponses à ces trois questions conditionnent la répartition de la charge fiscale entre les différents niveaux de revenu imposés suivant le barème.

9.5. Dans le débat politique, on évoque souvent le « *Mittelstandsbuckel* » en déclarant que la charge fiscale augmente à un rythme excessivement soutenu au niveau des revenus moyens²⁸. En termes neutres, il faudrait donc poser la question de savoir si les 50 % des ménages faisant

28 Dans le cadre de cette contribution, il n'est pas possible de procéder à des comparaisons systématiques avec les barèmes d'autres pays européens. Signalons néanmoins à titre d'exemple que l'impôt sur le revenu belge est perçu au taux de 25 % sur le revenu dépassant 7.250 € et que ce taux passe ensuite à 50 % à partir d'un revenu de 37.330 €, avec seulement 3 taux intermédiaires. En Allemagne, l'impôt sur le revenu est perçu en fonction d'une formule mathématique avec une exemption pour les revenus inférieurs à 8.130 €, un taux marginal qui atteint 42 % à partir d'un revenu de 52.881 € et un taux maximum de 45 % à partir de 250.730 €. La France perçoit à côté de l'impôt sur le revenu plusieurs autres prélèvements fiscaux, et notamment la contribution sociale généralisée.

partie des classes moyennes supportent une charge fiscale excessive en contribuant à raison de 40 % au total des recettes. Si la réponse est positive, il faudrait ensuite décider si l'allègement éventuel serait compensé par une augmentation des charges supportées par les 10 % les plus aisés, qui interviennent déjà à raison de 60 % dans le rendement de l'impôt, ou si les 40 % des ménages actuellement exonérés d'impôt devraient également contribuer au budget des recettes de l'Etat.

9.6. Le barème applicable à un couple marié est établi par la méthode du *splitting* appliquée au total des revenus des deux conjoints. Ainsi, un couple marié ou vivant en partenariat ne paie pas plus d'impôts que deux personnes imposées comme célibataires et disposant ensemble du même revenu. Le principe du *splitting* est complété par certaines mesures visant à encourager les deux partenaires d'un couple marié à exercer une activité professionnelle, notamment l'abattement extraprofessionnel²⁹.

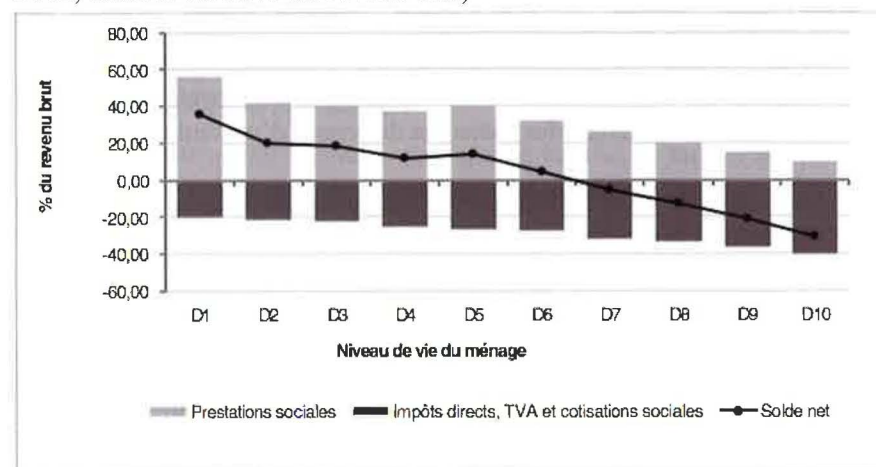
9.7. D'autres pays adoptent des logiques différentes. Ainsi, le droit fiscal belge est basé sur l'imposition séparée d'un couple marié : chaque conjoint est imposé sur son revenu personnel, moyennant certains ajustements en faveur des ménages disposant d'un seul revenu.

En théorie, le droit fiscal impose chaque contribuable en fonction de ses facultés contributives. Toutefois, les différents Etats n'appliquent pas les mêmes règles pour déterminer les facultés contributives. Ici nous touchons à des choix politiques, qui font aussi intervenir le sens de l'équité. Le sens de l'équité devrait guider ces choix. Pourtant, rares sont les contribuables estimant que, dans un esprit de solidarité sociale, ils acceptent d'assumer une part plus grande du fardeau. Au contraire, de nombreuses voix réclament un allègement fiscal pour telle ou telle catégorie.

29 Il est vrai que le mode de calcul de l'impôt sur les salaires introduit une perception différente : au départ, la retenue sur le salaire du premier membre du ménage est perçue suivant le barème, comme si le conjoint ne touchait pas de salaire, et la retenue du conjoint est ensuite fixée forfaitairement. En fin d'année les revenus des deux conjoints sont additionnés dans la déclaration fiscale et l'imposition est fixée à l'impôt correspondant au revenu cumulé. Ce mode d'imposition donne l'impression que le deuxième salaire est imposé plus lourdement que le premier.

9.8. En définitive, la situation financière d'un ménage reflète à la fois les revenus bruts, l'ensemble des contributions de sécurité sociale et des prélèvements fiscaux et l'ensemble des prestations sociales dont bénéficie le ménage. L'analyse devrait dès lors dépasser le cadre étroit des charges fiscales. Le Statec a publié une étude récente analysant ces questions dans le cadre de la redistribution socio-fiscale³⁰. Cette étude intègre, en plus de l'impôt sur le revenu et des cotisations sociales, certains impôts indirects, notamment la TVA. Au niveau des transferts sociaux, elle tient compte de toutes les prestations sociales en numéraire, à l'exclusion des prestations en nature. Si les prestations sociales représentent en moyenne 25 % du revenu brut des ménages, elles interviennent pour plus de la moitié (56 %) dans le revenu des ménages du premier décile. Ce taux s'établit à 10 % pour les ménages du dernier décile, ainsi qu'il résulte du graphique ci-après :

Graphique 2 : Part des charges fiscales et des prestations sociales dans le revenu brut des ménages selon le niveau de vie du ménage (année 2012, chiffres en % du revenu brut)



Lecture : D1 = premier décile (10 % des ménages les moins aisés) ; D10 = dernier décile (10 % des ménages les plus aisés).

Source : STATEC, EBM, EU-SILC, en collaboration avec le Ceps/Instead et comptes nationaux

9.9. Ce graphique montre que 60 % des ménages sont bénéficiaires de la redistribution, tandis que 40 % des ménages bénéficient de revenus

30 Regards sur la redistribution socio-fiscale au Luxembourg, Serge Allegrezza et Guillaume Osier, Statec, Regards 04, mars 2014

plus aisés contribuent au **financement** de ce système de redistribution sociale. Bien entendu, il **faudrait** maintenant creuser ces chiffres pour déterminer si le Luxembourg pratique une politique de l'arrosoir, où les mêmes ménages paient leurs impôts et reçoivent des allocations de l'Etat, ou si au contraire les prestations sociales sont bien ciblées, reflétant des choix politiques clairs, et contribuant à la justice sociale et à la cohésion sociale au Luxembourg³¹. Mais un tel débat dépasserait le cadre de cette conférence, et j'ai l'impression que je vous ai déjà suffisamment assommés avec mes réflexions un peu trop théoriques et mes statistiques un peu trop indigestes.

10. Conclusions

En conclusion à cet exposé, je voudrais retenir quatre idées :

1. Le budget de l'Etat est alimenté par plusieurs sources qui sont en fait des effets d'aubaine : ces impôts sont en définitive des cadeaux versés par des acteurs non-résidents, ou peu résidents, et ne constituent pas vraiment un fardeau à charge de l'économie ni de la société luxembourgeoise. Figurent sous cette catégorie
 - les impôts (droits d'accises + TVA) perçus sur le pétrole, l'alcool et le tabac acquittés par des non-résidents, soit environ 1.5 milliards par année ;
 - la TVA liée au commerce électronique, soit environ 1 milliard en 2014 ;
 - les impôts acquittés par des sociétés financières dégageant des résultats élevés par rapport aux activités gérées au Luxembourg, soit environ 0.5 milliards d'euros par année.

Au total ces activités ont contribué avec environ 3 milliards d'euros au budget de l'Etat en 2014, soit plus de 20 % des recettes fiscales de l'Etat.

2. Le Luxembourg bénéficie également des charges fiscales et sociales relatives aux revenus touchés par les 165.000 frontaliers qui travaillent au Luxembourg : le Grand-Duché encaisse l'impôt sur le revenu des frontaliers, mais il n'assume pas le même niveau de dépenses que pour les contribuables résidents. Le Luxembourg perçoit également

31 Ce point a été abordé par M Paul Zahlen lors de la discussion (voir ci-après)

les cotisations de sécurité sociale de ces travailleurs, mais il n'assume pas, ou plutôt pas encore, le même niveau de prestations sociales que pour les assurés résidents. Ensemble avec la population immigrée au Luxembourg, les frontaliers donnent à la démographie luxembourgeoise une pyramide des âges très favorable. De ce fait, le système social peut offrir des prestations plus favorables que dans nos pays voisins, tout en maintenant ce coût à un niveau très compétitif.

3. Ces facteurs spécifiques contribuent dans une large mesure au financement des dépenses publiques, notamment des transferts sociaux, et d'une façon générale, à la prospérité actuelle du Grand-Duché. Pourtant rien ne garantit que ces facteurs pourront être préservés à l'avenir. Bien au contraire, l'analyse que j'ai présentée ce soir me fait penser que certains de ces facteurs seront remis en cause, dans une mesure plus ou moins significative, à court ou à moyen terme. Dans cette hypothèse, le Luxembourg devra faire face aux problèmes budgétaires que d'autres pays européens connaissent depuis de nombreuses années.
4. C'est toujours un peu gênant de conclure une conférence sur une note pessimiste. J'ose donc espérer que je me trompe, et je vous invite évidemment à me contredire, et à me donner les arguments qui déboucheront sur une conclusion plus optimiste.

Sinon, je me permettrai de terminer par une citation de notre regretté membre, Raymond Kirsch, qui a fait le constat suivant dans une interview donné au moment où il a abandonné ses fonctions dirigeantes à la BCEE32 :

*Krise ist ein schwer definierbarer Begriff.
Sicher ist aber, dass wir über unsere Verhältnisse leben.
Durch die außergewöhnlichen Einkünfte am Finanzplatz
während der vergangenen 15 Jahre wurden unsere Mittel
in hohem Maße künstlich aufgebläht. (...)
Eine Anpassung an die Realität wird unweigerlich kommen.
Das wird weh tun. (...)*

L'avenir nous dira si Raymond Kirsch s'est trompé, ou si au contraire son diagnostic reste correct quant au principe, et qu'il était simplement prématuré en 2004.

32 Interview de Raymond Kirsch publiée au Luxemburger Wort le 26 janvier 2014

Discussion après la conférence de Monsieur Roger Molitor du 8 décembre 2014

André Prüm : On a l'impression que la fiscalité se prête à des révélations non seulement dans la grande presse internationale, mais même dans des petits cercles comme le nôtre où tu as mis le doigt sur toute une série de points qui étaient peut-être ignorés par le plus grand nombre d'entre nous et qui sont cependant les clefs pour une réflexion transparente et à long terme pour redéfinir la politique fiscale au Luxembourg. Un grand merci pour tes observations et je voudrais inviter la salle à réagir avec notre conférencier qui se prêtera certainement aux questions et observations qui émaneront de nous tous. A qui le courage d'intervenir en premier ?

André Elvinger : Pourrais-je faire un commencement en disant à Roger Molitor qu'avec sa conférence – que je salue également comme étant, suivant un terme que nous utilisons avec modestie, son « installation » à l'Institut Grand-Ducal – il marche tout droit dans les pas de notre regretté secrétaire général Georges Als qui a été, il y a quelques années, l'un des premiers à se faire « die Stimme des Rufenden in der Wüste » lors de la conférence-débat qu'il avait si bien intitulée « Sacrifier l'avenir pour préserver le présent ? Les impasses de nos finances publiques » que l'on retrouvera au volume XVI de nos Actes. Et des voix inquiètes sur notre avenir se sont encore exprimées dans le cadre de notre Table ronde : « La Place financière du Luxembourg – Défis et perspectives » de l'an dernier par les voix autorisées, entre autres, de Georges Bock sous le titre « Le défi fiscal et budgétaire » dont l'on retrouvera les interventions et la discussion au volume XVIII de nos Actes.

Je souscris à cette nouvelle alerte sur nos finances et notre budget que notre conférencier a si remarquablement appuyée par des données chiffrées précises et des tableaux impressionnants.

Permetts-moi de faire tout de même une observation sur le chapitre qu'il a consacré à l'affaire LuxLeaks.

J'ai le plus grand respect pour la Commission Européenne et pour l'OCDE, même lorsqu'ils critiquent le Luxembourg. Je n'ai, par contre, pas de respect pour ce qui s'intitule pompeusement « The international consortium of investigating journalists » qui a exploité sans vergogne des documents et des données électroniques frauduleusement soustraits par un employé infidèle. Notre Cour de cassation vient de rappeler, par un arrêt du 3 avril 2014, que ces faits constituent un vol, ni plus ni moins,

ce qui veut dire, sous réserve de plus amples éclaircissements sur les faits d'appropriation de ces données, qu'il y a recel (puni de l'emprisonnement de 15 jours à 5 ans selon l'article 505 du code pénal) chez nos journalistes investigateurs. Mais, j'ai aussi perdu le respect pour la vénérable institution qu'est le Wallstreet Journal dont Roger Molitor a reproduit un graphique intitulé « Tax relief ». On y constate – si c'est exact – que les multinationales américaines établies au Luxembourg y paieraient un taux d'impôt, dit effectif, de 1,1 % à quoi on compare le taux, qui n'est pas qualifié d'effectif, des Etats-Unis de 23 %.

La comparaison n'est pas loyale, et vous l'avez dit, cher confrère : le taux effectif, tel que le Wallstreet Journal le retient pour le Luxembourg, est celui qui est obtenu par l'application du taux nominal (que le Wallstreet Journal cite pour les Etats-Unis et qui est proche du taux nominal du Luxembourg) à l'assiette du contribuable déterminé, c'est-à-dire aux seuls revenus nets imposables, donc déduction faite des revenus non imposables. Ce que le Wallstreet Journal n'indique pas non plus, c'est la nature de l'activité que ces sociétés d'origine américaine pratiquent au Luxembourg et la nature de leurs revenus. Sans connaître le cas particulier des groupes multinationaux américains, pour la plupart de nos Soparfis, cette activité consiste en premier lieu dans la participation dans d'autres sociétés.

Ces Soparfis peuvent donc, dans la mesure où elles bénéficient sur leurs revenus du privilège des sociétés mère et filiales et d'autres revenus non imposables ou imposables à l'étranger selon les conventions, ne donner lieu, très légalement, à aucun impôt autre que l'impôt des collectivités fixé depuis récemment au minimum à 3.000 euros, donc avec un taux effectif proche de zéro.

Roger Molitor est orfèvre en la matière puisqu'il a publié aux Etudes Fiscales du 1er avril 1994, il y a plus de vingt ans, une étude exhaustive sous le titre « Le régime fiscal des sociétés mère et filiales » que je continue à consulter avec fruit. Le terme, un peu discutable, de privilège vient du vieux terme allemand « Schachtelprivileg ». Il a pour objet d'éviter la double imposition en ce sens que les bénéfices imposés au niveau d'une société filiale, que ce soit à l'étranger ou au Luxembourg, ne soient pas ou soient le moins possible imposés une nouvelle fois au niveau de la société mère.

Ce privilège est consacré, sans critique et discussion, par la cinquantaine de conventions contre la double imposition conclues par le Luxembourg, dont celle avec les Etats-Unis qui pratiquent ce privilège sous la forme du système de l'imputation, et par la Directive européenne sur le « régime fiscal commun applicable aux sociétés mère et filiales d'Etats

membres différents », dont la première version remonte au 23 juillet 1990, actuellement refondue dans la Directive 2011/86 du 30 novembre 2011.

Le Luxembourg applique ce privilège également en droit interne, tout en étant plus généreux que le régime européen – qui est censé représenter un minimum au point de vue de l'objectif de réduction de la double imposition – par l'article 166 de la loi concernant l'impôt sur le revenu, plus généreux parce qu'il s'applique aux participations à partir de 10 % ou d'un prix d'acquisition d'au moins 1.200.000 euros.

Et ce régime favorable existe depuis bientôt vingt-cinq ans sans qu'il ait été critiqué sur le plan européen ou international. Pour en bénéficier, nul n'est besoin d'un ruling, c'est la loi elle-même qui le dit.

Il en va de même pour les revenus que les conventions contre la double imposition attribuent à la seule imposition à l'étranger, telles que les succursales établies dans des Etats parties aux conventions, et que le régime fiscal de ces pays peut n'imposer que très légèrement.

Quant aux rulings eux-mêmes, dont on a dit tant de mal, il s'agit là encore d'une vieille institution qui est connue, sous des formes diverses comme le rappelait déjà en 1999 l'un des congrès de l'International Fiscal Association, dans plus de vingt régimes fiscaux nationaux.

Le ruling sert la sécurité juridique du contribuable qui, ayant exposé son cas à l'avance et de façon complète et précise à l'administration, n'est plus, lorsque l'administration accepte sa thèse, ultérieurement exposé à une autre interprétation de l'administration ou à une requalification de l'opération.

Comment alors, si le privilège et le système des rulings sont presque universels, expliquer l'engouement international pour le Luxembourg ? Ce sont deux vieux avantages de notre pays, la stabilité politique et juridique (personne ne songera à avoir recours à un pays tel que la France, si prompt à nous attaquer, qui change de régime au moins avec chaque gouvernement) et l'accès plus facile à nos institutions, non seulement fiscales.

C'est surtout cet accès, jugé trop facile, qu'on nous reproche.

Certes, vous l'avez dit, le régime doit être adapté et l'administration s'apprête à aller du one-man-show du désormais célèbre M. Kohl vers un régime collégial au sein de l'administration et vers une plus grande publicité des principes approuvés au sein des rulings, tout en respectant le secret qui s'impose à l'administration sous l'article 22 de la Abgabenordnung qui date, elle, d'un demi-siècle et nous venait bien sûr de l'Allemagne.

Je sais bien qu'il y a des rulings qui ont pour objet d'autres questions que les modalités d'application du privilège des sociétés mère et filiales ou des succursales à l'étranger. Et je ne peux exclure que certains aient été le résultat d'une application complaisante de la loi.

Il est certain que nous devons, pour notre plus grand bien, ne pas être un instrument d'érosion des autres Etats, même si, comme Roger Molitor l'a rappelé tout à l'heure, à propos des « moutons » des uns et des autres, ces Etats, les Etats-Unis en première ligne, disposent dans leur droit interne des moyens d'éviter l'érosion, ce dont ils s'abstiennent parfois de faire, dans l'intérêt de leur économie, l'usage qui leur est ouvert.

Il s'agit donc de revoir notre copie là où elle doit l'être.

Mais de là à nous culpabiliser tous les jours, il y a un pas que nous ne devons pas franchir au-delà des exigences que nous impose, non pas la presse, mais la coopération avec la communauté européenne, que notre pays pratique tout de même avec succès depuis plus d'un demi-siècle.

Le conférencier : Merci André pour ces propos toujours clairs, comme on te connaît. Nous sommes tous d'accord pour dire que l'affaire Lux-Leaks est basée sur des documents volés. En droit on ne peut pas défendre de telles actions. Mais je pense que, du moins pour les médias, cet aspect juridique n'est plus prépondérant. L'aspect politique est celui qui prime aujourd'hui. Nous sommes tous d'accord pour dire que le régime sociétés mère et filiales est un régime tout à fait légitime, mais je pense également que les dossiers publiés Lux-Leaks ne sont pas des dossiers classiques appliquant le régime des sociétés mère et filiales. Il y a là des dossiers où des flux d'intérêts sont optimisés, par exemple un prêt est accordé par une société luxembourgeoise à une société européenne, située dans un autre Etat membre, et que les intérêts reçus au Luxembourg sont en définitive imposés à 1 ou 2 % seulement. On peut toujours dire : notre loi est appliquée, rien à cacher, rien à rougir, je suis d'accord. Mais je comprends que cela déplaît aux voisins. Si les chiffres indiquent qu'il y a déplacement de revenus imposables des grands pays vers les petits pays, et que le revenu n'est imposé ni chez l'un, ni chez l'autre, alors je comprends que cela déplaît aux médias, au public et au pouvoir politique. Là nous sommes d'accord, je pense. En ce sens, comme toujours en droit, aussi en fiscalité, il faut voir les détails. Et on ne peut pas dire que tout est légitime dans l'approche Lux-Leaks, mais le débat est lancé et on devra, je pense, y répondre. Merci.

André Prüm : Je voudrais vous faire part d'une question soulevée par Alain Steichen qui s'excuse pour ne pas avoir pu se joindre à nous ce soir. Roger les connaît déjà puisque cela a donné lieu à un échange de courriels au cours du weekend. Le sujet est en quelque sorte à double détente : le premier élément est le suivant : (Je lis le courriel d'Alain

Steichen) « *Sachant les défis financiers qui seront les nôtres, peut-on se permettre le luxe de ne plus favoriser les multinationales et les sociétés de private equity et autres du même genre au Luxembourg, en amendant, restreignant, voire en abandonnant notre pratique des rulings au motif que ces entreprises auraient un comportement manquant d'éthique ?* ». Et puis il poursuit : « *Est-ce que l'éthique existe d'ailleurs en matière fiscale, et si c'était le cas, n'est-ce pas un concept qui s'applique surtout au niveau individuel, mais non entre sociétés et individus puisque les sociétés paient l'impôt sans vraiment le subir, l'impôt étant répercuté sur les consommateurs, les salariés, les actionnaires et autres partenaires des entreprises ?* » Voilà la question soulevée par Alain Steichen et je me permettrai d'ajouter moi-même que dans un contexte purement national, il est difficile de voir comment des principes comme ceux d'équité ou d'éthique peuvent être des principes opérationnels directeurs pour répartir la charge fiscale entre différents types de contribuables. Le défi est encore plus grand si on veut imaginer un instant que ces principes d'équité, de justice, d'éthique puissent fonctionner dans des relations entre pays, puisqu'alors on touche à des droits régaliens des Etats, spécialement celui de lever des impôts. Il paraît très délicat de régler les relations internationales autrement que par le recours au droit international public. Les considérations d'éthique sont toujours difficiles à manier, parce que les concepts sont trop mous et ne peuvent de ce fait guère servir de fil conducteur pour une régulation.

Le conférencier : Merci pour cette question qui certainement mériterait une réponse plus approfondie et pourrait alimenter tout un débat. Pour être bref, je proposerais deux ou trois éléments de réflexion seulement. Première question : est-ce qu'on peut se permettre au Luxembourg de ne plus attirer les multinationales ? Les dernières statistiques internationales sur les investissements directs de l'étranger, les foreign direct investments (FDI), documentent que le Luxembourg a attiré en 2013, je crois, plus d'investissements que la Chine, plus d'investissements que l'Allemagne et la France réunis. On peut toujours dire que nous sommes évidemment les meilleurs, il y a une concurrence fiscale, une concurrence économique, rien à redire. Reste à voir si cette concurrence est toujours loyale, ou si les petits pays, y compris le nôtre, attirent les investisseurs de façon déloyale aux dépens de nos voisins. Est-ce qu'on peut ne plus attirer les investissements étrangers ? Je crois que la question n'est pas posée. Est-ce que les étrangers froncent les sourcils ? Est-ce que les étrangers nous permettent de continuer ce petit jeu ? Est-ce que nos voisins, partenaires européens auxquels nous sommes liés par l'Union Européenne, et qui

ont pas mal de leviers pour agir sur nous également, est-ce qu'ils nous permettent de continuer à agir comme on l'a fait par le passé ? Est-ce que nos petites spécificités locales, nos petites niches, est-ce qu'elles sont toujours vues comme légitimes par les voisins ? On n'a rien caché, tout est transparent, mais néanmoins parfois on irrite les voisins et quand ils sont trop irrités, il y a un problème. Maintenant on pourrait dire, nous sommes le pays pauvre de l'Europe, ils n'ont qu'à nous ménager un petit peu. Je ne pense pas que la réalité nous qualifie de pays pauvre de l'Europe et que là aussi il y a une petite dose d'envie, de jalousie, cela se comprend : tout est humain.

Une petite anecdote personnelle : Mon fils a travaillé à Bruxelles un certain moment, il avait une petite voiture payée par son salaire. Il a garé la voiture tout proche de l'ULB. Quelqu'un y est passé et lui a griffonné la voiture. J'ai dit : « *C'est dommage.* » Il a dit : « *Mon Dieu, après tout c'est normal, regarde les étudiants belges qui n'ont pas beaucoup d'argent et leurs collègues luxembourgeois qui roulent en voitures allemandes. Que cela fâche les collègues belges, c'est bien humain. Qu'ils m'ont gratté aussi bien que je n'ai pas une BMW, cela s'explique quand-même.* »

En ce sens : est-ce qu'on peut se permettre un tel niveau d'irritation des voisins, c'est cela aussi la question, je pense. S'il y a tellement d'agressivité dans la presse maintenant, il faut aussi parfois oublier le petit nombril luxembourgeois et voir comment les voisins perçoivent et vivent la situation. Je ne dis pas que tout est *fair play*, mais néanmoins.

Alain Steichen a aussi posé une question sur l'éthique. Je suis parmi ceux qui lisent régulièrement la revue luxembourgeoise *Forum*. Le dernier *Forum* a un article où l'auteur pose la question, en ce qui concerne Lux-Leaks donc : « *Est-ce qu'on ne devrait pas rougir un petit peu ? Nous demandons aux Grecs de faire le ménage chez eux et en même temps nous avons accueilli plusieurs groupes industriels grecs au Luxembourg qui ont transféré leur siège social de la Grèce vers le Luxembourg au cours des dernières années, pour des raisons financières, sans doute légitimes, pour des raisons fiscales peut-être tout aussi légitimes, mais néanmoins préjudiciables au Trésor grec. Est-ce qu'on peut demander à la Grèce de financer son budget sans aide étrangère, de percevoir l'impôt sur le revenu des entreprises, comme il se doit, et en même temps accueillir des entreprises grecques au Luxembourg qui déplacent leur siège au Luxembourg.* ».

Je ne voudrais pas maintenant être polémiste. Il faut voir le détail de chaque dossier individuel. Mais je pense néanmoins dans la vie en général chacun de nous a une éthique. Pour la vie sociale on a aussi besoin d'une éthique. Si nous voulons avoir une société qui fonctionne, il faut une société

qui partage des valeurs et donc l'éthique doit faire partie de toute société. Les lois doivent être éthiques, l'application des lois doit être éthique. Et je pense qu'on n'échappe pas à un débat d'éthique quand on parle de lois, qu'on parle de lois fiscales ou d'autres lois. Je ne voudrais évidemment pas être naïf. Il y a beaucoup de polémique et beaucoup d'hypocrisie, partout dans la vie politique, et bien sûr aussi dans la politique fiscale. Je pense également qu'il y a des concurrents qui s'amusent beaucoup ces derniers temps avec Lux-Leaks, bien sûr. Ça aussi c'est une réalité.

Jean-Jacques Rommes : Je ne voudrais pas entrer dans un débat moral parce que cela va certainement nous faire quitter la fiscalité. Juste une petite réponse quand-même. Nous sommes malheureusement très desservis par un certain nombre de statistiques. Nous connaissons la faute statistique classique, celle de la richesse par tête de pipe de notre pays. Mais aussi les statistiques que Roger vient de citer comme les investissements qui sont faits au Luxembourg ou les investissements que le Luxembourg fait à l'étranger sont des statistiques qui sont faussées par l'industrie des fonds d'investissement. En réalité, transite énormément d'argent par ce pays, parce que nous offrons justement le service de redistribuer l'argent qui vient de quelque part, qui est investi théoriquement au Luxembourg, puis repart et est réinvesti à partir du Luxembourg. Et cela fait de nous un monstre statistique sur beaucoup de plans qui éveille les sentiments que Roger décrit. Et sur ce genre de terrain nous devons absolument nous défendre avec énergie, parce que sinon nous ne pouvons plus du tout faire ce genre d'activité de concentration à Luxembourg, ce que nous voulons quand-même faire. Nous voulons être actifs dans un marché qui est plus large que nous. Si nous commençons à dire que nous produisons beaucoup trop d'acier par tête de pipe, que nous produisons beaucoup trop de pneus par tête de pipe, que nous avons des satellites qui sont pendus au-dessus de l'ensemble de la planète, alors que nous avons un terrain exigu, alors nous ne nous en sortons plus du tout. Il faut donc faire très attention à ce genre de choses et savoir tout de même nous défendre là où c'est nécessaire.

Marco Wagener : J'ai une question sur le graphique du Statec avec les impôts et les transferts sociaux suivant déciles, que vous avez montré. Je trouve que c'est un travail excellent qui n'a pas l'attention qui lui est due, parce qu'il montre clairement la politique de redistribution au Luxembourg, donc les transferts négatifs sous forme d'impôts et les transferts positifs sous forme de transferts sociaux. Il montre aussi que cette politique socio-fiscale est redistributive parce qu'il y a effectivement environ 40 % des individus qui paient pour les autres 60 %. En fait, ce graphique pose la

question de l'imposition négative. Ne **pourrait-on** pas en fait fondre les impôts et les transferts sociaux dans un **seul mécanisme** de redistribution ? Vous avez également posé la question des avantages fiscaux : d'un côté on subventionne, d'un autre côté, on permet des déductions fiscales avec les mêmes objectifs. Ne serait-il pas plus efficient de résumer le tout ou fondre le tout dans un seul élément de redistribution ? Est-ce que vous avez une opinion sur l'impôt négatif ?

Le conférencier : Parfois j'aime les boutades pour éviter les débats trop complexes. Dans ma jeunesse j'avais appris que l'impôt est là pour alimenter le budget de l'Etat. Si maintenant on demande à l'impôt de faire la politique sociale, on risque de créer des conflits entre des objectifs divergents. L'impôt ne gagne pas en transparence si on ajoute au code fiscal, conçu au départ pour percevoir l'impôt, toutes sortes de finalités, de politique sociale au sens large, je crains que là on perde la transparence. En définitive, une telle combinaison d'objectifs mal définis risque de nuire au rendement de l'impôt sans vraiment atteindre l'objectif de politique social.

Robert Kieffer : Je dois intervenir sur quelques sujets. Je crois qu'en beaucoup de sujets je rejoins totalement votre vue, sauf sur un point particulier qui concerne la progressivité de l'impôt sur le revenu. Il y a un problème au Luxembourg que vous n'avez pas abordé, à savoir la disponibilité des données de base. Je ne crois en rien à tous ces chiffres qui figurent dans l'un des derniers tableaux. Ce tableau provient de l'enquête EU-SILC qui est une enquête faite dans le cadre de l'Union Européenne. Alors il est probablement très performant pour les bas salaires, et les bas revenus, mais pour les hauts revenus il ne dit rien, absolument rien. Je ne pourrais pas m'imaginer que les personnes avec les revenus élevés puissent répondre à ces questionnaires SILC sans devoir demander à leurs comptables pour fournir les chiffres. Donc, probablement, les revenus élevés sont représentés absolument insuffisamment. Je vous donne un exemple : Il y a des revenus que l'Administration des Contributions ne recueille même pas, comme les plus-values sur titres après une détention de plus de six mois. Vous en avez cité d'autres, il y a les intérêts sur obligations et sur dépôts. Qui collecte ces informations ? Personne. Elles sont retenues à la source. Et donc tous ces revenus ne sont pas dans ces tableaux et donc tous ces tableaux sont biaisés. Peut-être pour les déciles inférieurs où ces revenus de capitaux sont inexistant, ces tableaux peuvent approcher la réalité, mais certainement pas pour tous les revenus élevés. De même il n'existe aucune statistique au Luxembourg sur la distribution des revenus, ni sur la distribution des fortunes. Vous avez cité les 40 % qui ne paient pas d'impôts.

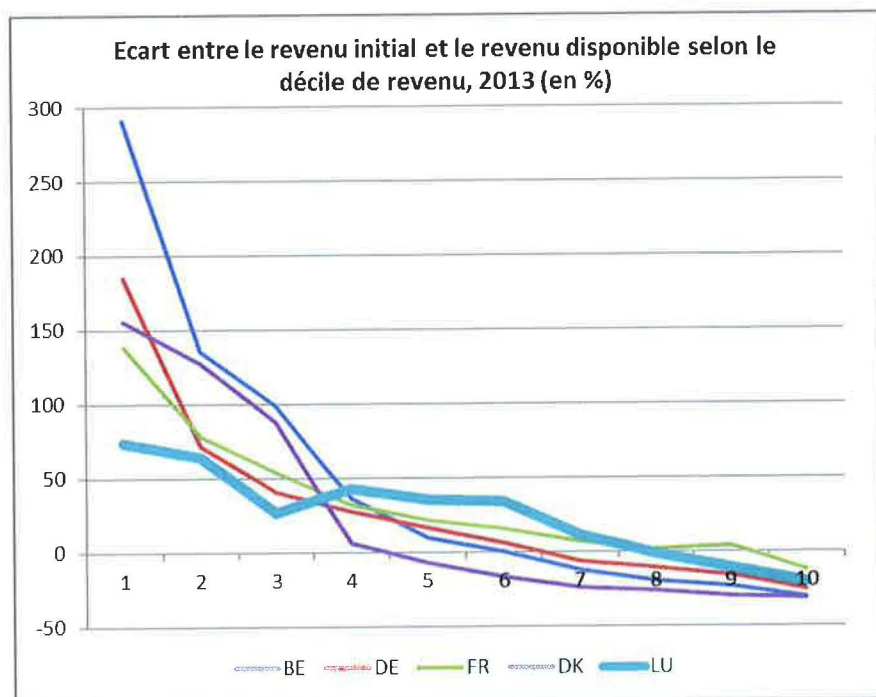
Je me demande d'où est-ce que vous tirez ce chiffre ? Je présume que c'est le tableau qui figurait dans le rapport du budget de Gilles Roth en 2010, mais à mon avis il n'existe aucune statistique qui rassemble tous les revenus ici au Luxembourg, de sorte qu'on puisse faire une distribution des revenus et voir qui paie des impôts et non. Par exemple, je crois que, et je suis bien placé à la Caisse de Pension pour le savoir, qu'on a livré jusqu'à maintenant 130.000 fiches sur le revenu des pensionnés à l'administration fiscale. Est-ce que l'administration fiscale utilise ces fiches ? C'est une question qu'il faudrait peut-être demander au Directeur des contributions. Je ne crois pas que toutes les retenues à la source que nous on fait au niveau de la Caisse de Pension et celles qui sont faites par les employeurs n'apparaissent dans aucune statistique, puisque personne ne réalise ces statistiques. Et donc toutes ces statistiques sur les redistributions des revenus, concernant les 40 %, les 50 %, les 6 % de personnes qui payent ou ne payent pas d'impôts n'ont guère de signification. Je voudrais vous signaler, qu'il ne convient pas de comparer le pourcentage de personnes et le pourcentage de l'impôt qu'elles produisent, mais qu'il faut mettre en relation le pourcentage des revenus de ces personnes avec le pourcentage des impôts qu'elles paient. Et là je voudrais bien voir pour les 6 % avec les revenus les plus élevés, quelle est la part de l'impôt qu'ils paient et quelle est la part des revenus dont ils disposent. Et je crois que les chiffres seront totalement différents. Voilà quelques points techniques qu'il fallait que je dise.

Le conférencier : Une remarque pertinente, merci Monsieur Kieffer. Je crois que tous les pays du monde ont des difficultés à recueillir l'information adéquate pour les revenus aisés. Nous aussi, certainement. Mais tout en acceptant ce point, je voudrais souligner un aspect, je pense néanmoins significatif qu'au Luxembourg les six premiers déciles sont bénéficiaires nets : les transferts sociaux, pour 60 % des ménages, dépassent les impôts. Et cela mériterait un débat de société pour voir si on veut avoir plus ou moins de redistribution. Si les mêmes personnes qui paient les impôts reçoivent également les transferts sociaux, l'on peut s'interroger sur la finalité sociale de ces flux financiers et sur la sélectivité de la politique sociale. Là il y a des questions qui mériteraient d'être creusées, à mon avis personnel.

Robert Kieffer : Permettez-moi une petite réponse. C'est évident que tous les fonctionnaires pensionnés bénéficient de la redistribution par les pensions. Les pensions constituent un poids énorme au Luxembourg et notre système légal de pension, je suis bien tenu pour le connaître, surtout dans la fonction publique, a conduit à la situation que la fonction publique

recupère 22 % de nos dépenses de pension, alors qu'elle représente moins de 7 % de la population active. Regardez une fois cette relation-là. Et donc les redistributions, même dans les déciles élevés, sont tout à fait normales.

Paul Zahlen : Travaillant au STATEC, je suis un peu responsable de cette *présentation* de la redistribution au Luxembourg. Le problème est bien connu. Les hauts revenus sont mal représentés dans les enquêtes, mais aussi les bas revenus ; ceux qui sont en bas de l'échelle sociale ne se trouvent pas dans ces statistiques-là. C'est- un problème bien connu des enquêtes en général. Mais ce sont les seuls chiffres sur la redistribution au Luxembourg dont on dispose. Il faut le savoir. Ce qui est plus intéressant encore, c'est la comparaison avec d'autres pays qui est très souvent basée



Source : Euromod (sur base des enquêtes EU-SILC). N.B. : revenu initial = revenu avant impôts et transferts sociaux en espèces ; revenu disponible = revenu après transferts sociaux en espèces et transferts sociaux en nature.

sur ces enquêtes-là, plus particulièrement l'enquête EU-SILC (European Statistics on Income and Living Conditions). Il existe par exemple un projet très intéressant au niveau européen, c'est Euromod, je ne sais pas si vous le connaissez. Il s'agit un modèle de microsimulation qui est fondé largement

sur des enquêtes qui montre qu'au Luxembourg la redistribution va très loin dans les déciles, à savoir jusqu'au septième décile. Dans d'autres pays, c'est beaucoup plus concentré dans des déciles bas (voir graphique). En d'autres mots, la redistribution au Luxembourg est beaucoup moins ciblée au Luxembourg que dans d'autres pays européens. C'est un des résultats intéressants de ces enquêtes. Il convient néanmoins de manier les chiffres avec prudence, notamment parce que les transferts sociaux *en nature* ne sont pas pris en compte ; il s'agit là d'un champ de recherche intéressant, d'ailleurs en pleine expansion. D'une manière générale, les statistiques ne *sont* pas la réalité ; ils donnent une *image* de la réalité qui est parfois déformée. Il faut les comparer à d'autres statistiques, pour avoir une vue d'ensemble la plus pertinente possible.

Luc Heuschling : Je voudrais abonder dans le sens de Monsieur Molitor. Moi-même j'étais à l'étranger au moment où il y eut l'affaire Lux-Leaks, j'étais en Autriche, c'était une conférence scientifique, je peux vous dire que l'accueil était assez glacial. Et je pense que, ayant vécu plus de vingt ans à l'étranger, il faut qu'au Luxembourg nous soyons conscients que l'image du Luxembourg se réduit très souvent à l'étranger à celle d'un centre bancaire avec une monarchie, alors que la Suisse a des ressources de légitimité plus variées. Je veux dire que l'image de la Suisse ne se réduit pas juste à la finance, il y a autre chose, il y a le fromage bien sûr, il y a l'horlogerie, il y a la tradition démocratique. Sur ce point, le Luxembourg est sous pression. J'ai une question de néophyte, n'étant pas fiscaliste. Vous avez parlé d'éthique. Je considère qu'en tant que juriste il faut s'interroger sur la légitimité du droit. En l'espèce se pose la question de la part des impôts payée par les entreprises. A ce titre, je voulais poser deux petites questions. La première porte sur le chiffre que vous avez donné, les 5,3 %, donc le pourcentage par rapport au PIB au Luxembourg. Ce pourcentage est beaucoup plus élevé qu'à l'étranger. Est-ce que du coup ce chiffre veut dire qu'au Luxembourg les entreprises paient plus qu'ailleurs ? Il me semble que d'aucuns affirment au contraire que la charge fiscale, au Luxembourg, pèse surtout, de manière excessive, sur les individus et non sur les entreprises. De là j'en arrive à ma deuxième question : Est-ce que vous avez un critère de ce qui serait juste en termes de répartition des charges fiscales entre individus et entreprises ? Merci.

Le conférencier : Réponse rapide : non. Mais quand on ne sait pas au moins on peut comparer ce que d'autres ont fait. Certes, comparaison n'est pas raison. Mais néanmoins la comparaison internationale peut alimenter un débat calme et raisonnable, me semble-t-il. Dans ce cas-ci,

les 5,3 % à mon avis ne signifient pas que nos entreprises paieraient plus d'impôts que celles de nos pays voisins. Il me semble plutôt que nous avons un tissu d'activité économique plus dense que nos pays voisins et un tissu d'activité économique plus rentable que nos pays voisins. En ce sens, une substance économique qui peut être imposée et qui est imposée. Est-ce que le taux d'imposition effectif est plus élevé sur les revenus, je ne sais pas ? Est-ce que les revenus sont plus élevés que chez les pays voisins ? C'est ma thèse personnelle, oui.

André Prüm : On peut peut-être ajouter à cela une information concernant le nombre de sociétés enregistrées au Luxembourg. Il y a, d'après les dernières données, *grosso modo* 130.000 sociétés enregistrées au registre de commerce et des sociétés. Rapporté à la population évidemment, le nombre est impressionnant par rapport à celui d'autres pays. Cela peut vous faire penser que d'une part on n'a pas beaucoup de main-d'œuvre disponible pour toutes ces entreprises. Heureusement qu'on en importe tous les jours de l'étranger. Mais également, la contribution à l'impôt des entreprises peut difficilement être comparée à leur contribution dans d'autres pays, vu le nombre extrêmement important d'entreprises par rapport à la population des personnes physiques.

Jean-Jacques Rommes : Oui, je pense qu'il n'y a effectivement pas de bonne réponse à cela, sauf des réponses comparatives, parce que d'abord c'est une question de tissu économique. Il peut y avoir beaucoup d'entreprises ou peu d'entreprises. Elles peuvent être dans une situation conjoncturelle favorable ou défavorable. Tout cela change radicalement le résultat. Je pense que de toute façon il est absurde de dire que les entreprises doivent une telle partie de l'impôt et les personnes physiques une autre partie. C'est absurde. On pourrait parfaitement imaginer un système fiscal cohérent en soi où les entreprises ne paieraient aucun impôt. Evidemment, la création des richesses évidemment ferait l'objet d'un impôt, mais à un autre niveau, c'est-à-dire au niveau des personnes physiques. Ce serait parfaitement logique sans aucun problème de justice ou de moralité. Ce serait un problème lorsqu'on est le seul pays à faire cela, alors que d'autres pays font radicalement autre chose. Et tout cela ne peut se mesurer qu'à titre purement comparatif. Ceci dit, à Luxembourg, à moyen terme, c'est-à-dire depuis les années 80, la part de l'impôt prélevé sur les sociétés a tendanciellemeent augmenté avec les années. C'est ce que je tiens du rapport sur le budget de Monsieur Roth, je crois que c'était le budget de 2012, fin 2011. Et puis sur ces dernières années, il se peut que cela se retourne pour des raisons conjoncturelles. Les marges des entreprises

sont en ce moment en train de descendre alors que le pouvoir d'achat des personnes physiques à Luxembourg a été non seulement préservé mais a augmenté, d'ailleurs de façon assez spectaculaire en pleine crise. C'est ce qui fait que maintenant, en pleine crise, on voit que la part de l'impôt payé par les entreprises baisse, alors que la part de l'impôt payé par les personnes physiques monte ; c'est parce que la situation des revenus donne actuellement ce résultat. Mais effectivement parler là d'équité me semble très difficile. Je voudrais faire une autre réflexion sur l'équité et la fiscalité. Personnellement je pense, et on n'est pas obligé de partager cet avis, que l'impôt est là pour alimenter l'Etat et donc il faudrait essayer de faire des raisonnements non pas sociaux, mais économiques. Comment, est-ce que j'arrive, en tant qu'Etat à maximiser mon revenu ? Evidemment il y a plus à prendre chez ceux qui ont plus, cela est évident et si on leur prend trop, ils s'enfuient. Il faut par conséquent être pragmatique et avoir un raisonnement largement économique. C'est lorsque l'Etat commence à dépenser tout cet argent qu'il doit évidemment avoir une réflexion sociale, ce que l'Etat luxembourgeois n'a pas forcément non plus parce qu'il a tendance à distribuer largement, même à ceux qui ont déjà assez. Mais cela c'est un autre débat. Il serait plus intelligent d'avoir des raisonnements économiques à l'entrée et des raisonnements sociaux à la sortie plutôt que l'inverse parce que sinon cela risque tout simplement de ne pas fonctionner.

Robert Urbé : Merci. On pourrait faire beaucoup de remarques. Je me limite à deux : la première comme une réponse à Monsieur Rommes, et Roger tu as dit aussi déjà la même chose, sur la question que les impôts sont là seulement pour alimenter l'Etat. Si on suit cet argument, alors je me demande quel est alors l'instrument que l'Etat a pour faire sa politique sociale. Il n'en existe pas d'autre. Donc, il faut aussi utiliser les impôts du côté des recettes, pas seulement du côté des dépenses, parce que la politique sociale ne se fait pas seulement sur les dépenses de l'Etat, mais aussi sur les recettes. Et donc, il faut utiliser les impôts pour la politique sociale. Il n'y a pas d'autre possibilité, il n'y a pas d'autre instrument. Ma deuxième remarque sur les questions d'éthique : Je pense que généralement, et dans toutes les sociétés que je connais, il a toujours été ainsi que tout ce qui est légal n'est pas nécessairement légitime. Et tout ce qui est légitime n'est pas nécessairement légal. Il y a une différence entre les deux notions. Et donc il se peut aussi qu'il y a des choses qui sont légales, mais au niveau maintenant de la fiscalité ou des finances, néanmoins ne sont pas légitimes. Et c'est aussi dans cette direction, je crois, que nous les Luxembourgeois devrions penser un petit peu. Et d'ailleurs, dernière remarque, pourquoi chaque Luxembourgeois, et n'importe dans quelle situation il est, qu'il

reçoit le salaire social minimum ou l'RMG, ou qu'il est un instituteur ou un autre fonctionnaire d'Etat ou un employé de banque, à chaque niveau le Luxembourgeois il gagne deux ou trois fois plus que ses voisins. Est-ce que c'est naturel ? Est-ce que c'est Dieu qui nous a donné cela ? Je ne pense pas. Donc, moi je pense que vraiment nous vivons largement au dessus de nos moyens et ce n'est possible que parce que nous vivons sur les moyens des autres, de nos voisins. Et si nous ne cessons pas, les autres, nos voisins, vont nous montrer que eux ils ont la force de nous faire cesser. Donc, peut-être c'est mieux que nous commençons de notre propre gré d'abord. Merci.

André Prüm : Je manque d'inspiration pour trouver la note optimiste qu'attend Roger pour clôturer cette journée, sauf à dire que dans un petit pays on ne peut pas imaginer de vivre en autarcie. La globalisation des échanges économiques semble placer des petits pays comme le Luxembourg dans une situation avantageuse. Ils tirent profit de ces échanges tout en restant jusqu'à présent relativement libres de leurs systèmes d'imposition. Ils peuvent de ce fait tirer leur épingle du jeu plus aisément que d'autres. Nous sommes chanceux de faire partie de ce groupe. Pour autant, nous devons veiller que notre bien-être ne dépende pas exclusivement de cette situation qui risque d'évoluer sous la pression internationale.

Henri Etienne : Je voudrais aussi mentionner les 1,1 % d'impôts payés par une multinationale américaine lorsqu'elle se fait imposer au Luxembourg. Je me permets de me référer à l'analyse d'une page entière faite par Jacques Wolter, un expert, dans le Wort de samedi sur le cas « ruling ». Il a signalé que le « ruling » est le résultat d'un jeu entre différentes possibilités offertes par les Soparfi, dont la possibilité de déplacer la localisation des brevets et l'octroi des prêts à l'intérieur du groupe.

Cela étant dit, me prévalant du fait que je suis après Jean Hamilius probablement le plus âgé d'entre nous, je voudrais état d'une autre manière, autrement plus efficace, de présenter notre cas. Lorsque Pierre Werner revint aux affaires (en 1978) il fut aussi ministre des affaires étrangères. Au Kirchberg, lorsque devait être installée l'installation de l'éphémère Fonds Monétaire Européen à Luxembourg, Michel Debré prit soudainement la parole pour lancer une diatribe contre le Luxembourg et les méfaits des holding. Pierre Werner constatait simplement qu'en l'absence d'une législation commune permettant aux entreprises de s'organiser sur le plan européen comme elles le peuvent sur le plan national, le cadre légal offert par le Luxembourg leur facilitait la vie. Suivit un chaleureux plaidoyer

pour le rapprochement des législations dont un petit pays ne pouvait que profiter. Sur ce, l'intervention de Debré ne fut qu'un incident vite oublié et le siège fut établi à Luxembourg. Six ans plus tard, Jacques Santer que nous sommes heureux de saluer ici, étant ministre des Finances, la Commission proposait un début d'harmonisation de l'imposition de l'épargne moyennant l'information automatique des intérêts payés au fisc, chaque pays appliquant sa législation pour l'imposition du revenu. La position du pays aurait dû être celle prise à l'époque par Pierre Werner. L'épargne doit être fiscalement saisie. Le problème est que la règle doit être appliquée généralement. En conséquence il faut donner à la Commission un mandat de négociation avec des directives précises et des délais. Le Luxembourg en prenant cette position serait sortie du feu des projecteurs. N'apparaissant plus dans le Conseil comme le petit pays qui fait usage de son droit de veto, le Luxembourg aurait pu défendre ses intérêts comme n'importe quel autre Etat membre en cas d'échec de la Commission auquel d'autres auraient contribué. Telle ne fut pas la position du Luxembourg, la place financière luxembourgeoise naissante s'y opposant au nom du secret bancaire conçu comme un droit fondamental.

André Prüm : La conclusion n'est pas aisée, la transition l'est d'avantage, puisque je voudrais vous annoncer une conférence organisée par la Section de médecine de l'Institut sur l'éthique en matière médicale qui sera donnée ce mercredi à partir de 19 heures. Elle sera centrée autour des thèmes du décodage du génome humain, de la transplantation du visage, des implications éthiques de l'explosion des coûts médicaux. Le conférencier est le Professeur Christian Hervé de l'Université de la Sorbonne.

En ce qui concerne notre propre Section, je voudrais vous annoncer une conférence qui se tiendra le 15 janvier 2015, par un de nos membres correspondants, Jean-Pierre Zigrand qui est professeur à la London School of Economics sur le thème *Cinquante nuances de risque systémiques*. Il s'agit de rebondir sur les enseignements de la crise bancaire et financière. La conférence ne s'adresse pas qu'aux économistes et juristes, mais à tous ceux qui s'intéressent au phénomène de la crise et de ses répercussions au sein du système bancaire.

Un grand merci à tout le monde de nous avoir rejoint ce soir et à Monsieur Roger Molitor pour sa très belle conférence.

Séance du 15 janvier 2015

50 SHADES OF SYSTEMIC RISK IN FINANCE AND ECONOMICS

par

Jean-Pierre Zigrand

M. Jean-Pierre A. Zigrand, membre correspondant de notre Section, est Luxembourgeois, mais habite, avec sa famille, Londres où il enseigne à la London School of Economics.

M. Zigrand est titulaire d'une licence et d'une maîtrise obtenue *summa cum laude* en économie de l'Université Catholique de Louvain. Il a poursuivi ses études à la London School of Economics et à l'Université de Chicago où il a obtenu son *Ph.D. in economics* en 1998.



Depuis lors, il est *associate professor* à la London School of Economics et *director*, Systemic risk centre, auprès de cette institution.

On trouve ses publications dans de nombreuses revues anglaises, françaises et luxembourgeoises, ce qui lui a valu des *awards and grants* au plus haut niveau.

Conférence de M. Jean-Pierre Zigrand

Abstract

Risk is built up within any given system and threatens the proper functioning of the system from within – in contrast to most traditional notions of risk that view risk as being exogenous to the system. With this in mind, a simple intuitive mechanism is provided that captures the concept of *endogenous systemic risk*. We argue that while each systemic crisis episode looks different and is set off by a different trigger, endogenous risk is invariably playing its part in the build-up of systemic risk across historical events as well as in its unravelling into acute crises.

We illustrate the usefulness of endogenous risk through topical examples covering monetary policy, excess inflation or disinflation, financial liquidity, pension management, asset management, the rise and fall of cities, financial bubbles, vicious cycles between sovereigns and banks, financial crashes driven by vanishing risk-appetite, carry trades, catastrophes triggered by financial derivatives, flash crashes in high-frequency trading environments, and why actual risk is usually highest when perceived risk is lowest, explaining also why systemic crises are rarely predicted.

Neo : There are only two possible explanations : either no one told me, or no one knows.

The Architect : Precisely. As you are undoubtedly gathering, the anomaly's systemic, creating fluctuations in even the most simplistic equations... an anomaly that if left unchecked might threaten the system itself.

Source : *The Matrix Reloaded*

1. Introduction¹

This Special Paper brings to life the more abstract concept of *system* and *systemic risk* as studied in Zigrand (2014). In that paper we have studied the concept of system in a historical and logical context. This was in our mind justified because how otherwise would one be able to describe an instance of systemic risk when one neither understands nor agrees on what a system is ?

¹ This paper has been prepared for a public lecture at the *Institut Grand-Ducal* in Luxembourg. The author would like to thank Jon Danielsson and Hyun Shin for helpful discussions. The support of the Economic and Social Research Council (ESRC) is gratefully acknowledged [grant number ES/K002309/1]. www.systemicrisk.ac.uk.

A *system* has been defined in Zigrand (2014) as a concept built upon everyday intuition. In everyday language, certain realities qualify as forming a system while others do not. For instance :

cluster of stars and planets	vs	solar system
collection of milestones	vs	metric system
lump of nerve cells	vs	nervous system
miscellanea	vs	information system
population of individuals as such	vs	social system
buses, trains and tracks	vs	public transportation system
punishments	vs	penal system
collection of laws	vs	legal system
votes and candidates	vs	electoral system
lines of computer code	vs	operating system

In the science of economics and finance,

population of prices	vs	price system
collection of banks	vs	banking system (Federal Reserve System, Eurosystem)
set of local monetary arrangements	vs	international monetary system
bilateral payment and settlement arrangements	vs	payment system
tax and spending rules	vs	fiscal system

With these examples in mind, the casual speaker would perhaps mention three characteristics of what constitutes a system – as opposed to merely a collection :

1. these expressions make reference to something, to a central concept ; in economics science they are logically deduced from the axiom of economicity ;
2. their elements imply relationships ; in science, they are irreducible, allowing the system to distinguish itself from its parts by its *organisation* ;
3. in systems that evolve, which is the case especially of social and economic systems, they keep their identity.

To summarise, a social system is a *functioning*, or as Vining (1984) says, it must be a *working thing*, a machine functioning towards accomplishing an *aim*, an aim embedded in the principle of deductibility

from the axiom of economicity, or economising principle. Or as Adam Smith (1795) on page 60 already wrote that “Systems in many respects resemble machines. A machine is a little system, created to perform, as well as to connect together, in reality, those different movements and effects which the artist has occasion for. A system is an imaginary machine invented to connect together in the fancy those different movements and effects which are already in reality performed.” A system may not be perfect, but it possesses some minimal requirements, not least consistency, coherence and an ongoing goal. Systems that possess strong or novel emergent properties, properties that arise from the interrelationships and may be hard to guess just from the elements, are often called *complex systems*.

In our view, *systemic risk* is a fruitful concept if we interpret it in a systems context. It not only captures the exogenous risk that hits the system and may prevent the system from functioning properly, but it is also the endogenous risk that is generated by the system itself, even if the proper functioning of the system itself is not at risk. So according to the direct and indirect meanings given to these terms in everyday language,

systemic risk comprises the risk to the proper functioning of the system as well as the risk created by the system.

Of course, these two risks can overlap, and a shock within the system and then amplified by the system can lead to the auto destruction of large components of the system up to the entire the system itself, or indeed up to the real economy that embeds the system from which the shock emanates.

This concept of *endogenous risk* and its inherent positive feedback loops is closely related to systemic risk, see Danielsson and Shin (2003) and Danielsson and Zigrand (2008). The idea of amplification through interaction has a bit of the flavour described by Miller and Page (2007), “in systems characterised by the central limit theorem, interactions cancel one another out and result in a smooth bell curve. In complex systems, interactions *reinforce one another* and result in behaviour that is very different from the norm.” Similarly, a system is defined by its connective structure between elements. A network whose structure of interactions does not allow for diversification or averaging of individual effects can by itself be a significant propagator of shocks (see e.g. Jovanovic (1987) in a game-theoretic setting, Durlauf (1993) in a local-interaction setting and Acemoglu *et al.* (2012) in a network setting). In that sense, the interesting emergent properties in social systems, such as stock market crashes, banking crises, runs on the repo, riots etc., are primarily those that occur if large-number-type forces do not apply because of feedback loops.

What makes the subject of systemic risk so fascinating, and difficult, is the same thing that makes economics in general so fascinating and so difficult, and this something (which will return under the guise of the *fallacy of composition* in a subsequent section) is what Friedman (1980) had in mind when he said :

The great mistake everyone makes is to confuse what is true for the individual with what is true for society as a whole. This is the most fascinating thing about economics. In a way, economics is the most trivial subject in the world, and yet it is so hard for people to understand. Why ? I believe a major reason is because almost any interesting economic problem has the following characteristic : what is true for the individual is the opposite of what is true for everybody together.

While aggregate constraints imposed upon a system are at the heart of the problem, and call for a general equilibrium approach, the mapping between the individual and the aggregate itself is far from trivial because it is subject to nonlinear feedback loops and complex interrelationships. The explicit analysis of this mapping constitutes our approach to systemic risk.

Definition 1 (Systemic Risk) *Systemic Risk is the risk of an event – labelled a **systemic event** – occurring in a given system that leads, at least temporarily, to an altered and damaged transitional “system” whose proper functioning is impeded. In the extreme, the structure of the system itself is damaged and the system no longer functioning.*

*Endogenous Systemic Risk refers to the risk of a systemic event where, in addition, the forces that drive the build-up of the systemic event or the forces that are responsible for the destructive transitions in the damaged system once the systemic event is realised, are positive feedback loops and/or cascades **within** the system that cannot be adequately kept in check.*

This definition is discussed at great length in Zigrand (2014).

The definition does require judgment in a case-by-case manner as to whether any given event is “destructive enough.” As argued by Knight (1947), this sets social sciences apart from natural sciences where people tend to more readily agree what it means for a watch to work or for a human body to be healthy, but such a statement about the economy is much less clear in reality. Having said that, May (1974) argues (p. 216-218) that even in the natural sciences, such as ecology, similar problems exist at the higher level of concepts such as “fragility,” “resilience” etc. “It would be nice if the theorist could satisfy the empiricist’s plea for a well-

defined recipe : a list of manipulations and measurements to make, a data matrix to calculate, some quintessential number to be distilled." In ecology as in economics, resilience may be defined at a high level of abstraction as some measure of the volume of the parameter space into which parameters may be perturbed without catastrophic collapse. Even so, we agree with May that "My own view is that it is hard to imagine any single number, or a handful of numbers, that meaningfully quantify resilience in any sense. In real systems of any complexity, it seems likely that the capacity to withstand perturbations will depend on the type of perturbation and that the hypervolumes will have funny shapes... The moral I draw is that, at least in the near future, success in confronting theoretical ideas about stable domains with real world observations will come from the detailed study of simple, low-dimensional systems or subsystems." In this paper we attempt to do just that, building feeble small scale models for relevant market situations that can be tested.

The definition also emphasises the endogeneity (which already appears in Pareto (1909) in his discussion of economic crises (in particular p. 531)), the "by" rather than only the "to," as social sciences ought to emphasise the fact that systemic risks do not simply exist, but that they are made "by" humans and can be shaped "by" human choices in the present. Also, a positive feedback loop and a cascade can be seen as isomorphic since a cascade is a Markov chain and a feedback loop can be represented as an infinite Markov chain with the same state variables repeatedly appearing along the chain.

So in the case of endogenous systemic risk, either the build-up or the unravelling, or both, are driven by amplification mechanisms, such as reinforcing – or positive – feedback loops.² These internal amplification mechanisms create much of the destruction during the unravelling of a systemic risk event. What is more, much like a tightening coil, these mechanisms encourage in many circumstances the build-up of systemic risk in the first place, for instance a larger exposure may move prices in a certain direction which attracts more money into the same trade, further increasing exposure until the coil is over-tightened and the event unravels.

The definition above then defines two events, a systemic event E where the destructive forces are unleashed, and a build-up event – necessarily containing the systemic event – that includes the description of the build-

² A feedback loop is positive if the product of the signs of the effects of one variable on another one is positive. A *mutualistic* positive feedback system is $x \xrightarrow{+} y \xrightarrow{+} x$, while a *competitive* positive feedback system is $x \xrightarrow{+} y \xrightarrow{-} x$. In both cases the loops are reinforcing, mathematically the product of the signs of the effects is positive.

up of imbalances prior to the unleashing of the crash, $E' \supset E$. For instance, the systemic event E' not only specifies the event E whereby a loss to a small sector, say the subprime sector, snowballs into a full-blown banking crisis, but the states in E' also correspond to states that witnessed the regulation-induced latent build-up of off-balance sheet structures that caused extended bank leveraging with serious maturity mismatches and liquidity vulnerabilities. The states in $E' \setminus E$ are those states that saw dangerous build-ups but that did not meet a trigger resolving the imbalance in a violent fashion.

For those systemic risk outcomes where both the building up of the risk and the resulting realisation of systemic risk stem from the same feedback loop but going the opposite directions in the loop, in finance the loop unfolding during the final realisation of the crisis oftentimes is faster – and thus more virulent – than the building up loop that goes in the opposite direction. This is akin to many phenomena in finance, such as the skew of the implied volatility surfaces, whereby the panic that sets in in order to protect one's downside is much more violent than the greed that builds up over time. In aggregate, panic selling happens more frequently and more violently than panic buying.

Along the path driven by positive feedback loops, the final outcome can for simplicity be further categorised into three groups, depending on the degree of alteration of the system. *First*, the *hysteretic* case³ is one where the system is hurled down by vicious loops and ends up in a situation (a so-called attractor) where the system infrastructure is roughly the same as before the unfolding, albeit with a local system behaviour that is quite distinct from the one before the event due to the nonlinearities involved. The formal equations in the model representations also remain the same. As an example, capital (human, financial or real) may be destroyed, but production exhibits different returns to scale, interest rates are very low, the division of labour and the level of employment have been affected with follow-on repercussions throughout the economy, counterparty exposures have changed, the political power has gradually shifted, or beliefs now anchor the economy at a new equilibrium. *Second*, in the *structural* case, the feedback loops can lead to a system structure that itself has been profoundly altered. In practice, the system of equations modelling the economy in the post systemic event situation is a different one. The ecology of economic participants can change, banks for instance can disappear and be replaced by pure market solutions, money consists of currency only, laws and regulations change, OTC transactions are

³ Systems that are dependent not only on their current environment or state but on the past environment are often said to exhibit *hysteresis* or *path-dependence*.

forbidden, industries are nationalised, capital controls are introduced, and so forth. In the extreme, the new structure no longer corresponds to a system in light of inconsistencies, say in case the rule of law breaks down or the rules are contradictory and do not allow a functioning system. While in the hysteretic case the economy could – perhaps slowly or upon a solid push – return to its initial state without major structural changes, it could not in the structural case. Finally, in the *temporary* case the system is compromised for a while and then settles to an appropriately good functioning mode.

2. Systemic Risk and Welfare

The reason systemic risk matters is because it has huge welfare implications (i.e. “Main Street” or “the real world”), and because it is both a child and a parent of externalities, costs that lead to inefficient outcomes.

Given the existence of interrelationships and pecuniary externalities, our notion of systemic risk, nearly by definition, hard-wires a wedge between private and social costs because anyone agent contributing to overall systemic risk does not typically fully bear all the costs imposed upon all other agents and therefore does not rationally internalise the consequences of his actions. Those actions that contribute to systemic risk can themselves in turn arise from pecuniary externalities, distortions, such as informational frictions, market power, too- big- to- fail, abuse or anyone of a wide variety of constraints put upon the agent, including poorly designed rules and regulations.

Symmetrically, if mitigating actions were found, specific macroprudential policies would be called for due to externalities, because each individual contributor to systemic risk free-rides on the willingness of others to pay for financial stability and to provide liquidity. It follows that the total self-declared willingness to pay for financial stability and liquidity is less than the social value of this financial stability. Systemic risk policies have a public good component.

In a financial context, some of the more pernicious externalities are those that get transmitted through prices. This can happen if prices are both signals and imperatives for action. That way by being active in the market, actors affect prices which in turn leads others to react to that in a way they would not have if the inefficiency or the constraint were not there. The agents do not have the freedom to undo the actions, and macro-pru measures may restore the efficiency by cutting the imperative.

What makes things worse is that some of these actions that contribute to systemic risk may have externalities of the “fallacy of composition” sort

whereby each agent’s individual action is well meaning and is perceived to reduce systemic risk, but where in fact all such actions taken together increase systemic risk. This type of externality⁴ is of special interest because the failure of individual effects to aggregate at the system level is precisely the reason why a **systems** analysis is needed in the first place.

In the remainder of the paper we outline examples of systemic risks as defined above, some of which have been studied before, perhaps from a different angle, and we emphasise the aspects that make it a systemic event according to our definition. While we exhibit some examples of cascades, we try to stress the instances where reinforcing – i.e. positive – feedback loops drive the event.

3. The Leading Example

On 10 June 2000, the day the bridge was opened by Queen Elizabeth II, thousands of people used it to cross the river. This should not have been a problem, as the bridge was designed to cope easily with such large crowds. But within moments of being opened to the public, the bridge began to wobble violently, and soon closed to the great embarrassment of the bridge’s designers – Arup and Foster – and the authorities. In the process, it earned the nickname the “wobbly bridge”.

Every bridge is designed to move with the elements and the Millennium Bridge was supposed to sway gently in response to the Thames breeze. But when a gust of wind hit the bridge, causing it to move sideways and wobble, people’s natural reaction was to adjust their stance to regain balance.⁵ By doing so, the bridge was pushed back, making it sway even more, causing people to adjust their stance yet again – more and more at the same time – this time pushing the bridge in the opposite direction.

As an ever-increasing number of pedestrians started to adjust their stance quasi simultaneously, the bridge moved more and soon almost all the pedestrians joined in. This created a self-reinforcing feedback loop

⁴ This fallacy is discussed in Samuelson (1947) and goes back to Mill (1850).

⁵ Amp, the engineers, used shaking machines to send vibrations through the bridge and found that horizontal shaking at about 1 Hz (i.e., at one cycle per second) set off the wobble seen on the opening day. The normal walking pace is around two strides per second, which means that a person walking is on her left foot every second and on her right foot every second. Walking produces a vertical force of approx. 750 N or 165 pounds at 2 Hz. A small sideways force caused by the sway of a person’s body mass due to the legs being slightly apart. This force (approximately 25 N or 5.5 pounds) is directed to the left when a person is on her left foot, and to the right when she is on her right foot. This force occurs at half the frequency (or at 1 Hz) the frequency causing the problems. See Dallard *et al.* (2001) for details.

between the synchronised adjustments of the pedestrians' stance and the bridge's wobble.

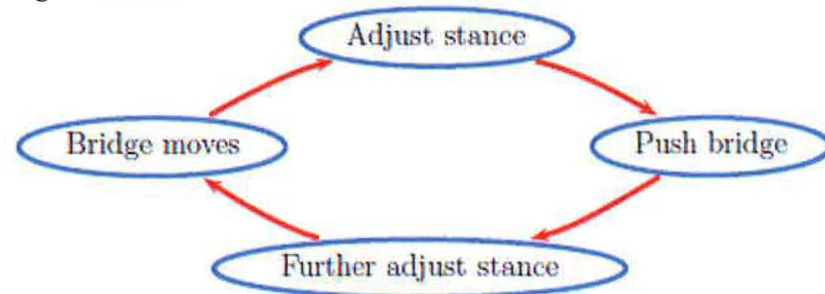


Figure 1 : The Wobbly Bridge

The financial system is replete with analogous processes whereby an innocuous shock akin to the first gust of wind has the potential to trigger a systemic crisis. Financial markets are examples of environments whereby individuals not only react to events around them but also by their actions directly affect market outcomes. The pedestrians on the Millennium Bridge were like traders reacting to price changes and the movement of the bridge was like price moves in markets.

The Millennium Bridge example also illustrates perceived risk and actual risk. After the June 2000 incident, experiments by the engineers revealed that the critical number of pedestrians on the bridge that unleashed the wobble was 156. Below that number, no noticeable wobble occurred, while above it, there was a wobble. It seems that beyond 156, the idiosyncrasies of individual behaviour no longer cancelled each other out and very rapidly interactions became mutually reinforcing.

In that sense, an actual but latent build-up of risk occurred as more people populated the bridge. It is even possible that up to that critical number, the steps of those pedestrians cancelled each other out and made the perceived risk of the bridge ever lower. The lowest point on the perceived risk scale corresponded to what was nearly the maximum actual risk since all that was needed was for a small number of net additional pedestrians to go onto the bridge for risk to materialise in the wobble.

3.1. The "Financial Millenium Bridges"

In engineering, this kind of calculation can be determined by repeated experimentation in an environment that is largely constant. But finance is more complex given the larger number of interactions and forces, and the fact that the "financial Millennium Bridge" is likely to change over time,

making similar repeated experiments to determine the critical build-up largely impossible.

In particular, in finance, much of the coordination action occurs through market prices, and such market prices reflect innumerable factors that are often hard to figure out. In this context, it is important to note that market prices have two fundamental roles : on the one hand, they reflect the current valuation of assets ; but they are also imperatives to action, a role that becomes particularly significant at times of market volatility.

3.2. Roadmap

Let us summarise the key features of endogenous systemic risk that will appear in financial Millenium Bridge cases, summarised under the acronym **BRUTES** :

Build up : The build up can consist of the reverse running of the loop, but does not have to, as illustrated in the case of the Millenium Bridge.

Realisation : The nature of the triggering mechanism may make predictions of the onset time difficult because the spark can be sometimes be anything, the build-up can be invisible and the critical *threshold* can be unexpected, such as the threshold between cancelling and mutually reinforcing actions (156) in the case of the Millenium Bridge.⁶

Also events can unfold very quickly as feedback systems often exhibit local *acceleration*.

Unfolding : The unfolding of the loop can have a variety of flavours.

In terms of patterns, it can

- be monotonically explosive if all actions reinforce the previous ones (the bridge collapses),
- it can be oscillating, with either amplifying, dampening or constant amplitudes (pedestrians stand still once the bridge sways too much, which causes the bridge to settle, and once it settles people are all on the move again, making the bridge sway again, etc.),

⁶ Fisher (1933) provides the example of a ship in that "such a disaster is somewhat like the "capsizing" of a ship which, under ordinary conditions, is always near stable equilibrium but which, after being tipped beyond a certain angle, has no longer this tendency to return to equilibrium, but, instead, a tendency to depart further from it.

- or it can be unstable locally but settle ultimately (say while the bridge is swaying no new people enter the bridge and ultimately enough people manage to get off or jump off the bridge, letting the bridge settle).⁷

If the build-up was due to the reverse running of the loop, does the unwind lead to an overshooting (or undershooting) beyond the initial state where the build-up started?

In all cases, during the unfolding the system no longer functions properly, and this has real costs (the bridge no longer functions as a system that allows people to cross the Thames while enjoying the views from the Bridge).

Transformation : How is the system altered during the unfolding phase ? The changes can be *hysteretic* (not applicable in the bridge example due to lack of memory), *structural* (the bridge collapses) or *temporary* (people hold on to the railings or sit down or move or are moved off the bridge).

Externalities : Each pedestrian ignores the fact that putting one's feet apart creates more wobbles for all the others, and each one ignores that the right thing to do is to not put one's feet apart, so each one underprovides the systemic risk reducing actions.

Stopping : How do matters end and settle, what are the resolution and the longer term consequences ? The instability can be global, and the system diverges or explodes and ceases to work, or the instability is local and the amplifying forces either die out naturally, or are overwhelmed by stronger opposing dampening forces, including an outside intervention through policy or law ("self-organising system") to cut the loops. What long-term damage will have been done ?

⁷ This can happen if the system goes through positive feedback loops first which are after some stage kept in check with strengthening negative feedback loops. For example, Toates (1980) finds that the first effect of a drink of water is to incite the mouse's drive to drink more, only later will the negative feedback of satiation cause drinking to terminate. Alternatively, the positive feedback loops weaken gradually, as in the delta-hedging example below.

4. Historical Background on Positive Feedback Loops in Economics

4.1. Exploring the principle

There is no doubt that negative feedback loops play an important role in finance and economics, preserving the structure of systems over long periods of time. Much of the empirical academic work on the economy relies on stationarity induced by the stabilising forces of negative feedback loops, and so does much of theory through the assumption of mean-reverting driving processes (e.g. Cox *et al.*, 1985). Endogenous crises and dysfunctional episodes, however, do not find an obvious place in this literature.

In this section we exhibit a number of reinforcing feedback loops that have been explored historically in economics and that violate the dominance of stability inducing negative feedback loops. These examples should serve as illustrations only. They have not necessarily been linked to a modern theory of endogenous risk, nor do we necessarily agree with the economic assumptions embedded in them or their relevance today. They are merely presented here to show that economists have thought about destabilising forces over the centuries, and that this way of thinking about the world has become somewhat lost over the last decades as certain ways of modelling have become explored using techniques that do not readily allow destabilising loops to be included in the analysis. This led Charles Goodhart famously to say (Buiter (2009)) about this approach of modelling (referred to as "Dynamic Stochastic General Equilibrium" approach, DSGE, the staple of central bank's internal modelling) that "It excludes everything I am interested in" because it assumes the financial sector or its instability away.

The emphasis in economics has not always been on models that automatically exhibit stability. For instance, one of the great advocates of borrowing dynamic tools from physics into economics, Paul Samuelson, warned that positive feedback loops may arise a fair bit more in economics than in physics (Samuelson, 1947, p.336) :

Analytically the pure endogenous cycle is usually likened to the motion of a frictionless pendulum which satisfies a simple Newtonian second order differential equation. Upon closer examination difficulties appear with this notion. In the first place, all dampening must be ruled out or else the cycle will come to an end ; similarly, in most theories anti-dampening

or explosive behaviour is ruled out. Now in a physical system there are grand "conservation" laws of nature that guarantee that the system must fall on the thin line between dampening and anti-dampening, between stability and anti-stability. But there is nothing in the economic world corresponding to these laws, and so it would seem infinitely improbable that the coefficients and structural relations of the system be just such as to lead to zero dampening.

It is interesting here to note that Maruyama (1963), who steered the emphasis towards positive feedback loops in the physical sciences, writes that his work on the so-called "second cybernetics" (the original one having been concerned with negative feedback loops) has been inspired by economists, in particular by Myrdal (1957). Myrdal described how in an underdeveloped *laissez-faire* economy "the few privileged people accumulate more wealth and power while the living standard of the poor tends to fall. Low standard of living, poor health, and low efficiency in work aggravate one another. Racial or social discrimination, and other social, psychological and cultural factors may be added in the 'vicious circle.' "

This can be viewed as an episode of endogenous risk, whereby a small shock, say to employment or health, can over time avalanche to ever poorer health if the conditions are right, and this process is very difficult to reverse and is the stuff of great novels.

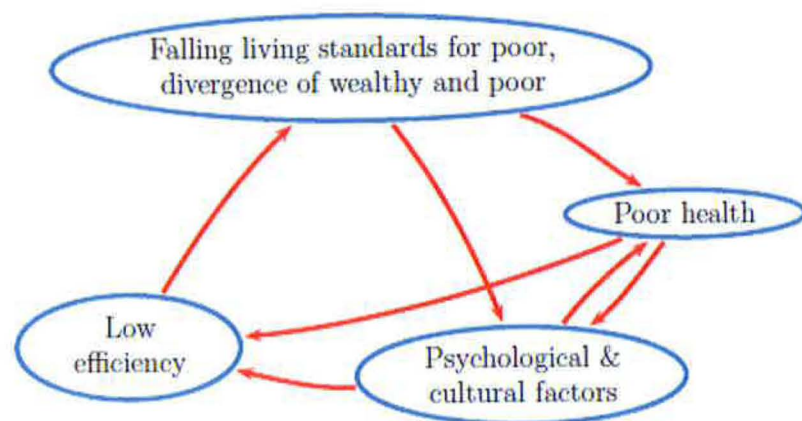


Figure 2 : Myrdal's view of risks to underdeveloped economies

But not only the economists were using feedback loops and the resulting nonlinearities to explain puzzling phenomena. In 1959 the

researchers MacLean (1959) and Hardy (1959) have analysed the acoustics of the cocktail party. Based on this, we can identify a pernicious and annoying feedback loop. When the density of groups is low, people can conduct conversation in normal voices. However, as the density of groups increases, the level of background noise may ultimately be reached, depending on the acoustic characteristics of the room, at which members of groups cannot hear each other when they speak normally. Gradually a first, everyone begins speaking more loudly ; however this further raises the general noise level. Once the threshold of normal conversational tone has been exceeded, they estimate that situation can then quickly become hopeless. See figure 3.

We can see that certain rooms and groupings can be vulnerable to a systemic risk to the constructiveness of conversations and to the communication system as a whole.

4.2. Historical examples

In the study of economics, positive feedback loops appeared much earlier still, for instance in Quesnay's *tableau économique* and in Smith (1776)⁸ while Ricardo and Malthus formalised positive feedback loops.

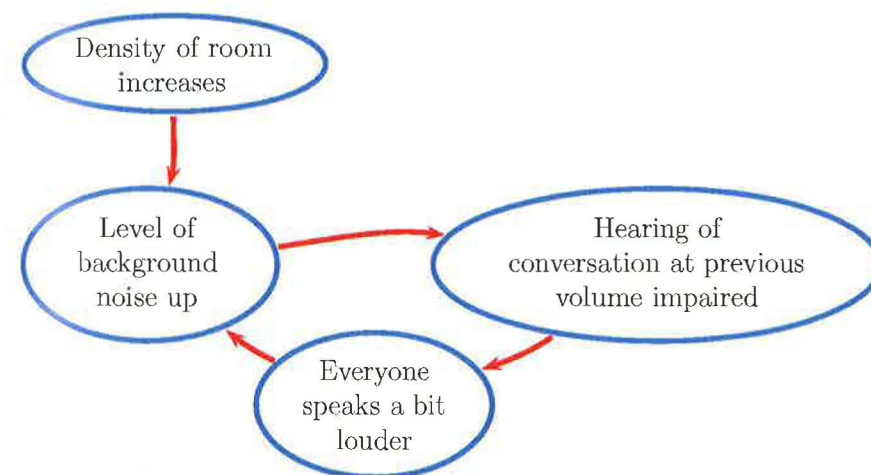


Figure 3 : The Cocktail Party Problem

⁸ Hayek (1989, p. 93) writes that the division of labour is one of the major factors that generate self-generating orders due to the mutual adjustment of activities of people who do not know each other. "This foundation of modern civilization was first understood by Adam Smith in terms of the operation of feedback mechanism by which he anticipated what we now know as cybernetics."

Quesnay (1766) analysed the circular flows of financial funds in an agricultural kingdom and the resulting feedbacks through a network of classes (agricultural producers, rentiers and a sterile class that includes all others, such as those in industry and manufacturing) of citizens.^{9 10} Refer to Figure 4 for a pictorial summary of Physiocrat thought.

Malthus (1798) describes that more production sustains a larger population, and that with a larger population, more production is possible, which ideally results in ever greater growth and productivity,

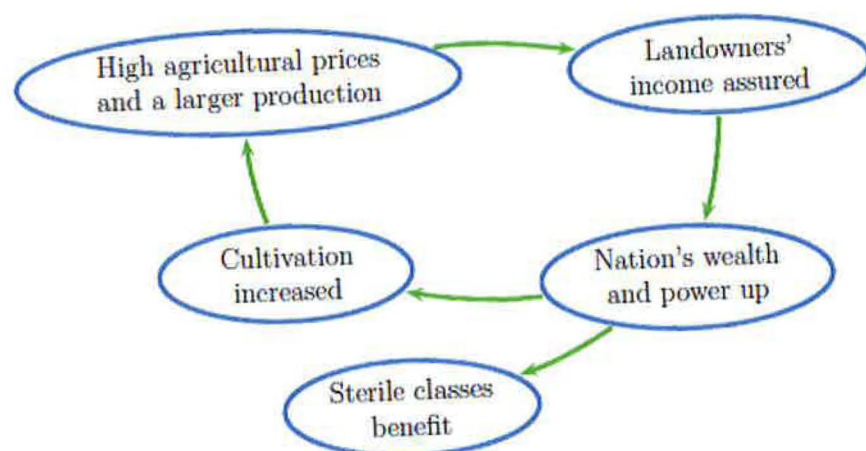


Figure 4 : Quesnay's Doctrinal (and largely silly) Loop (Tableau)

see Figure 5.¹¹

A monetary feedback loop was identified by Wicksell (1898), the so-called cumulative process. If the banking system (including the central bank) pushes the rate of interest below the natural market equilibrium

9 His tableau analysis was largely fallacious and logically contradictory so as to get the end result that agriculture is the seed of growth and that all others, industry etc., add zero exactly.

10 In his words, "L'intérêt du cultivateur est le premier ressort de toutes les opérations économiques et de tous les succès de l'agriculture ; plus les productions sont constamment à haut prix, plus le retour annuel des reprises des fermiers est assuré, plus la culture s'accroît, et plus les terres rapportent de revenu, tant par le bon prix des productions, que par l'augmentation de reproduction annuelle ; plus la reproduction s'accroît, plus les richesses de la nation se multiplient, et plus la puissance de l'Etat augmente."

11 With finite resources, Malthus however discounts this possibility and argues for a negative feedback loop in that population would tend to grow geometrically while subsistence only increases arithmetically.

rate (the expected rate of return on real investments balancing real investments and savings at full employment) that is determined by the marginal productivity of capital in a real economy without financial intermediation,¹² the quantity of loans demanded swells and is met by the creation of additional bank money. This creation leads to inflation, and reduces the real rate even further (since the nominal rate is held low by banks and central banks). This in turn further stimulates the demand for loanable funds, see Figure 6. This loop can be played backwards also, generating cumulative contractions of activity.

The fiscal multiplier, devised by Kahn (1931) and later used by Keynes, can also be viewed as a reinforcing (atemporal) feedback loop. Under a set of conditions, e.g. there is slack capacity, the government

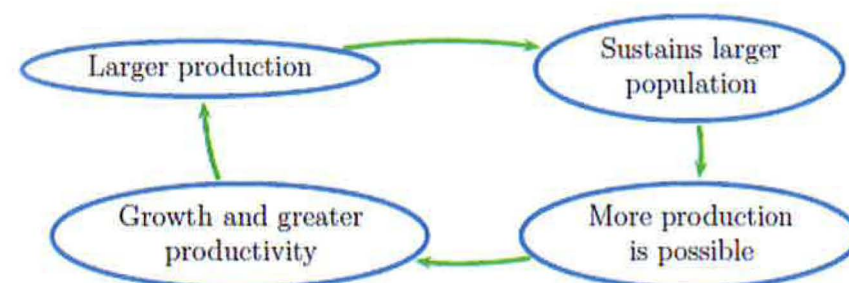


Figure 5 : Malthus' Doctrinal (though not retained) loop

does not face borrowing constraints, prices do not adjust and private agents do not rationally scale their actions back (e.g. crowding out if government consumption is financed by current taxation, or if the government expenditure is debt financed, by figuring out there will be a corresponding future tax burden that warrants savings today, "Ricardian Equivalence", see Woodford (2010) for details), then one can conceive of the virtuous loop depicted in Figure 7.

In reverse, a shock to the government's ability to keep government consumption up can lead to overall losses larger than the initial decline in government consumption, a "systemic risk."

Myrdal (1957) contains more of his famous circular and cumulative causation mechanisms. One of those pertains to economic geography and the phenomenon of agglomeration, or clustering. Agglomeration of economic

12 "There is a certain rate of interest on loans which is neutral in respect to commodity prices, and tends neither to raise nor to lower them."

activity in core regions may occur because firms find larger markets there and because consumers find cheaper and more diverse supplies. At the same time, local incomes and employment opportunities grow, which translates into higher demand for local businesses. In turn, tax receipts improve and public services and infrastructure can be upgraded. These two forces are mutually reinforcing. We show their costly consequences for a struggling periphery region as shown in Figure 8.

Again one can interpret this tableau as a case of possible endogenous risk if viewed in reverse or if viewed from the point of view of a region far away from the core for which some shock led to a sector of industry moving away, the remaining market no longer supporting as much business (for instance suppliers to the industry will not be able to sell, and the

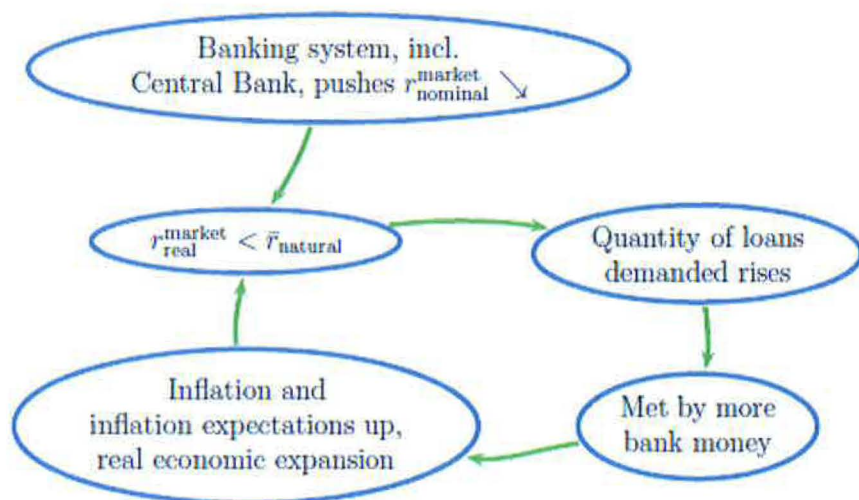


Figure 6 : Wicksell's Cumulative Process and the Natural Rate

employees made **redundant** no longer enjoying the same salaries), that business in turn **moving away**. All the while tax receipts are **plunging**, and hence social services, education and infrastructure deteriorating, which in turn means that even fewer businesses or residents will be able to stay put. The local government system will not be able to function properly going forward and may need transfers from central government.

Myrdal also emphasises the importance of path dependency, "within broad limits, the power of attraction today of a centre has its origin mainly in the historical accident that something was once started there, and not in a number of other places where it could equally well or better have been

started, and that the start met with success. Thereafter the ever-increasing internal and external economies – interpreted in the widest sense of the word (...) fortified and sustained their economic growth at the expense of other localities and regions where instead relative stagnation or regression became the pattern."

Humankind has been aware of the especially unstable behaviour of financial markets for as long as financial instruments have been changing hands, and it is therefore not astonishing that financial cycles and feedback loops have been the force on people's minds. In fact, in his General Theory, Keynes (1936) not only considers the main point of his General Theory to lie in the destabilising forces that operate in financial markets (further

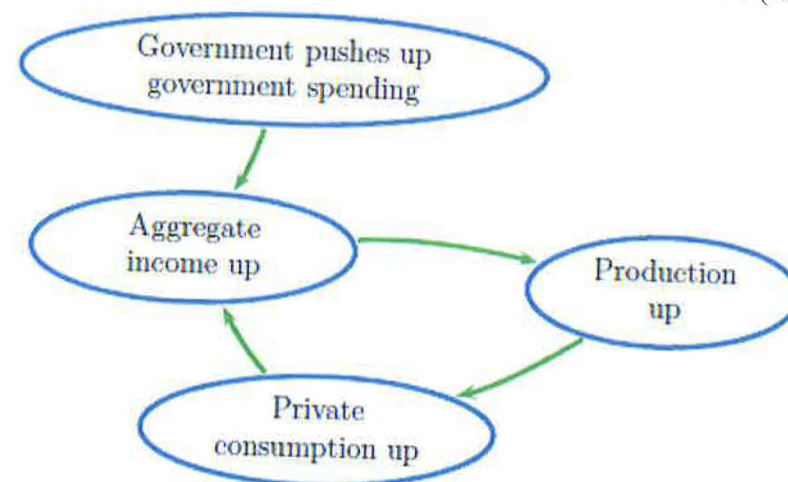


Figure 7 : The Kahn-Keynes doctrinal fiscal multiplier

emphasised in his rebuttal of Viner, Keynes (1937)), he defines intertemporal cycles in terms of feedback loops that represent endogenous rupturings of coherence often originating in financial usages :

By a cyclical movement we mean that as the system progresses in, e.g. the upward direction, the forces propelling it upwards at first gather force and have a cumulative effect on one another but gradually lose their strength until at a certain point they tend to be replaced by forces operating in the opposite direction ; which in turn gather force for a time and accentuate one another, until they too, having reached their maximum development, wane and give place to their opposite.

In particular the central role of credit as a destabilising factor in feedback loops is a common feature in economic analyses and goes back at least to Mill (1848) (emphasis added). In this passage, Mill has an event in mind where the build-up and the unfolding are driven by the same loop but in opposite directions, and where the unfolding stage leads to an overshooting compared to the initial state :

Some accident which excites expectations of rising prices, such as the opening of a new foreign market, or simultaneous

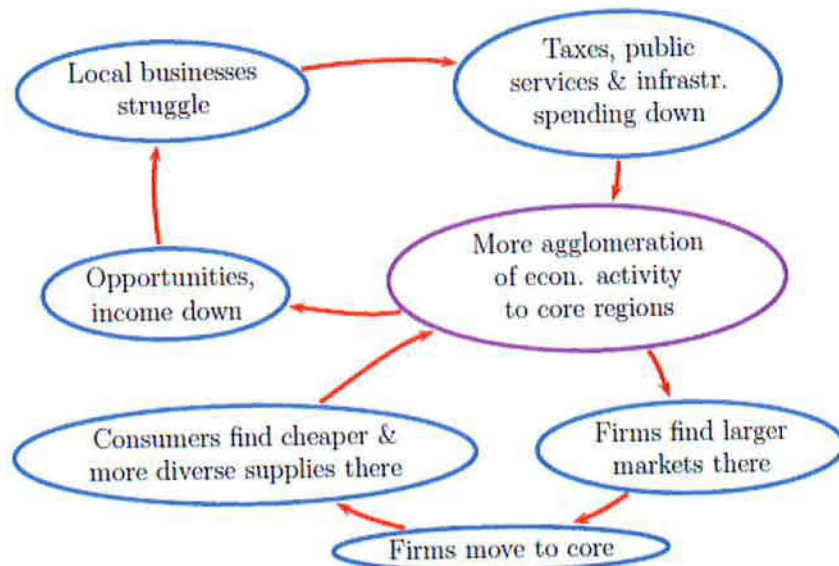


Figure 8 : Myrdal's Agglomeration Dynamics

indications of a short supply of several great articles of commerce, sets speculation at work in several leading departments at once. The prices rise, and the holders realize, or appear to have the power of realizing, great gains. In certain states of the public mind, such examples of rapid increase of fortune call forth numerous imitators, and speculation not only goes much beyond what is justified by the original grounds for expecting rise of price, but extends itself to articles in which there never was any such ground : these, however, rise like the rest as soon as speculation sets in. At periods of this kind a great extension of credit takes place. Not only do all whom the contagion reaches employ their

credit much more freely than usual ; but they really have more credit, because they seem to be making unusual gains, and because a generally reckless and adventurous feeling prevails, which disposes people to give as well as take credit more largely than at other times, and give it to persons not entitled to it.

When, after such a rise, the reaction comes, and prices begin to fall, though at first perhaps only through the desire of the holders to realize, speculative purchases cease : but were this all, prices would only fall to the level from which they rose, or to that which is justified by the state of the consumption and of the supply. They fall, however, much lower ; for as, when prices were rising, and everybody apparently making a fortune, it was easy to obtain almost any amount of credit, so now, when everybody seems to be losing, and many fail entirely, it is with difficulty that firms of known solidity can obtain even the credit to which they are accustomed, and which it is the greatest inconvenience to them to be without.

A more modern version of the credit loop has been advanced by Hawtrey (1919) (see Mehrling (2011) for an insightful modern application). His "inherent instability of credit" centres around the idea of balance sheet interactions whereby if I spend more, then somewhere someone has more income, which is then mechanically available for more spending, and indirectly prices of the good purchased rise in a price-credit spiral, as in Figure 9.

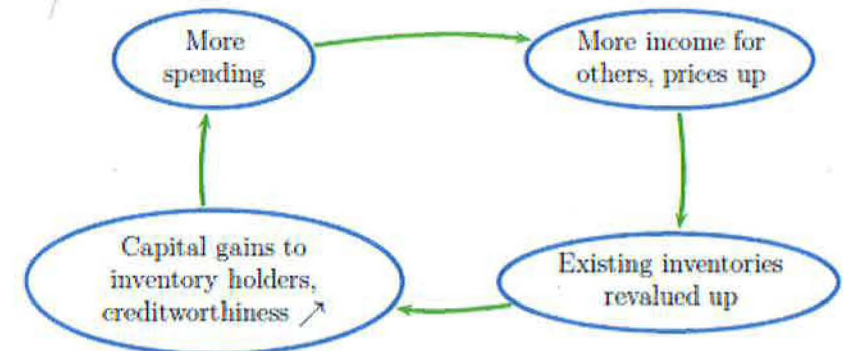


Figure 9 : Hawtrey's Instability of Credit

In Hawtrey's view, the job of the CB is to prevent a credit bubble from getting started, and furthermore such bubbles tend to end at the hands of the CB as the lender of last resort.

Fisher (1933) developed a theory about crises he named "debt-deflation theory." According to Fisher, during crises a few feedback loops conspire to haul the economy into ever deeper recession. One such loop involves deleveraging from an excessive level of indebtedness as well as deflation, the two ingredients Fisher saw as the main drivers of depression dynamics because deflation increases the value of each dollar owed and because indebtedness creates vulnerabilities to shocks. Figure 10 contains a simplified loop based on the much more elaborate one in the original article that amounts to some 42 links in a precise order.

Fisher asserts that falling prices are a key characteristic and that excessive credit without falling prices leads to a much milder unravelling. A policy of reflating suggests itself in that case.

The top loop is an excellent application of the Financial Millenium Bridge and illustrates the fallacy of composition that with deflation, "each dollar of debt still unpaid becomes a bigger dollar, and if the over-indebtedness with which we started was great enough, the liquidation of debts cannot keep up with the fall of prices which it causes. (...) Then, the very effort of individuals to lessen their burden of debts increases it, because of the mass effect of the stampede to liquidate in swelling each dollar owed. Then we have the great paradox which, I submit, is the chief secret of most, if not all, great depressions: The more the debtors pay, the more they owe" (original emphasis). The more the economic agents try to right the boat, the more it tips and will be capsizing.

Minsky (1977) further elaborates the Hawtreyan and Fisherian ideas by enlarging the collateral through which the loop flows. In what has become known as the "Minsky Instability Hypothesis," he renders the feedback more violent by expanding revaluation not only to inventories but also to collateral and portfolios. Refer to Figure 11 for a simplified version.

Through this loop, excessive credit and the resulting credit bubbles built upon values far away from fundamentals are very vulnerable to small shocks. Any shock leading to sales will lead to panic sales given the amount of gearing because a small shock can wipe out the entire capital. Once prices start to fall, haircuts go up and the realisation that values may be excessive given the potential for forced selling leads to a self-fulfilling

deleveraging. The Minsky loop as depicted here illustrates dynamics underpinning the build up phase. They are less convincing in reverse, and anyone of the other amplification mechanisms may be at play when the crisis unravels.

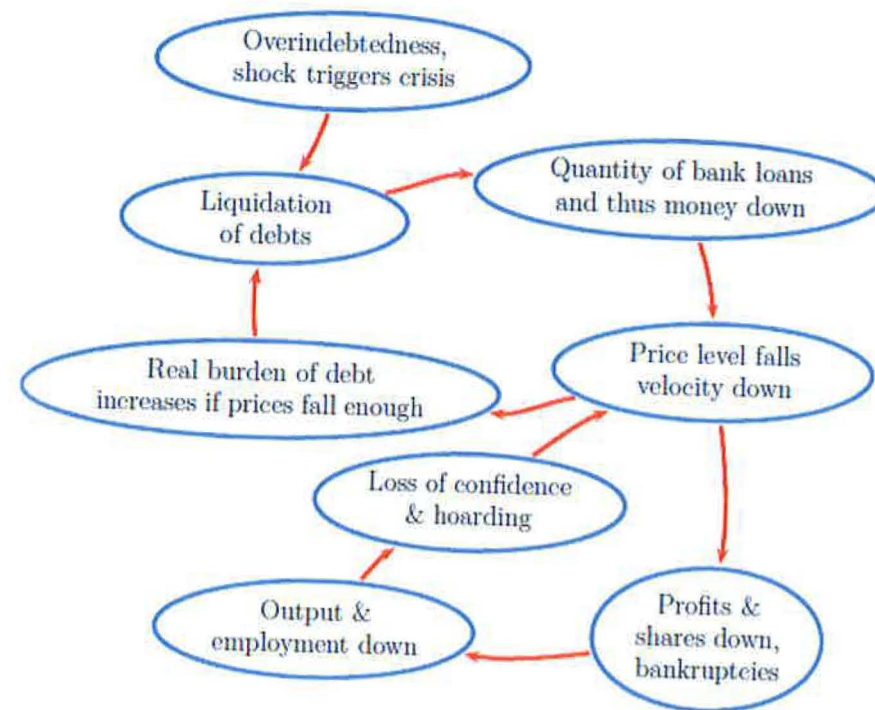


Figure 10 : Fisher's Debt-Deflation Loop

5. Endogenous Risk in Contemporary Economics and Finance Thinking

The credit-based amplification mechanisms described by Hawtrey, Fisher, Minsky etc. have many of the flavours of the mechanisms that have gotten revived and further studied recently, in particular the price channel via forced sales and pecuniary externalities. In fact Fisher himself emphasises this when he writes that all the fluctuations listed come about through a fall in prices (original emphasis). In the next sections we revisit this theme through the lens of the recent work on financial stability.

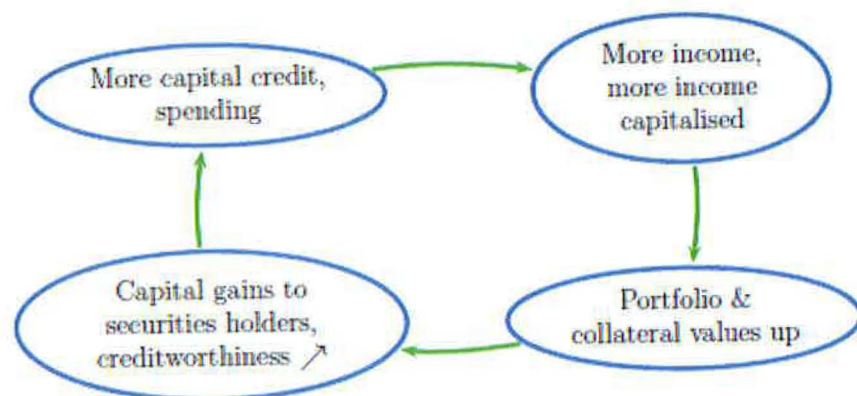


Figure 11 : Minsky's Instability Hypothesis

5.1. Capital Risk Measures Feedback Loop, the Basel Accords

For instance, financial crises typically involve endogenous risk of the following sort. Assume that some financial institutions are hit by a loss which forces them to lower the risk they hold on their books. In order to reduce risk, they need to sell risky securities. Since many institutions

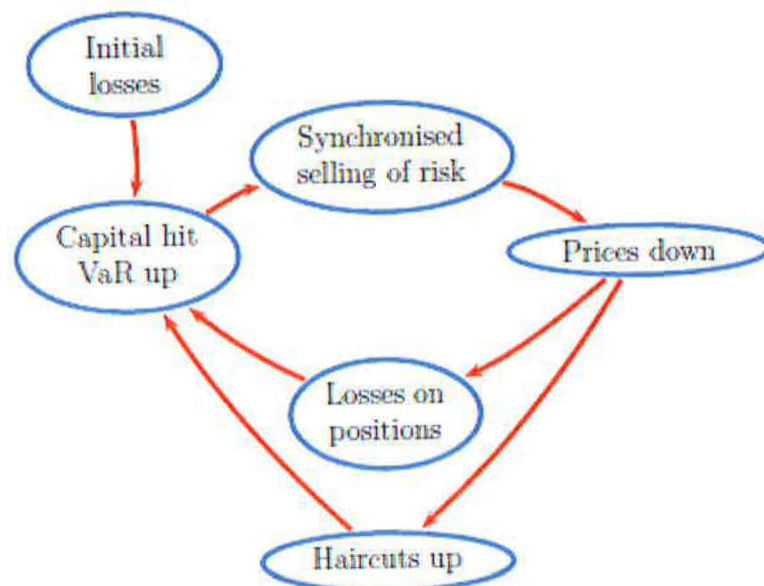


Figure 12 : Pro cyclical capital risk measures feedback loop with forced sales

hold similar securities, the sale of those assets depresses prices further. Through mark-to-market accounting, the new lower valuations lead to a further hit to bank capital of all institutions holding said securities as well as to a further increment in general perceived risk. Those two factors in turn force financial institutions to shed more of their risks, which in turn depresses prices further, and so forth. A small initial fundamental shock can lead to incommensurate forced sales and value destruction because of the amplifying feedback loops hard-wired into the *tapestry* of financial markets. The result is perverse because it is the well *meant* intention to make each bank safer that turns out to be the undoing of bank stability overall. Figure 12 illustrates.

This feature of markets that are regulated in a microprudential fashion, as opposed to a systemic fashion,

5.2. Liquidity

We zoom into the loop that is driven purely by liquidity considerations (as opposed to explicit VaR considerations) driven by the pro cyclical of haircuts and the difficulties of rolling over of various positions funded by short-dated repos and securities lending arrangements in Figure 13 (more details can be found in Danielsson (2013)).

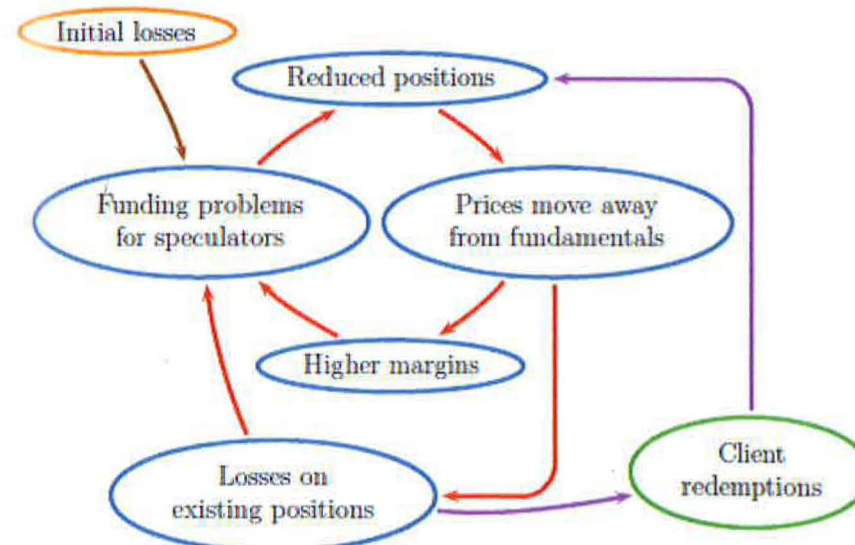


Figure 13 : Vicious liquidity feedback loops

Over slightly longer stretches of time we can see one further adverse loop between the two types of funding, market liquidity (i.e. prices and asset-specific liquidity) and funding liquidity (i.e. agent-specific liquidity). As a build-up, we may have an initial impetus such as a moderation of asset volatility or a favourable capital treatment. Say markets become less volatile, and the assets become more suitable as higher quality collateral which in turn can be used for easier funding, say through securities lending markets, or repos, or secured bonds. Traders and market makers dispose of more capital and larger balance sheets to make markets and can taken on larger positions to smooth out shocks, buying on dips and selling on peaks. Markets will be better intermediated and more liquid, which means that since shocks are smoothed out, market prices will be less volatile in turn.

So the build up may be the positive loop played in this direction. Be that as it may, an initial shock, such as capital regulations that make capital intensive market making activities less profitable and the deleterious end-effect on risks to the proper provision of liquidity and intermediation may have been magnified by the time endogenous risk will have materialised, see Figure 14. The unravelling will stop at some stage when prices will have found a low level that reflects the state of the intermediation sector and when entities in the parallel financial sector will have stepped in to make markets and replace the lost bank based capacity to some extent.

At best, when the situation normalises (the hysteretic case), raising capital takes a long time and market liquidity may be affected for a long time. In worse cases, capital was unable to flow for a while and ventures that otherwise would have been successfully funded or floated cannot be revived, in which case the event is not loop-reversible.



Figure 14 : Funding liquidity – market liquidity loop

5.3. Sovereign-Bank Loop

What has become known as the sovereign-bank loop (Jassaud, 2009) is the realisation that after the credit and banking crisis starting around 2007 seemed to have reached its peak by 2008 and looked to be over in 2009, the crisis had already moved from banks to the sovereigns that had overextended themselves trying to rescue the financial sector (and overburdened by deficits and debts even during the good years, having no wiggle room when the crisis hit), which in turn weakened the banks whose fate still depended on government support, etc. One version of this loop is depicted in Figure 15 and has two separate main loops, an outside loop with the financial side of the crisis and an inside loop system with the main street side of the crisis.

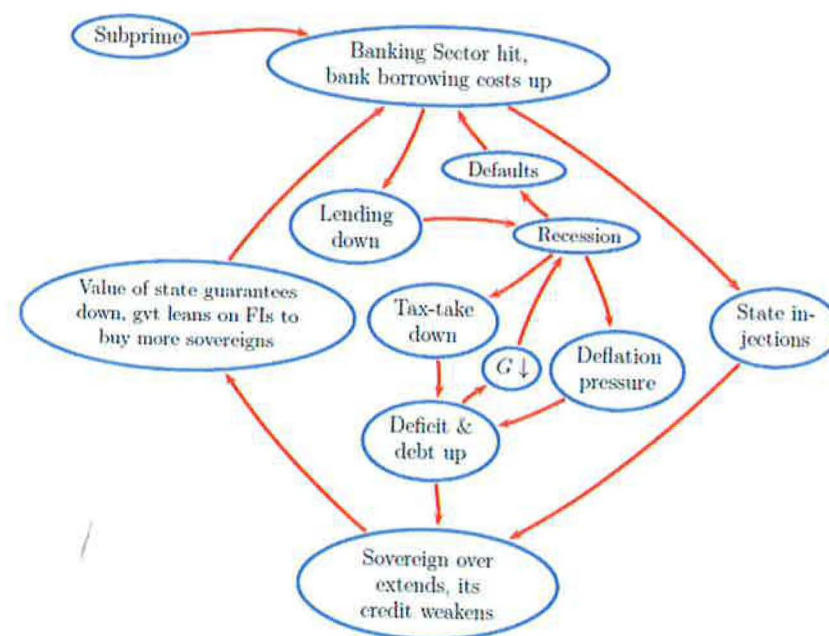


Figure 15 : Sovereign – Bank – Main Street loop

Let us concentrate first on the outer loop. The risk of this reinforcing loop exists within any country or within any economic union. As we have seen, any system has a central concept, and a modern banking system has at its core a central bank, including a central payment system, which weaves the collection of banks into a banking system. An international banking system, however, requires a supranational centre to internalise cross-country effects.

Even within Europe today, the European banking landscape is still fragmented due to local regulatory, supervisory and resolution arrangements, due to multiple CBs and LOLRs, and due to disparate deposit guarantee schemes subjected to guarantees, some partly funded and most unfunded, by the national taxpayers in the absence of a full European Banking Union.

While banks operate cross-border, the segmentations create a banking sector that may not fully function as a system in the absence of both a banking union and a fiscal union but would be inefficient and prone to more violent reinforcing feedback loops than otherwise. For instance, the banks in an international setting may well be larger than in a setting with closed nations, while the national host sovereign that is responsible for backstopping the banks is still local in size. The link between state injections and the overextension of the sovereign is more forceful thus in light of the fact that the support is viewed as less promising as a result. Furthermore, any sovereign only considers the benefits to its own economy from injecting capital and liquidity into a bank, and thus there is almost surely a global underinjection from a social point of view. With a centralised regulator, supervisor and CB, the link from the depreciation of state-guarantees to a further weakened banking system may be weakened if supervisors and regulators are supranational for the overall supervisor has a better understanding of international bank exposures, cross-bank liquidity flows and global bail-in dynamics. It also may lean on an efficient cross-border consolidation if required.

Only a banking union weaves the array of banks into a coherent banking system. But since banks hold sovereign debt of other countries, even a banking union cannot break the loop unless there is a fiscal union (e.g. ESM), for the failure of a sovereign still causes trouble to banks in other countries, which will put pressure on those other local sovereigns in the absence of a fiscal union.

Now we add the inside loop. In some sense, the reason the risk to an economic system or subsystem matters is ultimately because of the consequences for welfare, production, employment and so forth. The spillover of a local systemic shock to the "real economy" not only is cause for concern for the welfare costs to be borne by the wider economy, but it in turn makes the systemic event more virulent still as the bad outcomes in the sovereign-bank system lead to a worsening economy, which in turn leads to a recession with lower production. A recession leads to bankruptcies and defaults which further hurt banks' balance sheets, which in turn restricts lending. This top subloop of the inside loop is a version of what has been called the *financial accelerator*

mechanism, see for instance Bernanke and Gertler (1990). The recession also leads to poor growth prospects and reduced tax receipts, which further deteriorates the sovereign-bank loop because reduced tax receipts increase borrowing needs and because deflationary pressures increase the real value of debt. There also will be austerity pressures on government spending (*G. I.*), which may harm the GDP growth and deepen the recession.

To summarise, we have outlined a risk to the well functioning financial system as well as to the well functioning real productive system. The crisis impetus may be exogenous, but the risk is not driven by outside shocks. Instead it is generated solely from within, its undoing is caused by the way the system is set up and how the elements interact. The resulting losses are much larger than the losses stemming from the initial shock, in this case a subprime shock. The vicious loop goes on until the forces driving it have dampened¹³ (e.g. at some stage bank balance sheets will have been cleaned and borrowing costs reflect the true state of the banks) or until the system is changed structurally. The externalities involved are evident, the actions taken by the banks ignoring the consequences on the sovereign and the real economy, while the actions taken by the sovereign who requires banks to fold sovereign bonds ignoring the externalities on the banks and its creditors and shareholders, with both ignoring the effects on the economy and growth since neither banks nor sovereigns reap the full benefits or bear the whole costs.

5.4. Momentum in Security Prices

Hendricks, Patel and Zeckhauser (1993) document significant persistence in the abnormal performance rankings among mutual funds, also Chen *et al.* (2004), Berk and Green (2004) etc. Mutual funds in top alpha octile outperform those in bottom octile by about 8 % in following year (after adjusting for risk) due to a winners' momentum, but this is absent beyond a year or so. Fund returns, both before and after fees and expenses, are also known to decline with lagged fund size, even after accounting for various performance benchmarks. Own-fund scale erodes fund performance because of the interaction of liquidity and organizational diseconomies. Controlling for fund size, the assets under management of the other funds in the family that the fund belongs to actually increase the fund's performance.

¹³ Central Bank operations for instance have been left out and soften the impacts in the short run.

A seemingly natural interpretation is that some managers are skilled, that there are “hot hands.” Dong Lou (2012) argues on the other hand that funds effectively drive up their own performance in the subsequent period, see Figure 16.

It is the mutual funds whose stocks are also widely held by other winning funds that will enjoy the largest upward price pressure from investment flows.

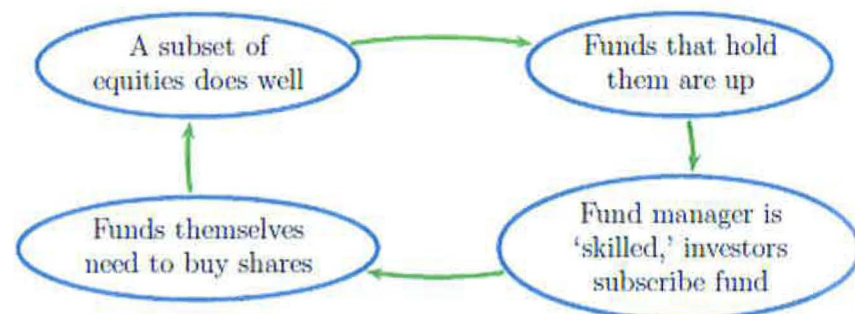


Figure 16 : Momentum in securities prices, build-up

We can view the previous loop as a build-up loop of large positions (that got in part built-up on the mirage of manager skill), and thus of risk since the price got pushed beyond fundamentals and may collapse again. Once a price is far from fundamentals, the realisation of this can occur quickly after some otherwise apparently innocuous news report or shock that can, akin to an over-tightened coil, lead to panic unwinding by reversing the build-up loop. This reversal contributes to systemic risk, even if prices were just to come back to fundamentals, for instance by triggering liquidation constraints or margin calls that in turn lead to **contagion**, that is to the liquidation of securities other than the ones involved in this loop, etc, see Figure 17.

The unravelling loop can also obtain without its reverse buildup for the redemption loop can happen to a fund that has not built up risk via the reverse direction loop but whose valuations start from fundamental prices. In that scenario, the endogenous risk is the risk of prices dropping by more than required, by undershooting fundamental values.

These momentum driven shocks may temporarily lead to small systemic events because of margin calls, or to valuations that are no longer linked to fundamentals. Those effects in turn can lead to funds having to close and to losses to investors at large, whose confidence in markets may be shaken and whose mistrust will make a society based on

the efficient allocation of wealth across time and from savers to investors less successful. In times where solutions are sought to build up a capital markets union (CMU), trust in capital markets is of the essence, and the next section will look at it from yet another angle.

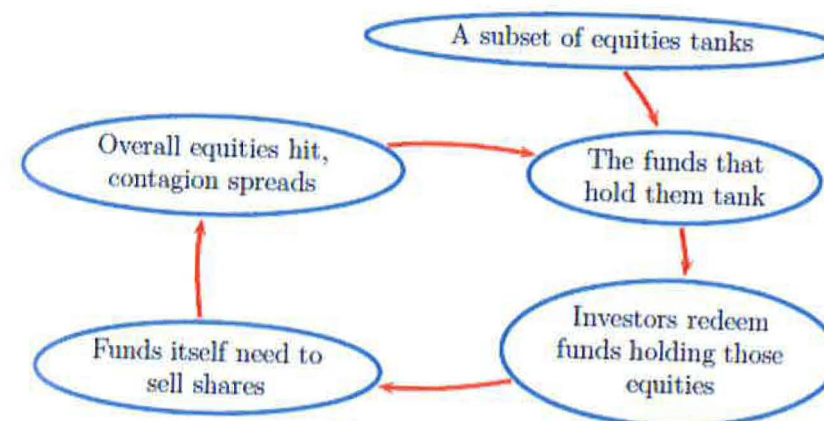


Figure 17 : Momentum in securities prices, unravelling

5.5. Trust in Capital Markets

Many of the systemic risks mentioned in this paper also have as a possible consequence a lack of trust, a lack of trust that will have deleterious repercussions on markets, the bad taste-in-the-mouth of which further feed back on the lack of trust. One such example is depicted in Figure 18. One application of this idea has been the study commissioned by UK Foresight on trust in anonymous computer- based equities markets post Mifid II and RegNMS, see Beunza *et al.* (2012).

Trust based loops have the potential to appear frequently. It has been said that even though the flash crash only lasted for a few minutes, it spooked investors and made them stay away from public capital markets for many months. In that sense even flash crashes are systemic at longer scales.

5.6. The Carry Trade

Another good illustration of endogenous risk in terms of both the build-up loop and the realisation loop has to do with currency carry trades. Simplified to the bone, this strategy means borrowing in a funding

currency with a low rate of interest and lending in a currency with a high interest rate, pocketing the difference but running the risk of the funding exchange rate appreciating vis-à-vis the lending exchange rate. While one

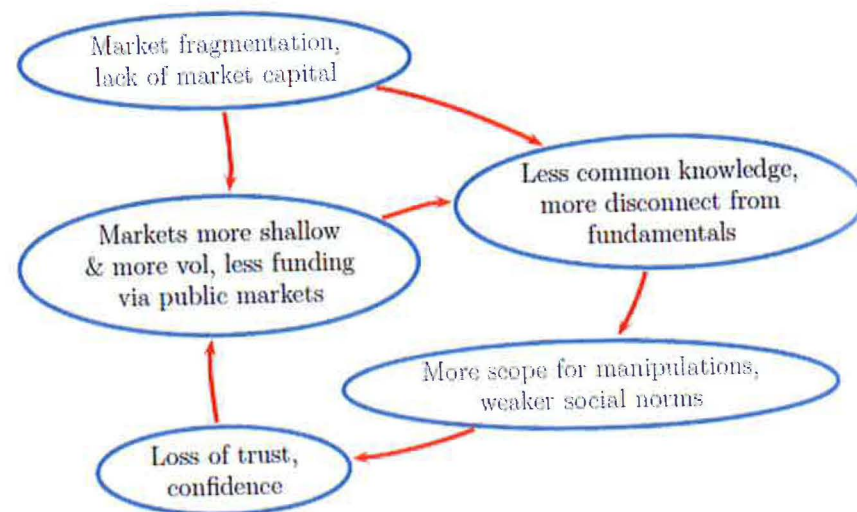


Figure 18 : Systemic Risk and Trust

may surmise that up to a risk premium, this appreciation on average should be commensurate to the interest rate differential (the so-called uncovered interest parity, DIP), it turns out that in many cases the exchange rates go the other way: the funding currency is driven by depreciation momentum, offering the carry trader both benefits, a rate differential and capital gains, at least for a while until such time that a sudden reversal triggered by some unrelated shock, even small, wipes out much of those profits.

One can make sense of the currency momentum by thinking in terms of endogenous risk. Some of the loops that underpin the longevity and momentum, and sudden reversals, of currency carry trades may look as depicted in Figure 19.¹⁴

¹⁴ See Plantin and Shin (2014) for a detailed model. Their assumed inflation targeting policy response is different from the one depicted in the top loop in a way that their top loop is a negative feedback loop. They then outline conditions under which the bottom loop appears and dominates their top loop, with speculation overall destabilising, and the complementary conditions under which speculation is stabilising (because arbitrageurs lean against mispricings until they eliminate them, akin to Friedman (1953)) and the overall loop does not obtain in that scenario.

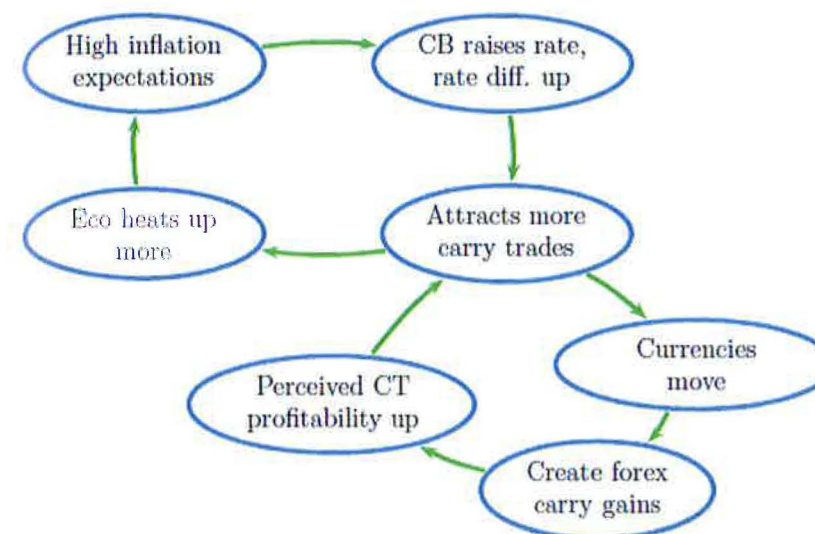


Figure 19 : A simple carry trade : wind up

The top left loop builds up perceived profitability due to the interest rate component of the carry trade profits and losses, while the bottom right loop builds up perceived profitability due to the exchange rate component. While DIP would propose that expected gains on one component must be compensated by expected losses on the other one, carry trades for long times allow gains on both components until such moment that the coil is dangerously tight and any small shock can lead to panic unwinds and large losses that quickly materialise, “going up by the stairs and coming down by the elevator.”

This asymmetry in the speed is similar to the slow winding of a coil followed by its aggressive release when the bottom loop quickly goes into reverse. The speed of the unwind is compatible with the view that while positive returns lure large investments, there are rarely panic buys, whereas people do tend to panic on the downside because pain on the downside is incommensurately more unpleasant than a missed gain on the upside.

The unwinding phase also harbours the risk of unexpected contagion between countries that would otherwise not be seen to share many macroeconomic commonalities because the carry trades have woven together large positions on both sides of the balance sheet that need to be unwound at the same time, see Figure 20.

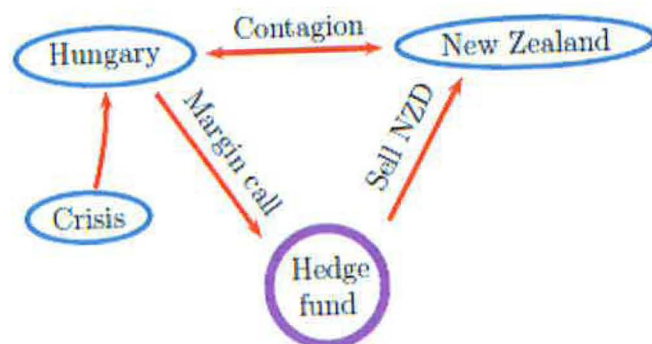


Figure 20 : Carry trades as a source of contagion

Contagion can go further, not only from funding nation to borrowing nation and back, but between various funding nations for instance, as shown graphically in Figure 21. A crisis to funding nation 1 implies the carry traders need to sell the investments and then the corresponding currencies of Investment nations A and B to buy currency 1 and repay the loan to nation 1. As a result, securities values and currencies tank in nations A and B. Carry traders who funded in nation 2 are now sitting on a loss and they may well need to unwind their carry trades as a result. Buying pressure on the currency of funding nation 2 leads to an appreciation of its currency, an appreciation that may be undesired.

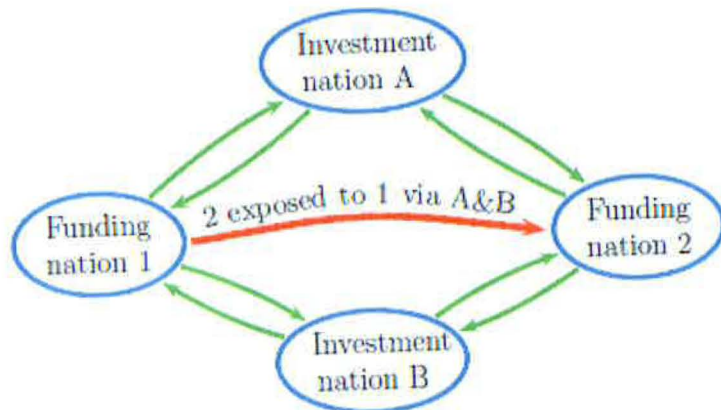


Figure 21 : Funding nation 2 is indirectly exposed to funding nation 1 via A and B

5.7. Pension ALM

Marking-to-market accounting for final salary pension funds (say at a AA discount rate) in combination with duration matching offers the risk of a potent systemic crisis that can ultimately destroy the pension funds. The reinforcing loop is entirely endogenous, the losses imposed purely by the pecuniary externalities arising from the mechanical satisfaction of those constraints put upon the funds. What is more, while some loops emerging in a systemic event ultimately peter out on their own and dampen, this particular does not and only ends once either the funds are bankrupt or there is a political intervention.

Details can be found in great detail in Shin (2010). A final salary pension fund is obliged to ensure solvency by matching the risk profile of assets A to the one of liabilities L , e.g. by duration matching. The idea is that for a small fall in r , A and L rise by roughly same amount, so that equity $= A - L$ is constant and solvency is guaranteed. It also needs to mark-to-market its final salary liability stream (say growing at a positive perpetual rate g), by discounting it (UK : FRS 17 "Retirement Benefits" (2001) and 2004 reform, EU : IAS 19) at a market discount rate (say of AA-rated corporates). The crux behind the systemic risk is the fact that no perfect match between liabilities (that are growing over time) and assets, the closest assets being perpetuities such as consols. See Figure 22

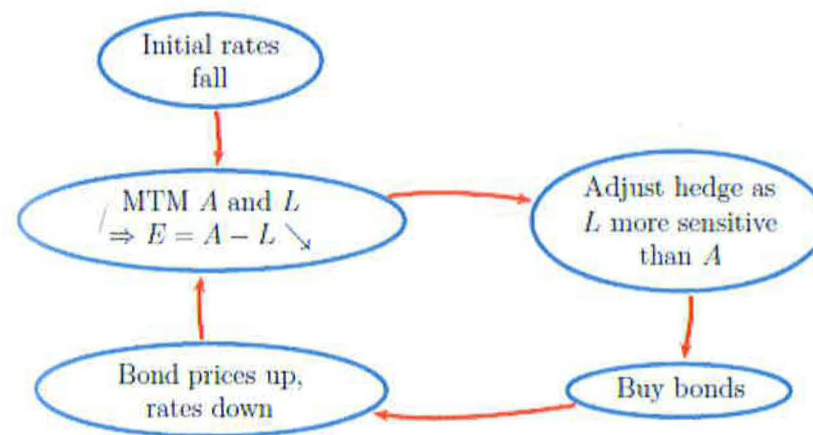


Figure 22 : Systemic Risk in Pension Management

The details behind the loop are as follows. A pension fund marks-to-market its final salary liability stream (C p.a. growing at a perpetual rate $g > 0$), by discounting it at a market discount rate. It also is obliged to ensure

solvency by matching the **risk profile** of assets to the one of liabilities. The price of a consol is $p = \frac{1}{r}$, where r is the discount rate imposed on liability discounting by MTM regulation. The value of the liability is $L = \frac{C}{r-g}$.

ALM requires to choose an appropriate number y of perpetuities on the asset side so that the modified durations of the assets and the liabilities match for small variations in the rate r .¹⁵ Now as r falls and p rises, the quantity and duration of liabilities $\frac{1}{r-g}$ increase much faster than the duration of the assets $\frac{1}{r}$. So as p rises, pension funds need to buy more consols, and demand is upward sloping.

The perfect storm brewed in the early 2000s when fund equity got squeezed as the value of assets fell due to the stock market falls, and at the same time as rates went down and the liabilities went up. The buying of long-term gilts inverted the yield curve and further reduced fund capital until many funds were insolvent.

This scenario illustrates a *structural case* of systemic risk, where pensions and pension players drop out of the mechanism M . It is not very likely that there was buildup due to the reverse running of the loop, nor that there needed to have been such build-up. The regulatory constraints make a build-up superfluous. The pattern of unfolding is monotonic and accelerating, with no eventual dampening built directly into the loop and the pension funds would go bankrupt. The pension system and the intergenerational allocative system through prices is broken. Prices no longer reflect fundamentals but matching constraints. Given the extraordinary nature of this pension scenario, and the political pressures to intervene, it is likely that the duration matching requirement would be waved, or that government intervene and sell bonds so as to drive yields back up. In that sense, there is a larger, outside negative feedback loop, that comes in through political pressure to keep the positive one in check.

5.8. Endogenous risk in computer-based trading environments

Computer-based environments are ideal experimental grounds for endogenous risk given the mechanical nature of the decisions taken by the robots who can get into reinforcing loops without the robot necessarily realising the oddity of the market outcomes.

¹⁵ Choose y s.t. $ydp = dL$, which means that $\frac{-1}{r^2} dr = \frac{-C}{(r-g)^2} dr \Leftrightarrow y = \frac{Cr^2}{(r-g)^2} \Leftrightarrow y = \frac{C}{(1-gp_c)^2}$ consols, in which case equity is insulated from infinitesimally small rates changes.

5.8.1. Delta Hedging Loop

The destructive feedback loop operates until delta-hedges no longer need to be adjusted or until a market halt. The mechanical and unthoughtful execution of program trades led in 1987 to huge selling pressure and to price falls much deeper than warranted, see Figure 23. The discrepancy between market prices and true values of securities when the former are depressed by forced sales in a nonlinear, self-fulfilling and sometimes self-exciting frenzy constitutes a market instability that comes at a hefty social cost. The more trading decisions are taken by robots, the higher the risk of such wild feedback loops.

The systemic risk build-up in this particular situation can occur through the reverse loop, and some authors have indeed argued for that explanation. Much like the number of pedestrians on the Millenium Bridge, such a build-up in anonymous markets would be very hard to spot until a shock tests the market. When portfolio insurers represent a tiny proportion of global trading volume, little risk can be built up. But by June 1987, the portfolios "insured" by LOR and its licensees were sufficiently large that Hayne Leland, the "L" in LOR and a respected academic, was pointing out that "if the market goes down 3 per cent, we could double the volume

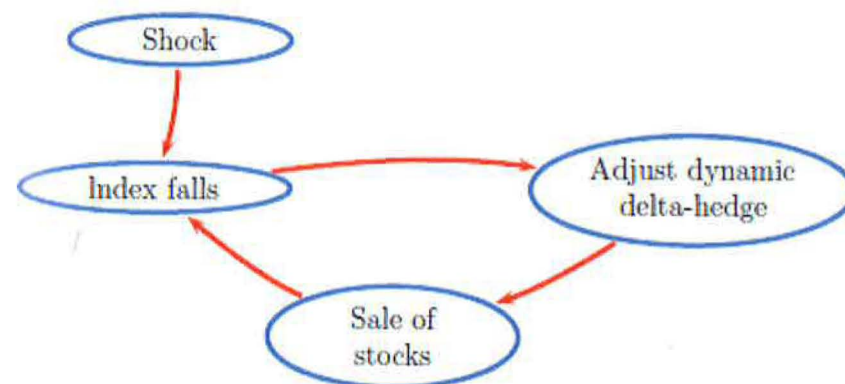


Figure 23 : The Delta Hedging Loop

of trading in the New York Stock Exchange" (MacKenzie, 2004). Leland states that portfolio insurers intended to sell almost triple the amount they were actually able to execute on October 1987. The unravelling of the delta loop can be further accelerated by informational considerations. Assume that the market has gone up sizeably over the preceding months and that

the market observers notice the presence of selling pressure compatible with portfolio insurance. They may realise the extent of the build-up at that moment, telling themselves "I thought the rising prices over the last months were due to improved fundamentals, but now I realise that the price increases were due to portfolio insurers covering their shorts. This leads me reassess the fair value of the market downwards until I get convinced otherwise."

During the unfolding, the price system no longer functions properly, selling becomes impossible and prices meaningless.

How does this type of feedback loop come to an end? In the case of delta-hedged put options, the insurers are required to protect the downside of the investor by selling on the way down, so that the investor will have effectively disinvested by the time losses are larger than a given threshold. As portfolio insurers short stock positions on the way down, the further possible selling pressure also goes down with each sale. The loop still amplifies, but the amplification goes to zero for low enough stock prices. It would also appear that by the afternoon of October 20th 1987 many asset holders turned their sales programmes off. As always, once investors get the sense that what caused the crash was not a downward revision of fundamentals, they come back in and hunt for bargains and drive prices back up. The delta feedback loop reverses and losses disappear. On a yearly time scale, the 1987 crash cannot be detected since stock markets were up in 1987. Nevertheless, confidence got shaken, refer for instance to the extensive literature on the volatility smile.

5.8.2. Order Book Imbalance feedback loop

Some HFT algorithms trade by relying on statistical tools to forecast prices based on the order book imbalance (OBI), roughly defined as the difference between the overall numbers of submitted bids and submitted asks. Assume that a trader wishes to layoff a large position and adds asks at the best ask. The order book now becomes imbalanced towards selling pressure, and high frequency traders operating an OBI strategy add their own offers and remove some of their own bids given their prediction of a falling price (the market falls without a trade, confirming the forecast), creating further OBI and closing the loop. Refer to Figure 24.

The LOB system stops working properly.

The feedback loop, manifesting itself in a momentum effect, is interrupted once fundamental traders (i.e. traders with investment decisions based on fundamental valuation), who tend to be slower traders, step in to purchase, anchoring prices again to fundamentals.

5.8.3. Volume Feedback Loop

Whether the official version of the events of May 6th 2010 turns out to be accurate and complete or not, it does illustrate a risk driver in the sense that it outlines a possible scenario whereby some high frequency trader (HFT) algorithms may directly create feedback effects due to a lack of common sense in the coding. Such a "hot-potato" or "pass-the-parcel" dynamic occurred on 6 May 2010 when trading amongst high frequency traders generated very large volumes while hardly changing the overall net position at all (see Figure 4.9 where a sale leads to a price drop and an increase in HFT inventories which HFT then quickly try to reduce, leading to increased trading volumes, which in turn encourage the original algorithm to sell more). Because financial instruments were circulating

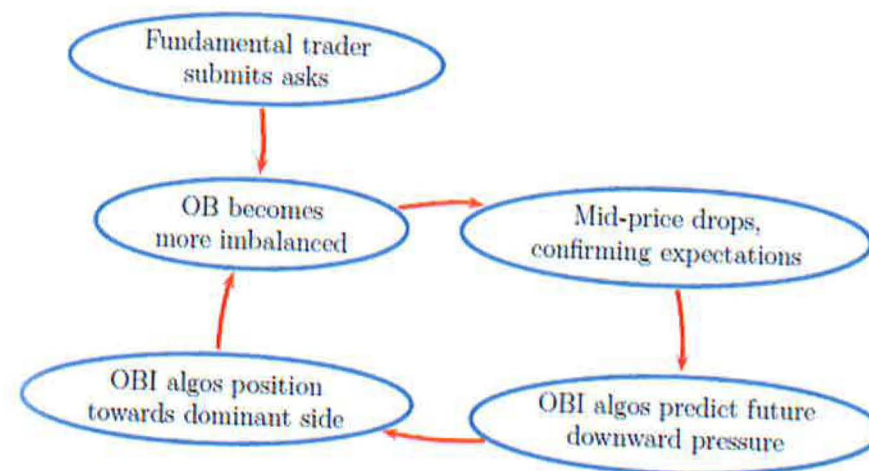


Figure 24 : OBI Feedback Loop

rapidly within the system, the increase in volume triggered other algorithms which had been instructed to sell more aggressively in higher volume markets (presumably on the basis that higher volume means lower market impact), selling into the falling market and closing the loop. Circuit-breakers and algorithm inspection may prevent some of these loops developing.

5.8.4. Shallowness Feedback Loop

Closely related is the potential feedback loop described by Angel (1994) and Zovko and Farmer (2002). Assume an initial increase in volatility,

perhaps due to news. The distribution of bids and asks in the limit order book adjusts and becomes more dispersed and more shallow because the limit order supplier, having left a free option in a now more volatile book, requires in the form of a larger spread a higher compensation for putting his capital at a higher risk of being picked off. Everything else constant, as market orders or crossed limit orders arrive, they “walk the book” and move trade prices further away from the mid-point. The increased realised volatility in turn feeds back into yet more dispersed quotes, and the loop is closed. See Figure 26 for a diagram. Similar cases of endogenous risk may well be at the heart of some of the so-called flash-crashes where the book becomes ever more imbalanced and price executions happen at temporarily “clearly erroneously” large or low prices.

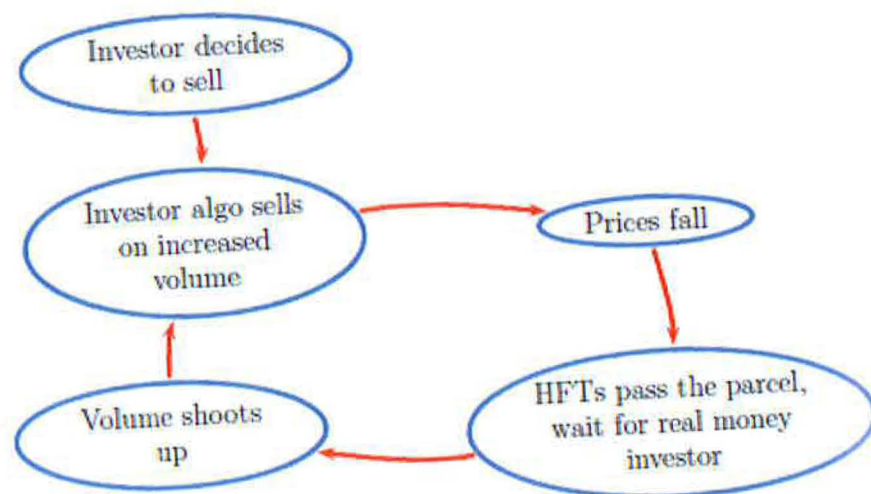


Figure 25 : Flash Crash Volume Feedback Loop

5.8.5. News Feedback Loop

The *news listener* component of HIT systems scans headlines for tags and acts upon them immediately by broadcasting the tag to all other components of the HFT system. HFTs buy or sell depending on where prices are relative to the HFT's *microprice*, their perceived fair value. If the newsreader is not able factor out of the news the effect of its own trading algorithms, it can interpret the HFT's own trades as news and react upon them, see Figure 27. This loop is not unlike the loop identified by Oberlechner and Hocking (2004) that may be operating between currency

dealers and news reporters whereby dealers hear rumours and report them to journalists who report the rumours. Dealers, the same or possibly distinct from the ones who initially picked the rumour up, read the reported rumours as facts and report them to reporters, and so on.

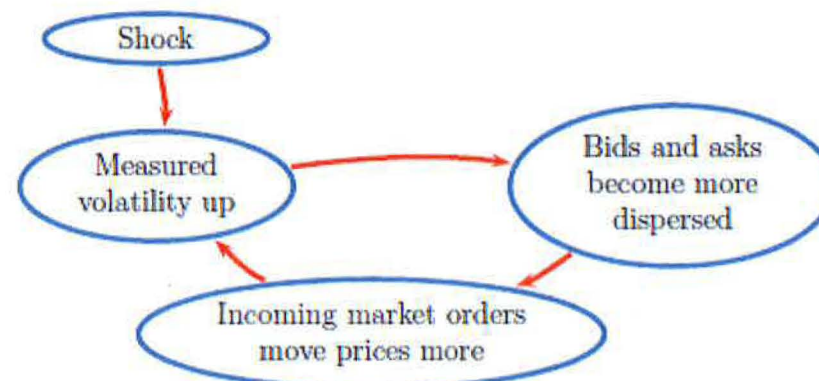


Figure 26 : Shallowness Feedback Loop

5.8.6. Delay Feedback Loop

Eric Hunsader (for instance Hunsader (2010)) suggests the potential of the following very simplified feedback loop that mayor may not have operated during the flash crash. In a fragmented market suffering from overall selling pressure of a basket of high-capitalisation stocks (e.g. originating from the sales of E-Mini futures), assume the NYSE quotes lag by a bit. Since the market is falling, the NYSE bids appear to be the most attractive to sellers, and all sales are routed to NYSE, regardless of the fact that actual bids were lower. Algorithmic momentum robots short those stocks and given the oddness, HFTs may sell inventories. A second feedback loop reinforces the first one : as delays creep in, the increased flurry of activity arising from the previous feedback loop can cause further misalignments in bid/ask time stamps, closing the *delay feedback loop* that is amplifying the pricing feedback loop.¹⁶ Schematically, see Figure 28

¹⁶ Consistent with delay feedback loops having stronger effects in securities where trading is spread across more markets, Madhavan (2012) finds that, across stocks, the impact of the Flash Crash is positively related to measures of fragmentation in the previous month.

5.8.7. Index Feedback Loop

The Staffs of the CFTC and SEC (2010) report that the extreme volatility of the individual component securities spilled over into the ETF markets and led market makers to pause their market making activities.

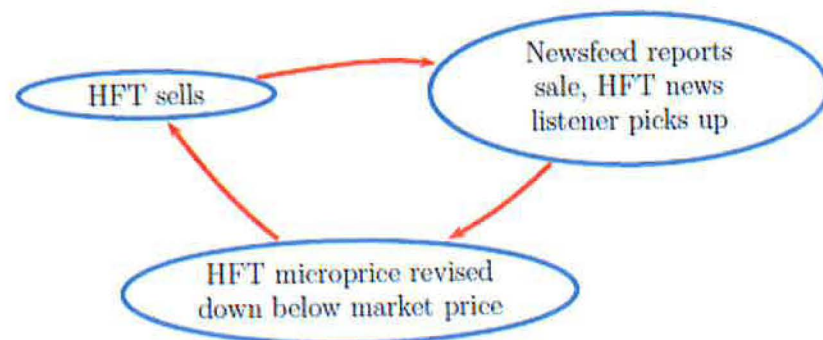


Figure 27: News Feedback Loop

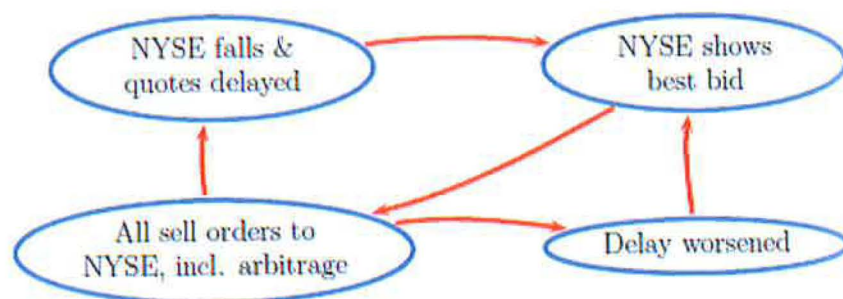


Figure 28 : Delay Feedback Loop

In return, the illiquid and stub ETF prices for aggregates provide false systematic factor signals, feeding back into the pricing of individual securities etc. Schematically, with SS a shorthand for single stocks, see Figure 29.

6. Conclusion

Systemic risk is a wooly animal whose contours are hard to guess and whose behaviour is hard to predict. Nevertheless, systems stop functioning properly for good reasons, namely when internal mechanisms generate positive feedback loops that take over the system and prevent the system from working. In such unfolding events the loops are hurtling the actors and the economy into a direction it does not wish to go and that may well overshoot and lead to situations that clearly would have been avoidable and that occurred solely because of unintended mechanisms.

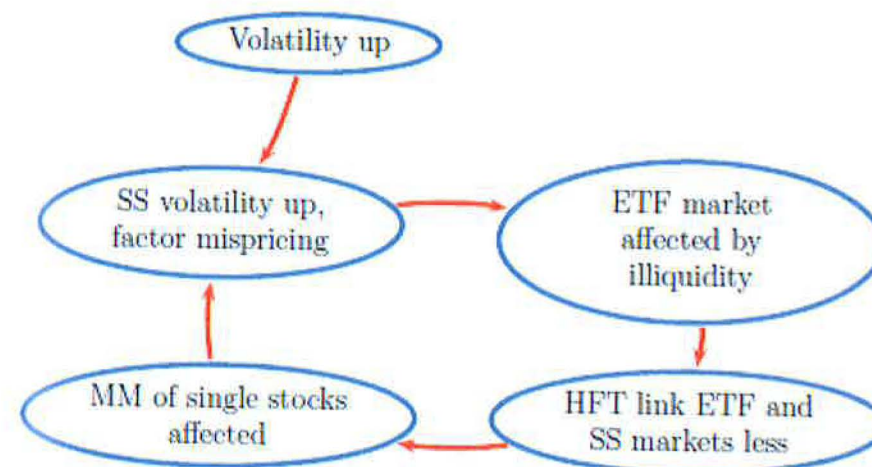


Figure 29 : Index Feedback Loop

The purpose of this paper is to provide numerous illustrations of this general principle of systemic endogenous risk that hopefully can lead the readers to be mindful and catch build-ups of systemic risk or allow policy makers to spot and cut through loops should they be unravelling in a crisis.

References

- Acemoglu, D., Carvalho, V., Ozdaglar, A., and Tahbaz-Salehi, A. (2012). The Network Origins of Aggregate Fluctuations. *Econometrica : Journal of the Econometric Society*, 80(5) :1977-2016.
- Angel, J. (1994). Limit versus market orders. Georgetown Working Paper.
- Bernanke, B. and Gertler, M. (1990). Financial fragility and economic performance. *The Quarterly Journal of Economics*, 105(1) :87-114.
- Beunza, D., Millo, Y., and Pardo-Guerra, J. P. (2012). Structured interviews of computer-based traders. Technical report, BIS, Foresight Exercise on the Future of Computer Trading.
- Buiter, W. (2009). The unfortunate uselessness of most "state of the art" academic monetary economics. *VoxEU.org*.
- Cox, J., Ingersoll, J., and Ross, S. (1985). A theory of the term structure of interest rates. *Econometrica*, 53(2) :385-407.
- Dallard, P., Fitzpatrick, A., Flint, A., Bourva, S. L., Low, A., Smith, R. R., and Willford, M. (2001). The london millenium footbridge. *The Structural Engineer*, 79(22) :17-33.
- Danielsson, J. (2013). *Global Financial System. Stability and Risk*. Pearson.
- Danielsson, J. and Shin, H. (2003). Endogenous risk. In *Modern Risk Management : A History*. Risk Books.
- Danielsson, J. and Zigrand, J.-P. (2008). Equilibrium asset pricing with systemic risk. *Economic Theory*, 35 :293-319.
- Durlauf, S. (1993). Non ergodic economic growth. *Review of Economic Studies*, 60 :349-366.
- Fisher, I. (1933). The debt-deflation theory of great depressions. *Econometrica*, 1(4) :337-357.
- Friedman, M. (1953). *Essays in Positive Economics*. Chicago University Press.
- Friedman, M. (1980). Videorecording : Money and inflation. Harcourt Brace Jovanovich ; made by WQLN.

- Hardy, H. (1959). Cocktail party acoustics. *Journal of the Acoustical Society of America*, 31(4).
- Hawtrey, R. G. (1919). *Currency and Credit*. Longmans, Green.
- Hayek, F. v. (1989). Spontaneous ("grown") order and organized ("made") order. In Modlovsky, N., editor, *Order – with or without design ?*, pages 101-123. Centre for Research into Communist Economies.
- Hunsader, E. (2010). Analysis of the flash crash, date of event : 20100506, complete text. *Nan ex*, http://www.nanex.net/20100506/FlashCrashAnalysis_CompleteText.html.
- Jassaud, N. (2009). Credit Default Swaps and Counterparty Risks. ESCB Task Force on CDS.
- Jovanovic, B. (1987). Micro shocks and aggregate risk. *Quarterly Journal of Economics*, 102 :395-409.
- Kahn, R. (1931). The relation of home investment to unemployment. *The Economic Journal*, 41 :173-198.
- Keynes, J. M. (1936). *The General Theory of Employment, Interest and Money*. Macmillan.
- Keynes, J. M. (1937). The general theory of employment. *Quarterly Journal of Economics*, 51 :209-223.
- Knight, F. H. (1947). Religion and ethics in modern civilization. In *Freedom and Reform : Essays in Economic and Social Philosophy*, pages 163-183. Harper and Brothers.
- MacKenzie, D. (2004). The big, bad wolf and the rational market : portfolio insurance, the 1987 crash and the performativity of economics. *Economy and Society*, 33(3) :303-334.
- MacLean, W. (1959). On the acoustics of cocktail parties. *Journal of the Acoustical Society of America*, 31(1) :79-80.
- Madhavan, A. (2012). Exchange-traded funds, market structure, and the flash crash. *Financial Analysts Journal*, 68(4) :20-35.
- Malthus, T. (1798). *An Essay on the Principle of Population, as it affects the future improvement of society with remarks on the speculations of Mr. Godwin, M. Condorcet, and other writers (anonymously published)*. J. Johnson.

- Maruyama, M. (1963). The second cybernetics : Deviation-amplifying mutual causal processes. *American Scientist*, 51 :164-179.
- May, R. (1974). *Stability and Complexity in Model Ecosystems*. Princeton University Press, second edition.
- Mehrling, P. (2011). *The New Lombard Street*. Princeton University Press.
- Mill, J. S. (1848). *Principles of Political Economy with some of their Applications to Social Philosophy*. John W. Parker.
- Mill, J. S. (1850). *A system of logic : ratiocinative and inductive ; being a connected view of the principles of evidence and the methods of scientific investigation*. Harper and Brothers.
- Miller, J. and Page, S. (2007). *Complex Adaptive Systems : An Introduction to Computational Models of Social Life*. Princeton University Press.
- Minsky, H. (1977). The financial instability hypothesis : An interpretation of Keynes and an alternative to "standard theory". *Nebraska Journal of Economics and Business*, 16(1) :5-16.
- Myrdal, G. (1957). *Economic theory and underdeveloped regions*. Gerald Duckworth.
- Oberlechner, T. and Hocking, S. (2004). Information sources, news, and rumors in financial markets : Insights into the foreign exchange market. *Journal of Economic Psychology*, 25 :407-424.
- Pareto, V. (1909). *Manuel d'Economie Politique*. V. Giard & E. Briere.
- Plantin, G. and Shin, H. S. (2014). Destabilizing carry trades. SRC Discussion Paper 17.
- Quesnay, F. (1766). Analyse de la formule arithmétique du tableau économique de la distribution des dépenses annuelles d'une nation agricole. *Journal de l'agriculture, du commerce & des finances*, pages 11-41.
- Samuelson, P. (1947). *Foundations of Economic Analysis*. Harvard University Press.
- Shin, H. S. (2010). *Risk and Liquidity : 2008 Clarendon Lectures in Finance*. Oxford.

- Smith, A. (1776). *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*. W. Strahan and T. Cadell.
- Smith, A. (1795). *Essays on philosophical subjects*. T. Cadell jun. and W. Davies.
- The Staffs of the CFTC and SEC (2010). Findings regarding the market events of May 6, 2010, published September 30, 2010. Technical report, CFTC, SEC.
- Toates, F. (1980). *Animal Behavior – A Systems Approach*. John Wiley and Sons.
- Vining, R. (1984). *On Appraising the Performance of an Economic System*. Cambridge University Press.
- Wicksell, K. (1898). *Geldzins und Güterpreise*. Gustav Fischer.
- Woodford, M. (2010). Simple analytics of the government expenditure multiplier. Technical report, Columbia University.
- Zigrand, J.-P. (2014). Systems and systemic risk in finance and economics. Technical report, SP1, Systemic Risk Centre, LSE.
- Zovko, I. and Farmer, D. (2002). The power of patience : a behavioural regularity in limit-order placement. *Quantitative Finance*, pages 1-7.

Discussion

Tom Weidig : "In order to be able to control systemic risk you told us that it is important to monitor the positive feedback loops. Many trades in financial markets are OTC and not monitored well. There is a move towards making OTC trades more transparent. Will this additional transparency make the system more stable as a result ?"

JPZ : "Transparency can be both good and bad. Some transparency is bad. Assume you are a pension fund holding a sizeable position in an illiquid security, say the shares of a small or medium enterprise. If the fund is now wishing to sell a large amount of those illiquid securities, then it must make sure that the market does not find out about this decision, for else prices drop in anticipation of the sale as other traders front run the pension fund by selling, pushing prices down and then buying back the shorts from the pension fund at excessively low prices. If through obligations to report trades publicly and within, say a day or two, the pension fund is forced to reveal its hands, then those costs will be borne by future pensioners. What is worse is the fact that going forward, no fund will buy large positions in small and medium enterprises (SMEs) since they now anticipate that selling will lead to difficulties and large trading losses. The resulting funding market for SME will work less efficiently, hurting the SMEs, employment and innovation.

On the other hand, in an ideal world OTC position transparency is a good thing, at least as long as the supervisors have access to those trades via the trade repositories. Having that information does permit supervisors to improve their picture of stocks and flows. For instance, they can estimate whether some funds take excessive positions, whether some banks become more centrally connected and therefore too important to fail, whether the flow of money into a strategy accelerates (often a sign of impending trouble) and whether feedback loops and systemic risk is building up through the size and connectivity of the positions. The reasons I am currently a bit sceptical are that first, in order to achieve that, the supervisors would need the budgets and human capital to analyse those flows of information ("big data"), which seems unlikely. Second, mandatory reporting exists in the derivatives space, but not in other equally important domains, such as bond markets etc. And third, the policy makers have mandated reporting in rather general terms but they have not standardised reporting either within Europe or across continents, so with multiple reporting agencies, each one using its own interpretation of the requirements, comparability and compatibility are missing. The latter raises the questions whether such

data will ever be useful since it seems currently unlikely that the regulators will have the capability to string all the different data sources together, much less use them to construct a consistent overall picture. Academics, financial users and regulators must make the case to policy makers that an international standard be agreed upon."

Timo Litzenger : "Are there any rules of thumb as to when regulators should intervene, and when not, because the regulators themselves could introduce feedback loops and force each entity, say each bank, to behave in the same way."

JPZ : "It is the duty of regulators to intervene, since financial markets are suffering from externalities and inefficiencies. It is also true that interventions themselves create externalities. For instance, an argument famously made by the previous Governor of the Bank of England, Mervyn King, during the Northern Rock episode was that intervening would create future moral hazard as stakeholders have less incentives to monitor the activities of bank managers and as bank managers have incentives to take on more risk, given that the profits are private and the losses are socialised. My view is that not intervening ex-post is just not an option. It will justify risk-takers expectations of intervention, but in that crisis situation a forceful intervention is required precisely because in financial markets a small initial loss can snowball to a large one through contagion of various sorts. I believe a shock and awe strategy that is big enough to cut the loops works best, with going forward a better and orderly resolution mechanism to wipe out certain stakeholders after the fact, to fire the management team, restrict dividend payouts for a while and use macro prudential tools to restrict some risk build-ups etc.

I also believe that many regulations have been devised with a micro focus, ignoring the effects of such regulations on the system as a whole, and that oftentimes the effects at the aggregate level are the opposite of the intended micro effects. Such ex-ante regulations are, I believe, not the ones you had in mind when you asked about "intervention," but being aware of how well-intended micro rules aggregate up is crucial. Some new interventions deal with the ex-post, and here the jury is still out, we just don't know. I am thinking of bail-in versus bail-out. Bail-in implies that current stakeholders bear the losses in an orderly fashion, and while this is a good recipe to limit moral hazard, it may work best in case of idiosyncratic failures, failures of small individual banks, rather than in the face of a systemic collapse, as argued by my colleague Charles Goodhart, because bail-in does not have the shock-and-awe to credibly cut the overall

feedback loops and leaves the surviving banks thinly capitalised, open to legal challenges if the bail-in is done early, and vulnerable, not least because of informational contagion and creditor flight at other banks (who fear of being bailed-in in turn ; in a bail-out the taxed cannot so easily flee) that contributes to the positive feedback loops in a procyclical manner.

Yves Mersch : “As a near-pensioner I would like to ask questions about the pension fund feedback loop you gave. In that example, you assumed that the assets of the fund consist only of fixed income securities. But pension funds can also own equities, real estate and the like. Would you not agree that diversification is important ?

A second question is about timeliness of intervention. The earlier one intervenes, the less means one needs, and that is exactly what the regulators now do, to build buffers in in order to avoid amplifiers. Do you think that is the right approach ? But in order to react, you need more information and more standardisation, but standardisation is very difficult to achieve, even legal identifiers seem to be impossible. We are trying to get unique legal transaction identifiers, which is also seemingly impossible.”

JPZ : “I agree. Pension funds as long term investors can hold securities that short term horizon investors cannot hold. But often times they don't for internal asset management reasons having to do with moral hazard and the problem of how to monitor and evaluate investment professionals when they have long horizons. Even Sovereign Wealth Funds evaluate their investment professionals on a short term basis by comparing their performance to benchmarks. The second reason why bonds matter in my example is that International Financial Reporting Standards penalise assets that are not duration hedged, thereby discouraging equities, real estate etc, especially given the short term marking-to-market requirements. In those senses my example was a simplification, but a rather realistic one. But I do believe that short-termist accounting and regulatory constraints are not helpful, and the short-termist political dynamics whereby politicians claim the moral high ground vis-à-vis bankers but act on even shorter term electoral agendas is shameful and contribute therefore the reinforcing feedback loops.

On the legal identifiers, I believe they are a good idea, but they seem to be hard to push through and I am not sure why.

Jean-Jacques Rommes : “Speed is of tremendous importance, speed today is no longer at human scale, and speed creates volumes and

bigger damages. Is there any research on the negative effect of speed, and requirements of longer holding period ?”

JPZ : “The jury is out on speed. Speed can be good and bad. If you need to react quickly and can only react with a lag, and then with a lag on other peoples' lags etc., that also builds up nonlinear loops and instabilities. Keeping the wrong hedges for too long can cause serious damages. But speed can be bad also. There have been cases where trading companies went out of business faster than the human operators could react. In 2003, a U.S. fund was sunk in 16 seconds when an algorithmic application was accidentally switched on. The scary part wasn't how fast the company went down, it was that it took 47 minutes for the company to realise it, and call its clearing bank.

I believe that longish minimal holding periods are very costly.

When people buy a share, they implicitly also buy an option that allows them to resell at will. If that right was now diluted, then the price commanded by those shares would drop significantly. I doubt any policy maker would wish to inflict this loss on investors and pension funds.

An alternative method that the European Parliament came up with as a proposal was to introduce minimum resting times for limit orders in public markets, not allowing the cancellation of an order within 5mm milliseconds. The costs of this measure, had it gone through, would have been around 1.33 bn Euros a year across Europe, *ceteris paribus*. Since those costs would have been borne by market makers who got their stale quotes picked off by fast aggressive traders, market makers would need to raise bid-ask spreads to compensate for those losses. Furthermore, the minimum resting times would discourage market making, and would do so especially during fast markets where quotes can become stale quickly. But withdrawing liquidity in fast markets accomplishes the exact opposite of what was intended.

One reasonable way to slow markets down is via minimum tick sizes. A tick size is the smallest increment, say a cent or a tenth of a cent. Larger tick sizes make it more costly to bypass the orderly market queues and snipe in to secure an incoming order for just a tick more or less. If incoming orders can be sniped like that, it acts as a deterrent to provide liquidity. Therefore all traders are required to adjust quotes perpetually and try to bypass the others. The result is a very fast and messy limit order book that serves no useful purpose because no one can rely on the visible quotes in order to trade. Larger tick sizes reward patient limit order suppliers and slow down the market. Such tick size regimes are embedded into Mifid II and the details will be finalised by ESMA.”

Robert Urbé : "I am wondering why you are not naming another remedy for slowing markets down, and that would be a well-designed, general, international Financial Transactions Tax, which would for all market transactions that have only a yield lower than the FTT, and the market would slow down."

JPZ : "The speed of HFT traders would not be affected by current proposals or versions of the FTT since market makers or similar institutions are not paying FTT. It seems plausible that only real money investors will bear the FTT, and it is doubtful that those real money investors can be blamed to create excessive speed in markets. Furthermore, especially repo and securities lending operations would be badly affected by FTT (since those operations are rolled over each day and would attract a daily tax), and it is widely believed that repo and securities lending operations are part of the solution to the funding problems in Europe and the over reliance on bank financing because these operations are methods to reuse collateral and get credit flowing.

Furthermore, a transactions tax will make asset valuations fall because the value of an asset today includes considerations of ease of resale, and therefore factors in the costs of all future resales into today's price. Some people will no longer trade, or more likely not invest in the first place.

If the FTT had to be paid by the HFTs, then indeed their business would be killed. Unfortunately, it would mean that no market makers would exist going forward, and buyers and sellers would need to rely on luck or on alternative methods to meet, such as over-the-counter, away from lit markets through banks or broker dealers. This would harm transparency and liquidity of markets. Yes, there would be less trading and less speed, but it is difficult to see any benefit since markets would become dysfunctional. Mifid I would need to be unrolled and monopoly rents offered to such market makers, at further costs to the investors.

The costs of a FTT to me are clear, especially in comparison to benefits that I have not seen spelled out anywhere."

Robert Urbé : "But the speed and amount of trading will go down."

JPZ : "Sure, but we want people to trade, we do not wish to prevent people who have a view on the value of a security to keep that view to themselves. If fewer people trade and the true value is 20, but because of the lack of trading on behalf of knowledgeable people the price is 30, then anyone buying at 30 will overpay by 10, purely because the right

information has been prevented from being priced in. If this happens and prices no longer represent fair consensus values, people lose trust in markets."

Rafik Fischer : "To speed markets down do we not add a layer of compulsion and speed into markets through IFRS accounting standards ? Should one not reduce marking-to-market (MTM) and adopt a hold-to-maturity policy?"

JPZ : "I agree with you, the reason there is MTM is to depict a fair value, say of a pension fund, at any moment in time. I believe one ought to show MTM numbers, at least to some bodies if not publicly, but also publish accounting numbers that reflect holding periods and duration matching. The accounting numbers that the reporting entities need to react to and that determine management and financial actions ought to be the slower moving ones.

In some cases, MTM may be best reported to regulatory bodies rather than publicly, for one could imagine that even if the MTM numbers are purely informational, market pressure may force managers to react to MTM numbers also. While that is good and proper in normal times, or in cases of idiosyncratic events, it may well be a recipe for disaster in stressed times as the feedback loops are driven by such MTM numbers."

Patrick Kinsch : "I am a lawyer. There seems to be a general theory of systemic risk you say, but is there a general theory of systemic risk in terms of actions that can be taken to manage, or are we left with regulators muddling through in the blind ?"

JPZ : "Yes and No. I believe that understanding the dynamics in this presentation in terms of seeing the loops, being aware of them, and being able to cut through them. The second point is that policy makers ought to be aware of the fact that quite a few of the loops are policy driven, they arise because the policies have unintended consequences that reinforce dynamics. One would like to understand which rules can be procyclical under which conditions, what the mechanisms are, what the critical connections are, what the tipping points are, such as 156 in the case of the Millenium Bridge. The latter is very difficult to know, it took the bridge engineers months of trial and error, something impossible in live financial markets. So there are always going to be disasters, but the general theory is to be prepared, both in terms of monitoring the build-ups and its loops, and in terms of realisation of damaging loops during the

crisis proper. When one understands the build-up loops, one can guess that some of the loops operating during the realisation may be the same loops but in reverse. Being prepared to not make the downturn more virulent is important. Central Banks have learned that through looser monetary policies in crises. Policy makers may wish to suspend some rules during downturns if suspension means cutting loops, say marking-to-market can be suspended, though how precisely this is achieved will matter greatly.

Furthermore, there are legal reasons that the financial system is more fragile than it needs to be. The Systemic Risk Centre is interdisciplinary in nature and we have legal scholars study the systemic risk arising from a variety of legal constraints, in particular clashes between laws in various European countries. One such case are custody chains that cause uncertainty as to whom is in fact the legal beneficiary owner of a security. As a general rule, creating uncertainties as to whom owns what seems to be an obvious point to address in Europe in order to reduce feedback loops arising from actions driven by fear about the unknown structure of legal claims."

Andre Prüm : "Some of the regulations designed to avoid systemic risk can create systemic risk. The risk weighting on equities in Solvency 2 may lead to disinvestment in equities with dramatic consequences.

Minimum haircuts for short selling, or liquidity ratios for money market funds, can disrupt markets. More fundamentally, challenging for lawyers, we foster market integration at European level. But this also contributes to increased interconnectedness of financial intermediaries and increases speed in transactions. By promoting financial integration you may also push financial intermediaries and markets to gain in size and become systemically relevant. It is not obvious therefore that the overall objectives of financial regulation always strive towards systemically safer markets."

JPZ : "Yes, that is in part due to the fact that thinking through more than one step is difficult and may be politically perceived as purely academic or speculative thinking. After the fact, we always see the loops and the ganging up of actors. What is the right level of interconnectedness? Recent studies on network analysis have showed a u-shaped connectedness to risk relationship. Too few connections mean that any idiosyncratic shock can bring part of the system down as there is no risk transfer at all. Too many connections mean that a big enough shock can bring the whole system down as there is no separate backup system. Intermediate levels of connectivity may be most systemically resilient.

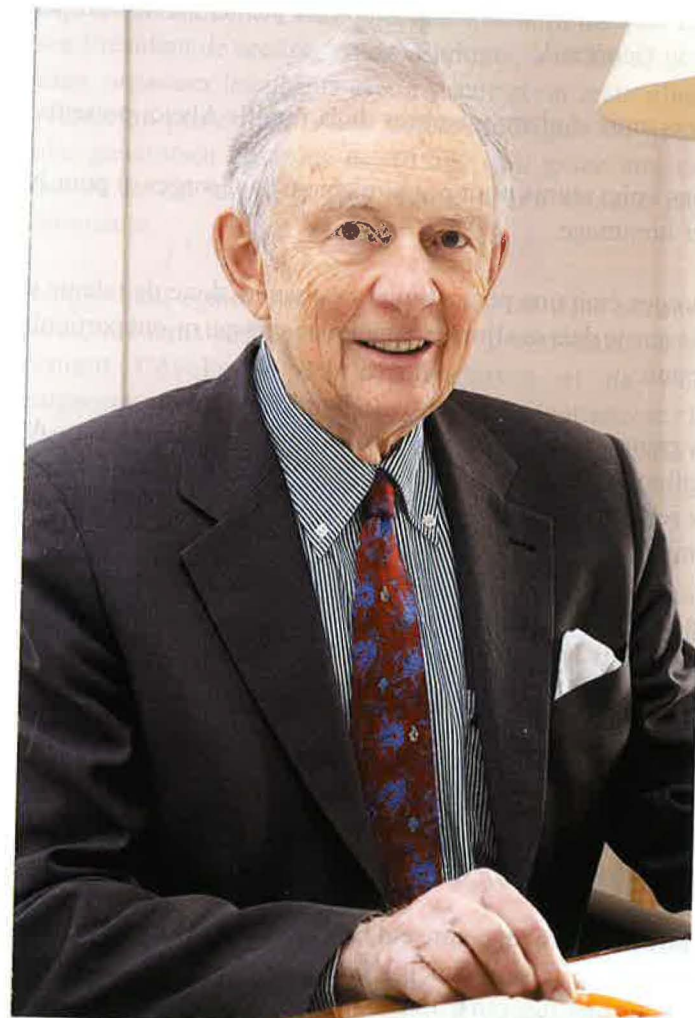
Tom Weidig : "what is the link between 'Too big to fail' and systemic risk? Should bank sizes not just be capped?"

JPZ : "Too big to fail does exist, but is very tricky to measure. Studies show funding advantages that may be due to TBTF to be between a few basis points and a percent or two, depending on the country, the time, the bank and the study. Those implicit state subsidies seem to have come down a lot in the US, less so in Europe. The hope is that better recovery and resolution mechanisms allow banks to go bankrupt more readily as the fallout is better controlled, which ought to remove the value of implicit guarantees, at least in terms of non-systemic failures. If many banks fail, there will be no option but to keep some of them going since the going-concerns need to be transferred to some healthy bank. I am not happy with that subsidy of current generations by future generations (through future taxes).

I am not sure that capping bank size is the answer. Some of the failing banks that caused ripples were not that big, while some big ones cause few ripples. It is a mixture of size, interconnectedness and positions taken, "too important to fail" as opposed to "too big to fail." One also needs to consider that some banks are big for a reason, there is franchise value in them that would be destroyed. And how would the capping work exactly? Would the bank at the margin need to stop making markets or reject a mutually beneficial deal if it is too big? Would it dump some risky assets to free up capacity, and would we want arbitrary asset dumping? And in some sense the leverage ratio already considers size. Furthermore, in a systemic event, it may be the case that many banks go pear shaped at the same time, acting as one big bank anyway."

II. HOMMAGE À GEORGES ALS

(18.09.1925 - 07.04.2014)



Marcel Mart¹

Chers amis,

Tout d'abord, je voudrais préciser que le texte que je vais vous présenter ne sera pas nouveau pour ceux qui ont participé à la cérémonie du samedi, 12 avril, en l'église de Belair.

Je m'en excuse, mais on ne réinvente pas un curriculum aussi riche que celui de Georges !

Chers amis et chers membres de la famille Als ici présents.

Nous voici réunis pour prendre congé de Georges et pour lui rendre un dernier hommage.

Georges était une personnalité fascinante, doué de talents tellement diversifiés que je dois me limiter à quelques-uns qui m'ont particulièrement impressionné.

En premier lieu, Georges était un homme de science. Après des études brillantes en droit et économie à Paris, Bruxelles et Philadelphia, il entre aux services du Ministère de l'économie, division études statistiques et économie.

En 1962, il fut nommé directeur de ce département. Son ambition était d'améliorer les méthodes d'élaboration des statistiques en science exacte.

Tout au long de sa vie professionnelle comme directeur du Statec, comme professeur à l'Université de Bruxelles ou comme autorité incontestée dans les enceintes européennes et internationales, il a largement contribué à ce noble but.

Notre première rencontre eut lieu début 1969, lorsque, jeune Ministre de l'économie, je faisais appel à Georges pour avoir quelques données chiffrées pour mes discours. J'avais l'impression d'une certaine réticence de sa part, car il était convaincu que les politiques ont trop tendance à user et abuser des statistiques pour justifier leurs programmes du moment.

¹ Allocution faite à l'assemblée de notre Section du 30 juin 2014.

Probablement, Georges se rappelait-il le dicton de Churchill que les seules statistiques auxquelles il croyait étaient celles qu'il avait lui-même falsifiées.

En sa qualité de Membre et Secrétaire général de l'Institut grand-ducal, section des sciences morales et politiques, Georges appliquait son esprit méthodique aux Actes publiés par sa section.

Jusqu'à récemment, c'était presque touchant de voir Georges, à côté de son Président de section, André Elvinger, tous les deux largement octogénaires, organiser les débats avec rigueur et un zeste d'humour. Ce tandem, fidèle au poste depuis des années, préfigure en quelque sorte la nouvelle génération des plus de 80 ans qui, grâce aux espérances prolongées de la vie humaine, fait preuve d'une vivacité physique et d'esprit étonnante.

Georges était également un visionnaire, car dans ses nombreuses publications, ou dans ses actes à l'Institut grand-ducal, il esquissait régulièrement l'évolution de la population et de l'économie luxembourgeoise, passée et future, et très récemment encore, il sonnait l'alarme devant la dérive des finances luxembourgeoises qui tend à repousser quantités de restrictions de dépenses inévitables sur les générations montantes.

Comme Membre du Rotary, Georges contribuait avec beaucoup de zèle et patience à la mise en ordre des archives de notre club, donnant ainsi, au plus ancien des clubs luxembourgeois une mémoire rigoureusement documentée.

Dans un tout autre registre, celui des sports, Georges excellait dans l'alpinisme et il fut depuis 1955 cofondateur et Président du Groupe Alpin Luxembourgeois. Il avait une condition physique extraordinaire qui lui permettait de grimper régulièrement, à 80 ans passés, les flancs des Dolomites. Simplement époustouflant !

Georges était un grand voyageur et là encore, il suivait sa quête permanente de l'aventure. Tantôt il explorait la Sibérie du nord, tantôt il passait des semaines entières dans le Transsibérien en route vers la Mongolie et la Chine. De retour à **Luxembourg**, il faisait des conférences avec des projections truffées d'**anecdotes** et de témoignages.

Georges étonnait tout le monde avec un autre talent extraordinaire : celui de l'humour.

Qui aurait pu croire que ce rigoriste pouvait surprendre ses convives avec des remarques d'une ironie décapante, car chacune de ses conférences se transformait en exercice d'hilarité collective. Qui d'autre que lui aurait osé, sans sourciller, présenter devant le très honorable institut grand-ducal une contribution intitulée « Dans l'intimité de Brigitte Bardot » ?

Georges était un homme de famille. Il avait la grande chance d'avoir trouvé dans son épouse Françoise une compagne dévouée et compréhensive qui l'accompagnait dans ses dernières épreuves et qui, pendant tout leur mariage, lui permettait de satisfaire ses multiples talents.

Et Georges adorait ses filles Béatrice, Claudine et Jacqueline, son fils Nicolas ainsi que ses petits-enfants.

Mais une maladie sournoise mettait progressivement fin à toutes ses activités. Après de multiples séquences de chimiothérapie, sans grands résultats, il avait décidé de livrer une dernière bataille en luttant jusqu'au dernier souffle contre cet ennemi. Déjà très affaibli, il tenait à participer encore récemment à des réunions du Rotary pour montrer qu'il ne s'avouait pas vaincu.

Mais le sort en a décidé autrement.

Georges vient de nous quitter. Mais il nous manque déjà !

André Elvinger

Le nom et la personne de Georges Als sont liés pour toujours à l'Institut Grand-Ducal. Membre de la Section de sciences morales et politiques de cet Institut dès sa création en 1966, il a participé de la manière la plus marquante à toutes ses activités et restera l'un des contributeurs les plus brillants à ses travaux. Depuis 1998 jusqu'à sa mort, il a été le secrétaire général de la Section et c'est à lui qu'elle doit la plus grande partie de ses publications.

Qu'il soit permis au soussigné d'introduire cet hommage par quelques mots personnels.

Depuis que j'ai eu l'honneur en 2004, sur proposition de Georges Als, d'assumer la présidence de la Section, et pendant une décennie jusqu'à ma relève cette année, j'ai eu le privilège de travailler avec la personne extraordinaire qu'était Georges Als.

J'admirais son élégance, sa courtoisie, mais aussi la force de ses convictions. Je pense qu'il appréciait en moi un peu l'opposé. Complémentaires, nous étions ainsi faits pour œuvrer ensemble, non sans quelques batailles, mais dans le respect mutuel d'abord, l'amitié ensuite, unis au service de cette institution remarquable que constitue l'Institut Grand-Ducal et notre Section des sciences morales et politiques.

C'est donc à ce compagnon exceptionnel que je rends ici hommage.

La première partie de mon exposé traite de l'homme, de son histoire, de ses combats et de ses bonheurs, la deuxième partie retrace le formidable travail que Georges Als a accompli au service de notre institution.

I) Georges Als, ses études, sa carrière académique, le serviteur de l'Etat, le publiciste, le sport et la famille :

Les jeunes années :

Georges Als est né le 18 septembre 1925 à Luxembourg au N° 25, rue de la Porte Neuve. Dans une émission biographique à la radio², il

² « Erlieft a verzielt » [émission de radio], diffusée sur la radio socio-culturelle le 13 janvier 2008. Un podcast de l'émission peut être écouté sur l'archive radiophonique (« Audio-Archiv ») du site <http://www.100komma7.lu>.

dit que ses jeunes années furent heureuses avec des souvenirs émus de la Spillscho'l : « La Spillscho'l fut merveilleuse ; j'eus l'impression que jamais plus la vie ne serait aussi belle ». Il fréquenta ensuite l'école primaire de la place Aldringen, école disparue aujourd'hui, et, après le déménagement de ses parents, l'école de Belair. Après, il devint élève de l'Athénée encore logé dans ce qui est aujourd'hui la Bibliothèque nationale. Là encore, il gardera toute sa vie le souvenir de ses études et il restera un fidèle de l'Association des Anciens de l'Athénée, contribuant au Bulletin de liaison de cette association. En 1943, lorsqu'il avait dix-sept ans il risquait d'être enrôlé de force dans l'armée allemande, ce dont il peut échapper par un simulacre d'accident, mais le danger d'un enrôlement persista jusqu'à la fin de la guerre et, par suite de cet événement, il ne put plus continuer ses études au lycée³. Cependant, comme il le raconte dans l'émission radiophonique précitée, malgré l'angoisse, les années de guerre furent aussi pour lui « une période d'effervescence et de joies profondes, liées aux études et à l'éveil de la vie intellectuelle ».⁴ A la libération, en septembre 1944, il put passer l'examen de maturité avec ceux qui n'avaient pu terminer régulièrement leurs études secondaires⁵ et s'inscrire à ce qui était alors les « Cours supérieurs » qui se tenaient toujours à l'Athénée. Il trace le portrait de ses professeurs au Bulletin de liaison des Anciens de l'Athénée⁶ où il signale notamment « la grande culture, l'humanisme et l'immensité du savoir de Jules Prussen ».

Le fort en thème :

Georges Als embrasse d'emblée, en 1946 en pleine après-guerre, deux branches pour ses études universitaires, celle du droit et celle de l'économie, s'inscrivant à la fois à la Faculté de droit de Paris et à l'Ecole libre des sciences politiques. Dans une contribution aux Annales du droit luxembourgeois⁷, sous le titre « Mes professeurs à la faculté de droit et aux Sciences-Po, Paris, 1946-1947 », il décrit la Faculté de droit comme un immeuble vieillot où domine le chahut des étudiants. Malgré la qualité d'enseignants éminents, tels que Julliot de la Morandière, que Georges

3 ALS, Georges, « Mémoires de l'Occupation 1940-1944 », dans : « Kolléisch's Jongen am Krich : de bello germanico calamitoso Athenei discipuli meminerunt », Luxembourg, Association des anciens de l'Athénée, 2011, p. 37-44.

4 « Erlieft a verzielt », (*Op. cit.*).

5 Bulletin de liaison des Anciens de l'Athénée, avril 2014, fascicule N° 33, page 52.

6 Fascicule N° 33, avril 2014, page 55.

7 Vol. XXI, Bruylant Bruxelles 2012.

décrit avec humour, il préfère Sciences-Po où règne le calme et l'autorité des enseignants parmi lesquels il rappelle notamment, dans un portrait remarquable, le célèbre André Siegfried⁸. Son père, Robert Als, ayant été nommé ambassadeur du Luxembourg à Bruxelles, Georges y continue ses études. Il termine le droit par le doctorat en droit, décerné à cette époque sous le régime de la « collation des grades » par un jury d'examen luxembourgeois. A Bruxelles, à la fin de ses études en sciences politiques, il obtient avec grande distinction le diplôme de licencié de l'Université libre de Bruxelles (ULB). Cette formation justifie l'obtention d'une bourse Fulbright qui le fait étudier en 1951 – 1952 à l'université de Pennsylvania, où il se spécialise en *théorie économique moderne*.

C'est ce bagage qui le fera accéder au professorat d'université. Au dîner qui lui fut offert lors de sa retraite de l'ULB, le 16 novembre 1990, le président de la Faculté des sciences sociales, politiques et économiques de l'ULB rappela qu'en tant qu'étudiant, il s'était fait remarquer par le professeur Maxime Glansdorff, une gloire de l'université, qui avait fait son éloge dans les termes suivants : « M. Als, ayant achevé brillamment ses études et ayant témoigné d'un goût certain pour la recherche scientifique, a l'intention de s'orienter vers la carrière universitaire. La qualité des services qu'il a déjà rendus dans l'organisation de mes séminaires et l'espoir que je fonde sur ses qualités morales et intellectuelles me font voir en lui un jeune chercheur que l'université aurait intérêt à s'attacher »⁹.

Le professeur :

En 1952, Georges Als devient, dans un premier stade, assistant à l'ULB pour dispenser les exercices d'économie politique et le séminaire d'*histoire de la pensée économique*. En 1961, il devient titulaire d'un cours d'*histoire de l'économie mathématique* – quelle préparation pour son avenir au Statec ! – où il prononce sa leçon inaugurale le 21 février 1961 sur le thème *Force et faiblesse de l'économie mathématique*. Peu après, il devient titulaire du cours d'*études approfondies de questions d'économie politique*, et le 2 juillet 1963 il est promu au titre de *professeur extraordinaire*. En 1965, le professeur Maxime Glansdorff demande à Georges Als de le remplacer « temporairement » pour ses enseignements d'*histoire de la pensée économique*, une charge qu'il assume pendant cinq

8 *Op. cit.* page 19.

9 Georges Als in « Eloges » 1997 (recueil de portraits de personnages du monde politique, social et littéraire, 1997), page 189.

ans. Il est encore chargé d'autres enseignements, dont *l'Introduction à la méthodologie des sciences économiques*.

Outre ses cours à l'ULB, Georges Als était, de 1964 à 1972, chargé du cours d'économie politique aux Cours universitaires à Luxembourg.

Toute cette activité d'enseignement se déroule en parallèle avec sa profession principale à Luxembourg qui est, depuis 1953, celle d'attaché au Ministère des affaires économiques puis, après un passage à l'Arbed, de secrétaire de légation au Ministère des affaires étrangères, ministère dont il est ensuite détaché au Marché Commun à Bruxelles avant de revenir à Luxembourg pour y exercer, à partir de 1963, la fonction qu'il exercera jusqu'à sa retraite en 1990, de Directeur du Service central de la statistique et des études économiques (Statec). Dans l'émission de radio précitée¹⁰, Georges Als rapporte que, pendant trente-huit ans, il a fait le déplacement de Luxembourg à Bruxelles et retour en chemin de fer si souvent qu'« en kilomètres, cela équivaut à huit fois le tour du monde » et que « statistiquement, si j'avais fait ce trajet régulièrement en auto, je serais mort 2,6 fois ».

Dans sa réponse au Président de la faculté lors de son dîner d'adieu à l'ULB¹¹, il rappelle que l'Administrateur de l'ULB lui avait dit, lors de son entrée à cette vénérable institution, que l'enseignement était la plus belle des carrières, mais qu'il n'y ferait pas fortune. Il ne croyait pas si bien dire puisque, comme Georges le rappelle avec humour, ses gages à l'université étaient initialement de 750 francs belges par mois, moins que ses frais de déplacement dont il n'osait, au début, demander le remboursement puisque l'enseignement à l'université lui avait été décrit comme un *sacerdoce*.

Georges Als explique tout cela, et il n'y a pas d'autre explication, par « la passion de l'enseignement ».

Le père de notre statistique :

C'est le 15 janvier 1963 que Georges Als est appelé à la fonction de directeur du Statec, fonction qu'il ne quittera qu'à sa retraite en 1990. Le poste, avec le titre de directeur, est certes une promotion importante pour

¹⁰ « Erleift a verzielt » (*Op. cit.*).

¹¹ *Eloges*, page 191.

le secrétaire de légation qu'il était alors, mais la tâche était redoutable. Le « Service central de la statistique et des études économiques », qui venait d'être créé, et auquel Georges donna, après de laborieuses recherches et sur la suggestion de ses collègues étrangers, l'abréviation Statec¹², était la fusion entre une institution centenaire, la « Statistique générale » et un service relativement récent, le « Service d'études économiques ». Mais la Statistique générale en était restée, comme au XIX^e siècle, à faire le recensement de la population et, dit Georges Als¹³, « des vaches, des cochons, etc. ». Quant au Service d'études économiques, il n'était, dit Georges Als à la même occasion, qu'une « salle d'attente », ne pouvant offrir des chances de carrière et perdant ses meilleurs cadres.

L'état de la statistique luxembourgeoise était alors embryonnaire. Georges Als rapporte¹⁴ que le Ministre de l'économie, Paul Elvinger, l'avait averti : « Si je demande des chiffres à la statistique, on me répond : nous n'avons pas cela, ou bien : nous pourrions vous fournir cela dans un an, mais je n'aurai plus besoin de chiffres quand je serai mort. C'est maintenant qu'il me les faut, je compte sur vous. » C'était impressionnant, mais le jeune directeur allait s'y mettre. Il était, certes, fort bien préparé à la tâche par ses études d'économie et plus particulièrement d'économie mathématique et son enseignement dans ces branches à Bruxelles. Mais encore fallait-il le personnel et surtout les contacts avec l'étranger et la Communauté européenne. A ce titre, Georges Als fut particulièrement bien accueilli par le professeur Rolf Wagenführ, un grand fonctionnaire européen, Directeur général de l'Office statistique des communautés européennes qui, de plus, l'introduisait à la conférence des directeurs généraux de la statistique des Etats de la Communauté¹⁵. Le même accueil lui fut réservé par le Directeur général de l'Institut national de statistique belge, M. Dufrasne. Georges Als rapporte¹⁶ que M. Dufrasne, professeur à Louvain et donc à ce titre collègue, ayant rassemblé ses directeurs et chefs de services, lui dit : « Vous êtes chez vous ici, nous sommes tous à votre disposition ». Cet apport était essentiel. « L'un des problèmes majeurs non résolus de la statistique luxembourgeoise », rapporte Georges Als¹⁷,

¹² ALS, Georges, « Les 50 ans du Statec (1963-2013) : autour d'une cinquantenaire », dans : « *Die Warte* », Luxembourg 2013, N° 16 = N° 2402 (23. Mai), p. 14-15.

¹³ *Op. cit.*

¹⁴ *Op. cit.*

¹⁵ *Op. cit.*

¹⁶ *Op. cit.*

¹⁷ *Op. cit.*

« était le commerce extérieur » : « Le Luxembourg qui exporte la majeure partie de sa production, ne disposait pas d'une statistique du commerce extérieur parce que celle-ci était commune à l'ensemble de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise (UEBL). Il fallait donc, pour départager la partie luxembourgeoise, obtenir l'institution, qui n'existait pas alors, d'un code lors du dépouillement des documents douaniers, de façon à distinguer entre la Belgique et le Luxembourg ». « Ainsi », dit Georges Als, « fut résolu en un tour de main ce casse-tête qui, au Luxembourg, avait provoqué la rédaction de thèses de doctorat ».

Sur le plan international, Georges Als fut président du comité scientifique du Centre européen de formation de statisticiens des pays en voie de développement, avec siège à Paris, de 1972 à 1992.

Sur le plan interne, il fallait élargir et mettre en valeur le personnel. Georges Als réussit à se rendre populaire : chaque année, il reçut, le jour de la Saint-Georges, un cadeau de ses collaborateurs. Pourtant, il se montrait rigoureux et pointilleux notamment sur l'horaire qui laissait à désirer car, dit Georges Als, « les mesures administratives étaient plutôt laxistes. Plus on était haut placé, plus on arrivait tard au bureau – c'était comme une marque de respect que l'on se devait à soi-même »¹⁸. Son équipe ne lui en voulut pas. L'un des cadeaux était « une horloge qui portait, gravé au dos, mon prénom et la date de la Saint-Georges, discrète allusion au délicat problème des heures de bureau ».

Sous la conduite de Georges Als, le Statec est devenu une administration moderne, efficace et totalement indispensable.

L'un des grands travaux était l'enquête sur les budgets familiaux à réaliser dans le cadre de l'enquête communautaire sur le même sujet. Cela permit aussi de réaliser la réforme de l'indice des prix à la consommation qui était vieillot, remontant à 1948 et n'incluant que vingt-neuf articles¹⁹.

Les exigences de la Communauté étaient un puissant encouragement, car la statistique, cause de travaux et de recherches, était loin d'être populaire dans les services et auprès des entreprises. Aux objections qui invoquaient le coût et le travail des recherches, le Statec pouvait répondre que la Communauté l'exigeait, et c'est ainsi que furent lancées de nombreuses

¹⁸ *Op. cit.*

¹⁹ *Op. cit.*

enquêtes, entre autres dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, des services, des investissements et des prix à la production²⁰. Le Statec a pu également s'enorgueillir bientôt des précieuses *Notes trimestrielles de conjoncture*.

Le grand serviteur de l'Etat :

En reconnaissance de ses connaissances économiques et de l'expérience que lui donnait la direction du Statec, mais aussi de sa haute conception de la fonction publique et des intérêts de l'Etat, Georges Als fut appelé, à deux reprises, à représenter le gouvernement dans de grandes entreprises d'intérêt national.

C'est ainsi qu'il fut nommé, dès 1965, membre du conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, poste auquel il fut renouvelé à plusieurs reprises jusqu'en 1985 où son mandat, pour des raisons politico-administratives, ne fut pas renouvelé. Lors de son départ, il prononça, en s'adressant au président du conseil d'administration qui, comme lui, ne fut pas renouvelé, un discours qui est le chef-d'œuvre absolu de l'humour caustique²¹. Citons l'un des passages les plus délicieux de cet exercice de haute voltige. En réponse à la question que se posait Georges Als : « Qu'est-ce qui restera de mon travail ? », il proposa : « Les ascenseurs pour voyageurs chargés de bagages, ces ascenseurs qui font de la gare de Luxembourg un point d'arrêt d'avant-garde²². Mais », ajoutait-il, en s'adressant au président, « cette œuvre importante, je n'aurais pu l'achever sans votre appui. Si un jour mes mérites sont reconnus, je suis prêt à partager l'immortalité avec vous, par exemple en donnant mon nom à l'ascenseur qui descend et le vôtre à celui qui remonte ». S'adressant toujours au président, il disait « mais pour être objectif, je dois ajouter que je n'étais pas toujours d'accord avec vous », ajoutant, caustique : « il appartient à d'autres de reprendre de vos mains le flambeau de la rationalisation et de l'assainissement financier et d'achever cette œuvre exaltante dans l'enthousiasme généreux des masses ».

²⁰ *Op. cit.*

²¹ *Eloges*, 1997, page 187.

²² Note du rédacteur : on sait qu'après s'être retrouvés généralement en panne, les ascenseurs et rouleaux mécaniques furent entièrement remplacés il y a quelques années, en même temps que fut enfin introduit l'un ou l'autre escalier mécanique fonctionnant effectivement.

Si le gouvernement avait voulu désigner un administrateur courageux et critique, il ne pouvait pas mieux choisir. Et cela fut le cas au moins autant pour une autre fonction importante, celle d'administrateur représentant l'Etat au conseil d'administration de l'Arbed. Georges Als avait, deux ans avant sa nomination en 1984, émis des critiques sévères sur les modalités de l'aide à la sidérurgie en crise. Lors du dîner qui marquait son départ du conseil d'administration de l'Arbed en 1992, il rappela cette intervention : « Il y a une dizaine d'années, j'ai été mêlé à une discussion sur la crise de l'acier, qui a peut-être causé quelques blessures. Mais ce dont il s'agissait, ce n'était en somme pas tellement de l'Arbed, mais plutôt d'une certaine conception de l'économie »²³. Ce qui ne l'empêchait pas d'exprimer son attachement à « la grande société » : « J'exprime l'espoir que, grâce aux efforts tenaces de sa direction, notre grande société connaisse encore une bonne fortune, après les difficultés du moment ».

Ces extraits sont typiques du caractère de Georges Als : d'une grande droiture, il n'était « pas commode ». Il estimait qu'il ne pouvait pas l'être puisque ce n'était pas son rôle dans ce à quoi l'Etat l'avait appelé. En même temps, nul ne pouvait mettre en doute sa compétence, sa clairvoyance, et chacun devait reconnaître son extrême courtoisie.

Le sens de l'Etat l'empêchait, contrairement à tant d'autres, d'adhérer à un parti politique. Dans une interview du Luxemburger Wort du 5 octobre 1990²⁴, on lui avait posé la question suivante : « Sie haben sich in relativ regelmäßigen Abständen mit oftmals kritischen Zeitungsartikeln und Stellungnahmen zu Wort gemeldet. Solche öffentlichen Diskussionsanregungen von hohen Staatsbeamten sind eher unüblich. Hatten Sie nie Sorge, in den Augen Ihrer vorgesetzten Politiker, die sogenannte „Beamtenneutralität zu verlieren“ ? ». Il avait répondu : « Ich gehöre zu denjenigen der alten Schule, für die der Staatsbeamte im Dienst der Gemeinschaft steht und deshalb nicht parteipolitisch verpflichtet sein sollte. Ich bin deshalb, und auch weil ich die Aufgabe des Statec als eine wissenschaftliche ansehe, nie einer politischen Partei beigetreten. Dies hat sonder Zweifel meine Karriere gebremst, z. B. wurde für den Staatsrat oder eine internationale Funktion kaum an mich gedacht. » Et encore : « Meine Professoren im Atheneum haben mich aber gelehrt, dass es über dem geschriebenen Gesetz ein ungeschriebenes gibt, und dass es zuweilen des Bürgers Pflicht ist, ungeachtet des Schadens, Stellung zu beziehen. »

²³ *Op. cit.*, page 200.

²⁴ *Eloges*, page 198.

Nous reviendrons à cette caractéristique de Georges Als à propos de ses nombreux articles de presse et ses conférences.

Rappelons toutefois qu'en 1990 Georges Als fut appelé à la fonction de chambellan e.s.e. de S.A.R. le Grand-Duc.

Le conférencier :

Dans l'émission de radio précitée²⁵, il dit : « Avant de parler de la profession, je dois mentionner une occupation à laquelle je suis resté fidèle, celle de conférencier ».

Il rapporte qu'à vingt ans, alors qu'il n'avait qu'« une connaissance imparfaite de l'anglais » et n'avait jamais fait de conférence publique, il se fit que, à l'intervention d'un de ses oncles, grand admirateur de l'Angleterre, il eut la redoutable chance de devoir faire en octobre-novembre 1945 une tournée de conférences au Royaume-Uni sur le sujet « Luxembourg under the German occupation ». « Un professeur d'anglais », dit-il, « m'aida à mettre au point un texte dans lequel il était question de tout ce que nous devions à l'Angleterre. « Il faut leur parler de Saint Willibrord » m'avait dit ce professeur ». Il se trouva ainsi un jour à Manchester où, dit-il, « devait débiter ma tournée dans une fabrique de canons – j'y parlais devant mille ouvriers ». Le directeur de cette institution ne fut pas aimable dans son appréciation sur la première conférence de Georges qu'il jugeait ennuyeuse, disant que les ouvriers ne s'intéressaient pas « à votre Saint Willibrord » : « Je vais vous dire comment on fait une conférence. Vous devez être vivant, commencez avec une blague, racontez des anecdotes, des expériences personnelles, des choses qui émeuvent les gens, ... ». Georges prit l'avertissement au sérieux. Il eut beaucoup de succès dans les conférences suivantes en Angleterre et en Ecosse, dont une à la prison centrale de Glasgow devant les prisonniers, une autre dans une église méthodiste à Liverpool. A partir de là, « mon succès allait croissant » dit Georges : « je causais devant des écoles, des fabriques, des rotaries, des clubs de dames, un cinéma, en tout trente-deux conférences à travers l'Angleterre et l'Ecosse ».

Conférencier, il l'est resté. Outre ses très nombreuses conférences, dont il sera question ci-après, à l'Institut Grand-Ducal, le Rotary fut pour Georges une source féconde de « causeries », terme qu'emploie ce Service

²⁵ « Er lieft a verzielt » (*Op. cit.*).

Club pour les interventions que ses membres sont censés faire au cours de leurs déjeuners ou dîners périodiques. Georges Als fut président du Rotary Club Luxembourg de 1993 à 1994, les présidences étant annuelles, mais dès 1956, il présentait, d'après un relevé qui s'arrête à 2005²⁶ quarante-trois causeries qui se trouvent recueillis dans deux volumes publiés par le Rotary Club Luxembourg, *Mémorial 1929 – 1994*, dont il était l'auteur avec Bob Calmes, et *Mémorial II, 75^e anniversaire, 2006*, qui contient²⁷ son allocution à la séance académique du samedi 8 octobre 2005. Il fut également l'auteur d'éloges émouvants prononcés lors du décès de collègues membres du Rotary Club.

Le publiciste :

Georges Als avait la passion d'écrire, et de bien écrire.

Toutes les conférences et toutes les causeries étaient soigneusement rédigées à l'avance et publiées, sur le plan scientifique dans les Actes de l'Institut Grand-Ducal, sur le plan historique dans *Eloges*, un volume de recueil de portraits de personnages du monde politique, social ou littéraire²⁸, et pour des conférences plus légères ou causeries, dans les deux volumes de *Mémorial du Rotary*, sur le plan sportif dans la revue du Groupe Alpin et dans un volume *Ascensions dans les Dolomites 1957-2012*²⁹, enfin, sur le plan privé, dans *Robert Als au service de son pays*³⁰. Un recueil d'articles sur des voyages en Europe, qu'il avait presque terminé de son vivant, paraîtra prochainement sous le titre « Voyages extraordinaires en Europe ».

Mais en outre, les articles publiés par Georges Als dans la presse luxembourgeoise – notamment dans le *Luxemburger Wort*, surtout dans la *Warte*, dans le *Lëtzebuurger Journal*, le *Lëtzebuurger Land*, le *Tageblatt*, le *Républicain Lorrain*, dans nos *Cahiers*, et en outre dans la revue du Groupe Alpin Luxembourgeois appelée *Gekloters* – dépassent probablement largement la centaine³¹. Les sujets sont de tous les domaines, l'économie,

26 *Mémorial II, 75^e anniversaire du Rotary Club Luxembourg*, annexe 7, page 58.

27 Page 9.

28 Autoédition 1997.

29 Imprimez-le 2012.

30 Rapidpress 2003.

31 On peut l'affirmer, si on extrapole à partir des articles en possession de sa famille et de la liste de titres – forcément incomplète – de la Bibliothèque nationale.

la politique, l'avenir du Luxembourg, l'Euro, Wikileaks, les voyages rapportés sur la Chine, le Maroc, le Vatican, la Russie, l'Ukraine³² et bien d'autres pays, l'histoire sur Stalingrad, Hitler, la littérature sur Goethe et Schiller.

Le patriote et le polémiste :

On l'a déjà rappelé, Georges Als n'est jamais entré en politique et n'était inscrit à aucun parti, d'une part parce que, contrairement à tant d'autres, il estimait que cela n'était pas compatible avec sa fonction publique qui, à son avis, exigeait un haut degré d'objectivité, d'autre part aussi parce que ses opinions, tranchées sur beaucoup de points, auraient été inconciliables avec les compromis inévitables qui s'imposent dans le sein d'un parti. En revanche, il voyait avec satisfaction l'engagement politique au niveau communal de sa fille Claudine à la Ville de Luxembourg et de son gendre Nicolas Welch à Schuttrange.

Mais il trouvait un exutoire dans des conférences publiques, la publication d'articles et les lettres à l'éditeur. Dans l'interview au *Luxemburger Wort* le 5 octobre 1990, à la veille de sa retraite, le journaliste l'avait décrit en disant : « Georges Als trat des Öfteren mit recht kritischen Stellungnahmen in Erscheinung. Oft tat er es ungefragt, und oft auf öffentlicher Bühne. Damit tat er, was er für richtig hielt, nämlich zu sagen, was Tatsache war, auch wenn es dem einen oder anderen nicht ganz so gefiel ».

L'une de ses grandes préoccupations était ce qu'il appelait – déjà – l'identité luxembourgeoise³³. Cette identité était menacée, à son avis, non seulement au Luxembourg, mais plus généralement en Europe et dans le monde par la sous-population de l'occident face à la surpopulation dans le tiers-monde et notamment – déjà – dans les pays arabes. Au Luxembourg, il était inquiet par le déclin des naissances, dû, à son avis, à la richesse et un facteur qui en relevait, le contrôle des naissances. Dans l'interview précité, il dénonçait le « Bevölkerungsproblem ... wo trotz oder vielleicht wegen unseres Reichtums, große Gefahren für unsere Zukunft lauern ». Ce qui lui faisait attaquer le planning familial et la libéralisation de l'avortement. Sa profession d'économiste statisticien lui ouvrait directement la connaissance du déclin de notre population indigène.

32 3 juillet 2008 « L'Ukraine indépendante, ses charmes et ses problèmes ».

33 Article dans *Fonction publique*, janvier 1995.

Il trouva un apôtre international et particulièrement qualifié de ses thèses en la personne du professeur Gérard Calot dont il publiait au volume VI des Actes³⁴ un éloge funèbre vibrant en même temps qu'un portrait attachant. Il y rappelle que c'est au professeur Calot que « le Premier ministre Gaston Thorn fit appel en 1977 pour obtenir un diagnostic de notre démographie » qu'à cette époque, la forte baisse de la natalité avait retenu l'attention » et que dans le programme de 1974 du gouvernement libéral socialiste, il était déjà question de « l'ombre menaçante qui plane sur l'avenir de notre pays ». Et c'est en collaboration avec le Statec, que dirigeait Georges Als, que M. Calot fut chargé d'élaborer une étude en trois parties : diagnostic de la démographie luxembourgeoise, perspectives démographiques à long terme et propositions pour une politique démographique. Georges Als rappelle : « Lorsqu'en avril 1978 le Ministre d'Etat présenta le résultat de la recherche à la presse et au parlement, la nouvelle fit l'effet d'une bombe, et le rapport Calot, comme il fut baptisé, allait donner lieu à une longue suite d'articles de presse et de débats ».

Georges Als prit une large part dans ces débats, entre autres dans une conférence-débat organisée par l'Action familiale et populaire sur « Le rapport Calot et l'avenir de Luxembourg. Que faire ? ». Et dans une interview réalisée alors qu'il était retraité depuis longtemps³⁵, sur la question « Auriez-vous des conseils à donner aux jeunes ? » il répondait : « Il y a quand même un conseil sur lequel je veux insister, quoique là encore j'aïlle contre le courant. Je veux leur dire (aux jeunes), comme l'a déjà fait mon père : restez fidèles à votre pays, contribuez pour votre part à ce que le Luxembourg conserve une certaine identité luxembourgeoise, et ne disparaisse pas dans une sociétés prétendument multiculturelle, c'est-à-dire sans aucun caractère propre ».

C'est encore au nom de cette identité que Georges Als se mobilisa, en 2001, au sein d'un comité de coordination lors de l'installation d'une sculpture parodique à côté de la Gëlle Fra, dans laquelle il voyait une atteinte à l'honneur du pays et qu'il dénonça à force de lettres virulentes à l'éditeur. Il ne pardonna jamais à la Ministre de la culture d'alors d'avoir, au nom de la liberté de l'art, refusé de s'opposer à cette installation.

34 Actes de la Section des sciences morales et politiques, vol. VI, page 213.

35 « Er lieft a verzielt » (*Op. cit.*).

Le sportif :

L'intellectuel qu'il était trouvait un complément dans l'escalade qu'il avait commencé à pratiquer pendant ses études à Freyr près de Dinant sur la Meuse et qu'il continuait dans les rochers moins élevés mais difficiles pourtant du Mullerthal³⁶. Le côté sociable et entreprenant de sa personne se manifeste par le fait qu'en 1955 il fonde avec Julot Faber le Groupe Alpin Luxembourgeois (GAL), et là encore il était publiciste par sa participation à la revue « Gekloters » du GAL par de nombreux articles sur ses escalades et celles de ses amis, au-delà du Mullerthal dans les Calanques près de Cassis, dans les Dolomites et par l'alpinisme de ski dans les Alpes³⁷. Son compagnon grimpeur, notre confrère Jean-Paul Harpes, a fait de lui un portrait émouvant et dressé un palmarès époustouflant de ses exploits dans « A la mémoire de Georges Als : sa passion de l'escalade et de la montagne³⁸ ».

Le père de famille :

Georges Als tenait très fort à la famille. De l'heureux mariage avec Françoise Dupont nacqurent quatre enfants : Béatrice, Claudine, Jacqueline et Nicolas. Et Georges a été le grand-père attentionné de six petits-enfants.

Son attachement à la famille s'intégrait tout naturellement dans la place importante qu'il consacrait à la famille au sein de la nation luxembourgeoise et de son identité, sujet controversé de nos jours mais de grande actualité.

II) L'œuvre de Georges Als au service de l'Institut Grand-Ducal, Section des sciences morales et politiques³⁹ :

C'est lors d'une réunion du conseil d'administration du 25 novembre 1998 que Georges Als, qui était déjà trésorier de notre Section, a assumé la fonction de secrétaire général. Le procès-verbal de cette réunion, après avoir noté que le président, Edmond Wagner à l'époque, était surchargé

36 *Ibid.*

37 Toujours en autoédition, il publia en 2012 (Imprimez-le) le récit de ses « Ascensions dans les Dolomites 1957 à 2011 ».

38 Luxemburger Wort 4 juin 2014, repris dans le présent volume.

39 Hommage prononcé par le président André Elvinger à l'assemblée générale du 30 juin 2014.

par les travaux de la Section, déclare qu'« en raison de sa collaboration avec le président, M. Als est prêt à assumer la charge de secrétaire, du moins en ce qui concerne les comptes rendus des séances ». C'était un *understatement*. Cette date du 25 novembre 1998 est historique. A partir de là, Georges Als ne se contentait pas de dresser des comptes rendus mais il allait assumer pendant 15 ans, et sans interruption, toute l'activité de publication de la Section.

Il est bon, pour comparer la période d'avant le secrétariat général de Georges Als avec celle d'après ce que j'appellerai son avènement en 1998, de rappeler que la Section des sciences morales et politiques a été créée au sein de l'Institut Grand-Ducal – qui existait depuis 1868 – comme sixième et jusqu'à présent dernière Section de cet Institut, par décision ministérielle du 23 novembre 1966 signée par Pierre Werner en tant que Ministre d'Etat et Président du gouvernement et Pierre Grégoire en tant que Ministre des affaires culturelles. Georges Als était dès l'origine l'un des membres effectifs de la Section et l'un de ses premiers conférenciers.

Les publications de la Section, à partir de la séance académique du 24 octobre 1967, ont, dans une première phase, sous la présidence de Alphonse Huss, consisté en trois volumes qualifiés d'*Actes*.

Le volume I des *Actes* paru en 1970 comprend les travaux de la séance académique du 24 octobre 1967 et une série de conférences en 1968 et 1969 dont une première de Georges Als sur *Fondement juridique de la statistique*, le 12 mars 1968.

Le volume II paru en 1973 comprend plusieurs conférences et les travaux collectifs des *Journées* des 12 avril et 3 mai 1972 sur le sujet de *La libéralisation de l'avortement*.

Le volume III était marqué par les *Journées* des 2 juin, 20 novembre et 12 décembre 1975 avec des travaux collectifs sur *Le suicide*, dont une communication de Georges Als. En même temps se tenaient des conférences individuelles dont trois de Georges Als, la première sur *L'évolution économique et le chômage intellectuel*, la deuxième sur *Quételet, savant universel et père de la statistique moderne*, la troisième sur *Adam Smith, père de l'économie politique*.

Bien que ce volume ait été particulièrement riche en travaux, on se rendait compte, lors de sa publication en 1979, qu'un délai trop

long s'était écoulé entre la présentation des travaux et leur publication. Aussi, le conseil d'administration, dans la préface de ce volume, déclare-t-il avoir décidé « de publier à l'avenir les travaux de la Section dans des fascicules séparés qui seront mis sous presse dès que le texte écrit lui aura été remis par les auteurs », ce qui allait permettre de mieux rendre compte « de l'actualité que présente un grand nombre de sujets traités ».

Le système des *Actes* fut ainsi abandonné pendant presque vingt ans. Pendant cette période, la Section ne chômait pas, mais avait renoncé à la périodicité de ses publications qui allaient consister en *Cahiers* avec des publications éparses contenant soit une conférence unique, soit des conférences groupées ou des colloques.

Cette période était cependant marquée par des travaux de grande importance pour la vie de la société luxembourgeoise, comme en témoigne la série de quatre conférences tenues en 1986 sous le titre général *Enseignement public et éducation morale*, où il était question de l'introduction de cours d'éducation morale à côté et au choix de l'enseignement religieux et non pas encore, comme à l'heure actuelle, de suppression d'un enseignement religieux. A noter aussi une Table Ronde de toute une journée, en 1998, sous le titre – déjà – *Réflexions sur la réforme de la Constitution* avec douze conférenciers, qui préfigurait ainsi notre Table Ronde de 2011 sur *Révision de la Constitution : où en sommes-nous ?*

Pour bien comprendre cette période moins riche en publications, il faut savoir que, durant la plus grande partie de celle-ci, la Section n'avait pas de secrétaire, mais tout au plus un minimum de secrétariat qui était assumé par une employée d'un département ministériel et plus tard de la Chambre de commerce, en dernier lieu par la fidèle Mme Zuang qui, comme le constate une assemblée des membres du 10 décembre 1997, allait partir à la retraite. Georges Als était membre du conseil d'administration et l'un des membres les plus actifs de la Section, mais sa fonction n'était encore que celle du trésorier.

C'est donc lors de la réunion historique du conseil d'administration du 25 novembre 1998 (le conseil d'administration comprenait le président Edmond Wagner, Georges Als, André Elvinger, Jean-Paul Harpes, Gaston Reinesch et Jules Stoffels) que Georges Als avait consenti à assumer la fonction de secrétaire.

C'est que ce n'est sans doute qu'alors qu'il avait pu trouver le temps de se consacrer à la grande tâche qu'il allait entreprendre. Il avait pris sa retraite du STATEC à 65 ans en 1990 mais à son départ, il s'était vu confier, à l'instigation de la Communauté Eurostat, la charge d'une étude comparative des systèmes de la statistique dans les douze Etats membres de la Communauté, tâche dont il s'acquittait en présentant deux volumes : volume I : *Essai sur les douze instituts nationaux de statistique – Etudes comparatives*, traduit en allemand et en anglais, sur 230 pages, et volume II : *Rapports analytiques* sur 290 pages.

La prise en charge par Georges Als marque le renouveau de publications périodiques et dorénavant annuelles – à la seule exception de l'année 2001 – dont témoigne, dès 1999, le volume IV des *Actes* portant pour la première fois la mention : *Publication réalisée par Georges Als*.

Dans la préface de ce volume, le président Edmond Wagner, tout en reconnaissant certains avantages au système de publication qui avait été préconisé pendant la période antérieure, constatait que la publication éparse des communications avait montré qu'elle avait des « désavantages » disait-il « surtout celui de ne pas révéler suffisamment la vie interne et l'activité globale de la Section (p. ex. des décisions et discussions internes, l'admission de nouveaux membres, le décès de collègues combien méritants) pour cette raison, l'assemblée générale a décidé de reprendre notre ancienne méthode de publication qui est aussi celle des autres Sections de l'Institut Grand-Ducal ».

Depuis lors, les *Actes* dans leurs volumes V à XVII portent la signature de Georges Als et son empreinte, avec des contenus élargis progressivement. Le dernier volume élaboré pendant la vie de Georges Als, le volume XVII paru il y a quelques mois, porte toujours la continuité des *Actes* tels qu'ils avaient été conçus par lui depuis 1999.

En 2005, c'est encore Georges Als qui entreprit le regroupement de ce qui avait paru dans des tirés-à-part et des *Cahiers* pendant vingt ans, et ce par trois volumes qu'il désignait, puisque ces activités s'étaient déroulées entre le volume III et volume IV, méthodique comme il était, comme volumes III A, III B et III C.

Le titre de *secrétaire général*, qui était plus que justifié depuis que Georges Als en avait pris la fonction en 1998, ne fut cependant consacré,

et ce sur ma proposition, que lors de la modification du règlement organique de la Section par son assemblée générale du 10 novembre 2004. On sait qu'en France, à l'Institut et aux Académies, le secrétaire est permanent, alors que les présidents sont nommés à terme, de sorte que le secrétaire s'appelle *secrétaire perpétuel*, un titre qui nous semblait osé, même si Georges, alors à plus de 70 ans, avait gardé son allure de jeune premier.

Preuve de sa modestie, les *Actes* indiquaient dans chacun de leurs volumes les noms successifs des présidents (Alphonse Huss, 1967 à 1978, Carlo Hemmer, 1968 à 1983, Edmond Wagner, 1983 à 2004, et André Elvinger depuis 2004), sans que cette liste ait été suivie par l'indication du secrétaire général. Ce n'est que sur une observation de ma part que, depuis le volume XV des *Actes*, la fonction du secrétaire général est publiée à la suite de la liste des présidents.

C'est Georges Als qui a ainsi permis de grouper, dans chacun des volumes de nos *Actes*, l'ensemble de nos conférences, colloques ou tables rondes ainsi que les données portant sur les membres de la Section, les publications de chacun d'eux, plus tard les noms des membres des autres Sections, enfin la législation régissant l'Institut et les Sections. D'ailleurs le caractère méthodique de ces publications rappelle sa vocation et sa carrière de statisticien, une science dont on a dit qu'au Luxembourg c'est lui qui l'a créée.

L'ensemble de cette œuvre de publication est de première importance non seulement pour les matières que l'on pourrait qualifier d'inaltérables, telle que la philosophie, mais également pour celles qui changent plus ou moins rapidement au gré de l'actualité, tels que le droit, la science politique proprement dite et l'économie, car ces travaux excèdent leur intérêt historique : je ne citerai que les nombreuses conférences, colloques et tables rondes sur la Constitution, ou encore ceux touchant au phénomène européen, depuis la Communauté du Charbon et de l'Acier jusqu'à l'Union européenne actuelle, ou encore ceux sur l'Université du Luxembourg, avant et après sa création.

Pour bien comprendre la quantité et la durée du travail de notre ami Georges, il faut se rappeler que notre Section a fonctionné dès le début dans le volontariat le plus absolu. Sous la présidence d'Edmond Wagner encore, le président écrivait tous ses textes, lettres et convocations à la main et les apportait de son domicile à Esch-sur-Alzette au Kirchberg

pour les faire taper par la fidèle Mme Zuang. J'avais, pour ma présidence durant ces dix années, à ma disposition un secrétariat compétent, efficace et aimable, ce qui a également aidé notre secrétaire général, qui d'ailleurs n'a jamais manqué de marquer sa gratitude à mes employées, chaque année, par des pralines et, à un moment donné, un cadeau d'anniversaire. Il reste que la compilation des *Actes* était faite chaque année à la main par Georges Als, et avant la mise au point des textes, Georges était, parfois très énergiquement, à la chasse des retardataires qui peaufinaient encore la dernière version de leur contribution.

Georges s'était mis à la pratique de l'e-mail et de l'internet à plus de 75 ans : il prenait des leçons chez un professeur d'informatique et il avait si bien avancé dans cette science que notre Section, avant la plupart des autres, a pu établir un site internet.

Evidemment, l'œuvre de Georges Als au service de notre Section ne se limite pas à la publication et au système qu'il a institué. Georges présentait lui-même des conférences en nombre tel qu'ils lui assurent le palmarès le plus impressionnant : quatorze conférences. Tout cela dans les domaines les plus divers, au début celui de la statistique : *Fondements juridiques de la statistique* (vol. I), *Quételet, savant universel et père de la statistique moderne* (vol. III) déjà cités, puis de l'économie générale, puisque, juriste au départ, Georges Als s'était déjà, à Paris et ensuite comme professeur extraordinaire à Bruxelles, tourné vers l'économie politique et l'économie générale : *Adam Smith, père de l'économie politique* (vol. III), *Optimisme et pessimisme dans l'histoire de la pensée économique* (Essais 1986), *L'union économique et monétaire* (Cahier 12) et sa dernière grande contribution, critique et clairvoyante concernant l'économie du Luxembourg : *Sacrifier l'avenir pour préserver le présent ? Les impasses de nos finances publiques* (vol. XVI). Dans le domaine social et politique le plus général, il faut encore citer ses conférences sur *Le chômage intellectuel* (vol. III), *Les étrangers au Luxembourg* (Cahier 3), *Karl Marx et le socialisme scientifique* (Essais 1985) et plus près de nous *Le duel Churchill – Hitler de 1940* (vol. VI).

Il n'hésitait pas à s'engager dans des domaines plus généralement humains comme sur *Le suicide au Luxembourg* (vol. III), *Euthanasie et soins palliatifs* (vol. XII) voire osés, comme dans l'étonnante contribution *Dans l'intimité de Brigitte Bardot* (vol. IV) et encore *La révolution sexuelle en Amérique* (vol. X) et plus tard *Observations sur la sexualité à la recherche de son principe* (vol. XIV).

Sans oublier ses rapports de voyages culturels dont, à nos *Actes* : *Où va la Sibérie ?* (vol. X).

La fidélité de Georges Als à notre Section se manifestait aussi par son assiduité absolue à toutes nos réunions. Je ne l'ai jamais, sauf les tout derniers mois de sa maladie, trouvé en défaut d'assister à une seule de nos conférences. Il participait chaque fois activement, avec son esprit critique bien connu, à la discussion qu'il avait toujours soigneusement préparée.

Georges Als a été un grand serviteur de notre Institut et un exemple pour nous tous.

Luxembourg, septembre 2014
André Elvinger

Georges Als

Sa passion de l'escalade et de la montagne

par
Jean-Paul Harpes

Georges est décédé le 7 avril. Depuis quelques mois, il était très affaibli par sa maladie. Mais je ne voulais pas croire qu'il partirait si tôt. Malgré son âge, il avait, il n'y a pas si longtemps, l'air tellement jeune que, malgré moi, je lui attribuais des forces de résistance peu communes. Lorsque -il y a quelques années encore- nous grimpons ensemble aux murs d'escalade d'Arlon, ses gestes n'avaient rien perdu de leur précision et de leur élégance d'autrefois. Il était toujours, à bien des égards, pareil à ce qu'il était il y a une quarantaine d'années, lorsque, à Berdorf, il m'initiait à l'escalade et que j'admirais l'élégance et la facilité avec lesquelles il maîtrisait, entre autres, le Plan Incliné qui m'intimidait à mes débuts.

1. Un souvenir personnel. Escalades avec Georges aux Météora

Je garde un souvenir inoubliable de la sortie que je fis avec lui, et son fidèle guide Mauro Bernardi, il y a près de sept ans, aux Météora, en Thessalie, au nord de la Grèce. L'endroit est impressionnant. Dans un paysage de tours rocheuses que, dans une de ses publications, Georges n'hésita pas à qualifier de « décor dantesque », des monastères sont juchés tout en haut d'impressionnantes parois rocheuses. Leur origine remonte à des ermitages fondés, dès le moyen âge, par des anachorètes qui y recherchaient calme et sécurité. Au vingtième siècle, dans les parois que surplombe, par ci par là, l'un des antiques monastères, des grimpeurs de talent mirent en place des voies d'escalade aussi impressionnantes que le paysage.

Georges aimait beaucoup les Météores où il trouvait réunies tant de choses qu'il admirait : une chaîne de montagnes sauvages, des

parois et des tours rocheuses parfois « dantesques », de splendides voies d'escalade vertigineuses et, dans cet environnement exceptionnel, des témoignages d'une très ancienne culture monastique, passionnante en elle-même. Ajoutons-y un hôtel qu'il connaissait bien et où on le connaissait, la présence d'un guide, qui était un ami, celle de vieilles connaissances, les repas pris, le soir, sur la terrasse dans un climat méridional et dans une atmosphère conviviale.

Aux Météora, nous escaladions avec Mauro -pour ne retenir que quelques-unes des plus belles voies- la Paroi arrière des Météores, la Tour d'Anapafsa, l'Arête sud-est de l'Ambaria, le Dupiani Nordlicht.



Meteora (oct. 2007) : Georges Als et Jean-Paul Harpes grimant l'arête sud-est de l'Ambaria (photo reproduite dans « Ascensions dans les Dolomites », p. 227)

2. Les débuts d'un alpiniste. Le rôle de Georges Als dans la création et dans le développement du Groupe Alpin

Georges Als découvrit les attraites de l'escalade dans les rochers de Freyr lors des études qu'il fit en Belgique.



Freyr, octobre 1959 : Georges gravissant la « Yank »
(photo reproduite dans « Dolomites krytiques », page 8)

Rentré au Luxembourg en 1953, il se lia à un groupe de grimpeurs qui, avant même la création du Gal, étaient à la recherche, au Mullerthal, de rochers qui se prêteraient à l'entraînement alpin. Ces grimpeurs étaient Lambert Dupong, Edouard Faber et Eugène Emringer⁴⁰. Par la suite, d'autres jeunes gens intéressés par l'escalade -dont Georges Als et Julot Faber- se joignirent à eux.

On connaît la suite : Un groupe d'escalade fut mis en place dans le cadre de la Centrale des Auberges de Jeunesse, le Groupe Alpin. En 1956 un cours d'escalade fut organisé dans les Sieweschlöff. A partir du mois de juillet de la même année, ce cours prit un caractère régulier sous la responsabilité de Georges Als et de Julot Faber auxquels se joindra bientôt Fränz Müller.⁴¹

Georges Als sera, de 1955 à 1967, le premier président du Gal. De 1972 à 1974 il assumera un second mandat. A cette date -très largement

⁴⁰ Voir *Groupe Alpin Luxembourgeois (GAL) 1955-1980*, chapitre intitulé 25 ans de Groupe Alpin Luxembourgeois. Les précurseurs, page 7

⁴¹ *Ibidem* pages 8 -9

en raison de l'engagement et de l'enthousiasme de Georges et de Julot- le Gal comptera 165 membres⁴².

*

Dès le début des années 50 et jusqu'à une date très récente -c'est à dire pendant une bonne soixantaine d'années, Georges fit un nombre absolument impressionnant de courses et cela notamment dans les Dolomites et dans les Calanques,

Jusqu'il y a une trentaine d'années il fit aussi des courses à Chamonix, mais, comme il l'indique dans un volume consacré à ses Ascensions dans les Dolomites, il aimait plus particulièrement ce massif, notamment constitué de roches calcaires, « et donc riches en fissures, failles cheminées, tours, « campanili », qui « font, écrit-il, les délices du grimpeur ». D'autre part, il allait apprécier, à un âge plus avancé, les massifs méridionaux (Dolomites et Calanques) où l'acclimatation était rapide, où le facteur altitude ne jouait pas, où les marches d'approche étaient moins longues et, où il disposait de guides qu'il connaissait et qui étaient des amis.

3. Chamonix, Zermatt et Saas Fee

Bien que -dès qu'il en eût fait connaissance lors de quelques expériences concluantes- Georges Als préférât manifestement l'atmosphère des massifs méridionaux, il fit (et les raconte avec plaisir) un certain nombre d'escalades, randonnées à ski et randonnées pédestres à partir de Chamonix, Zermatt et Saas Fee. Il fit, entre autres, l'ascension du Mont Blanc, du Cervin, du Strahlhorn, de l'Allalin, du Rimpfischhorn... Il parcourut aussi, avec plaisir, à ski, la haute route.

Mais les Alpes du Nord n'allaient pas devenir sa destination alpine préférée. Dans l'une des publications qu'il consacre au Dolomites, il note qu'il n'y a plus grimpé dans les Alpes depuis une trentaine d'années et indique, nous le savons, les raisons qui lui firent préférer notamment le Midi français et les Dolomites.

⁴² *Ibidem*, pages 18-19

4. Les Calanques

Des Calanques et des Dolomites Georges écrit que les premières préparent aux secondes. Dans les Calanques et dans la Montagne Sainte Victoire -ce qu'il l'indique dans un article intitulé « Ame de grimpeur » - il parcourut quelque 75 voies (« plus, dit-il, une centaine de répétitions »). Ces voies étaient communément du troisième, quatrième et cinquième degré. Georges ne recherchait pas en soi la difficulté. La pratique de l'escalade s'inscrivait toujours, pour lui, du moins aussi, dans une recherche que je qualifierai d'esthétique : Ce qu'il cherchait et appréciait, je l'ai déjà indiqué, c'était toujours aussi, et peut-être surtout, une nature intacte, dans un ambiente méridional, la beauté d'une roche, la silhouette d'une tour aride sur l'arrière fond d'un massif sauvage, la magnificence d'une vue illimitée sur la mer. A ne pas oublier le plaisir de gestes précis, bien réussis et d'une bonne fatigue.

Dans un document de quinze pages, il énumère la totalité des voies qu'il a parcourues pendant une cinquantaine d'années, de 1960 à 2012, dans les Calanques en indiquant, pour chacune d'entre elles, le degré de difficulté global, la hauteur de la voie, le degré de difficulté des différentes longueurs, le nom de son ou de ses guides. Il indique en gras les voies qu'il a appréciées le plus. En voici quelques-unes. Je les retiens quasiment au hasard, parfois, toutefois, aussi, parce que je les ai aimées moi-même : l'arête de Marseille à la Grande Candelle, la Face Nord des Goudes, le Doigt de Dieu, la voie du Levant, l'arête des Huit Gendarmes.

Il fit par ailleurs aussi, avec autant de plaisir, dans les Calanques, de nombreuses randonnées. D'autre part, il aimait aussi, alterner, souvent, un jour d'escalades et un jour de lecture.



Georges Als grim pant
dans les Calanques en 1968

5. Les Dolomites

Dans les Dolomites, Georges Als fit entre 1957 et 2011 -comme il l'indique dans le volume auquel je me réfère et qui date de 2012- un nombre impressionnant de courses. Il en mentionne 210 qui se répartirent notamment sur les massifs du Sella, du Sassolungo, du Catinaccio et de la Marmolada. Parmi ces voies, il juge que les plus « fantastiques » furent, parmi d'autres, la face nord du Sassolungo, la face sud de la Marmolada, le Spigolo Giallo. Afin de mieux comprendre que Georges considérait ces voies comme étant « fantastiques », il n'y a qu'à regarder les photos qu'il en a prises ou encore les nombreuses vues qu'on peut aisément trouver sur Internet.



Georges Als grim pant
dans les Dolomites vers 80 ans

Parmi les voies qu'il jugea les plus difficiles figurent la voie Comici à la Punta Frida, le Spigola Giallo et la voie Dülfer à la Cima Grande. Il regretta beaucoup de ne pas avoir réussi à gravir la voie Comici à la Cima Grande.

A part des voies que je viens de mentionner, nous pourrions retenir -quelque peu au hasard une fois de plus- l'arête N-E Dibona à la Cima Grande, la via Alvera-Menardi à la Cima Bois, la Via Miriam aux Cinque Torri, la Via Cameron à la Grande Cir, la Via Jacqueline (Als) à la Torre Lietres, ouverte en 2009 par le guide Mauro Bernardi.

Georges Als ne se borna pas toutefois -surtout dans les Dolomites- à l'escalade des voies classiques. Il goûta avec plaisir aux Vie Ferrate dont il parcourut, avec des amis et connaissances, une bonne vingtaine. Il considéra d'ailleurs comme étant difficiles la Tomaselli, la Ferrata de la Marmolada, la Poessnecker.



Dolomites : G. Als dans la via ferrata Monte Albano
près du lac de Garde (août 1994)
(photo reproduite dans « Dolomites krytiques », p. 172)

D'autre part, il fit dans les Dolomites, tant avec sa famille qu'avec des amis et connaissances de nombreuses randonnées aux alentours de la Selva, au Val Gardena, dans la région de Laion, autour du Sassolungo, en traversant le haut plateau du Sella.

6. Sa soif de faire de nouvelles expériences à un âge avancé : le séjour en Sardaigne (avec Mauro Bernardi)

Même à un âge déjà avancé Georges eut toujours soif de nouvelles expériences. En témoignage, notamment, sa sortie en Sardaigne de 2002.

Il décrit ainsi la montagne sarde. La « qualité de son calcaire blanc, moins dur que la Dolomite et plus travaillé par l'érosion, est extraordinaire, supérieure même à ce qu'offrent les Dolomites réputées paradis d'escalade ». Par ailleurs « si l'altitude du Supramonte ne dépasse guère les 1500 mètres, son étendue ainsi que la hauteur et la difficulté de beaucoup de voies en font l'égal d'une aventure montagnarde ».

Georges y escalade entre autres la Punta Carabidda qu'il décrit ainsi : « Le rocher de calcaire blanc est un délice, avec des prises solides... Pas de blocs branlants, point de roches friables. Notre escalade n'est pas seulement sportive, mais encore photographique. A mi-hauteur, c'est l'endroit rêvé... ».

A près de quatre-vingts ans sa capacité de s'enthousiasmer était intacte. Quel bonheur que nous ne soyons pas capables de prévoir ce qui nous attend.

Adieu Georges

III. IN MEMORIAM

ERNEST MÜHLEN
(1926-2014)

Notre confrère, Ernest Mühlen, nous a quittés inopinément le 19 mars 2014 dans sa ville natale où il a vécu, après son retrait de la vie publique pendant les 17 dernières années.

Ernest Mühlen, né le 8 juin 1926 à Ettelbrück, où ses parents tenaient un commerce, a été profondément marqué par la grande crise économique des années trente et les séquelles de la deuxième guerre mondiale.

Les difficultés matérielles de la population ont incité le jeune ettelbrückois à s'intéresser de plus près à la chose économique. Aussi a-t-il décidé, après ses études secondaires, de s'inscrire à l'Institut Supérieur de Commerce de l'Etat à Anvers pour étudier les sciences économiques. Il y a présenté en juin 1950 un mémoire intitulé « Le système monétaire du Grand-Duché de Luxembourg » qui lui a permis d'obtenir le diplôme de licencié en sciences commerciales et financières.

La même année, il a été admis au cours de doctorat de la faculté de Droit de l'Université de Paris où il a défendu le 11 décembre 1951 une dissertation sur le thème « La coordination des investissements dans le cadre du Benelux » qu'il a écrite sous la direction du professeur Maurice Bye. Elle lui a valu le titre de docteur en droit de l'Université de Paris, mention sciences économiques.

Les années passées à Paris ont laissé une impression durable chez Ernest Mühlen. Parmi celles-ci il y a eu la déclaration de 1951 du Ministre français des affaires étrangères de l'époque, Robert Schuman, sur la création d'un plan visant à mettre ensemble la production d'acier et de charbon de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et des pays du Benelux dans le but de préserver la paix en Europe. Ernest Mühlen qui a vécu les horreurs de l'offensive von Rundstedt a accueilli cette idée d'une étape vers une Europe unie avec beaucoup d'enthousiasme et est resté toute sa vie durant un fervent serviteur de la cause européenne.

Aussi n'est-il pas étonnant qu'Ernest Mühlen entre en août 1952 dans le cabinet d'Albert Wehrer, membre luxembourgeois de la Haute Autorité de la Communauté du Charbon et de l'Acier, récemment installée Place de Metz à Luxembourg. Après la fusion des traités de la Communauté

du Charbon et de l'Acier et de celui instituant la Communauté économique européenne, Ernest Mühlen a intégré le Service Information et Presse de cette nouvelle institution pour devenir plus tard le chef du bureau de liaison de la Commission Européenne à la Banque Européenne d'Investissement située à Kirchberg.

Pendant toutes les années où Ernest Mühlen a été au service des institutions européennes, il n'a pas manqué pour autant de prendre une part active dans la vie publique de son pays. En effet, Ernest Mühlen a accompagné le développement de l'économie luxembourgeoise par des analyses approfondies sur des problèmes auxquels le pays était confronté, comme en témoignent ses publications dans l'hebdomadaire *Letzeburger Land* et dans le quotidien le *Luxemburger Wort*. Parmi les livres qu'il a écrits, il convient de rappeler son analyse de 1963 sur « Le marché financier luxembourgeois face à la conversion industrielle ». Notre confrère y a abordé le problème du marché des capitaux dans ses rapports avec les besoins d'investissement de l'économie luxembourgeoise. Pour Ernest Mühlen la structure bancaire du pays, tout en permettant d'alimenter suffisamment les entreprises en crédits à court terme, n'était pas à même d'approvisionner ces mêmes entreprises en capitaux à moyen et à long terme. Par cette publication Ernest Mühlen a provoqué une discussion qui, à terme, a abouti à la création par l'Etat de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement.

La participation active d'Ernest Mühlen aux discussions sur les déficiences structurelles de l'économie luxembourgeoise l'ont amené à la politique. Ainsi Ernest Mühlen a occupé successivement les fonctions de conseiller communal de la Ville de Luxembourg en 1976, de secrétaire d'Etat au Ministère des Finances en 1979, de Ministre de l'Agriculture en 1982, de membre du Parlement Européen en 1984 et de membre de la Chambre des Députés en 1989.

Ernest Mühlen revient à ses premiers amours, à savoir l'économie, lorsque le rideau de fer tombe et que les pays jadis communistes ont été confrontés au défi de convertir leurs économies planifiées vers des économies de marché. Notre confrère s'est donné corps et âme à cette tâche énorme, en quittant en 1991 la Chambre des Députés pour devenir le premier membre luxembourgeois du Conseil d'administration de la nouvelle Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, localisée à Londres et créée pour aider les pays de l'Europe centrale et orientale à surmonter ces défis.

Ses activités scientifiques et notamment ses recherches sur les défis de l'économie luxembourgeoise ont valu à Ernest Mühlen d'être élu en 1978 membre de notre section de l'Institut grand-ducal. Ernest Mühlen a présenté plusieurs communications à la tribune de notre section dont le 24 octobre 1967 « Possibilités et les limites d'une politique des revenus au Luxembourg » et « L'Union douanière dans la théorie économique ». En 1998 il a fait partager ses confrères de son expérience, acquise en tant que membre de la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, par une communication sur « La conversion d'une économie planifiée en économie de marché. Théorie et réalité ».

La bonhomie de notre confrère a caché un peu sa vive intelligence, sa grande discipline, son sens inné d'un travail bien fait et son dévouement pour le pays.

Le décès d'Ernest Mühlen attriste toutes celles et tous ceux qui l'ont approché dans ses multiples fonctions. Aussi les membres de la section des sciences morales et politique de l'Institut grand-ducal, expriment-ils à son épouse et à ses enfants leurs condoléances émues.

Henri Ahlborn
Avril 2014

GUY SCHULLER**1^{er} mars 1956 - 20 août 2014**

Notre confrère Guy Schuller était membre de notre Section depuis 1988. Il nous venait de la filière de Georges Als puisqu'il était entré au service du STATEC en 1978 et y avait fait toute sa carrière, en dernier lieu comme conseiller économique 1^{ère} classe en charge notamment de la section *Etudes, prévisions et recherches* du STATEC.



Il fut membre du conseil d'administration de notre Section pendant de longues années jusqu'au jour où il nous informait, à notre stupéfaction, d'une maladie qui, à ses yeux, lui interdisait toute activité professionnelle et qui, malgré un répit qu'il avait connu grâce à son courage extraordinaire, allait finalement l'emporter.

En tant que membre de notre conseil, Guy a contribué de façon exemplaire à nos travaux. Il fut ainsi à l'origine d'une série de nos conférences sous le titre général *La confiance*, ce qui nous valut, sous sa direction, un ensemble de contributions sur les trois branches de notre Section, recueillies au volume VIII de nos Actes, la première par Guy Schuller lui-même : *Economie et confiance*, ensuite : *La confiance comme problème de la philosophie politique* (par Norbert Campagna), *Droit fiscal et confiance* (par le soussigné), *Confiance et management* (par Henri Entringer), *Confiance et religion* (par Hubert Hausemer) et *Science et confiance* (par Edmond Wagner).

Antérieurement, Guy Schuller s'était déjà signalé par plusieurs conférences à notre tribune : *Les relations économiques extérieures de l'Union Européenne* (1997), *L'économie de très petit espace face à la globalisation* (2000), *Economie et bonheur* (2003) et *La réémergence de la Chine* (2007) que l'on retrouve à nos volumes V, VII et X.

Guy Schuller était un économiste savant autant qu'engagé, notamment sur le plan social. Jean Feyder lui a rendu un hommage vibrant (Luxemburger Wort du 6 octobre 2014) rappelant que la vie de Guy Schuller « s'inspirait de valeurs d'une humanité profonde, de solidarité et d'empathie, mais aussi chrétiennes et spirituelles » dont témoignait son engagement au service de nombreuses organisations, telles que l'Action

Solidarité Tiers Monde (ASTM), où il a aidé à créer la revue *Brennpunkt Drëtt Welt*, l'Association de soutien des travailleurs immigrés (ASTI), Communauté Vie Chrétienne (CVX) au Luxembourg dont il était pendant de longues années et jusqu'à sa mort le président et d'autres œuvres sociales et religieuses. Guy Schuller avait co-animé aussi les colloques tenus au Centre Universitaire dans les années 1990 au sein de la cellule Interdépendance des Sociétés et Interaction des Sciences (Isis). Il avait coédité en 2001 le livre *Endettement, marginalité, pauvreté : Quels financement et refinancement du Tiers-Monde ?*

Après ses études secondaires à l'Athénée et au Lycée de garçons de Luxembourg, Guy Schuller avait fait ses études universitaires à l'Université catholique de Louvain-la-Neuve où il avait obtenu avec distinction le grade de licencié en sciences économiques. Il avait été chargé de cours associé au Centre Universitaire de Luxembourg, à la Faculté de droit, économie, administration de Metz ainsi qu'à la Faculté libre des sciences économiques de Lille.

Guy était, au sein de notre Section, un membre assidu, actif, une source de propositions nouvelles pour nos trois branches de sciences, et un ami fidèle. Nous avons été heureux de voir qu'après une longue absence de maladie, il avait pu reprendre son activité au STATEC et assistait à nouveau avec intérêt et sympathie à nos conférences. Hélas, ce ne fut qu'un répit au terme duquel nous l'avons perdu, le 20 août dernier.

Nous gardons de cet éminent confrère et ami un souvenir ému.

André Elvinger
Décembre 2014

PIERRE JAANS 1936-2015

Notre confrère Pierre Jaans nous a quittés inopinément le 1^{er} février 2015.

Il était devenu membre correspondant, dans la branche Economie, de notre Section de l'Institut en 2013 sur l'invitation de notre conseil d'administration qui avait constaté son intérêt pour nos travaux et sa participation à nos activités. Pierre Jaans nous avait ainsi rejoint à un moment où notre Section décidait d'accueillir comme membres correspondants des personnalités qui avaient marqué notre société luxembourgeoise de façon éminente sur le plan social, économique ou politique.



Au volume XVI de nos Actes, Pierre Jaans a présenté une contribution que nous avons qualifiée de « libre », ouvrant ainsi une nouvelle rubrique dans nos Actes sous la forme de contributions n'ayant pas été exposées et discutées en séance. Le sujet était *L'association monétaire entre le Luxembourg et la Belgique : Rétrospective, bilan et éloge posthume*.

L'intérêt particulier de ce travail résidait dans le fait que le volume précédent des Actes avait contenu le discours de réception du Premier ministre Jean-Claude Juncker comme membre d'honneur de notre Section sous le titre *La gouvernance économique dans la zone euro*, qui était une vibrante défense de l'Euro. L'apologie par Pierre Jaans du défunt régime d'association monétaire entre le Luxembourg et la Belgique montrait que le Directeur général honoraire de l'Institut Monétaire Luxembourgeois ne partageait pas certaines opinions de son ancien ministre de tutelle.

Pierre Jaans nous avait également accompagnés lors de la préparation de notre Table Ronde, tenue en 2014 et publiée au volume XVII de nos Actes sur *Les défis et les perspectives de la place financière de Luxembourg*.

Après l'école primaire au Limpertsberg où ses camarades le décrivent comme espiègle autant que précoce, Pierre Jaans fait ses études secondaires à l'Athénée où il a, entre autres, comme camarades de classe nos confrères futurs philosophes Georges Goedert et Georges Wirtgen.

Avec eux il assure la rédaction du journal étudiantin « Ons Equipe », ce qui, dit Georges Goedert, « nous permettait de nous faire la main et de glisser dans ces pages toujours quelques critiques moqueuses, mais anodines, à l'égard de l'école et de ses professeurs ». C'est la philosophie qui le passionnait déjà à cette époque, préférant la lecture de Hegel à celle de Karl May. Pierre, « Putt » pour ses proches, est resté fidèle à l'Athénée, participant régulièrement au *conveniat* de sa classe, et ses camarades sont tristes de ne plus le voir, cette année, au 60^e anniversaire de leur « examen de première ».

Il aborde ensuite des études littéraires aux Cours Supérieurs de Lettres 1955 – 1956. Georges Goedert le décrit comme suit : « Ce qui frappait chez Pierre, c'était avant tout son intelligence très vive et toujours en éveil. Il ne craignait pas de donner la réplique à nos professeurs de philosophie, ce qui était plutôt exceptionnel dans notre classe. Il pouvait en plus manifester beaucoup d'humour, mais aussi, quand l'occasion s'y prêtait, une ironie quelque peu mordante qui manquait rarement sa cible. Par ailleurs, une grande discrétion le caractérisait quant à sa propre personne. Mais il pouvait aussi faire preuve d'une grande gentillesse, en manifestant une camaraderie sincère. »

Mais Pierre allait changer radicalement d'orientation en se tournant vers l'économie à laquelle il restera fidèle toute sa vie. Ses études universitaires le conduisent à Berlin, Paris et Munich, dont il sort avec le grade *Diplom-Volkswirt*. Il va ensuite, de 1963 à 1972, occuper des fonctions au Département de recherches économiques et statistiques de la Deutsche Bundesbank à Francfort puis, de 1972 à 1974, au Département des affaires fiscales et financières du Secrétariat général de l'OECD à Paris.

Appelé au Luxembourg, il fut nommé Commissaire au contrôle des banques en 1976 et Directeur général de l'Institut monétaire luxembourgeois en 1983, fonction qu'il exerça jusqu'à sa retraite en 1998.

Pierre Jaans avait une haute conception de la fonction publique. Il était réfractaire à tout engagement politique personnel et se montrait réservé voire sévère à l'égard de nos hommes politiques tant luxembourgeois qu'européens. Comme en témoigne son éloge posthume d'un système monétaire tel que celui entre la Belgique et le Luxembourg, qui réunissait des économies nationales proches, il ne se faisait pas d'illusion sur l'Euro. S'il quitta sa haute fonction avant l'âge obligatoire de la retraite, c'était

qu'il était profondément convaincu que l'Euro était une erreur dans la mesure où sa zone comprenait des économies profondément divergentes. La crise de l'Euro, qui perdure, pourrait finir par donner raison à ses thèses, documentées séparément dans le rapport du groupe Delors de mai 1989. Il n'était pas esclave du « politiquement correct », de même qu'il a gardé ses distances intellectuelles vis-à-vis du monde bancaire et appréciait le sarcasme du « banquier anarchiste » de Pessoa.

Pierre Jaans était aussi, en tant que contrôleur et régulateur de la place financière, inquiet devant la dimension que prenait la place financière par rapport à celle de l'économie et des ressources de notre pays.

Les crises économiques et bancaires n'étaient donc pas une surprise pour lui qui dut assumer la gestion de certaines insolvabilités spectaculaires dont il avait hérité, comme celle de l'I.L.T du fameux Cornfeld et, par la suite, celle de la BCCI. Il a dû faire face aux premières attaques contre la place financière qu'il sut traiter avec courage et dignité.

Il avait accepté, après sa retraite, d'assumer des fonctions d'administrateur dans l'un des plus grands organismes de placement collectif où il faisait merveille par son expérience et sa lucidité.

Pierre Jaans était un homme d'une grande culture générale. Familier de figures aussi diverses que les Spiegelman et Serpotta, en passant par Karl Valentin¹, Pierre était un érudit, un esthète en même temps qu'un connaisseur raffiné des domaines les plus divers de la vie. Le choix des lieux de ses nombreux et studieux voyages était marqué par son éclectisme. Son repaire à Garnich, un havre de paix où il s'adonnait à ses lectures, regorgeait de trouvailles d'art et d'antiquités.

Pierre était très attaché à son épouse Jutta qui, depuis les années d'université communes, partageait ses voyages et ses études et qui avait le rare mérite d'avoir rédigé et publié un ouvrage de recherche sur un chapitre presque oublié, mais curieusement proche des sujets de son mari, sous le titre *Banque Nationale du Grand-Duché du Luxembourg 1873 – 1881*.

¹ Spiegelman (1948) : dessinateur américain, fondateur d'une revue d'art graphique ; fils d'un rescapé d'Auschwitz, dont les bandes-dessinées, sous couvert animalier, évoquent l'Holocauste ; Serpotta (1656 – 1732) : sculpteur, auteur des chefs-d'œuvre en stuc des oratoires de Palerme ; Valentin (1852 – 1948) : humoriste allemand, comédien et producteur de films.

Eine Episode in der luxemburgischen Währungsgeschichte (Imprimerie Saint-Paul S.A., Luxembourg, 1981).

Malgré sa discrétion, Pierre Jaans était, pour ses amis, un compagnon agréable, toujours prêt pour une découverte, et avec Jutta, un hôte délicieux.

La Section des sciences morales et politiques de l'Institut Grand-Ducal a perdu un membre correspondant dont elle pouvait attendre qu'il apporte encore une contribution estimable à ses travaux. Elle garde de lui le souvenir d'un confrère savant et d'un homme attachant.

André Elvinger²
Mars 2015

² Je remercie mes confrères Georges Goedert et Alain Georges et le docteur Jean Bisdorff des précisions amicales qu'ils ont bien voulu me donner.

IV. ADMINISTRATION DE LA SECTION

Administration de la Section

Présidents de la Section

Alphonse Huss	1967 – 1978
Carlo Hemmer	1978 – 1983
Edmond Wagner	1983 – 2004
André Elvinger	2004 – 2014
André Prüm	2014 –

Secrétaires Généraux

Georges Als	1998 – 2014
André Elvinger	2014 –

Conseil d'administration de la Section

Prüm André	Président
Elvinger André	Secrétaire général
Kinsch Patrick	Trésorier
Ahlborn Henri	Membre
Harpes Jean-Paul	Membre
Mischo Jean	Membre
Urbé Robert	Membre

V. TABLEAU DES MEMBRES

Tableau des Membres (2015)
(entre parenthèses : année de l'élection)

Membres effectifs

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	ECO	PHILO
AHLBORN Henri (1978) Maréchal de la Cour hon. Tél. : 33 02 85 Fax : 33 09 33 Courriel : henri.ahlbarn@pt.lu	58, rue Belle-Vue L-7214 Bereldange		E	
BAUSCH Julie-Suzanne Professeur GSM : 621 17 34 28 Courriel : julie-suzanne.bausch@education.lu	56, rue des Aubépines L-1145 Luxembourg			P
CAMPAGNA Norbert (1995) Professeur Tél. : 0033/3/82 216 139 Courriel : norbertcampagna@hotmail.com	3, allée des Marronniers F-54560 Serrouville			P
EHRET Jean (2014) Directeur du Centre Jean XXIII Grand Séminaire Professeur de théologie GSM : 621 273 531 Bureau : 43 60 51 327 Courriel : jean.ehret@cathol.lu	25, rue Sigismond L-2537 Luxembourg			P
ELVINGER André (1978) Avocat Tél. : 24 13 90 ou bur. 44 66 440 Fax : 47 15 06 ou bur. 44 40 02 Courriel : andreelvinger@ehp.lu	174, av. de la Faïencerie L-1511 Luxembourg	D		
ELVINGER Marc (1991) Avocat Tél. : 45 24 17 – Fax : 44 22 55 Courriel : marcelvinger@ehp.lu	22, rue des Franciscaines L-1539 Luxembourg	D		
ENTRINGER Henri (1989) Directeur hon. de la C.E. Tél. : 44 51 19	31, rue Albert 1 ^{er} L-1117 Luxembourg		E	
ETIENNE Henri (1985) Directeur hon. de la C.E. Tél. et Fax : 40 57 15 Courriel : hetienne@pt.lu	4, rue P. de Coubertin L-1358 Luxembourg	D		

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	ECO	PHILO
FRIEDEN Luc (1993) Ancien Ministre Tél. : 47 10 55-1 – Fax : 22 59 22 Courriel : lfrieden@chd.lu	23, In der Grof L-5322 Contern	D		
GÉRARD Edmond (1988) Président de chambre à la Cour d'Appel Tél. : 44 28 39 ou bur. 47 59 81 363 Fax : 45 34 12 Courriel : m.e.gerard@pt.lu	24, rue Alphonse Munchen L-2172 Luxembourg	D		
GOEDERT Georges (1985) Professeur hon. à l'Athénée et au C.U. Tél. : 44 48 72 – Fax : 44 43 98 Courriel : geogoe@pt.lu	40, rue Schrobilgen L-2526 Luxembourg			P
GOEDERT Henri (1979) Docteur en droit Tél. : 44 83 86 Courriel : goedejeh@pt.lu	62, rue Charlemagne L-1328 Luxembourg	D		
GRULMS Fernand (2014) Professeur associé Luxembourg School of Finance Tél. : 691 919 710 Courriel : fernandgrulms@gmail.com	2, rue Nic Flener L-8228 Mamer		E	
HARLES Guy (1985) Avocat Tél. : 621 163 043 ou bur. 40 78 78-204 Fax : 40 78 04-641 Courriel : guy.harles@arendt-medernach.com	9, rue J.B. Fresez L-1542 Luxembourg	D (E)		
HARPES Jean-Paul (1968) Professeur hon. au C.U. Tél. : 44 55 57 – Fax : 45 74 01 Courriel : jean-paul.harpes@education.lu	119, Val des Bons Malades L-2121 Kirchberg			P
HAUSEMER Hubert Professeur hon. Tél. et Fax : 51 09 39 Courriel : hubert.hausemer@education.lu	31, rue de Peppange L-3270 Bettembourg			P
HENZIG Luc (2014) Economiste Tél. : 621 30 63 66 Courriel : henzig@pt.lu	11, rue du village L-3311 Abweiler		E	

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	ECO	PHILO
HEUSCHLING Luc (2014) Professeur de droit constitutionnel, Université du Luxembourg Tél. : 277 665 49 Courriel : luc.heuschling@uni.lu	45, rue Théodore Eberhard L-1451 Luxembourg	D		
HOSS Jean (1979) Avocat Tél. : 45 43 30 Bureau : 44 66 440 – Fax : 44 22 55 Courriel : jeanhoss@ehp.lu	4, rue Pierre d'Aspelt L-1142 Luxembourg	D		
KINSCH Patrick (1991) Avocat Tél. : 26 26 73 Fax : 26 26 73 73 Courriel : patrick.kinsch@wka.lu	9, rue Jean Bertels L-1230 Luxembourg	D		
KREMER Paul (1985) Professeur au C.U. Tél. + Fax : 22 90 65 Courriel : p.a.kremer@web.de	12, rue de l'Avenir L-1147 Luxembourg			P
LOESCH Jacques (1979) Avocat Tél. : 44 52 18 ou prof. 26 08-1 Fax : 26 08-88 88 Courriel : jacques.loesch@linklaters.com	9, rue des Foyers L-1537 Luxembourg	D		
MERSCH Yves (2010) Membre du Directoire de la Banque Centrale européenne Tél. : +49 69 1344 7191 Fax : +49 69 1344 7183 Courriel : office.mersch@ecb.europa.eu	Kaiserstr. 29 D-60311 Frankfurt/Main	D	(E)	
MISCHO Jean (2000) Ministre plénipot. hon. Avocat Général hon. à la Cour de Justice Européenne Tél. : 33 98 20 – Fax : 26 33 41 99 Courriel : mischoj@pt.lu	21, rue de la Paix L-7244 Bereldange	D	(Sc. po.)	
MOLITOR Roger (2014) Conseiller d'Etat Tél. : 44 31 20 – Fax : 45 88 30 Courriel : romolito@pt.lu	31, rue Schafsstrachen L-2510 Luxembourg		E	

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	ECO	PHILO
MOUSEL Paul (1985) Avocat, Chargé de cours à l'Université du Luxembourg Tél. : 31 70 76 ou bur. 40 78 78-217 Fax : 40 78 04-667 Courriel : paul.mousel@arendt-medernach.com	13, rue de Dippach L-8055 Bertrange	D		
NEUEN Jacques (1979) Juriste Tél. : 44 52 50 GSM : 691 46 73 05 Fax : 25 41 79 Courriel : jacques@neuen.lu	35, allée Pierre de Mansfeld L-2118 Clausen	D		
PRUM André (2002) Professeur de droit Tél. : 44 72 72 Courriel : andre.prum@uni.lu	41, allée Saint-Hubert L-8138 Bridel	D		
RAVARANI Georges (2002) Président de la Cour administrative Tél. : 43 14 58 ou bur. 42 105-7869 Fax : 42 105-7872 Courriel : georges.ravarani@ja.etat.lu	24, rue Funck-Brentano L-1544 Luxembourg	D		
ROMMES Jean-Jacques Directeur de l'ABBL Tél. : 46 36 60-1 Fax : 46 09 21 Courriel : rommes@abbl.lu	P.O. Box 13 L-2010 Luxembourg	D		
SCHMIT Roger (1988) Professeur Tél. : 72 98 84 Courriel : roger.schmit@education.lu	4, rue des Bénédictins L-6414 Echternach			P
SIWECK Jean-Lou (2006) Lic. en journalisme Tél. : 26 33 06 67 Bureau : 478-8116 Courriel : jean-lou@siweck.com	28, rue Josy Welter L-7256 Walferdange		E	
SPELLER Jules Professeur hon. Tél. : 46 11 74	71, av. Pasteur L-2311 Luxembourg			P

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	Eco	PHILO
SPIELMANN Dean (2002) Juge à la Cour des droits de l'homme Tél. : 00 33-3-88 41 30 54 Fax : 00 33-3-88 41 27 30 Courriel : dean.spielmann@echr.coe.int	2, rue Wimpheling F-67000 Strasbourg	D		
STEICHEN Alain (200 ?) Avocat – Prof. à l'Uni Lux Tél. : 26025-1 – Fax : 26025-999 Courriel : asteichen@bsp.lu	2, rue Peternelchen Immeuble C2 L-2370 Howald	D		
THEIS Robert Professeur émérite à l'Université du Luxembourg Tél. + Fax : 31 63 93 Courriel : robert.theis@education.lu	4, rue de la Liberté L-8020 Strassen			P
THELEN Carlo (2009) Chef Dépt. Econ. Chambre de Commerce Tél. bureau : 42 39 39 - 351 Courriel : carlo.thelen@cc.lu	6, rue Engelhardt L-1464 Luxembourg		E	
THEWES Marc (2014) Avocat Tél. : 22 66 22-1 – Fax : 22 55 66 Courriel : marc.thewes@thewes-reuter.lu	B.P. 55 L-2010 Luxembourg	D		
TRAUSCH Gérard (2000) Professeur hon. Tél. : 22 33 13 Courriel : getra@pt.lu	15, rue Fr. Clément L-1345 Luxembourg		E	
URBÉ Robert (2009) Porte-parole Caritas Luxembourg Tél. : 40 21 31-230 – Fax : 40 21 31-209 Courriel : robert.urbe@caritas.lu	p.a. Caritas 29, rue Michel Welter L-2730 Luxembourg		E	
WAGENER Marco (2006) Conseiller à la Chambre des Salariés Tél. : 621 249 802 Bureau : 27 494 – Fax : 27 494 Courriel : marwag@aol.com	Benediktinerstr. 10 D-54292 Trier		E	
WEBER Raymond (2007) Tél. : 23 69 75 20 GSM : 691 79 75 20 Courriel : rayweber@pt.lu	20, rue Jos Sunnen L-5403 Bech-Kleinmacher			

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	Eco	PHILO
WEITZEL Luc (1993) Référéndaire Cour Justice C.E. Tél. : 22 30 35 ou prof. 43 03 22 53 Fax : 46 30 41 ou prof. 43 03 31 82 Courriel : weitzell@pt.lu	36, rue J.B. Fresez L-1542 Luxembourg	D		
WIRTGEN Georges (1979) Dir. hon. de l'ISERP Vice-Prés. de la Section de linguistique Tél. : 22 85 36 – Fax : 22 21 39 Courriel : georges.wirtgen@ci.rech.lu	14, rue Soupert L-2541 Luxembourg			P
WIWENES Georges (2002) Premier avocat général Tél. : 47 59 81-331	62, avenue du Bois L-1250 Luxembourg	D		
WURTH Michel (1985) Dirigeant d'entreprise Tél. : 47 11 41 ou bur. 4792-2166 Fax : 4792-2695 Courriel : wurth@pt.lu michel.wurth@arcelormittal.com	43, rue d'Itzig L-5231 Sandweiler			E
ZAHLEN Paul (2014) Conseiller économique au STATEC Tél. : 42 20 87 Bureau : 2478 4384 Courriel : paul.zahlen@gmail.com ou paul.zahlen@statec.etat.lu			E	

Membres agrégés

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	ECO	PHILO
OMES Elisabeth (2014) Avocat à la Cour Tél. : 44 66 44 0 Courriel : elisabethomes@ehp.lu	2, Place Winston Churchill L-1340 Luxembourg	D		
PUTZ Jean (2014) Magistrat GSM : 621 30 45 46 Courriel : putz@jeanluc.lu	34, rue N.S. Pierret L-2335 Luxembourg	D		

Membres correspondants

GEORGES Alain (2013) Juriste	72A, rue des Eglantiers L-1457 Luxembourg Tél. : 26 44 10 01 Courriel : ageorges@pt.lu
GREISCH Jean, Abbé (1988) Prof. émérite à la Faculté de Philosophie Institut Catholique de Paris Chaire Guardini de philosophie de la religion Université Humboldt Berlin	Unter den Linden 6 D-10099 Berlin Tél. : 0049 030 2093 2946 Fax : 0049 030 2093 2107 Courriel : Greisch@wanadoo.fr
HAMILIUS Jean (2013) Ancien Ministre	10, Eicherfeld L-1462 Luxembourg Tél. : 43 21 19 Fax : 42 63 65 Courriel : jeha@pt.lu
HELLMANN Rainer (1968) Dr rer. pol., journaliste et économiste	61, avenue Baron d'Huart B-1150 Bruxelles Tél. : 00322-7790922 Fax : 00322-7632924 Courriel : Rainer.Hellmann@brutele.be
LALIVE d'EPINAY Pierre (1990) Professeur hon. à la Faculté de Droit de Genève Etude : Lalive Avocats Dom : 13, rue des Sources CH-1205 Genève	35, rue de la Mairie CH-1211 Genève 6 Tél. : 0041-22-319 87 00 Fax : 0041-22-319 87 60 Courriel : info@lalive.ch
SITTER-LIVER Beat (1998) Prof. Dr Dr h.c. (Lausanne) Université de Fribourg Dép. de philosophie	Altenbergstraße, 98 CH-3013 Bern Tél. : 0041-31-3313243 Fax : 0041-31-3313241 Courriel : beat@sitter-liver.ch
TOMUSCHAT Christian (1985) Prof. Dr., Humboldt-Universität, Berlin Juristische Fakultät Dr h.c. (Univ. Zurich 2004)	Odilostrasse 25A D-13467 Berlin Tél. : 0049-30-405 414 86 Fax : 00 49-30-405 414 88 Courriel : Chris.Tomuschat@gmx.de
VAX Louis (1985) Professeur émérite à l'Université de Nancy	1, rue du Pressoir F-54850 Méréville Tél. : 0033-3-83 47 28 31

WALINE Jean (1985)	4, avenue de l'Europe
Professeur émé. à la Faculté de Droit	F-67000 Strasbourg Cedex
Université R. Schuman, Strasbourg	Tél. : 0033-3-88 35 39 79
Président de l'Institut Int. des Droits de l'Homme – René Cassin	Fax : 0033-3-88 25 18 33
	Courriel : jean.waline@laposte.net
WELCH Cyril (2012)	Tél. : 36 05 82
Prof. hon. à la Mount Alison Univ. Canada	Courriel : c.welch@mta.ca
ZIGRAND Jean-Pierre (2014)	Tél. bureau : 0044 20-78523543
Professeur	GSM : 0044 7960589815
	Courriel : j.p.zigrand@lse.ac.uk

Membres d'honneur

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DRIT ECO PHILO
FLESCH Colette (1979) Bourgmestre hon. de Luxembourg Anc. Vice-Prés. du Gouvernement	11A, bd Prince Henri L-1724 Luxembourg Tél. : 47 39 10 – Fax : 46 39 15 Courriel : coflesch@pt.lu	E
JUNCKER Jean-Claude Président de la Commission européenne Commission européenne	Rue de la Loi / Wetstraat 200 B-1049 Bruxelles Courriel : President.Juncker@ec.europa.eu	
LESOURNE Jacques (1988) Professeur hon. au Conservatoire National des Arts & Métiers Dépt. Économie et Gestion	52, rue de Vaugirard F-75006 Paris Tél. : 0033-1-43 25 66 05 Fax : 0033-1-56 24 47 98	E
MART Marcel (2009) Ancien Ministre Ancien président de la Cour des Comptes Européennes Maréchal de la Cour hon.	9, rue des Champs L-1323 Luxembourg Tél. : 49 51 21 GSM : 621 15 61 21 Fax : 40 92 11 Courriel : limart@pt.lu	
SANTER Jacques (2009) Ministre d'Etat hon. Ancien président de la Commission Européenne	33, boulevard Roosevelt L-2450 Luxembourg Tél. : 2478-8155 Fax : 2643-0999 Courriel : jacques.santer@me.etat.lu	

*Membres décédés (année du décès)**Membres effectifs*

ALS Georges (2014)	RASQUIN Gérard (2012)
ARENDT Ernest (2003)	RAU Fernand (1994)
DELVAUX Bernard (1972)	RIES Adrien (1991)
FABER Georges (1993)	SCHAACK Robert (2010)
HEIDERSCHIED Robert (1996)	SCHABER Gaston (2010)
HEMMER Carlo (1988)	SCHILTZ Louis (2006)
HIPPERT Paul (2010)	SCHROEDER Paul (1999)
HUSS Alphonse (1993)	SCHULLER Guy (2014)
KAUFFMAN Joseph (1988)	SCHWALL-LACROIX Annette (2013)
KAYSER Armand	SIMON Armand (1996)
KONZ Fred (1980)	STOFFELS Jules (2012)
LIESCH Léon (1985)	THIRY Roger (2000)
MAUL Roger (1987)	WAGNER Edmond (2004)
MORES Edouard (2008)	WEBER Paul (Abbé) (1988)
MUHLEN Ernest (2014)	WEITZEL Albert (2010)
OLINGER Jean (1999)	WURTH Marcel (1972)
PESCATORE Pierre (2010)	ZAHLEN Jean-Pierre (1986)
PRUSSEN Jules (1975)	

Membres correspondants

CALOT Gérard, Directeur hon. de l'INED (2001)
 JAANS Pierre, Economiste, ancien Directeur Général
 de l'Institut Monétaire Luxembourgeois (2015)
 MERGEN Armand, Prof. hon. de criminologie (1999)
 THOLL Gérard, Dozent, Bonn

Membres d'honneur

ANDERS Jérôme (1983)	MAJERUS Pierre (1998)
BECH Joseph (1975)	MULLER Jean-Pierre (Rév.-P.)
BIERMANN Pierre (1981)	RECKINGER Marcel
BIEVER Tony (1990)	REDING Marcel (1993)
BONN Alex (2008)	RODENBOURG Eugène (1975)
CALMES Albert (1967)	SAUVEPLANNE Jean Georges

FOOG Joseph (1998)	SCHAUS Lambert (1975)
FREDERICQ Louis (Baron) (1981)	SOLUS Henri (1981)
GANSCHOF von der MEERSCH Walter (1993)	VERLOREN VAN THEMAAT Pieter (2004)
GOERENS François (1992)	WAGNER Camille
HAMMES Ch.-Léon (1967)	WEBER Paul (1975)
KRIEPS Robert (1991)	WEHRER Albert (1967)
JESCHEK Hans-Heirich (2009)	WELTER Félix (1991)
LEGROS Robert (mai 2004)	WERNER Pierre (2002)
LEVASSEUR Georges (2003)	WILWERTZ Paul (1979)
LOESCH Alfred (1982)	

VI. SYSTÈME DES PUBLICATIONS

1967-2015

- A. Actes de la Section (annuels)
- B. Cahiers (N° 1-13)
- C. Ouvrages spéciaux
- D. Communications individuelles
- E. Conférences publiques
- F. Éloges funèbres

Les publications peuvent être commandées par courriel envoyé à smp-secret@igd.lu

Le système des publications Présentation

La Section publie essentiellement le résultat de ses travaux, c'est-à-dire les conférences ou « communications » présentées et discutées lors de ses réunions internes, exceptionnellement des conférences publiques, ou encore des ouvrages spéciaux préparés par ses membres.

Les communications font l'objet de volumes, annuels depuis 2000, appelés « **Actes** ». Entre 1979 et 1999 on avait jugé plus expédient de publier les communications individuelles, système auquel on a par la suite renoncé, en raison de l'accumulation d'un grand nombre de fascicules peu maniables et de leur publication souvent tardive ! Pour combler le « trou » de vingt ans il a été décidé en 2005 de réunir les communications de cette période en trois volumes s'intercalant entre les volumes III et IV des Actes et pour cela appelés IIIA, IIIB et IIIC ; ces volumes n'ont pu être édités qu'à un faible tirage, pour des raisons de coût. Dans ces trois volumes (comme d'ailleurs dans les autres volumes ainsi que dans les « Cahiers »), les communications ont été présentées selon l'ordre alphabétique des auteurs, la date de la communication étant toutefois indiquée entre parenthèses. On pourrait se demander pourquoi les Actes de la période 1979-1997 tiennent en seulement trois volumes. La réponse est triple. D'abord ces trois volumes contiennent chacun 11 communications alors que les volumes suivants n'en contiennent en moyenne que 7. En outre, cette période a vu publier 10 « Cahiers ».

Les Actes ne réunissent toutefois pas l'intégralité des travaux. La série des « **Cahiers** » groupe des communications de plusieurs auteurs sur un même thème, comme p.ex. le suicide, la réforme de la constitution, la liberté de la presse, l'union monétaire, l'euthanasie, etc.

Une troisième série comprend les « **Ouvrages spéciaux** », l'un contenant les œuvres complètes de Jules Prussen, l'autre l'ensemble des communications faites par Edmond Wagner à notre tribune. Ces ouvrages comportent également deux ouvrages de Henri Entringer édités par la Section. Prochainement, dans le cadre d'un hommage à Georges Als, une brochure comprendra l'ensemble des communications faites par Georges Als y compris des « Essais » qui n'avaient pas été inclus dans les Actes.

Récemment, le conseil d'administration de la Section a décidé de proposer à nos membres la remise de communications individuelles sur des sujets qui intéressent notre Section dans l'une ou l'autre de ses trois branches, publications qui pourront soit paraître dans nos Actes, soit séparément, auquel cas elle rejoindrait, mais individuellement, la liste de nos Cahiers.

Enfin, pour faciliter les recherches, il a paru utile de reproduire la liste des **quelque 250 communications** selon l'ordre alphabétique des auteurs.

A. Actes de la section

Les Actes, qui paraissent chaque année en avril, reproduisent les textes des communications présentées.

Actes : Vol. I 1968-69 128 p.

Séance académique du 24 octobre 1967

Als G. : Fondements juridiques de la statistique (12.3.1968)

Bonn A. : Considérations sur la fonction législative du Conseil d'Etat (10.12.1968)

Muhlen E. : Possibilités et limites d'une politique des revenus (29.3.1968)

Muhlen E. : L'Union douanière dans la théorie économique (16.7.1968)

Pescatore P. : La protection des droits de l'homme dans l'intégration européenne (29.10.1968)

publié dans « Cahiers de droit européen »

Prussen J. : Fatalisme et logique (25.11.1968)

Actes : Vol. II 1971-73 186 p.

Avortement : v. Cahier N°1

Journées du 12.4 et 3.5.1972

Arendt E. : Origine et portée de l'art. 23 al. 4 de la Constitution (réforme des études supérieures) (15.3.1973)

Calmes C. : Fondement historique de l'art. 23 al. 4 (*id.*)

Elvinger A. : Obligation convertible et emprunt subordonné (27.2.1973)

Kauffman J. : Les données actuelles de la politique fiscale (23.3.1971)

Schaack R. : Réflexions sur la politique sociale (15.11.1971)

Stoffels J. : Régulation de la population et démographie (10.7.1972)

Actes : Vol. III 1974-77 paru en 1979 274 p.

Le suicide : v. Cahier N°2

Journées du 2.6 - 20.11 et 2.12.1975

Als G. : Evolution économique et chômage intellectuel (24.4.1974)

Als G. : L.-A. Quételet, savant universel et père de la statistique moderne (27.12.1974)

Als G. : Adam Smith, père de l'économie politique (4.6.1976)

Hemmer C. : Economie et écologie (27.1.1976)

Goedert G. : Nietzsche – son aspiration à un idéal surhumain (16.5.1977)

Harpes J.P. : A l'occasion du 250^e anniversaire de la naissance de Kant (6.11.1974)

- Harpes J.P. : Adam Smith philosophe : Sympathie et éthique (4.6.1976)
 Kunitzky N. : Indexation des revenus : système généralisé
 ou mesure d'urgence ? (3.12.1976)
 Peccei A. : Quels horizons pour l'humanité ? Les alternatives
 du futur selon le Club de Rome (4.2.1977)
 Stoffels J. : Economie énergétique et intégration européenne (24.2.1976)

Actes : Vol. IIIA 1978-1984 (1^{er} sem.) (édité en 2005)

Table alphabétique des auteurs (*date de la communication*)

- Batiffol H. : La jurisprudence, source de droit (16.5.1979)
 Biermann P. : Nagakal : Schlangentab und Schlangenzauber
 (22.5.1980)
 Elvinger A. : Tendances actuelles du droit de la concurrence
 (15.10.1979)
 Harpes J.-P. : Wittgenstein : Philosophie et langage (8.12.1978)
 Heiderscheid A. : Particularités de la presse luxembourgeoise
 (7.7.1978)
 Huss A. : Louis Marchand, écrivain luxembourgeois polyvalent
 (1983)
 Kremer P. : La conception du langage d'après Foucault (8.4.1981)
 Kremer P. : Hegels Kritik der moralischen Weltanschauung
 (25.10.1983)
 Ries A. : Le Zollverein à rebours ? (12.5.1979)
 Stoffels J. : La mutation nécessaire des PME luxembourgeoises
 (20.3.1984)
 Wagner N. : L'évolution du droit de la responsabilité civile
 (1.12.1980)

Actes : Vol. IIIB 1985 (2^e sem.) -1990 (1^{er} sem.) (2005)

Table alphabétique des auteurs (*date de la communication*)

- Ahlborn H. : Luxembourg – Ses défis en l'an 2000 (25.1.1988)
 Arendt E. : Aspects nouveaux de la responsabilité de la puissance
 publique (6.11.1989)
 Goedert G. : Schopenhauers Willensmetaphysik und Mitleidsethik
 (24.10.1988)
 Harpes J.-P. : La méthode dialectique de Marx à l'époque de la genèse
 du « Capital » (4.12.1984)
 Hausemer H. : La philosophie personnaliste de Karol Wojtyla (3.6.1985)

- Hausemer H. : Qu'est-ce qu'une personne ? La contribution du person-
 nalisme d'Emmanuel Mounier (1905-1950) (14.5.1990)
 Kremer P. : Das gute Gewissen und das Böse (22.10.1984)
 Lesourne J. : L'économie européenne dans un monde d'incertitudes
 (9.3.1988)
 Ries A. : L'agriculture lux. à l'ore du XXI^e siècle (30.6.1986)
 Ries A. : J'ai prié pour vous à Compostelle (1988)
 Stoffels J. : Approvisionnement énergétique de l'Europe
 et coopération est-ouest (7.7.1986)
 Thill A. : La lutte contre la pauvreté (21.11.1988)

Actes : Vol. IIIC 1990 (2^e sem.) - 1997 (2005)

- Berlinger R. : Der Traum des Sokrates (28.6.1990)
 Campagna N. : Darf ein liberaler Staat die Pornographie
 verbieten ? (23.10.1995)
 Campagna N. : Démocratie, libéralisme et république (16.1.1997)
 Elvinger A. : Le secret professionnel dans l'actualité (24.10.1990)
 Entringer H. : Présence de ressortissants luxembourgeois
 à la Commission européenne (1994)
 Harpes J.-P. : Il faudra, tout de même, une université
 à Luxembourg (20.1.1992)
 Kremer P. : Seelenwanderung und Ich-Analyse (10.5.1996)
 Neuen J. : Mediapolis ou Themis au pays des merveilles (16.1.1991)
 Olinger J. : Réflexions à propos des dépenses fiscales (11.6.1991)
 Ries A. : Mobilité – Staatsbeamtestaat – Eis Sprooch(en)
 (14.11.1990)

Actes : Vol. IV 1998-99 264 p.

- Als G. : Dans l'intimité de Brigitte Bardot (17.3.1998)
 Campagna N. : Montesquieu, le libéralisme et la religion (5.5.1998)
 Campagna N. : Justice et parité (3.3.1999)
 Kremer P. : Hello Dolly (à propos du clonage) (30.11.1998)
 Sitter-Liver B. : « Würde der Kreatur » – Ein Grenzbegriff (15.6.1998)
 Stoffels J. : Le social, entrave au progrès économique ? (24.3.1999)
 Wagner E. : Science et responsabilité (1.10.1998)
 Wagner E. : Problèmes éthiques du clonage (30.11.1998)

Actes : Vol.V 2000 296 p.

- Campagna N. : Les limites morales de la souveraineté nationale
 Goedert G. : Nietzsche, philosophe « inactuel »

- Pescatore P. : Lecture critique de l'encyclique « Fides et Ratio »
 Schuller G. : L'économie de très petit espace face à la globalisation
 Vax L. : Les daimons de Ronsard et les diables de Bodin

Actes : Vol. VI 2002 264 p.

- Als G. : Le duel Churchill-Hitler en été 1940
 Bauler A. : **Souveraineté nationale** et développement économique :
 le cas du Luxembourg
 Campagna N. : *Defensor iuris* : Der Jurist Carl Schmitt und der Krieg
 Campagna N. : La **société libérale** et **Léviathan**
 Tausch G. : Développement socio-économique du Luxembourg
 et structures scolaires
 Tausch G. : La **triple ouverture** économique, démographique
 et **socioculturelle** du Luxembourg
 Tausch G. : L'immigration au Luxembourg : quelques réflexions

Actes : Vol. VII 2003 308 p.

- Garapon A. : La justice pénale internationale
 Pescatore P. : La philosophie du droit au tournant du millénaire
 Schuller G. : Economie et bonheur
 Tausch G. : Les 400 ans de l'Athénée de Luxembourg

Actes : Vol. VIII 2004 340 p.

- Campagna N. : La confiance comme problème de la philosophie
 politique
 Elvinger A. : Droit fiscal et confiance
 Entringer H. : Confiance et management
 Goedert H. : La chute du gouvernement de la Fontaine
 en novembre 1848
 Hausemer H. : Confiance et religion
 Schuller G. : Economie et confiance
 Tausch G. : Démographie, famille, société et confiance
 au Luxembourg
 Wagner E. : Science et confiance

Actes : Vol. IX 2005 360 p.

- Campagna N. : **Immanuel Kant** et la morale sexuelle (26.10.2004)
 Elvinger A. : **Le Juge à l'école** ou : *Der Richter und sein D(H)enker*
 (28.9.2004)

Annexes : Le débat dans la presse
 Interventions des membres

- Greisch J. : « Horrorreligiosus » : l'âpre goût de l'absolu et le problème
 de la tolérance (14.12.2004)
 Mischo J. : Le projet d'une Constitution pour l'Europe (1.2.2005)
 Pescatore P. : La séparation des pouvoirs et l'office du juge,
 de Montesquieu à Portalis (23.11.2004)
 Speller J. : Pour comprendre le procès de Galilée (1633) (17.2.2004)
 Tausch G. : Création d'une fonction publique moderne
 au Luxembourg (15.3.2005)

Actes : Vol. X 2007 314 p.

- Als G. : La révolution sexuelle et ses problèmes
 Où va la Sibérie ?
 Harpes J.-P. : Les comités d'éthique : Fonctionnement et objet
 Hausemer H. : Teilhard de Chardin : Foi et Science
 Kremer P. : La fin de l'homme
 Mischo J. : Les paramètres d'une solution du conflit
 israélo-palestinien
 Schuller G. : La réémergence de la Chine
 Tarrach R. : En attendant Belval
 Entringer H. : L'Université du Luxembourg : Analyse critique

Actes : Vol. XI 2008 354 p.

- Campagna N. : D'un prétendu droit du coupable à la sanction pénale
 Hausemer H. : Athéisme et problème du mal
 Ravarani G. : Quel(s) juge(s) voulons-nous ?
 Sitter Liver B. : Albert Schweitzer : Bioethik im Rahmen
 einer umfassenden Seinsethik
 Steichen A. : La légitimité des droits de succession
 Steiwer J. : La démocratie en question
 Wagener M. : La fin du travail
 Weber R. : La coopération au développement : enjeux, perspectives
 et politiques

Actes : Vol. XII 2009 296 p.

- Eeckhout C. : La Bible et l'archéologie
 Elvinger M. : De la difficulté à amener ceux qui font les lois
 à les respecter
 Frieden L. : Le rôle de l'Etat luxembourgeois au XXI^e siècle

- Kinsch P. : Probabilité et certitude dans la preuve en justice
 Theis R. : Religion im Denken der deutschen Aufklärung
Colloque : Soins Palliatifs & euthanasie cf infra Cahier N°13a

Actes : Vol. XIII 2010 460 p.

- Eeckhout C. : Les textes de Qumrân au bord de la Mer Morte
 Loesch J. : Quels avocats avons-nous ?
 Mischo J. : La candidature de la Turquie et la question des limites de l'Union Européenne
 Prum A. et Ergec R. : La liberté académique et ses problèmes
 Rommes J.-J. : Finance et éthique
 Siweck J.-L. : Le défi énergétique vu du Luxembourg
 Spielmann D. : La Cour européenne des droits de l'Homme et la marge d'appréciation nationale

Table ronde : Population luxembourgeoise, nationalité, intégration, langue cf infra Cahier N°14

Actes : Vol. XIV 2011 384 p.

- Campagna N. : L'éthique de la sexualité à la recherche de son principe
 Feyder N. : L'intervention des N.U. au Congo
 Cloos J. : Y a-t-il une gouvernance européenne ?
 Goedert G. : Schopenhauer : Vorstufen der Willensverneinung
 Hausemer H. : Lessings Ringparabel aus Nathan der Weise : ein praktikables Modell für den Religionsfrieden ?

Table ronde : Révision de la constitution : où en sommes-nous ? cf infra Cahier N°15

Actes : Vol. XV 2012 336 p.

- Bausch J.-S. : Zeitgemässe/unzeitgemässe Betrachtungen – réflexions sur Nietzsche et notre époque
 Campagna N. : L'Islam, les Lumières et la démocratie
 Elvinger A. : Le triomphe du droit et des droits fondamentaux : l'affaire KB
 Harpes J.-P. : L'anthropologie structurale de Claude Lévi-Strauss
 Juncker J.-C. : La gouvernance économique dans la zone Euro
 Thelen C. : Recherche et innovation – un état des lieux

Actes : Vol. XVI 2013 328 p.

- Als G. : Sacrifier l'avenir pour préserver le présent ?
 Les impasses des finances publiques
 Elsen Ch. : Les accords de Schengen : Bilan et perspectives
 Elvinger A. : Historique et évolution du droit d'auteur au Luxembourg, avec application aux travaux de l'Institut
 Hollerich J.-C.
 Mgr : Le Japon : une expérience vécue
 Jaans P. : L'association monétaire entre le Luxembourg et la Belgique (Contribution libre)
 Prum A. : Les ambitions et défis de la faculté de droit, d'économie et de finance
 Tarrach R. : Une université haut de gamme au Luxembourg : écueils, défis, stratégies

Actes : Vol. XVII 2014 368 p.

- Neuen J. : Le Rire et le Droit / Le Droit et le Rire
 Welch C. : What counts as evidence ?
 Ehret J. : Comment et à quel prix est-il possible de « dire vrai » pour un chrétien ?, « Je suis le chemin, la vérité et la vie » (Jn 14,6)

Table Ronde : La place financière de Luxembourg – défis et perspectives

Actes : Vol. XVIII 2015 250 p.

- Mersch Y. : Architecture institutionnelle de la zone euro : lacunes, réformes et défis
 Molitor R. : Quelques réflexions sur la politique fiscale du Luxembourg. Les possibilités et les limites de cette politique dans le contexte économique, financier et social actuel
 Zigrand J.-P. : Cinquante Nuances de Risque Systémique

B. Cahiers (ordre chronologique)

Les « Cahiers » rassemblent les communications de plusieurs membres sur un même sujet. Dans chaque Cahier les communications ont été présentées dans l'ordre alphabétique des auteurs, pour la facilité des recherches.

N° 1 La libéralisation de l'avortement

1973

Tiré à part du vol. II (pp. 45-108)

Heiderscheid A. : Doctrine de l'Eglise et réflexions sociologiques

Liesch L. : Législation comparée

Prussen J. : L'avortement est-il immoral ?

Dr Pundel P. : L'aspect médical

Pescatore P. : Notes de réflexion sur le problème de la « libéralisation »

Débat : Abbé P. Weber – E. Arendt – A. Heiderscheid – E. Muhlen – L. Liesch

N° 2 Le suicide

1979

Tiré à part du vol. III (pp. 55-135)

Huss A. (président) : Paroles introductives

Als G. : Le suicide au Luxembourg. Analyse statistique

Konz F. : Le suicide dans le droit et la pratique des assurances

Dr Muller G. : Suicides et tentatives de suicide

Wagner E. : Recherche d'une définition.
Aspects philosophiques et moraux

N° 3 Les étrangers et leur insertion à la collectivité luxbg. (116 p.) 1980

Als G. : Les étrangers au Luxembourg : aspects économiques et démographiques

Kunitzki N. : Les étrangers et leur intégration au corps social

Olinger J. : Le statut fiscal des étrangers

Ries A. : Les étrangers dans l'agriculture luxembourgeoise

Ruppert Ch. : Sécurité sociale des travailleurs migrants

Wirtgen G. : Performances scolaires des élèves étrangers et luxembourgeois

Hemmer C. : Conclusions
(président)

N° 4 Presse écrite et télécommunications (134 p.)

1983

Hemmer C. (président) : Introduction

Heiderscheid A. : L'imprimerie, la presse et l'électronique

Neuen J. : L'évolution de la radiodiffusion au Luxembourg

Ries A. : L'économie de la presse écrite au Luxembourg

N° 5 La liberté de la presse dans la loi luxembourgeoise (180 p.) 1985

Bonn A. : L'abus de la liberté de la presse

Heiderscheid A. : Considérations historiques sur la loi actuelle

Hemmer C. : La notion de la liberté de la presse

Huss A. : Observations particulières sur la chronique judiciaire

Kunitzki N. : Problèmes, insuffisances, perspectives d'avenir

Liesch L. : Liberté d'expression et droits de l'homme

Mergen A. : Les aspects criminologiques du problème

Ries A. : Un journaliste a-t-il le droit d'inventer des nouvelles ?

Thiry R. : Problèmes de la responsabilité et des prescriptions

N° 6 Enseignement public et éducation morale (92 p.)

1987

Wagner E. (président) : Introduction

Flesch C. : L'article 48 de la loi du 10 mai 1968

Hausemer H. : Pour une éducation morale à l'école publique

Kremer P. et

Schneider J.-Cl. : Pour une éducation morale autonome à l'école

Stoffels J. : L'enseignement économique et la morale du bien

Thiry R. : L'enseignement moral et les objections qu'il peut rencontrer

Vax L. : Pour la neutralité de l'enseignement à l'égard des problèmes de morale

Wagner E. : L'éducation de l'homme, personne morale

Weber P. (abbé) : Le droit des parents et l'obligation de l'Etat concernant une formation morale dans les écoles publiques

N° 7 Commémoration Descartes (40 p.)

1988

- Kremer P. : Adieu René !
 Harpes J.-P. : ... et pourtant
 Wagner E. : Connaissance et évidence

N° 8 Réflexions sur la réforme de la constitution (132 p.)

1988

- Arendt E. : Le clair-obscur de l'art. 50 de la constitution
 Arendt E. : Origine et portée de l'art. 23 al.4
 de la constitution
 Bonn A. : Faut-il procéder à une réforme globale
 de la constitution ?
 Elvinger A. : La constitution et le droit au juge impartial
 Hemmer C. : Intervention sur la communication de M. Huss
 Huss A. : L'accentuation des dispositions visant
 le referendum
 Kauffmann J. : Observations sur les communications
 de MM. Elvinger, Pescatore et Thiry
 Ries A. : Enseignements à tirer de certaines constitutions
 étrangères
 Thiry R. : Droit de grève et liberté de travailler
 Waline J. : Le contrôle juridictionnel de
 la constitutionnalité des lois
 Weitzel A. : La constitution et les droits fondamentaux

N° 9 Le marché unique de 1993 et ses répercussions sur le Luxembourg
 Volume I (100 p.)

1989

- Wagner E. (président) : Introduction
 Braun F. : Le grand marché de 1992 au service du dév.
 écon. de l'Europe
 Cloos J. : Den eur. Eenheidsmaatw. de Ministerrot
 e gesait
 Etienne H. : Propriété industrielle et intellectuelle dans
 le marché unique
 Goergen R. : L'action de la Communauté en matière fiscale
 Schaack R. : Considérations sur la dimension sociale de
 l'Acte unique
 Stoffels J. : L'approv. énergétique au sein du marché unique
 européen

Volume II (66 p.)

1990

- Etienne H. : Le marché unique et la fiscalité
 Mousel P. et Harles G. : La physionomie du droit lux. dans un marché
 unique
 Ries A. : 1992 oder 1991 ?
 Stoffels J. : Harmonisation de la fiscalité indirecte

N° 10 Mobilité et flexibilité dans l'économie lux. (40 p.)

1992

- Wagner E. (président) : Introduction
 Heiderscheid A. : Un cas précis : L'Imprimerie Saint-Paul
 Neuen J. : Le secteur audiovisuel (case study)
 Stoffels J. : Observations théoriques et pratiques concernant
 la mobilité et la flexibilité des systèmes
 économiques

N° 11 Le traité de Maastricht et la constitution (57 p.)

1993

- Wagner E. (président) : Introduction
 Document de travail de Me E. Arendt
 Observations de MM. A. Bonn, L. Frieden et de Mme C. Flesch
 Etienne H. : Le contrôle de la constitutionnalité des lois
 au Luxembourg
 Schaack R. : id.

N° 12 La problématique de l'Union monétaire européenne
 (136 p.)

1997

- Wagner E. (président) : Introduction
 Als G. : L'union économique et monétaire
 Etienne H. : Monnaie commune et souveraineté nationale
 Flesch C. : La monnaie unique dans l'opinion publique
 Hippert P. : L'entreprise face à l'union monétaire
 Mersch Y. : Le point de vue gouvernemental sur
 l'union monétaire
 Schoder J.-P. : Le Lux. peut-il adhérer à l'U.M. en l'absence
 de la Belgique ?
 Stoffels J. : Monnaie neutre ou monnaie active ?
 VerLoren
 van Themaat P. : L'union monétaire dans la perspective
 d'une structure institutionnelle néoclassique
 Werner P. : Les perplexités institutionnelles de
 l'union européenne
 Weyland J. : Le débat sur l'UEM

N° 13 Faut-il dépénaliser l'euthanasie ? (82 p.)**2007**

Rapports d'experts sur la situation légale en Allemagne, Belgique, France et aux Pays-Bas et textes législatifs

N° 13a Colloque : Euthanasie et soins palliatifs (91 p.)**2009**

in : Actes Volume XII

- Harpes J-P. : Euthanasie et soins palliatifs
Une tentative de synthèse critique des communications et des débats
- Campagna N. : Alice au pays des confusions
Quelques clarifications concernant l'euthanasie
- Thill B. (Dr) : Les soins palliatifs et la malade en fin de vie
- Hausemer H. : Soins palliatifs et fin de vie
Cinq thèses philosophiques
- Etienne H. : Euthanasie et sédation terminale
- Kremer P. : L'autonomie de l'homme et l'euthanasie
- Kinsch P. : Soins palliatifs et euthanasie :
Approche juridique

Discussion

- Als G. : Euthanasie et soins palliatifs : quelques interrogations à propos du débat moral en cours

N° 14 Table ronde : Population luxembourgeoise : nationalité, intégration, langue (126 p.)**2010**

in : Actes Volume XIII

- Thelen C. : Aspects économiques : une société en mouvement, une plus value pour notre économie
- Wagener M. : L'immigration et le monde du travail
- Urbé R. : Intégration et cohésion sociale
- Elvinger A. : La nationalité luxembourgeoise après la loi du 23 octobre 2008
- Als N. : Langue luxembourgeoise et cohésion du pays : les défis de l'enseignement
- Mischo J. : La langue, facteur de cohésion ou d'exclusion

Discussion**N° 15 Table ronde : Révision de la constitution : où en sommes-nous ? (112 p.)****2011**

in : Actes Volume XIV

- Introduction par le président de la Section
- Introduction par la présidente de la table ronde (Colette Flesch)
- Meyers P-H. : La proposition de révision : cheminement historique, objectifs et portée générale
- Gerkrath J. : La révision dans le contexte international
- Harpes J-P. : Le chapitre 2 de la révision dans une optique philosophique
- Schmit P. : Les aspects institutionnels de la révision : revalorisation du gouvernement et du parlement
- Elvinger M. : Le rôle du chef de l'Etat dans la révision

Discussion

Conclusion de la présidente

N°16 Table ronde : La place financière de Luxembourg – défis et perspectives (152 p.)**2014**

in : Actes Volume XVII

- Accueil par le président de la Section et présentation des intervenants
- Georges A. : Introduction – Des places financières en général : De la « Grosse aventure » aux plates-formes électroniques
- Guill J. : Erosion de l'« avantage souverain » : dernier exemple : centralisation européenne de la surveillance des banques
- Grulms F. : L'importance du Rating du Luxembourg
- Bock G. : Le défi fiscal et budgétaire
- Elvinger A. : L'augmentation en quantité et qualité de l'infrastructure professionnelle de la place financière
- Urbé R. : Regards sur la formation
- Georges A. : « Outsourcing » : L'externalisation (ou sous-traitance) comme catalyseur du développement
- Prüm A. : Influence de l'environnement juridique sur les activités de la place financière
- Urbé R. : Le rôle des banques, privé, public, social ? Corporate governance, pour qui et par qui ?
- Elvinger M. : L'éthique de la place (philanthropie, microfinance, impact financing, crowdfunding)

- Frieden L. : Allocution présentant ses vues sur les défis et les perspectives de la place financière, à la lumière de son expérience en tant que Ministre des Finances au cours de la législature écoulée
- Grulms F. : Les banques devant l'échange automatique de renseignement
- Elvinger A. : Les fonds d'investissement : explosion des avoirs en gestion, défis et opportunité de nouveaux marchés

Discussion

Essai de conclusion par le président

C. Ouvrages spéciaux

1. Georges ALS : Essais sur quelques économistes 100 p. 1987
 2. Œuvres complètes de Jules Prussen (réunies par Jean-Paul Harpes)
 - Vol. I Essais et conférences (Introduction par Hubert Hausemer, Claudine Schabo, R. Koch) 240 p. 1985
 - Vol. II Apologie du solipsisme 406 p. 1986
 - Vol. III Cours de théorie de la connaissance et de métaphysique 366 p. 1992
 3. Henri ENTRINGER : Art contemporain et société postmoderne 190 p. 2004
 4. Edmond WAGNER : In memoriam. Communications présentées à la Section 350 p. 2005
Préfaces de G. Als et N. Campagna
 5. Henri ENTRINGER : Les défis de l'Université de Luxembourg 280 p. 2010
Préface de Rolf Tarrach, Recteur de l'U. du Luxembourg
- Prochainement :
6. Georges ALS : Hommage à Georges Als :
Communications de Georges Als
à l'Institut Grand-Ducal de 1968 à 2013 2015

D. Communications des membres et invités ¹ (246)

(ordre alphabétique et chronologique)
(entre parenthèses : nombre de communications)

AHLBORN Henri (1)		
Luxembourg, ses défis en l'an 2000	in : Vol. IIIB	
ALS Georges † (14)		
Fondements juridiques de la statistique	in : Vol. I	1970
Le chômage intellectuel	in : Vol. III	1979
Quételet, savant universel et père de la statistique moderne	in : Vol. III	"
Le suicide au Luxembourg	et : Essais	"
Adam Smith, père de l'économie politique	in : Vol. III	"
Les étrangers au Luxembourg	in : Essais	1976
Karl Marx et le socialisme scientifique	in : Cahier N°3	1981
Optimisme et pessimisme dans l'histoire de la pensée économique	in : Essais	1983
L'union économique et monétaire	in : Essais	1986
Dans l'intimité de Brigitte Bardot	in : Cahier N°12	1997
Le duel Churchill-Hitler de 1940	in : Vol. IV	1994
Edmond Wagner (1931-2004)	in : Vol. VI	2002
	in : Ouvrage Spécial n°5	2005
La révolution sexuelle en Amérique (2003)	in : Vol. X	2007
Où va la Sibérie ?	in : Vol. X	2007
Euthanasie et soins palliatifs : quelques interrogations	in : Vol. XII	2009
Observations sur : La sexualité à la recherche de son principe	in : Vol. XIV	2011
Sacrifier l'avenir pour préserver le présent ? les impasses de nos finances publiques	in : Vol. XVI	2013
ALS Nicolas (1)		
Langue luxembourgeoise et cohésion du pays : défis de l'enseignement	in : Vol. XIII	2010
ARENDT Ernest † (4)		
Origine et portée de l'art. 23 al. 4 de la Constitution		
Considérations à propos de	in : Cahier N° 8	
la réforme des études supérieures	in : Vol. II	

¹ Les communications sont en règle générale reproduites dans les ouvrages sub A, B, C ci-dessus.

Le clair-obscur de l'art. 50 de la Constitution	in : Cahier N° 8	1985
Aspects nouveaux de la responsabilité de la puissance publique	in : Vol. IIIB	1990
BATIFFOL Henri (1)		
Conférence publique du 16.5.1979 : La jurisprudence, source de droit	in : Vol. IIIA	1979
BAULER André (1)		
Souveraineté nationale et développement écon. : le cas du Luxembourg (1815-1999)	in : Vol. VI	2001
Livre : Les fruits de la souveraineté nationale Caisse Centrale Raiffeisen (332 p.)		2002
BAUSCH Julie-Suzanne (1)		
Réflexions sur Nietzsche et notre époque	in : Vol. XV	2012
BERLINGER Rudolf Prof. Dr. (1)		
Der Traum des Sokrates. Metaphysische Variationen zur Tonkunst	in : Vol. IIIC	1991
BIERMANN Pierre † (1)		
Nagakal : Schlangenstab und Schlangenzauber im antiken Vorderen Orient	in : Vol. IIIA	1981
BOCK Georges (1)		
v. Cahier n°16 : Table ronde sur la place financière de Luxembourg – défis et perspectives – Le défi fiscal et budgétaire	in : Vol. XVII	2014
BONN Alex † (3)		
Considérations sur la fonction législative du Conseil d'État	in : Vol. I	1970
Faut-il procéder à une réforme globale de la Constitution ?	in : Cahier N° 8	1982
L'abus de la liberté de la presse	in : Cahier N° 5	1985
BRAUN Fernand (1)		
Le marché de 1993 au service du développement économique en Europe	in : Cahier N° 9	1989
CALMES Christian † (1)		
Le fondement historique de l'art. 23 al. 4 de la Constitution	in : Vol. II	1973

CALOT Gérard † (1)

Conférence publique du 5 décembre 1995 :

Évolution démographique en Europe.

Tendances actuelles et réponses politiques non publié

CAMPAGNA Norbert (14)

Darf ein liberaler Staat

die Pornographie verbieten ? in : Vol. IIIC 1996

Démocratie, libéralisme et république in : Vol. IIIC 1998

Montesquieu, le libéralisme et la religion in : Vol. IV 1999

Une parité hommes-femmes est-elle plus
juste qu'une disparité ? in : Vol. IV 1999

Limites morales de la souveraineté nat. in : Vol. V 2000

Carl Schmitt : le juriste et la guerre in : Vol. VI 2002

Thomas Hobbes et la société libérale in : Vol. VI "

Confiance et philosophie politique in : Vol. VIII 2004

Emmanuel Kant et la morale sexuelle in : Vol. IX 2005

Le rapport entre science et métaphysique
dans la pensée d'Edmond Wagner
N°5 in : Ouvrage spécial

Tocqueville : Religion et droit

D'un prétendu droit du coupable

à la sanction pénale in : Vol. XI 2008

Quelques clarifications concernant l'euthanasie in : Vol. XII 2009

L'éthique de la sexualité à la recherche
de son principe in : Vol. XIV 2011

L'Islam, les lumières et la démocratie in : Vol. XV 2012

CLOOS Jim (2)

Den europäeschen Eenheitsmaart

wéi de Ministerrot e gesäit in : Cahier N° 9 1989

Y a-t-il une gouvernance européenne ? in : Vol. XIV 2011

EECKHOUT Père Christian (2)

La Bible et l'archéologie in : Vol. XII 2009

Les textes de Qumrân in : Vol. XIII 2010

EHRET Jean (1)

Comment et à quel prix est-il possible de

« dire vrai » pour un chrétien ? « Je suis le chemin,

la vérité et la vie » (Jn 14,6) in : Vol. XVII 2014

ELSEN Charles (1)

Les accords de Schengen : Bilan et perspectives in : Vol. XVI 2013

ELVINGER André (9)

L'obligation convertible et l'emprunt

subordonné in : Vol. II 1973

Tendances actuelles du droit

de la concurrence in : Vol. IIIA 1980

La Constitution et le droit au juge impartial in : Cahier N° 8 1980

Le secret professionnel dans l'actualité 1991

Droit fiscal et confiance in : Vol. VIII 2004

Le Juge à l'école ou : Der Richter und
sem D(H)enker) in : Vol. IX 2005La nationalité luxembourgeoise après
la loi du 23.10.2008 in : Vol. XIII (table ronde)

Le triomphe du droit et des droits

fondamentaux : l'affaire KB in : Vol. XV 2012

Historique et évolution du droit d'auteur
à Luxembourg in : Vol. XVI 2013

v. Cahier n°16 : Table ronde sur la place financière

de Luxembourg – défis et perspectives

– L'augmentation en quantité et qualité de l'infrastructure
professionnelle de la place financière– Les fonds d'investissement :
explosion des avoirs en gestion, défis et
opportunité de nouveaux marchés in : Vol. XVII 2014

ELVINGER Marc (3)

De la difficulté à amener ceux qui font

les lois à les respecter in : Vol. XII 2009

v. Cahier n°15 : Table ronde sur la révision

de la constitution in : Vol. XIV 2011

v. Cahier n°16 : Table ronde sur la place financière

de Luxembourg – défis et perspectives

– L'éthique de la place (philanthropie, microfinance,
impact financing, crowdfunding) in : Vol. XVII 2014

ENTRINGER Henri (3) + 3 livres

Présence de ressortissants luxembourgeois

à la Commission Européenne in : Vol. IIIC 1994

La présence européenne à Luxembourg

p.m. (Éd. des Cahiers lux., 238 p.) 1997

Le principe de confiance dans la théorie et

la pratique du management in : Vol. VIII 2004

- Observations sur « Économie politique et confiance » de Guy Schuller in : Vol. VIII " "
 p.m. Art contemporain et société postmoderne Livre 2004
 Les défis de l'Université du Luxembourg in : Ouvrages
 Spéciaux n°6 2010
- ERGECE v. PRUM
- ETIENNE Henri (4)
 La propriété industrielle et intellectuelle in : Cahier N° 9 1989
 dans le cadre du Marché unique in : Cahier N° 9 1990
 Le Marché unique et la fiscalité in : Cahier N° 12 1997
 Monnaie commune et souveraineté nationale in : Vol. XII 2009
 Euthanasie et sédation terminale
- FEYDER Nadine (1)
 L'intervention des N.U. au Congo in : Vol. XIV 2011
- FLESCH Colette (3)
 L'article 48 de la loi du 10 mai 1968
 portant réforme de l'enseignement secondaire in : Cahier N° 6 1987
 La monnaie unique dans l'opinion publ. in : Cahier N° 12 1997
 v. Cahier n°15 : Table ronde sur la révision de la
 Constitution : où en sommes-nous ? in : Vol. XIV 2011
- FRIEDEN Luc (2)
 Le rôle de l'Etat luxembourgeois in : Vol. XII 2009
 au XXI^e siècle
 v. Cahier n°16 : Table ronde sur la place financière
 de Luxembourg – défis et perspectives
 – Allocution présentant ses vues sur les défis et
 les perspectives de la place financière, à la lumière
 de son expérience en tant que Ministre des Finances
 au cours de la législature écoulée in : Vol. XVII 2014
- GARAPON Antoine (1)
 La justice pénale internationale in : Vol. VII 2003
- GEORGES Alain (1)
 v. Cahier n°16 : Table ronde sur la place financière
 de Luxembourg – défis et perspectives
 – Introduction – Des places financières en général :
 De la « Grosse Aventure » aux plates-formes électroniques
 – « Outsourcing » : L'externalisation (ou sous-traitance)
 comme catalyseur du développement in : Vol. XVII 2014

- GERKRATH Jörg (1)
 v. Cahier n°15 : Table ronde sur la révision
 de la constitution in : Vol. XIV 2011
- GOEDERT Georges (4)
 Nietzsche : son aspiration à un idéal
 surhumain in : Vol. III 1979
 Schopenhauers Willensmetaphysik u.
 Mitleidsethik in : Vol. IIIB 1989
 Nietzsche philosophe « inactuel » in : Vol. V 2000
 Schopenhauer : Vorstufen
 der Willensverneinung in : Vol. XIV 2011
- GOEDERT Henri (1)
 La chute du gouv. de la Fontaine en 1848 in : Vol. VIII 2004
- GOERGEN Robert (1)
 L'action de la Communauté en matière fiscale in : Cahier N° 9 1989
- GREISCH Jean (1)
 Horror religiosus : l'âpre goût de l'absolu
 et le problème de la tolérance in : Vol. IX 2005
- GRULMS Fernand (1)
 v. Cahier n°16 : Table ronde sur la place financière
 de Luxembourg – défis et perspectives
 – L'importance du *Rating* du Luxembourg
 – Les banques devant l'échange automatique
 de renseignement in : Vol. XVII 2014
- GUILL Jean (1)
 v. Cahier n°16 : Table ronde sur la place financière
 de Luxembourg – défis et perspectives
 – Erosion de l'« avantage souverain » :
 dernier exemple : centralisation européenne
 de la surveillance des banques in : Vol. XVII 2014
- HARLES v. MOUSEL (1)
- HARPES Jean-Paul (10)
 250^e anniversaire de la naissance de Kant in : Vol. III 1979
 A. Smith philosophe : Sympathie et éthique in : Vol. III "
 Wittgenstein : Philosophie et langage in : Vol. IIIA 1980
 p.m. : Édition des œuvres de J. Prussen 1985-86
 La méthode dialectique de Marx à l'époque
 de la genèse du Capital in : Vol. IIIB 1986

- R. Descartes : ... et pourtant ...
Il faudra, tout de même, une université
à Luxembourg
Les comités d'éthique
Introduction au Colloque sur l'euthanasie
v. Cahier n°15 : Table ronde sur la révision
de la constitution
L'anthropologie structurale de
Claude Lévi-Strauss
- in : Cahier N° 7 1988
in : Vol. IIIC 1992
in : Vol. X 2007
in : Vol. XII 2009
in : Vol. XIV 2011
in : Vol. XV 2012
- HAUSEMER Hubert (8)
La philosophie personnaliste de Karol Wojtyła
Pour une éducation morale à l'école publique
Qu'est-ce qu'une personne ?
E. Mounier 1905-1950
Religion et confiance
Science et foi chez Teilhard de Chardin
Athéisme et problème du mal
Soins palliatifs et fin de vie : 5 thèses
Lessings Ringparabel : ein praktikables
Modell für Religionsfrieden ?
- in : Vol. IIIB 1986
in : Cahier N° 6 1987
in : Vol. IIIC 1994
in : Vol. VIII 2004
in : Vol. X 2007
in : Vol. XI 2008
in : Vol. XII 2009
in : Vol. XIV 2011
- HEIDERSCHIED André (5)
Avortement : Doctrine de l'Église
Particularités de la presse luxembourgeoise
Considérations hist. sur la loi de la presse
Mobilité et flexibilité : le cas de
l'Imprimerie Saint-Paul
L'imprimerie, la presse et l'électronique
- in : Vol. II 1973
in : Vol. IIIA 1980
in : Cahier N° 5 1985
in : Cahier N° 10 1992
in : Cahier N° 4 1993
- HEMMER Carlo † (3)
Économie et écologie
Insertion des étrangers : Conclusions
du prés.
La notion de liberté de la presse
- in : Vol. III 1979
in : Cahier N° 3 1981
in : Cahier N° 5 1985
- HIPPERT Paul † (1)
L'entreprise face à l'Union monétaire
- in : Cahier N° 12 1997
- HOLLERICH Jean-Claude Mgr. (1)
Le Japon : une expérience vécue
- in : Vol. XVI 2013

- HUSS Alphonse † (1)
Le suicide. Introduction
Louis Marchand, Écrivain luxembourgeois
Observations sur la chronique (judiciaire)
L'accentuation des dispositions
constitutionnelles visant le référendum
- in : Vol. III 1979
in : Vol. IIIA 1983
in : Cahier N° 5 1985
in : Cahier N° 8 1988
- JAANS Pierre † (1)
L'association monétaire entre le Luxembourg
et la Belgique
- in : Vol. XVI 2013
- JUNCKER Jean-Claude (1)
La gouvernance économique dans la zone Euro
- in : Vol. XV 2012
- KAUFFMAN Joseph † (1)
Les données actuelles de la politique fiscale
- in : Vol. II 1973
- KIEFFER Robert (1)
L'avenir de nos pensions
- in : Vol. XVI 2013
- KINSCH Patrick (2)
Probabilité et certitude dans la preuve en justice
Soins palliatifs et euthanasie : approche juridique
- in : Vol. XII 2009
in : Vol. XII 2009
- KONZ Fred † (1)
Le suicide dans le droit des assurances
- in : Vol. III 1979
- KREMER Paul (9)
La conception du langage d'après Foucault
Hegels Kritik der moralischen Weltanschauung
Pour une éducation morale autonome
à l'école (avec J.Cl. Schneider)
Das gute Gewissen und das Böse
Adieu René ! (Descartes)
Seelenwanderung und Ich-Analyse
Hello Dolly
La fin de l'homme
L'autonomie de l'homme et l'euthanasie
- in : Vol. IIIA 1981
in : Vol. IIIA 1983
in : Cahier N° 6 1987
in : Vol. IIIB 1984
in : Cahier N° 7 1988
in : Vol. IIIC 1996
in : Vol. IV 1999
in : Vol. X 2007
in : Vol. XII 2009
- KUNITZKI Norbert von † (3)
L'indexation des revenus : système
généralisé ou mesure d'urgence
Les étrangers et leur insertion au corps
social luxembourgeois
La liberté de la presse dans la loi lux.
- in : Vol. III 1979
in : Cahier N° 3 1981
in : Cahier N° 5 1985

LESOURNE Jacques

- Conférence publique du 9 mars 1988 (20^e anniversaire de la Section)
L'économie européenne dans un monde
d'incertitudes in : Vol. IIIB 1988

LIESCH Léon † (2)

- Libéralisation de l'avortement ? in : Vol. II 1973
Liberté d'expression en société
démocratique et droits de l'homme in : Cahier N° 5 1985

LOESCH Jacques (1)

- Quels avocats avons-nous ? in : Vol. XIII 2010

MERGEN Armand † (1)

- Liberté de la presse : aspects criminologiques in : Cahier N° 5 1985

MERSCH Yves (1)

- Le point de vue gouvernemental sur
l'Union monétaire in : Cahier N° 12 1997
Architecture institutionnelle de la zone euro :
lacunes, réformes et défis in : Vol. XVIII 2015

MEYERS Paul-Henri (1)

- v. Cahier n°15 : Table ronde sur la révision
de la constitution in : Vol. XIV 2011

MISCHO Jean (4)

- Le projet d'une constitution pour l'Europe in : Vol. IX 2005
Paramètres d'une solution du conflit
israélo-palestinien in : Vol. X 2007
La candidature de la Turquie et la question
des limites de l'Union européenne in : Vol. XIII 2010
Langue luxembourgeoise :
facteur de cohésion et d'exclusion in : Vol. XIII (table ronde)

MOUSEL Paul et HARLES Guy (1)

- Droit luxembourgeois et marché unique in : Cahier N° 9 1990

MOLITOR Roger

- Quelques réflexions sur la politique fiscale
du Luxembourg. Les possibilités et les limites
de cette politique dans le contexte économique,
financier et social actuel in : Vol. XVIII 2015

MUHLEN Ernest † (3)

- Possibilités et limites d'une politique de
revenus au Luxembourg in : Vol. I 1970
L'union douanière dans la théorie écon. in : Vol. I "
La conversion d'une économie planifiée
en économie de marché. Théorie et réalités 1998

MULLER Georges Dr † (1)

- Suicide et tentative de suicide in : Vol. III 1979

NEUEN Jacques (4)

- L'évolution de la radiodiffusion au G.-D. in : Cahier N° 4 1983
Médiapolis ou Thémis au pays des merveilles in : Vol. IIIC 1991
Mobilité et flexibilité : Secteur audiovisuel in : Cahier N° 10 1992
Le Rire et le Droit / Le Droit et le Rire in : Vol. XVII 2014

OLINGER Jean † (2)

- Le statut fiscal des étrangers in : Cahier N° 3 1981
Réflexions à propos des dépenses fiscales 1991

PECCEI Aurelio (Fondateur du Club de Rome) †

- Résumé de la conférence publique du 14.2.1977
Quels horizons pour l'humanité ? Les alternatives
du futur selon le Club de Rome) in : Vol. III 1979

PESCATORE Pierre † (6)

- La protection des droits de l'homme dans
l'intégration européenne in : Vol. I 1970
Note de réflexion sur l'avortement in : Vol. II 1973
À la recherche d'un partage des rôles entre le
niveau communautaire et le niveau national :
le principe de subsidiarité peut-il aider à la
délimitation des compétences ? 1997
Lecture critique de l'encyclique
« Fides et ratio » in : Vol. V 2000
La philosophie du droit au tournant du
millénaire : Problèmes, essais de solution in : Vol. VII 2003
La séparation des pouvoirs et l'office du juge,
de Montesquieu à Portalis in : Vol. IX 2005

PRUM André et ERGEC Rusen (2)

- La liberté académique et ses problèmes in : Vol. XIII 2010
Les ambitions et défis de la Faculté de droit,
d'économie et de finance in : Vol. XVI 2013

- v. Cahier n°16 : Table ronde sur la place financière
de Luxembourg – défis et perspectives
– Influence de l’environnement juridique sur
les activités de la place financière in : Vol. XVII 2014
- PRUSSEN Jules † (2)
Fatalisme et logique in : Vol. I 1970
L’avortement est-il immoral ? in : Vol. II 1973
(v. ég. C : Ouvrages spéciaux)
- PUNDEL Paul, Dr. † (1)
L’aspect médical de l’avortement in : Vol. II 1973
- RAVARANI Georges (1)
Quel(s) juge(s) voulons-nous ? in : Vol. XI 2008
- RIES Adrien † (9)
Le Zollvereinrebours in : Vol. IIIA 1979
Les étrangers dans l’agriculture lux. in : Cahier N° 3 1981
L’économie de la presse écrite au Luxbg in : Cahier N° 4 1983
Case study : un journaliste a-t-il le droit
d’inventer des nouvelles ? in : Cahier N° 5 1985
L’agriculture lux. à l’orée du XXI^e siècle in : Vol. IIIB 1986
*’ai prié pour vous à Compostelle in : Vol. IIIB 1988
Marché unique : 1992 ou 2001 ? in : Cahier N° 9 1990
Enseignements à tirer de certaines constitutions
étrangères lors de la révision de la
constitution lux. 1988, 1992 ou 2001 ? in : Cahier N° 8 1990
Mobilité et Flexibilité an der Lëtzeburger
Ekonomie – De Staatsbeamtestaat –
Eis Sprooch(en) in : Vol. IIIC 1990
- ROMMES Jean-Jacques (1)
Finance et éthique in : Vol. XIII 2010
- RUPPERT Charles (1)
Sécurité sociale des travailleurs migrants in : Cahier N° 3 1981
- SCHAAACK Robert † (2)
Réflexions sur la politique sociale in : Vol. II 1973
Dimension sociale de l’Acte unique in : Cahier N° 9 1989

- SCHMIT Paul (1)
v. Cahier n°15 : Table ronde sur la révision
de la constitution in : Vol. XIV 2011
- SCHNEIDER Jean Claude
v. KREMER Paul
- SCHODER Jean-Pierre (1)
Le Luxembourg peut-il adhérer à l’Union
monétaire eur. en l’absence de la Belgique ? in : Cahier N° 12 1997
- SCHULLER Guy † (5)
Les relations économiques extérieures de l’U.E. 1997
L’économie de très petit espace face à la
globalisation in : Vol. V 2000
Économie et bonheur in : Vol. VII 2003
Économie politique et confiance in : Vol. VIII 2004
La réémergence de la Chine in : Vol. X 2007
- SITTER-LIVER Beat (2)
Würde der Kreatur – Ein Grenzbegriff in : Vol. IV 1999
Albert Schweitzer : Bioethik in : Vol. XI 2008
- SIWECK Jean-Lou (1)
Le défi énergétique vu du Luxembourg in : Vol. XIII 2010
- SPELLER Jules (1)
Pour comprendre le procès de Galilée (1633) in : Vol. IX 2005
- SPIELMANN Dean (1)
La Cour européenne des droits de l’Homme
et la marge d’appréciation nationale in : Vol. XIII 2010
- STEICHEN Alain (2)
La légitimité des droits de succession in : Vol. XI 2008
v. Cahier n°16 : Table ronde sur la place financière
de Luxembourg – défis et perspectives in : Vol. XVII 2014
- STEIWER Jacques (1)
La démocratie en question in : Vol. XI 2008
- STOFFELS Jules † (10)
La régulation de la population et le
problème démographique in : Vol. II 1973

L'économie énergétique et l'intégration eur.	in : Vol. III	1973
La mutation nécessaire des petites et moyennes entreprises luxembourgeoises	in : Vol. IIIA	1984
Renforcer l'approvisionnement énergétique par la coopération est-ouest	in : Vol. IIIB	1986
L'enseignement économique et la morale du bien	in : Cahier N° 6	1987
Approvisionnement énergétique au sein du Marché unique « européen »	in : Cahier N° 9	1989
Traité de Rome, Acte unique et harmonisation de la fiscalité indirecte	in : Cahier N° 9	1990
Mobilité et flexibilité : observations théor.	in : Cahier N° 10	1992
Monnaie neutre ou monnaie active ? (UME)	in : Cahier N° 12	1997
Le social, une entrave au progrès économique ?	in : Vol. IV	1999
THEIS Robert (1)		
Religion im Denken der deutschen Aufklärung	in : Vol. XII	2009
THELEN Carlo (2)		
Société en mouvement, une plus-value pour l'économie	in : Vol. XIII	2010
Recherche et innovation – un état des lieux	in : Vol. XV	2012
THILL André (1)		
La lutte contre la pauvreté	in : Vol. IIIB	1988
THILL Bernard Dr. (1)		
Les soins palliatifs et le malade en fin de vie	in : Vol. XII	2009
THIRY Roger † (3)		
L'enseignement moral et les objections qu'il peut rencontrer	in : Cahier N° 6	1987
Les prescriptions en matière de délits de presse	in : Cahier N° 5	1985
Droit de grève et liberté de travailler	in : Cahier N° 8	1988
TARRACH Rolf (2)		
En attendant Belval	in : Vol. X	2007
Une université haut de gamme au Luxembourg : écueils, défis, stratégies	in : Vol. XVI	2013
TRAUSCH Gérard (6)		
Relations entre le développement et les structures scolaires	in : Vol. VI	2002

La triple ouverture du Luxembourg	in : Vol. VI	"
L'immigration au Luxembourg : réflexions	in : Vol. VI	"
Les 400 ans de l'Athénée de Luxembourg	in : Vol. VII	2003
Démographie, famille et confiance au Luxembourg	in : Vol. VIII	2004
Création d'une fonction publique moderne	in : Vol. IX	2005
URBÉ Robert (2)		
Intégration et cohésion sociale	in : Vol. XIII	2010
v. Cahier n°16 : Table ronde sur la place financière de Luxembourg – défis et perspectives		
– Regards sur la formation		
– Le rôle des banques, privé, public, social ?		
Corporate governance, pour qui et par qui ?	in : Vol. XVII	2014
VAX Louis (2)		
Pour la neutralité de l'enseignement à l'égard des problèmes de morale	in : Cahier N° 6	1987
Daimons de Ronsard et diables de Bodin	in : Vol. V	2000
VERLOREN van THEMAAT Pieter † (1)		
L'union monétaire dans la perspective d'une structure institutionnelle néoclassique	in : Cahier N° 12	1997
WAGENER Marco (2)		
La fin du travail	in : Vol. XI	2008
L'immigration et le monde du travail	in : Vol. XIII	(table ronde)
WAGNER Edmond † (v. Ouvrage spécial N° 5) (15)		
Le suicide – Aspects philosophiques et moraux		1979
Théories biologiques et théories cognitives		1980
La théorie évolutionniste de la connaissance		1984
Le roseau pensant dans l'univers en évolution		1984
L'éducation de l'homme, personne morale en vertu de sa constitution cérébrale		1987
Science et responsabilité en biologie		1987
Connaissance et évidence	in : Cahier N° 7	1988
La procréation artificielle : aspects juridiques et éthiques		1991
Humanisme et pensée scientifique		1994
L'école face aux multiples chocs des valeurs dans la société actuelle		1995
L'Union économique et monétaire européenne		1997

Génotechnologie, identité personnelle et intégrité physique		
Problèmes éthiques du clonage	in : Vol. IV	1999
Science (physique, chimie, biologie, médecine, applications) et responsabilité p.m. Introductions aux volumes collectifs	in : Vol. IV	"
L'origine et l'avenir de l'univers	in : Vol. VI	2002
Science et confiance	in : Vol. VIII	2004
WAGNER Numa (I)		
Évolution du droit de la responsabilité civile	in : Vol. IIIA	1980
WALINE Jean		
Conférence publique du 5.2.1987 : Le contrôle juridictionnel de la constitutionnalité des lois	in : Cahier N° 8	1988
WEBER Paul † (I)		
Droit des parents et obligation de l'État conc. une formation morale dans les écoles publiques	in : Cahier N° 6	1987
WEBER Raymond (I)		
La coopération au développement	in : Vol. XI	2008
WEITZEL Albert † (I)		
La Constitution et les droits fondamentaux	in : Cahier N° 8	1988
WELCH Cyril (I)		
What counts as evidence ?	in : Vol. XVII	2014
WERNER Pierre † (I)		
Les perplexités institutionnelles de l'Union européenne	in : Cahier N° 12	1997
WEYLAND Joseph (I)		
Le débat sur l'UEM	in : Cahier N° 12	1997
WIRTGEN Georges (I)		
Performances scolaires des élèves étrangers et luxembourgeois	in : Cahier N° 3	1981
ZIGRAND Jean-Pierre		
Cinquante Nuances de Risque Systémique	in : Vol. XVIII	2015

E. Conférences publiques par des personnalités étrangères organisées par la Section

Date	Conférences	Circonstances (Sujet : v. liste ci-dessus)
14.2.1977	Aurelio PECCEI	Fondateur du Club de Rome Conférence honorée de la présence du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse Quels horizons pour l'humanité ?
16.5.1979	Henri BATIFFOL	Professeur de droit réputé La jurisprudence, source de droit
4.2.1985	Gérard CALOT	Auteur du rapport Calot sur la démographie du Luxembourg (1978) Evolution démographique en Europe et réponses politiques
5.2.1987	Jean WALINE	Sujet d'actualité : Projet de création d'une Cour constitutionnelle Le contrôle international de la constitutionnalité des lois
9.3.1988	Jacques LESOURNE	20 ^e anniversaire de la Section L'économie européenne dans un monde d'incertitude

F. Éloges funèbres

de	par	in : Actes
Als Georges	A. Elvinger, M. Mart et J.P. Harpes	XVIII
Anders Jérôme	G. Als	IV
Arendt Ernest	G. Als	VII
Bonn Alex	A. Elvinger	XII
Calot Gérard	G. Als	VI
Delvaux Bernard	A. Huss	II
Faber Georges	E. Wagner	IV
Goerens François	G. Als	IV
Heiderscheid Robert	A. Elvinger	IV
Hemmer Carlo	E. Wagner	IV
Hippert Paul	H. Ahlborn	XIV
Huss Alphonse	E. Wagner	IV

Jaans Pierre	A. Elvinger	XVIII
Jeschek Hans-Heinrich	A. Elvinger	XIII
Kauffmann Joseph	E. Wagner	IV
Krieps Robert	E. Wagner	IV
Levasseur Georges	G. Als	IX
Legros Robert	F. Rigaux	X
Liesch Léon	G. Als	IV
Maul Roger	G. Als	IV
Mergen Armand	G. Als	IV
Mores Edouard	J-P Harpes	XII
Mühlen Ernest	H. Ahlborn	XVIII
Olinger Jean	G. Als	V
Pescatore Pierre	A. Elvinger	XIV
Pierre Jaans	A. Elvinger	XVIII
Prussen Jules	A. Huss et E. Wagner	III
Rasquin Gérard	J. Loesch	XVI
Rau Fernand	G. Als	IV
Reding Marcel	G. Als	IV
Ries Adrien	E. Wagner	IV
Schaack Robert	H. Etienne	XIV
Schaber Gaston	J.P. Harpes	XIV
Schiltz Louis	A. Elvinger	X
Schroeder Paul	E. Wagner	V
Schuller Guy	A. Elvinger	XVIII
Schwall-Lacroix Annette	A. Elvinger	XVI
Simon Armand	G. Als	IV
Stoffels Jules	G. Als	XVI
Thiry Roger	A. Elvinger	V
Thorn Gaston	A. Elvinger	XI
VerLoren van Themaat Pieter	G. Als	IX
Wagner Edmond	G. Als (H. Ahlborn, H. Entringer)	IX
Weitzel Albert	G. Ravarani	XIV
Welter Felix	E. Wagner	IV
Werner Pierre	E. Wagner	VII
Wurth Marcel	A. Huss	II
Zahlen Jean-Pierre	E. Wagner	IV

VII. LÉGISLATION CONCERNANT LA SECTION DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

**RÈGLEMENT MINISTÉRIEL DU 23 NOVEMBRE 1966
PORTANT CRÉATION D'UNE SECTION
DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES
DE L'INSTITUT GRAND-DUCAL**

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,
Le Ministre des Affaires culturelles,

Vu le règlement organique de l'Institut Grand-Ducal, approuvé par arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868, et notamment l'art. 3, al.2, de ce règlement ;

Sur l'avis favorable de la Section historique, de la Section des Sciences médicales, de la Section des Sciences naturelles, de la Section de linguistique, de folklore et de toponymie et de la Section des arts et des lettres de l'Institut ;

Arrêtent :

Art. 1^{er}. Il est créé une sixième section de l'Institut Grand-Ducal, sous la dénomination de « Section des sciences morales et politiques ».

Art. 2. Le règlement organique de la section, annexé au présent règlement ministériel, est approuvé.

Art. 3. Le présent règlement ministériel sera publié au Mémorial.
Luxembourg, le 23 novembre 1966

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
Pierre WERNER
Le Ministre des Affaires culturelles
Pierre GRÉGOIRE

ANNEXE

**Règlement Organique de la Section des Sciences
MORALES et POLITIQUES de l'Institut Grand-Ducal**

avec modification approuvées par l'assemblée générale prorogée
du 10 novembre 2009¹

Chapitre 1^{er} – But et activité de la section

Art. 1^{er}. La section a pour but de cultiver l'étude des sciences morales et politiques et de favoriser leur diffusion.

Par sciences morales et politiques, au sens du présent règlement, il y a lieu d'entendre, notamment, la philosophie, les sciences sociales, politiques et économiques, ainsi que la science juridique.

La section groupe des personnes qui, par la valeur de leurs travaux scientifiques, méritent d'être réunies en un collège représentatif des branches du savoir définies ci-dessus.

Art. 2. La section accomplit sa mission par tous les moyens qu'elle juge appropriés et, en particulier, par

- des réunions de travail ;
- la participation à des réunions internationales d'étude ;
- l'organisation de cours et de conférences publics ;
- l'édition de publications.

Les travaux de la section font l'objet d'une publication annuelle.

La section peut prendre toute disposition, le cas échéant en coopération avec les autres sections de l'Institut grand-ducal et les institutions poursuivant des buts similaires, en vue de faciliter le travail scientifique de ses membres, notamment par la constitution d'une documentation et d'une bibliothèque.

La section conseille le Gouvernement dans le domaine de la compétence définie ci-dessus. Elle donne son avis sur les questions scientifiques qui lui sont soumises ; elle peut prendre l'initiative d'adresser des rapports et des vœux au Gouvernement, aux institutions et aux établissements publics.

¹ et par lettre de Madame la Ministre de la Culture du 6 octobre 2010.

Chapitre 2 – Composition de la section

Art. 3. La section comprend des membres effectifs, des membres correspondants, des membres agrégés et des membres d'honneur.

Le nombre des membres effectifs est limité à cinquante ; il ne pourra être excédé qu'en vertu d'une délibération prise et approuvée conformément à l'article 23 du présent règlement.

Les membres effectifs participent, de plein droit, à toutes les activités et délibérations de la section. Les autres membres y prennent part sur invitation et, en ce qui concerne les délibérations, avec voix consultative.

Art. 4. Pour être admis comme membre d'une des catégories déterminées par l'art. 3 il faut être proposé par deux membres effectifs. Toute proposition doit être présentée par écrit et adressée au président de la Section, accompagnée d'une notice exposant les mérites scientifiques du candidat et d'un relevé de ses publications. Le président soumet la candidature au conseil d'administration qui peut demander les informations supplémentaires qu'il juge utiles.

Sur avis positif du conseil d'administration, la demande d'admission est soumise au vote lors d'une réunion des membres effectifs de la section. Si l'avis du conseil d'administration est négatif, il est communiqué, avec ses motifs, à ceux qui ont proposé le nouveau membre, et s'ils le demandent, la candidature sera soumise à la réunion des membres effectifs. Pour être élu, le candidat doit réunir les deux tiers des suffrages des membres présents ou représentés. L'élection se fait au scrutin secret.

Le conseil d'administration veille à assurer un équilibre entre les différentes branches du savoir représentées au sein de la section conformément à l'article 1^{er}, alinéa 2 du présent règlement.

Art. 5. Les membres correspondants sont désignés en règle générale parmi les personnalités résidant à l'étranger, les membres agrégés parmi les personnalités susceptibles d'être admises ultérieurement en qualité de membres effectifs.

Art. 6. L'exclusion de la section peut être prononcée pour un fait grave, en vertu d'une décision prise à la majorité des deux tiers des membres effectifs.

Art. 7. Le membre effectif ou agrégé qui, pendant une année entière, n'a pas pris part, sans motif légitime, aux travaux de la section, est censé renoncer à sa qualité de membre.

Chapitre 3 – Administration de la section

Art. 8. La section est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins dont le président, élus par l'assemblée générale des membres effectifs de la section, pour des mandats de cinq ans ;

Dans la mesure du possible les branches visées à l'article 2 seront représentées au conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut désigner en son sein un vice-président. Il désigne un secrétaire général et un trésorier.

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est réunie.

Art. 9. Le président gère les intérêts de la section, convoque et préside les assemblées et les réunions de la section, et veille à l'application du règlement.

En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président ou le secrétaire général.

Art. 10. Le secrétaire général est chargé des écritures et de la correspondance concernant la section. Il a en outre le soin de la documentation, de la bibliothèque et des archives.

Art. 11. Le trésorier de la section est chargé des recettes et des dépenses de la section. Tous les ans il rend compte de sa gestion.

Art. 12. Les actes, écritures et correspondances de la section sont signés par le président, le secrétaire général ou le trésorier, selon leurs attributions.

Art. 13. Le conseil d'administration pourra, d'après les besoins de la section, fixer une cotisation annuelle à payer par les membres effectifs et par les membres agrégés.

Art. 14. Au début de chaque année, la section adresse au Gouvernement son rapport d'activité pour l'année écoulée, son programme de travail pour l'année en cours, ainsi que le compte des recettes et des dépenses de l'année écoulée et le budget de l'année en cours.

Art. 15. Les recettes de la section sont constituées notamment :
1° par les subsides du Gouvernement ; 2° par la vente des publications ;
3° par les dons de particuliers ; 4° s'il y a lieu, par les cotisations des membres.

Art. 16. Les membres qui se déplacent pour remplir une mission dans l'intérêt de la section peuvent obtenir le remboursement de leurs dépenses.

Art. 17. Les dépenses extraordinaires excédant les ressources de la section font l'objet d'une proposition spéciale et motivée à soumettre au Gouvernement.

Chapitre 4 – Réunions et délibérations de la section

Art. 18. Il sera tenu chaque année au cours du premier semestre une assemblée générale des membres effectifs. Le conseil d'administration en fixe le jour et l'heure.

Art. 19. Après la lecture du procès-verbal de l'assemblée générale précédente, le secrétaire général de la section donne sommairement connaissance de la correspondance et le trésorier rend compte de la gestion des fonds.

Le secrétaire général peut transmettre un extrait du procès-verbal à la presse, aux fins de publication.

Art. 20. Le président de la section fait convoquer des assemblées générales extraordinaires toutes les fois qu'il le juge nécessaire et, en tout cas, à la demande motivée d'au moins cinq membres effectifs.

Art. 21. Les rapports et les mémoires des membres ou des personnalités invitées sont présentés et discutés en séance, ou, si le conseil d'administration en décide ainsi, sont adressés aux membres. Les auteurs des mémoires ont droit à la livraison gratuite de vingt-cinq imprimés de leur travail.

Art. 22. L'assemblée générale délibère à la majorité des membres effectifs présents ou représentés, sous réserve des dispositions spéciales du présent règlement. Procuration ne peut être donnée qu'à un autre membre et seulement par écrit.

Les membres votent à haute voix, sauf dans les cas où le présent règlement en dispose autrement et lorsque le scrutin secret est soit proposé par le président, soit demandé par trois membres au moins.

Chapitre 5 – Dispositions finales

Art. 23. Le présent règlement ne pourra être modifié que par la délibération d'une assemblée générale de la section, pour laquelle la majorité des deux tiers des membres effectifs doit être présente ou représentée, sous réserve de l'approbation par le Gouvernement. La modification sera publiée au Mémorial.

Si l'assemblée a été convoquée sans que les deux tiers des membres effectifs soient présents ou représentés, elle pourra, après une nouvelle convocation, prendre une résolution sur les objets mis à l'ordre du jour à la majorité des membres présents ou représentés, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Art. 24. En cas de dissolution, le patrimoine de la section est acquis à l'Etat.

Art. 25. Il y a lieu d'entendre, dans le présent règlement, par l'expression « le Gouvernement », le Ministre ayant dans ses attributions les affaires culturelles.

VIII. ORGANISATION DE L'INSTITUT GRAND-DUCAL

Introduction – Sites Internet

1. Législation
2. Organisation de l'Institut grand-ducal
3. Adresses et administration des sections

INTRODUCTION

L'Institut Grand-Ducal fut créé par Arrêté royal Grand-Ducal du 24 octobre 1868. Il comprenait alors les trois sections des sciences historiques, des sciences naturelles, physiques et mathématiques et des sciences médicales. S'y ajoutèrent au ^{xx}e siècle la section de linguistique, de folklore et de toponymie et celle des arts et des lettres. La 6^e section, celle des sciences morales et politiques, fut créée par règlement ministériel du 23 novembre 1966. Elle est donc la plus jeune partie d'un organisme intellectuel et culturel auquel la Maison Grand-Ducale a accordé son patronage dès sa création.

C'est par modestie que les départements de l'Institut sont appelés « sections » et non pas « académies », comme tel est le cas à l'étranger.

Toutes les sections se sont signalées par une remarquable présence intellectuelle dans leur domaine et se sont efforcées de fournir des contributions de qualité. Certes, comme l'a souligné M. Alphonse Huss, premier président de notre section, dans son **allocution inaugurale du 24 octobre 1967**, *« nous n'entendons pas hisser nos modestes efforts à la hauteur qui est marquée, à l'étranger, par des compagnies de grand prestige et dont les membres, en style élevé, sont parfois taxés d'immortalité. Mais, si le Grand-Duché ne sait guère mettre sur pied, dans les différents domaines du savoir humain, des institutions pouvant se mesurer avec celles des grands pays, du moins se reconnaît-il le droit et s'imposera-t-il même le devoir de consacrer à des réalisations, dans ces mêmes domaines, des forces et moyens en proportion avec son importance territoriale et démographique »*.

SITES INTERNET

L'Institut Grand-Ducal dispose d'un site internet sous l'adresse www.igd.lu qui outre une présentation générale contient des liens vers les sites de ses six sections.

L'adresse internet directe du site internet de la section des sciences morales et politiques est : www.igd-smp.lu

Le lecteur y trouvera le sommaire des Actes, des Cahiers et des ouvrages spéciaux publiés par la section ainsi que des informations sur ses activités futures et son organisation.

Le site est en cours de refonte et une solution pour publier le texte intégral des publications sur internet est à l'étude.

1. LÉGISLATION

p.m. ARRETE ROYAL GRAND-DUCAL DU 24 OCTOBRE 1868, PORTANT APPROBATION DU REGLEMENT POUR L'INSTITUT ROYAL GRAND-DUCAL DE LUXEMBOURG

Nous, GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc. ;

Vu le règlement organique proposé par la société des anciens monuments, par la société des sciences naturelles et par celle des sciences médicales, pour l'Institut royal grand-ducal de Luxembourg ;

Sur le rapport de Notre Directeur-général des finances et vu la délibération du Gouvernement réuni en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art.1^{er}

Le règlement susmentionné, tel qu'il est annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art.2

Notre Directeur-général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 24 octobre 1868.

Pour le Roi Grand-Duc :

Son Lieutenant-Représentant

dans le Grand-Duché,

HENRI,

PRINCE DES PAYS-BAS.

Pour le Prince :

Le Directeur-général des finances,
de COLNET-D'HUART

Le Secrétaire,
G. d'OLIMART

INSTITUT ROYAL GRAND-DUCAL DE LUXEMBOURG REGLEMENT ORGANIQUE (24.10.1868)

1. Composition et but de l'Institut

Art.1^{er}

Il est établi à Luxembourg une société ayant pour but de cultiver les sciences, les lettres et les beaux-arts.

Cette société prend le nom d'Institut royal grand-ducal, et se compose actuellement des trois sociétés déjà existantes : de la société archéologique, de la société des sciences naturelles et de celle des sciences médicales.

Pour mieux atteindre le but que ces trois sociétés ont poursuivi jusqu'à ce jour, chacune dans sa spécialité, celles-ci sont réunies en une seule. Cette réunion met les sociétaires à même d'agir de concert, de se prêter un appui mutuel et de soigner davantage les intérêts communs à tous. Elle a en outre l'avantage de faciliter au public l'accès des collections.

Art.2

Sa Majesté le Roi Grand-Duc est Protecteur de l'Institut.

Son Altesse Royale le Prince Lieutenant-Représentant de Sa Majesté dans le Grand-Duché en est Président d'honneur.

En cette qualité Son Altesse Royale dirige Elle-même les opérations de l'association toutes les fois qu'Elle assiste à une de ses réunions.

Art.3

L'Institut est divisé, pour le moment, en trois sections. Ces sections correspondent aux susdites sociétés et se nomment respectivement : Section des sciences historiques, Section des sciences naturelles et mathématiques et Section des sciences médicales.

Le Gouvernement royal grand-ducal, d'accord avec la Société, se réserve d'ajouter une ou plusieurs sections à celles ci-dessus énumérées.

Art.4

L'Institut se compose de trois catégories de membres : de membres effectifs, de membres correspondants ou agrégés et de membres honoraires.

Ces membres sont nommés par les sections conformément aux règlements spéciaux de ces dernières.

Le nombre des membres n'est pas limité, sauf les cas prévus par les règlements particuliers.

Tout membre effectif nouvellement élu paie, en entrant dans sa section, un droit d'admission dont le minimum est fixé à dix francs, et dans la suite une cotisation annuelle de cinq francs au moins.

Le sociétaire qui est membre de deux ou de plusieurs sections, paie la contribution entière de la section pour laquelle il opte et la moitié seulement de la cotisation des autres sections dont il fait partie.

Art.5

Chaque membre effectif d'une section a le droit d'assister aux séances des autres sections, sans toutefois y avoir voix délibérative.

Art.6

Chaque section a son administration, son budget et ses publications séparées.

Art.7

Il n'y a d'autres dépenses communes à effectuer que celles autorisées par l'assemblée générale. Dans ces dépenses, chaque section ne supporte qu'une part proportionnelle au subside qui lui est accordé sur la caisse de l'Etat.

2. Administration et Personnel

Art.8

L'Institut a un président et un secrétaire général. Il est administré par les présidents des sections, assistés du secrétaire général.

Art.9

Le président de l'Institut et le secrétaire général sont en exercice pendant un an, et entrent en fonctions immédiatement après la séance publique du mois d'octobre, dont il est question à l'art. 16.

Art. 10

Les fonctions de président annuel de l'Institut sont remplies tour-à-tour par les présidents des différentes sections, d'après l'ancienneté de leur fondation.

Il en est de même des fonctions de secrétaire général, qui sont exercées annuellement par le secrétaire de la section dont le président est en même temps président de l'Institut.

Art. 11

Le président gère les intérêts communs, ordonnance les dépenses, convoque et préside l'assemblée générale.

Art. 12

Le secrétaire général est chargé des écritures concernant l'Institut, de la correspondance générale, de la conservation des archives et de la comptabilité commune.

Dans les séances plénières, le secrétaire général peut se faire assister par les secrétaires sectionnaires comme secrétaires adjoints.

Art. 13

En cas d'empêchement, le président annuel est remplacé par celui des présidents de section qui doit lui succéder comme président de l'Institut.

Lorsque le secrétaire général est empêché d'exercer ses fonctions, elles sont remplies par celui des secrétaires sectionnaires qui doit lui succéder en sa dite qualité.

3. Séances et Délibérations**Art. 14**

Le Président convoque l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire.

Il la convoque aussi souvent qu'il le juge nécessaire ou que les bureaux sectionnaires le demandent.

Art. 15

Le secrétaire général rédige les procès-verbaux, et en donne lecture ; il rend compte de la gestion des fonds, signale les faits nouveaux et communique aux sections les pièces ou les articles dont la connaissance peut les intéresser.

Après chaque séance générale, le secrétaire peut transmettre un extrait du procès-verbal à un ou plusieurs journaux. Lorsque l'assemblée le demande, il en publie un bulletin spécial.

Art. 16

Les membres de l'Institut se réunissent en séance ordinaire, chaque année le dernier mardi du mois d'octobre à cinq heures du soir. Si ce mardi tombe la veille de la Toussaint, la séance ordinaire aura lieu le lundi qui précède cette fête.

La séance ordinaire est publique.

L'ordre à observer dans les séances est fixé par le règlement.

Art. 17

Nul mémoire, rapport, discours et nulle communication quelconque ne peut faire l'objet d'une lecture ou discussion publique, et aucune expérience ne peut être faite sans approbation préalable du bureau de la section respective.

Art. 18

Les décisions de l'Institut sont prises par la totalité des sections réunies en assemblée générale.

Ces sections adoptent ou rejettent, à la majorité des suffrages, les propositions qui leur sont soumises.

4. Bibliothèques et Musées

Art. 19

Les bibliothèques et les collections des trois sections de l'Institut sont conservées dans un bâtiment fourni aux frais de l'État.

Bien que distinctes, elles sont réunies pour autant que possible dans un local commun, qui servira également aux séances de l'Institut et à celles des sections.

Elles sont confiées à la garde des conservateurs et secrétaires des sections respectives.

Art. 20

En cas de nomination d'un bibliothécaire conservateur, les fonctions de cet employé seront déterminées dans le règlement spécial.

5. Publications

Art. 21

Les sections font, chacune indépendamment des autres, publier leurs travaux. Elles font mutuellement l'échange de leurs publications.

6. Dispositions transitoires

Art. 22

Si des changements ou des ajoutes au présent règlement organique sont jugés nécessaires, ils sont débattus en assemblée générale et votés à la majorité des voix.

Si l'assemblée générale les approuve, elle les soumet à la sanction du Gouvernement.

Art. 23

Chaque section introduira dans son règlement spécial les modifications nécessaires pour l'adapter au présent règlement organique.

Appartient à l'arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868.

Le Secrétaire pour les affaires du Grand-Duché
G. d'OLIMART

Législation relative aux sections

(p.m. à chaque arrêté est annexé un règlement d'ordre intérieur)

Section de linguistique

Arrêté ministériel du 26 novembre 1935 portant création d'une Section de linguistique, de folklore et de toponymie de l'Institut Grand-Ducal (Mém. 1935, p. 1182).

Section des Arts et Lettres

Règlement ministériel du 5 janvier 1962 portant création d'une Section des Arts et des Lettres de l'Institut Grand-Ducal (Mém.A 1962, p. 98).

Section des sciences morales et politiques

Règlement ministériel du 23 novembre 1966 portant création d'une Section des sciences morales et politiques de l'Institut Grand-Ducal (Mém. A 1966, p. 1114).

2. ORGANISATION DE L'INSTITUT GRAND-DUCAL

Après des débuts prometteurs durant les années qui ont suivi la création de l'Institut Grand-Ducal en 1868, les dispositions du règlement organique concernant la tenue annuelle d'une assemblée générale ordinaire et la désignation du président et du secrétaire général de l'Institut Grand-Ducal ont été oubliées. Ce n'est que sur l'initiative de la Section des sciences morales et politiques que, depuis quelques années, ces assemblées générales ont à nouveau été tenues et l'élection des présidents et secrétaires généraux a été reprise. Aussi l'assemblée générale tenue en octobre 2011 a-t-elle élu à la présidence de l'Institut M. Paul Dostert et à celle de secrétaire général de l'Institut M. Guy Thewes. L'assemblée générale tenue en octobre 2012 a élu à la présidence de l'Institut Grand-Ducal M. Pierre Seck (président de la Section des sciences naturelles, physiques et mathématiques) et à celle de secrétaire général M. Paul Heuschling, et l'assemblée générale tenue en octobre 2013 a élu à la présidence de l'Institut Grand-Ducal le Dr. Mario Dicato (président de la Section médicale) et à celle de secrétaire général le Dr. Marc Keipes.

Depuis l'assemblée générale du 30 juin 2014, la présidence et le secrétariat sont assumés par les président et secrétaire de la Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique, et se présentent comme suit :

Président de l'Institut Grand-Ducal : Jean Ensich
Secrétaire général : Alexandre Ecker

Un inventaire des structures et activités des six sections a pu être dressé, sur base d'un questionnaire conçu par Jean-Paul Harpes ; la synthèse des réponses a été publiée au volume XV des Actes (pages 286-312).

Ainsi qu'il résulte de ce qui précède, une collaboration réelle a été établie entre les six sections depuis 2011, avec élection d'un président et d'un secrétaire général de l'Institut, sur base du règlement organique de 1868. Mais le besoin s'est fait sentir d'adapter ce règlement aux données actuelles, moyennant des amendements qui font l'objet de l'avant-projet de loi concernant l'Institut Grand-Ducal et portant abrogation du règlement organique de l'Institut Royal Grand-Ducal de Luxembourg du 24 octobre 1868 (version juillet 2013, voir Actes XVII, p. 349 ss.). Cet avant-projet se trouve soumis aux pouvoirs publics pour approbation.

3. ADRESSES ET ADMINISTRATION DES SECTIONS

Créé voilà plus d'un siècle – en 1868 – l'Institut vit encore dans le provisoire. Seule la section de linguistique possède un siège, avec secrétariat et bibliothèque, au 2a rue Kalchesbruck, L-1852 Luxembourg – la section des sciences naturelles y disposant également d'un bureau. Plusieurs sections ont leur siège administratif, voire leur bibliothèque ou leurs archives, au domicile du président ou du secrétaire. Ainsi s'explique la liste d'adresses ci-après.

1. Section historique

Président : M. Paul Dostert,
18, rue Schrobilgen, L-2526 Luxembourg
Courriel : paul.dostert@cnr.etat.lu

Secrétaire : M. Guy Thewes
Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg
14, rue du St-Esprit, L-2090 Luxembourg
Courriel : g.thewes@musee-hist.lu

2. Section des sciences naturelles, physiques et mathématiques

Président : M. Pierre Seck,
162a, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg
Courriel : pierre.seck@uni.lu

Secrétaire : M. Laurent Pfister,
162a, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg
Courriel : laurent.pfister@lippmann.lu

3. Section des sciences médicales

Président : Dr. Mario Dicato,
Centre Hospitalier de Luxembourg
4, rue Barblé, L-1210 Luxembourg

Secrétaire : Dr. Marc Keipes,
Clinique Ste-Zithe, L-2763 Luxembourg

4. Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique

Siège : 2a, rue Kalchesbruck, L-1852 Luxembourg

Président : M. Jean Ensich

Secrétaire : M. Alexandre Ecker
Courriel : sekretariat@igd-leo.lu
Tél. : 247-88640

5. Section des arts et des lettres

Président : M. Lucien Kayser,
11, rue Lemire, L-1927 Luxembourg
Courriel : lucien.kayser@gmail.com

Secrétaire : M. Claude Mangen,
30, Cité Pierre Strauss, L-9357 Bettendorf
Courriel : cmangen@100komma7.lu

6. Section des sciences morales et politiques

Président : M. André Prüm
41, allée Saint-Hubert, L-8138 Bridel
Courriel : andre.prum@uni.lu

Secrétaire M. André Elvinger
général : 174, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg
Courriel : andreelvinger@ehp.lu